

Bibliographie de droit de la santé

avril 2003 - mars 2006

(fait suite aux fascicules SAN-News n° 1 à 21, qui contiennent une bibliographie en droit de la santé allant de fin 1995 à avril 2003, disponible sur http://www.unine.ch/ids/bibliotheque/pdf/SanNews_01-21.pdf)

Ces rubriques sont disponibles dans les N° de la Revue suisse de droit de la santé / Schweizerische Zeitschrift für Gesundheitsrecht

Ont collaboré à certaines de ces rubriques / An dieser Rubriken haben mitgewirkt : Séverine BOILLAT, Nathalie BRUNNER, Thierry CLEMENT, Vincent CORPATAUX, Béatrice DESPLAND, Olivier GUILLOD, Christian HÄNNI, Daniel KRAUS, Audrey LEUBA, Chouchouna NDJOKO, Jean PERRENOUD, Martine REHM FUCHS, Aline SCHMIDT, Dominique SPRUMONT, Vincent STAUFFER, Gabrielle STEFFEN, Céline TRITTEN, Marinette UMMEL, Christian VAN GESSEL avec un hommage tout particulier au juriste inconnu.

RSDS N°1.....	2
RSDS N°2.....	21
RSDS N°3.....	60
RSDS N°4.....	101
RSDS N°5.....	143
RSDS N°6.....	176
RSDS N°7.....	214
RSDS N°8 [1/2006]	256
RSDS N°9 [2/2006]	300
RSDS N°10 [3/2006]	338

RSDS N°1

Cette rubrique présente les références des dernières parutions juridiques en matière de droit de la santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger. Ce numéro couvre en principe la période entre **le 15 avril et le 15 juin 2003**.

Diese Rubrik gibt Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheitsrecht. Sie wird auf Grund von nahezu Hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der Schweiz und dem Ausland zusammengestellt. Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode **vom 15. April bis zum 15. Juni 2003**.

LÉGISLATION/ GESETZGEBUNG

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

* Pas d'éléments suffisamment significatifs recensés pour ce numéro.

II. Droit communautaire / Europarecht (JOCE L 98 à L 148 du 16 juin 2003 et JOCE C 91 à C 140 du 14 juin 2003)

DROIT ÉDICTÉ / ERLASSENES RECHT

* Décision n° 3/2002 du 5 février 2003 du comité mixte institué par l'accord de reconnaissance mutuelle conclu entre la Communauté européenne et le Japon, en ce qui concerne la publication des listes d'installations confirmées dans le cadre de l'annexe sectorielle sur les bonnes pratiques de laboratoire (BPL) pour les produits chimiques et de l'annexe sectorielle sur les bonnes pratiques de fabrication (BPF) des médicaments, JO L 98 du 16 avril 2003.

* Directive 2003/32/CE de la Commission du 23 avril 2003 introduisant des spécifications détaillées en ce qui concerne les exigences prévues à la directive 93/42/CEE du Conseil pour les dispositifs médicaux fabriqués à partir de tissus d'origine animale, JO L 105 du 26 avril 2003.

* Règlement (CE) n° 859/2003 du Conseil du 14 mai 2003 visant à étendre les dispositions du règlement (CEE) n° 1408/71 et du règlement (CEE) n° 574/72

aux ressortissants de pays tiers qui ne sont pas déjà couverts par ces dispositions uniquement en raison de leur nationalité, JO L 124 du 20 mai 2003.

- * Règlement (CE) n° 953/2003 du Conseil du 26 mai 2003 visant à éviter le détournement vers des pays de l'Union européenne de certains médicaments essentiels, JO L 135 du 3 juin 2003.

RAPPORTS, RECOMMANDATIONS, DÉCLARATIONS, PROPOSITIONS, ETC. /
BERICHTE, EMPFEHLUNGEN, ERKLÄRUNGEN, VORSCHLÄGE, USW.

- * Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 mars 2003 au 15 avril 2003, JO C 99 du 25 avril 2003.
- * Initiative de la République hellénique concernant l'adoption d'une décision-cadre relative à la prévention du trafic d'organes et de tissus d'origine humaine et à la lutte contre ce phénomène, JO C 100 du 26 avril 2003.
- * Appel à propositions restreint pour le programme d'aide aux politiques de population et soins de santé en matière de procréation, JO C 110 du 8 mai 2003 ; rectificatif, JO C 123 du 24 mai 2003.
- * Déclarations du Liechtenstein et de la Norvège conformément à l'article 5 du règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil du 14 juin 1971 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés et à leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, JO C 127 du 29 mai 2003.
- * Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 avril 2003 au 15 mai 2003, JO C 129 du 3 juin 2003.
- * Avis du Comité économique et social européen sur la "Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative à la participation de la Communauté à un programme de recherche et développement visant à développer des nouvelles interventions cliniques afin de lutter contre le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose grâce à un partenariat à long terme entre l'Europe et les pays en développement, entrepris par plusieurs États membres et la Norvège" (COM(2002) 474 final — 2002/0211 (COD)), JO C 133 du 6 juin 2003.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation

électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl>.

- * Pas d'éléments suffisamment significatifs recensés pour ce numéro.

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

DROIT ÉDICTÉ /
ERLASSENES RECHT
[RO/AS 2002 N° 1-16 (23 AVRIL 2002)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

- * Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édition de la pharmacopée, du 9 novembre 2001. Modification du 17 avril 2003, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2003, RO 2003 1197.

MESSAGES, RAPPORTS ET DÉCISIONS OFFICIELS /
BOTSCHAFTEN, AMTLICHE BERICHTE UND BESCHLÜSSE
[FF/BBL 2002 N° 1-16 (23 AVRIL 2002)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

- * Initiative populaire fédérale « Pour une caisse maladie unique et sociale ». Examen préliminaire (l'initiative propose un nouvel art. 117 al. 3 prévoyant que la Confédération institue une caisse unique pour l'assurance obligatoire des soins et que la loi fixe les primes en fonction de la capacité économique des assurés), FF 2003 3541.
- * Ouverture d'une procédure de consultation sur l'avant-projet relatif à la révision du Code civil (protection de l'adulte, droit des personnes et droit de la filiation). Décision du Conseil fédéral du 26 juin 2003 (*l'avant-projet et le rapport explicatif sont disponibles sur le site Internet de l'Office fédéral de la justice*). Délai : 15 janvier 2004.
- * Approbation de projets d'institutions d'assurance privée concernant l'utilisation des contributions cantonales aux traitements hospitaliers intracantonaux de patients privés et semi-privés pour l'année 2001, Office fédéral des assurances privées, 13 mai 2003, FF 2003 3016.

- * Approbation de projets d'institutions d'assurance privée concernant l'utilisation des contributions cantonales aux traitements hospitaliers intracantonaux de patients privés et semi-privés pour l'année 2001, Office fédéral des assurances privées, 20 mai 2003, FF 2003 3138.
- * Approbation de projets d'institutions d'assurance privée concernant l'utilisation des contributions cantonales aux traitements hospitaliers intracantonaux de patients privés et semi-privés pour l'année 2001, Office fédéral des assurances privées, 3 juin 2003, FF 2003 3324, 3325, 3326, 3327, 3328 et 3329.
- * Approbation de projets d'institutions d'assurance privée concernant l'utilisation des contributions cantonales aux traitements hospitaliers intracantonaux de patients privés et semi-privés pour l'année 2001, Office fédéral des assurances privées, 24 juin 2003, FF 2003 3872, 3872, 3874 et 3875.
- * Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 1er septembre 2000 au 6 mai 2003, FF 2003 3030.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait du "Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin", n° 1/2003 avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

APPENZELL I.RH.

- * Gesetz über das Gesundheitswesen (Änderung : § 43a neu; Hebammenwartgeld) vom 20.01.2003, in Kraft ab 01.01.2003. G 2003 37.
- * Spitalgesetz, (SpitG) (Hebt das G vom 26.04.1998 auf) vom 27.04.2003, in Kraft ab 27.04.2003.
- * Gesetz über die öffentliche Altershilfe (Altershilfegesetz, AhiG) vom 27.04.2003, in Kraft ab 27.04.2003.

FRIBOURG

- * Règlement du 28.11.2000 conc. les produits thérapeutiques (Modifications : Divers remplacements de termes ; Art. 1 II, 3 II, 4 II, 6 I, 34 I lit. e, 52 I, 61a nouveau) (introduite par l'art. 42 de l'Ordonnance portant adaptation de la législation cantonale à la Loi du 16.10.2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration, LOCEA) du 08.04.2003, entrée en vigueur le 01.01.2003. ROF/ASF 2003_054.
- * Règlement du 04.12.2001 sur les établissements médico-sociaux pour personnes âgées (Modifications : Art. 5 IV, 7 II 1^{ère} phrase, 12 2^{ème} phrase) (Introduite par l'art. 54 de l'Ordonnance portant adaptation de la législation cantonale à la Loi du 16.10.2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de

l'administration, LOCEA) du 08.04.2003, entrée en vigueur le 01.01.2003.
ROF/ASF 2003_054.

LUZERN

- * Verordnung über Berufe der Gesundheitspflege vom 17.12.1985 (Änderung Ingress, § 1 I lit. c & 28a je neu und je betr. Hebammenwartgeld) vom 15.04.2003, in Kraft ab 01.01.2003. G 2003 84.

VAUD

- * Règlement sur la recherche biomédicale du 19.03.2003, entrée en vigueur le 19.03.2003. FAO 2003 N° 26, p. 3.
- * Loi du 05.12. 1978 sur la planification et le financement des établissements sanitaires d'intérêt public et des réseaux de soins (Modification : Art. 17 II^{bis} nouveau, 26 IV nouveau, 26^e) du 17.12.2002, entrée en vigueur le 01.01.2003. FAO 2003, N° 4, p. 5.

ZÜRICH

- * Gesetz über das Gesundheitswesen, (Gesundheitsgesetz) vom 04.11.1962 (Änderung : §42 II & III, 43 I), vom 04.11.2002, in Kraft ab 01.01.2003. OS 58 23.

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

INTERNATIONAL ET ÉTRANGER /
INTERNATIONAL UND AUSLÄNDISCH

- * Pas d'éléments suffisamment significatifs recensés pour ce numéro.

SUISSE / SCHWEIZ

- * Pas d'éléments suffisamment significatifs recensés pour ce numéro.

**JURISPRUDENCE /
RECHTSPRECHUNG**

**I. Jurisprudence CEDH (sélection) /
Rechtsprechung EMRK (Auswahl)**
(<http://www.echr.coe.int>)

* Pas d'éléments suffisamment significatifs recensés pour ce numéro.

**II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) /
Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)**
(<http://curia.eu.int/fr/index.htm>)

- * AOK BUNDESVERBAND et autres, aff. Jointes C-264/01, C-306/01, C-354/01 et C-355/01 – Conclusions de l'Avocat général du 22 mai 2003.
Concurrence – Fédérations nationales des caisses de maladie et notion d'association d'entreprise au sens de l'article 81, paragraphe 1, CE – Etablissement des prix maximaux pour des médicaments – Restriction de la concurrence – Justification de l'article 86, paragraphe 2, CE (entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général).
- * BUNDESVERBAND DER ARZNEIMITTEL-IMPORTEURE et COMMISSION c. BAYER, aff. Jointes C-2/01 P et C-3/01 P – Conclusions de l'Avocat général du 22 mai 2003.
Pourvoi formé contre un arrêt du Tribunal de première instance – Importations parallèles de produits pharmaceutiques – Article 81, paragraphe 1, CE – Notion d'accord – Preuve de l'existence d'un accord.
- * COMMISSION c. REPUBLIQUE DE FINLANDE, aff. C-229/00 – Arrêt de la Cour du 12 juin 2003.
Manquement d'État – Directive 89/105/CEE (concernant la transparence des mesures régissant la fixation des prix des médicaments à usage humain et leur inclusion dans le champ d'application des systèmes nationaux d'assurance maladie) – Défaut d'appliquer la procédure prévue à l'article 6 de cette directive aux décisions fixant des catégories de médicaments bénéficiant d'une couverture majorée – Défaut d'assortir les décisions de refus de motifs reposant sur des critères objectifs et vérifiables.
- * COMMISSION c. ARTEGODAN et autres, aff. C-39/03 P-R – Ordonnance du Président de la Cour du 8 mai 2003.
Pourvoi – Médicaments à usage humain – Retrait d'une autorisation de mise sur le marché – Compétence de la Commission – Directives 65/65/CEE et 75/319/CEE – Arrêt du Tribunal annulant une décision de retrait – Sursis à l'exécution d'un arrêt du Tribunal.
- * MÜLLER-FAURE et VAN RIET, aff. C-385/99 – Arrêt de la Cour du 13 mai 2003.
Libre prestation des services – Article 49 CE et article 50 CE – Assurance maladie – Système de prestations en nature – Conventionnement – Frais médicaux engagés dans un autre État membre – Autorisation préalable.

- * PARANOVA OY, aff. C-113/01 – Arrêt de la Cour du 8 mai 2003.
Interprétation des articles 28 CE et 30 CE – Médicaments – Retrait de l'autorisation d'importation parallèle à la suite de la renonciation à l'autorisation de mise sur le marché du médicament de référence.
- * PFEIFFER c. DEUTSCHES ROTES KREUZ KREISVERBAND WALDSHUT, aff. Jointes C-397/01 et 403/01 – Conclusions de l'Avocat général du 6 mai 2003.
Politique sociale – Protection de la sécurité et de la santé des travailleurs – Directive 93/104/CEE – Champ d'application – Secouristes accompagnant les ambulances – Portée de la notion de « transports routiers » – Durée maximale hebdomadaire de travail – Effet direct, principe et dérogations.

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

ALLEMAGNE

- * Rechtsmedizin Heft 1 (2003), p. 52, Landgericht Köln Beschluss vom 09.11.2002-102-57.
Zeugnisverweigerungsrecht von Betreuern einer „Babyklappe“.
- * Rechtsmedizin Heft 1 (2003), p. 114, OLG Koblenz, Urteil vom 21.07.2002 – 5 U 1648/01 (nicht rechtskräftig).
Unfall eines geistig verwirrten und in der körperlichen Beweglichkeit eingeschränkten Heimbewohners – Haftung des Altenheimes.
- * Rechtsmedizin Heft 1 (2003), p. 115, OLG Hamm, Beschluss vom 28.02.2002-15 W 50/00.
Vormundschaftsgerichtliche Genehmigung der Sterilisation eines Betreuten.
- * Medizinrecht Heft 6 (2003), p. 343, OLG Oldenburg, Urt. V. 3.12.2002 – 5 U 100/00.
Arzthaftungsrecht : Verurteilung eine städtische Klinik zu Schadenersatz dem Grunde nach, weil die Klinik den Tod einer Patientin verschuldet habe.
- * Medizinrecht Heft 5 (2003), p. 289, BVerfG, Beschl. V. 11.2.2003 – 1 BvR 1972/00 und 1 BvR 70/01 -, Quelle: Pressemitteilung d. BVerfG v. 25.2.2003.
Heilmittelwerberecht / Arzneimittelrecht : gesetzliche Verbot Impfstoffe an Ärzte zu versenden und hierfür zu werben, verletzt die Apotheker in ihrem Grundrecht auf freie Berufsausübung.
- * Medizinrecht Heft 5 (2003), p. 301, BGH, Urt. v. 25.04.2002 – 4 StR 152/01 (LG Bielefeld).
Strafbares Betreiben einer Apotheke ohne die erforderliche Erlaubnis und Verbot der Beteiligung am Umstanz oder am Gewinn einer Apotheke.

- * Medizinrecht Heft 4 (2003), p. 223, BGH, Urt. v. 28.03.2002 – I ZR 283/99 (OLG Nürnberg).
Werbung für Haartransplantation.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante : <http://www.jaac.admin.ch>. La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante : <http://www.bger.ch/>.

- * ATF 129 III 242 – Arrêt du Tribunal fédéral du 18 février 2003, Chambre des poursuites et faillites.
Les coûts effectifs assumés par le débiteur dans le cadre de la franchise annuelle de l'assurance obligatoire des soins doivent être pris intégralement en compte dans le calcul du minimum vital.
- * ATF 129 IV 32 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 14 janvier 2003.
Demande d'admission du Viagra sur la liste des spécialités – Appréciation du caractère de maladie des dysfonctionnements de l'érection – Notion de réclame publique selon l'art. 65 al. 6 OAMal.
- * ATF 129 IV 51 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 28 août 2002.
Assurance facultative d'indemnités journalières – Sanction de l'annonce tardive d'une incapacité de travail – Validité et communication à l'assuré des dispositions internes des caisses.
- * Arrêt du Tribunal fédéral du 22 janvier 2002, II^e Cour civile, in RJJ 2002, p. 240.
Conformément à l'obligation de sauvetage inscrite à l'article 61 al. 1 LCA, l'ayant droit est obligé de faire tout ce qui est possible pour restreindre le dommage – Dans le domaine des assurances couvrant les répressions d'atteintes à la santé, l'assuré doit notamment se soumettre aux mesures thérapeutiques aptes à réduire le dommage, pour autant que, selon l'expérience, il n'en résulte pas de risque pour sa vie, qu'une amélioration de l'affection soit à attendre avec certitude ou grande vraisemblance de ces mesures, et, par là, un accroissement notable de la capacité de gain, et enfin que ces mesures ne provoquent pas de souffrances excessives – In casu, intervention chirurgicale par arthroscopie pour l'ablation d'une calcification à l'épaule.
- * RAMA 1/2003, p. 7 – Arrêt du TFA du 22 octobre 2002 (K 102/00).
La jurisprudence concernant le droit, pour l'assureur-maladie, de compenser des primes échues avec des prestations dues aux assurés est précisée dans le sens que l'assureur-maladie ne peut procéder à une telle compensation que dans le cadre de la procédure prévue à l'art. 9, al. 1 OAMal.

- ✱ RAMA 1/2003 – Arrêt du TFA du 24 octobre 2002 (K 43/02).
C'est en principe l'ancien assureur-maladie qui est tenu de prendre en charge les coûts de médicaments qui ont été médicalement prescrits durant l'affiliation à celui-ci mais qui continuent d'être pris alors que l'assuré s'est affilié auprès d'un nouvel assureur-maladie.
- ✱ RAMA 1/2003 – Arrêt du TFA du 9 décembre 2002 (K 151/00).
Les traitements dentaires rendus nécessaires en raison d'une affection congénitale sont obligatoirement à charge de l'assurance-maladie dans la mesure où les conditions de l'art. 31, al. 1 LAMal sont remplies – La prognathie inférieure congénitale (art. 19, al. 2, ch. 22, OPAS) doit être assimilée à une maladie grave du système de la mastication au sens de l'art. 31, al. 1, let.a LAMal.
- ✱ JAAC n° 67.58, 2003 vol. III, Entscheid vom 23. Dezember 2002 der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel.
Médicaments (en l'espèce, phytopharmaceutiques) – Modification de l'information sur le médicament – Base légale pour ordonner une modification – Egalité de traitement entre médicaments similaires – Révocation d'une décision.
- ✱ JAAC n° 67.57, 2003 vol. III, Entscheid vom 16. Dezember 2002 der Eidgenössischen Rekurskommission für medizinische Aus- und Weiterbildung.
Examen des professions médicales – Contenu de la branche biologie I du premier examen propédeutique pour les médecins et les médecins-dentistes – Tenue du procès-verbal d'examen – Choix des questions d'examen.
- ✱ JAAC, n° 67.59, 2003 vol. III, Zwischenentscheid vom 6. November 2002 des Präsidenten der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel.
Dispositifs médicaux – Limitation du droit de consulter les pièces – Caviardage de données personnelles.

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

APPENZEL A.RH.

- ✱ AR GVP 13/2001 – OGer 25.9.2001.
Sanitätswesen. Ein Entscheid über die Rückforderung bezahlter Zahnarzthonorare wegen eines angeblichen Behandlungsfehlers steht der Honorarprüfungskommission nicht zu (Art. 18 bis Gesundheitsgesetz, bGS 811.1).

NEUCHÂTEL

- ✱ RJN 2002 p. 307 ss. – Décision du Département de la justice, de la santé et de la sécurité en la cause C. c/ Service de la santé publique.

Art. 41 al. 2 litt. b LAMal. Prise en charge des frais d'hospitalisation hors canton, conditions ; notion de convenance personnelle.

- * RJN 2002 p. 295 ss. – Arrêt du Tribunal administratif du 13 février 2002 en la cause B. c/ Office de l'assurance-invalidité du canton de Neuchâtel.
Art. 43bis LAVS ; 66bis RAVS ; 36 RAI. Allocation pour un bénéficiaire de rente AVS; rappel des conditions d'octroi.
- * RJN 2002 p. 312 ss.– Arrêt du Tribunal administratif du 21 mai 2002 en la cause R. c/ X Assurances.
Art. 37 al.3 LAA. Réduction des prestations de l'assurance-accidents pour cause d'ivresse au volant.

DOCTRINE / LEHRE

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * FAULKNER A. and al., Human tissue engineered products – Drugs or devices?, *British Medical Journal*, 326 (2003), p. 1159.
- * GANDHI T. K., WEINGART S. N. BORUS J. B. and al., Adverse drug events in ambulatory care, *New England Journal of Medicine*, 348 (2003), p. 1556.
- * GOURDON P., La consommation de cannabis nécessaire à la sauvegarde de la santé : une application contestable de l'article 122-7 du code pénal, *Le Dalloz*, 2003, n° 9, p. 584.
- * IGLEHART J. K., Medicare and Drug Pricing, *New England Journal of Medicine*, 348 (2003), p. 1590.
- * LAING R., WANING B., GRAY A. and al., 25 years of the WHO essential medicines lists : progress and challenges, *Lancet*, 361 (2003), p. 1723.

- * SCHIMMELPFENG-SCHÜTTE R., Das Neugeborenen-Screening : Kein Recht auf Nichtwissen ? Material für eine deutsche Gendatei ?, *Medizinrecht*, Heft 4, 2003, p. 214.
- * TIERNEY W. M., Adverse outpatient drug events – A problem and an opportunity, *New England Journal of Medicine*, 348 (2003), p. 1587.

Assurances sociales

- * STEINBOCK B., Health care coverage for not-yet-born children, *The Hastings center report*, vol. 33, n° 1 (janvier-février 2003), p. 49.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * BAKER L., WAGNER T. H., SINGER S. and al., Use of internet and e-mail for health care information. Results from a national survey, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 2400.
- * BLOCKX F., Témoignage du corps humain et consentement éclairé : *mens rea in corpore tacito* ?, *Revue de droit de la santé*, 2002-2003, n° 3, p. 161.
- * DAVIS N., POHLMAN, A., GEHLBACH B. and al. Improving the process of informed consent in the critically ill., *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 1963.
- * FAHRENHORST I., Die Kontrolle der Prüfungsunfähigkeit, *Medizinrecht*, Heft 4, 2003, p. 207.
- * FOSSIER TH., Santé publique / incapables mineurs et majeurs, démocratie sanitaire et personnes vulnérables, *La Semaine Juridique*, n° 21, 21 mai 2003, p. 931.
- * GOTTLIEB S., US patient privacy law come into effect, *British Medical Journal*, 326 (2003), p. 900.
- * HAGGER L., Some implications of the human rights Act 1998 for the medical treatment of children, *Medical Law International*, vol. 6 n° 1, 2003, p. 25.
- * JAEGER R., Informationsanspruch des Patienten – Grenzen der Werbung im Gesundheitswesen, *Medizinrecht*, Heft 5, 2003, p. 263.
- * LEWIS O., Protecting the rights of people with mental disabilities: the European Convention on Human Rights, *European Journal of Health Law*, 2002, vol. 9, n° 4, p. 293.

- * NGWENA C., Access to health care services as a justiciable socio-economic right under the South African Constitution, *Medical Law International*, vol. 6 n° 1, 2003, p. 13.
- * RIXEN S., HÖFLING W., KUHLMANN W., WESTHOFEN M., Zum rechtlichen Schutz der Patientenautonomie in der ressourcenintensiven Hochleistungsmedizin : Vorschläge zur neustrukturierung des Aufklärungsgesprächs, *Medizinrecht*, Heft 4, 2003, p. 191.
- * SCHELLING PH., ERLINGER R., Die Aufklärung über Behandlungsalternativen, *Medizinrecht*, Heft 6, 2003, p. 331.

Ethique biomédicale

- * BYK C., Bioéthique – Législation, jurisprudence et avis des instances d'éthique, *La Semaine Juridique*, n° 19, 7 mai 2003, p. 827.

Euthanasie

- * BATTLE J. C., Legal status of physician-assisted suicide, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 2279.
- * FREEMAN M., Denying death its dominion: Thoughts on the Dianne Pretty Case, *Medical Law Review*, vol. 10 n° 3, Autumn 2002, p. 245.
- * LEE D. E., Physician-Assisted Suicide: A conservative critique of intervention, *The Hastings center report*, vol. 33, n° 1 (janvier-février 2003), p. 17.
- * LORENZ K., Moral and practical challenges of physician-assisted suicide, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 2282.
- * PALMER L., The legal and political future of physician-assisted suicide, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 2283.
- * RAVENSTEIN C., Discontinuation of life supporting measures in Germany, *European Journal of Health Law*, 2002, vol. 9, n° 4, p. 321.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * CARTER D., The surgeon as a risk factor, *British Medical Journal*, 326 (2003), p. 832.

Génétique humaine et biotechnologies

- * BARBOUR V., UK Biobank : a project in search of a protocol ?, *Lancet*, 361 (2003), p. 1734.
- * CALLUS T., *Omnis definitio periculosa est*: on the definition of the term “embryo” in the Human Fertilisation & Embryology Act 1990, *Medical Law International*, vol. 6 n° 1, 2003, p. 1.
- * FASSBENDER K., Der Schutz des Embryos und die Humangenetik : Zur Verfassungsmässigkeit des neuen Stammzellengesetzes und des Embryonenschutzgesetzes im Lichte des einschlägigen Arzthaftungsrechts, *Medizinrecht*, Heft 5, 2003, p. 279.
- * LINACRE A., The UK National DNA database, *Lancet*, 361 (2003), p. 1841.
- * GOGARTY B., What exactly is an exact copy? And why it matters when trying to ban human reproductive cloning in Australia?, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 84.
- * HALLOWELL N., FOSTER C., EELES R. and al., Balancing autonomy and responsibility: The ethics of generating and disclosing genetic information, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 74.
- * PATTINSON S. D., Reproductive cloning: Can cloning harm the clone?, *Medical Law Review*, vol. 10 n° 3, Autumn 2002, p. 295.
- * RICHARDS M. P. M., PONDER M., PHAROAH P. and al., Issues of consent and feedback in a genetic epidemiological study of women with breast cancer, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p.93.
- * WITTECK L., ERICH CH., Straf- und verfassungsrechtliche Gedanken zum Verbot des Klonens von Menschen, *Medizinrecht*, Heft 5, 2003, p. 258.

Médecine légale

- * HEISLER M., MORENO A., DE DONNER S. and al., Assessment of torture and ill treatment of detainees. Attitudes and experiences of forensic physicians, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 2135.

Recherche biomédicale

- * BENNETT D. A., JULL A., FDA : untapped source of unpublished trials, *Lancet*, 361 (2003), p. 1402.

- * BOYES M., WARD P., Brain donation for schizophrenia research: gift, consent, and meaning, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p.165.
- * DAWSON J., Randomised controlled trials of mental health legislation, *Medical Law Review*, vol. 10 n° 3, Autumn 2002, p. 308.
- * GARATTINI S., BERTELE V., LI BASSI L., How can research ethics committees protect patients better?, *British Medical Journal*, 326 (2003), p. 1199.
- * KAPLAN J. B., BENNETT T., Use of race and ethnicity in biomedical publication, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 2709.
- * LILFORD R. J., Ethics of clinical trials from a bayesian and decision analytic perspective: whose equipoise is it anyway?, *British Medical Journal*, 326 (2003), p. 980.
- * PENTZ R. D., et al., Revisiting Ethical Guidelines for Research with Terminal Wean and Brain-Dead Participants, *The Hastings center report*, vol. 33, n° 1 (janvier-février 2003), p. 20.

Responsabilité médicale

- * DAVID G., Faire bon usage de l'erreur médicale, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2003 tome 187 n° 1, p. 129.
- * DEIS-BEAUQUESNE S., L'indépendance technique du médecin salarié : une nouvelle brèche dans la jurisprudence *Costedoat*, *Le Dalloz*, 2003, n° 9, p. 580.
- * DENDONCKER D., Application dans le temps de la loi sur la réparation des accidents médicaux, *Le Dalloz*, 2003, n° 18, p. 1196.
- * GAINÉ W. J., No-fault compensation systems, *British Medical Journal*, 326 (2003), p. 997.
- * HUREAU J., DE FONTBRESSIN P., Le droit de la responsabilité médicale. Les nouveaux enjeux, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2003 tome 187 n° 1, p. 161.
- * LAMBERT-FAIVRE Y., La responsabilité médicale : la loi du 30 décembre modifiant la loi du 4 mars 2002, *Le Dalloz*, 2003, n° 6, p. 361.
- * MARTIN R., La responsabilité médicale après la loi du 4 mars 2002, *Gazette du Palais*, janvier-février 2003, p. 207.
- * MELLO M., STUDDERT D. M., BRENNAN T. A., The new medical malpractice crisis, *New England Journal of Medicine*, 348 (2003), p. 2281.

- * OLIVIER M., Modalités d'établissement de la liste nationale des experts en accidents médicaux créée par la loi du 4 mars 2002 (loi Kouchner), *Gazette du Palais*, janvier-février 2003, p. 201.
- * PANSIER F.-J., Présentation de la loi du 30 décembre 2002 sur la responsabilité médicale, *Gazette du Palais*, Janvier-février 2003, p. 26.
- * PRIAULX N. M., Conceptualising harm in the case of the “unwanted” child, *European Journal of Health Law*, 2002, vol. 9, n° 4, p. 337.
- * SHOJANIA K. G., BURTON E. C., McDONALD K. M. and al., Changes in rates of autopsy-detected diagnostic errors over time. A systematic review, *Journal of American Medical Association*, 289 (2003), p. 2849.

Systeme de santé, politique de la santé

- * BLOCHE G., The invention of health law, *California Law Review*, March 2003, vol. 91, p. 247.
- * CABBILLAU N., L'usage de cannabis : entre répression excessive et dépénalisation problématique, *Médecine & droit*, 2003, n° 58, p. 3.
- * CONNERS J. R., A critical misdiagnosis : How courts underestimate the anticompetitive implications of hospital mergers, *California Law Review*, March 2003, vol. 91, p. 543.
- * HAM C., Improving the performance of health services: the role of clinical leadership, *Lancet*, 361 (2003), p. 1978.
- * IGLEHART J. K., The dilemma of medicaid, *New England Journal of Medicine*, 348 (2003), p. 2140.
- * JHA A. K., PERLIN J. B., KIZER K. W., and al., Effect of the transformation of the Veterans Affairs Health Care System on the quality of care, *New England Journal of Medicine*, 348 (2003), p. 2218.
- * MAUREL L., Comparaison des systèmes de réglementation du cannabis dans le monde : éléments pour un débat public, *Médecine & droit*, 2003, n° 58, p. 17.
- * MENDELSON D., STOLTZFUS JOST T., A comparative study of the law of palliative care and end-of-life treatment, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2003, p. 130.
- * MUSGROVE P., Judging health systems : reflections on WHO's methods, *Lancet*, 361 (2003), p. 1817.
- * PEPIN G., Cannabis et conduite automobile, *Médecine & droit*, 2003, n° 58, p. 27.

- * WOLFFERS I., VAN BEELEN N., Public health and the human rights of sex workers, *Lancet*, 361 (2003), p. 1981.

Transplantations

- * BELL M. D. D., Non-heart beating organ donation : old procurement strategy – new ethical problems, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p.176.
- * CASTRO L. D., Human organs from prisoners : kidneys for life, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 171.
- * CHOUHAN P., DRAPER H., Modified mandated choice for organ procurement, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p.157.
- * DE CASTRO L. D., Commodification and exploitation: arguments in favour of compensated organ donation, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p.142.
- * EMSON H. E., It is immoral to require consent for cadaver organ donation, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p.125.
- * ENGLISH V., SOMMERVILLE A., Presumed consent for transplantation : a dead issue after Alder Hey, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 147.
- * ERIN C. A., HARRIS J., An ethical market in human organs, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 137.
- * GLANNON W., Do the sick have a right to cadaveric organs, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 153.
- * HAMER C. L., RIVLIN M. M., A stronger policy of organ retrieval from cadaveric donors: some ethical considerations, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p.196.
- * HARRIS J., Organ procurement: dead interests, living needs, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 130.
- * JORALEMON D., COX P., Body Value : The Case against Compensating for Transplant Organs, *The Hastings center report*, vol. 33, n° 1 (janvier-février 2003), p. 27.
- * LUNDIN S., IDVALL N., Attitudes of Swedes to marginal donors and xenotransplantation, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p.186.
- * SCHEPER-HUGHES N., Keeping an eye on the global traffic in human organs, *Lancet*, 361 (2003), p. 1645.
- * TAUPITZ J., Richtlinien in der Transplantationsmedizin, *Neue Juristische Wochenschrift*, n° 16, 2003, p. 1145.

- * ZAMPERTEEI N., BELLOMO R., RONCO C., Defining death in non-heart beating organ donors, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p.182.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

- * BEYLEVELD D., BROWNWORD R., *Human dignity in bioethics and biolaw*, Oxford 2001.
- * COMITE INTERNATIONAL DE BIOETHIQUE DE L'UNESCO, *Actes [de la] huitième session, septembre 2001*, Paris 2002.
- * MORRIS, P. (coord.), *Les transplantations*, Strasbourg 2003.
- * SICARD D. (coord.), *Travaux du comité consultatif national d'éthique*, Paris 2002.

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

ARTICLES / AUFSÄTZE

Assurances sociales

- * BALTHASAR A., Die Prämienverbilligung im Krankenversicherung : Vollzugsföderalismus und sekundäre Harmonisierung, *SZPW/RSSP*, 2003 (9) n° 1, p. 335.
- * KIESER U., Krankenversicherung : Einheitskasse verfassungsmässig, *Plädoyer*, n° 3/2003, p. 24.
- * LEUZINGER-NAEF S., Sozialversicherungsgerichtsbarkeit und Personenfreizügigkeitsabkommen Schweiz – EG, *SJZ*, (2003) n° 8, p. 193.
- * NYFFELER R., Les primes de l'assurance maladie ne peuvent pas être contestées, *Sécurité sociale*, 2002, n° 6, p. 365.
- * PEYRAUD A.-S., FROLICHER J., Le revenu d'invalidité en assurance invalidité et accidents, *Droit en mouvement Fribourg*, 2002, p. 351.

- * SCHNYDER E., L'abaissement du taux d'intérêt minimal dans la prévoyance professionnelle, *Sécurité sociale*, 2002, n° 6, p. 359.
- * WICKI M., L'apport de la recherche au développement de l'assurance maladie, *Sécurité sociale*, 2002, n° 6, p. 350.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * BRAUMAN R., Maladies négligées et malades oubliés. De l'essor de la recherche et de la production de médicaments à la mainmise des financiers, *Médecine et Hygiène*, n° 2434 du 23 avril 2003, p. 889.
- * DUC J.-L., Accès aux soins pour tous en Suisse : une réalité ?, *AJP/PJA*, 2003 (12) n° 5, p. 539.
- * MANAI D., Pouvoir parental et droit, *FamPra.ch*, 3 (2002), Heft 2, p. 197.
- * MARTIN J., Accouchement sous X, adoption, PMA, « boîte à bébé » et droit de connaître ses origines : un débat actuel, *Médecine et Hygiène*, n° 2436 du 7 mai 2003, p. 989.
- * PREVITALI A., La carta sanitaria : fra protezione dei dati, principio della legalità, surrogazione, *RDAT*, 2002 n° II, p. 475.

Euthanasie

- * GLASNER B. S., Le professionnel face au suicide : Cadre juridique et responsabilité, *InfoKara*, 2002, vol. 17, n° 4, p. 115.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * RÜETSCHI D., Ärztliches Standesrecht in der Schweiz – Die Bedeutung der Medizinisch-ethischen Richtlinien der schweizerischen Akademie der medizinischen Wissenschaften, in : *Jahrbuch Junger Zivilrechtswissenschaftler*, 2002, p. 231.

Responsabilité médicale

- * LANDOLT H., Baby Boy und der kategorische Imperativ : Ein Beitrag zur haftpflichtrechtlichen Problematik des pränatalen Schadens und der Familienhaftung, *Revue de droit suisse*, n° 2/2003, p. 185.

- * MÜLLER C., Die ärztliche Haftpflicht für die Geburt eines unerwünschten behinderten Kindes :Rechtsvergleichende Überlegungen zur Zulässigkeit von Wrongful birth- und Wrongful life-Klagen im schweizerischen Recht, *AJP/PJA*, 2003 (12) n° 5 , p. 522.
- * SIDLER M., Die Bemessung der Genugtuung bei Todesfällen – ein Plädoyer für die Zuspriechung von Regelgenugtuungen, *Recht*, 2003, n° 2, p. 54.

Systeme de santé, politique de la santé

- * DUC J.-L., Accès aux soins pour tous en Suisse : une réalité ?, *AJP/PJA*, n° 5/2003, p. 539.
- * GUIBAN Y., La santé à un prix abordable : jusqu'à quand ?, *Bulletin des médecins suisses*, 2003, 84, n° 17, p. 832.
- * MONTMOLLIN DE J.-F., Neuf pistes pour améliorer l'économicité et la qualité du système suisse de santé, *Bulletin des médecins suisses*, 2003, 84, n° 21, p. 1110.

OUVRAGES ET MONOGRAPHIES / BÜCHER UND MONOGRAPHIEN

- * FELLMANN W., POLEDNA T., *Die Haftung des Arztes und des Spitals. Fragen und Entwicklungen im Recht der Arzt- und Spitalhaftung*, Zürich 2003.
- * PÄRLI K., MÜLLER KUCERA K., SPYCHER S., *Aids Recht und Geld. Eine Untersuchung der rechtlichen und wirtschaftlichen Probleme von Menschen mit HIV/Aids*, Zürich 2003.

RSDS N°2

Cette rubrique présente les références des dernières parutions juridiques en matière de droit de la santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger. Ce numéro couvre en principe la période entre **le 15 juin et le 31 octobre 2003**.

Diese Rubrik gibt Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheitsrecht. Sie wird auf Grund von nahezu Hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der Schweiz und dem Ausland zusammengestellt. Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode **vom 15. Juni bis zum 31. Oktober 2003**.

Législation/ Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

Conseil de l'Europe : <http://www.coe.int>

- * Conseil de l'Europe. Recommandation Rec(2003)10 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la xénotransplantation adoptée par le Comité des Ministres le 19 juin 2003.
- * Conseil de l'Europe. Recommandation Rec(2003)11 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la mise en place de procédures d'inactivation des agents pathogènes pour les composants sanguins adoptée par le Comité des Ministres, le 19 juin 2003, lors de la 844e réunion des Délégués des Ministres.
- * Conseil de l'Europe. Recommandation Rec(2003)12 du Comité des Ministres aux Etats membres relative aux registres des donneurs d'organes Adoptée par le Comité des Ministres le 19 juin 2003, lors de la 844e réunion des Délégués des Ministres.
- * Conseil de l'Europe. Résolution 1352 (2003) de l'Assemblée parlementaire relative à la recherche sur les cellules souches humaines.

- * Conseil de l'Europe. Recommandation 1626 (2003) de l'Assemblée parlementaire relative à la réforme des systèmes de santé en Europe: concilier équité, qualité et efficacité.
- * Conseil de l'Europe. Résolution 1347 (2003) de l'Assemblée parlementaire relative aux incidences de la «politique de Mexico» sur le libre choix d'une contraception en Europe.
- * Conseil de l'Europe. Recommandation 1611 (2003) de l'Assemblée parlementaire relative au trafic d'organes en Europe.

II. Droit communautaire / Europarecht

(JOCE L 149 à L 284 du 31 octobre 2003

et JOCE C 141 à C 262 du 31 octobre 2003)

Droit édicté / Erlassenes Recht

- * Règlement (CE) n° 1084/2003 de la Commission, du 3 juin 2003, concernant l'examen des modifications des termes d'une autorisation de mise sur le marché délivrée par l'autorité compétente d'un État membre pour des médicaments à usage humain et des médicaments vétérinaires, JO L 159 du 27 juin 2003.
- * Règlement (CE) n° 1085/2003 de la Commission, du 3 juin 2003, concernant l'examen des modifications des termes d'une autorisation de mise sur le marché de médicaments à usage humain et de médicaments vétérinaires relevant du champ d'application du règlement (CEE) n° 2309/93 du Conseil, JO L 159 du 27 juin 2003.
- * Règlement (CE) n° 1567/2003 du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2003 concernant les aides destinées aux politiques et aux actions relatives à la santé génésique et sexuelle et aux droits connexes dans les pays en développement, JO L 224 du 6 septembre 2003.
- * Règlement (CE) n° 1568/2003 du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2003 relatif à l'aide en faveur de la lutte contre les maladies dues à la pauvreté (VIH/sida, tuberculose et paludisme) dans les pays en développement, JO L 224 du 6 septembre 2003.
- * Directive 2003/63/CE de la Commission, du 25 juin 2003, modifiant la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil instituant un code

communautaire relatif aux médicaments à usage humain, JO L 159 du 27 juin 2003.

- * Directive 2003/94/CE de la Commission du 8 octobre 2003 établissant les principes et lignes directrices de bonnes pratiques de fabrication concernant les médicaments à usage humain et les médicaments expérimentaux à usage humain, JO L 262 du 14 octobre 2003.
- * Recommandation du Conseil du 18 juin 2003 relative à la prévention et à la réduction des dommages pour la santé liés à la toxicomanie, JO L 165 du 3 juillet 2003.
- * Décision n° 1209/2003/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 juin 2003 relative à la participation de la Communauté à un programme de recherche et développement visant à développer de nouvelles interventions cliniques afin de lutter contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose grâce à un partenariat à long terme entre l'Europe et les pays en développement, entrepris par plusieurs États membres, JO L 169 du 8 juillet 2003.
- * Décision de la Commission du 17 juillet 2003 modifiant la décision n° 2119/98/CE du Parlement européen et du Conseil et la décision 2000/96/CE en ce qui concerne les maladies transmissibles énumérées dans ces décisions et modifiant la décision 2002/253/CE en ce qui concerne les définitions de cas pour les maladies transmissibles [*notifiée sous le numéro C(2003) 2301*], JO L 184 du 23 juillet 2003.
- * Décision n° 2/2003 du Comité mixte UE-Suisse du 15 juillet 2003 portant modification de l'annexe II (sécurité sociale) de l'accord entre la Communauté européenne et ses États membres et la Confédération suisse sur la libre circulation des personnes, JO L 187 du 26 juillet 2003.
- * Décision n° 189 du 18 juin 2003 visant à remplacer par la carte européenne d'assurance maladie les formulaires nécessaires à l'application des règlements du Conseil (CEE) n° 1408/71 et (CEE) n° 574/72 en ce qui concerne l'accès aux soins pendant un séjour temporaire dans un État membre autre que l'État compétent ou de résidence, JO L 276 du 27 octobre 2003.
- * Décision n° 190 du 18 juin 2003 concernant les caractéristiques techniques de la carte européenne d'assurance maladie, JO L 276 du 27 octobre 2003.
- * Décision n° 191 du 18 juin 2003 relative au remplacement des formulaires E 111 et E 111 B par la carte européenne d'assurance maladie, JO L 276 du 27 octobre 2003.

- * Conclusions du Conseil du 2 juin 2003 sur la lutte contre la stigmatisation et la discrimination liées à la maladie mentale, JO C 141 du 17 juin 2003.
- * Conclusions du Conseil du 22 septembre 2003 relatives au renforcement de la compétitivité de l'industrie pharmaceutique européenne, JO C 250 du 18 octobre 2003.
- * Relevés des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 mai 2003 au 15 juin 2003, JO C 153 du 1^{er} juillet 2003 ; du 15 juin 2003 au 15 juillet 2003, JO C 176 du 25 juillet 2003 ; du 15 juillet 2003 au 15 août 2003, JO C 204 du 29 août 2003 ; du 15 août 2003 au 15 septembre 2003, JO C 230 du 26 septembre 2003 ; du 15 septembre 2003 au 15 octobre 2003, JO C 262 du 31 octobre 2003.
- * Résolution du Conseil du 15 juillet 2003 relative à la promotion de l'emploi et de l'intégration sociale des personnes handicapées, JO C 175 du 24 juillet 2003.
- * Communication de la Commission relative au règlement (CE) n° 141/2000 du Parlement européen et du Conseil concernant les médicaments orphelins, JO C 178 du 29 juillet.
- * Conclusion de protocoles d'accords avec : la Bulgarie, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, Malte, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie, la Turquie relatifs à la participation de ses pays respectifs au programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique (2003-2008), JO C 205 du 30 août 2003.
- * Déclaration de la République fédérale d'Allemagne conformément à l'article 5 du règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil, du 14 juin 1971, relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés et à leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, JO C 210 du 5 septembre 2003.
- * Avis du Comité économique et social européen sur la "Communication de la Commission relative à l'introduction de la carte européenne d'assurance maladie" (COM(2003) 73 final), JO C 220 du 16 septembre 2003.
- * Avis du Comité économique et social européen sur la "Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, et au Comité économique et social européen — Sciences du vivant et biotechnologie: une stratégie pour l'Europe. Rapport d'avancement et orientations pour l'avenir" (COM(2003) 96 final), JO C 234 du 30 septembre 2003.
- * Avis du Comité économique et social européen sur les "Soins de santé", JO C 234 du 30 septembre 2003.
- * Recommandation de la Commission du 19 septembre 2003 concernant la liste européenne des maladies professionnelles [*notifiée sous le numéro C(2003) 3297*], JO L 238 du 25 septembre 2003.

- * Position commune (CE) n° 50/2003 du 22 juin 2003 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité instituant la Communauté européenne, en vue de l'adoption d'une directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'établissement de normes de qualité et de sécurité pour le don, l'obtention, le contrôle, la transformation, la conservation, le stockage et la distribution des tissus et cellules humains, JO C 240 du 7 octobre 2003.
- * Résolution législative du Parlement européen sur la position commune du Conseil en vue de l'adoption de la directive du Parlement européen et du Conseil établissant des normes de qualité et de sécurité pour la collecte, le contrôle, la transformation, la conservation et la distribution du sang humain et des composants sanguins, et modifiant la directive 2001/83/CE (14402/2/2001 - C5-0069/2002 - 2000/0323(COD)), JO C 261 E du 30 octobre 2003.
- * Position du Parlement européen arrêtée en deuxième lecture le 12 juin 2002 en vue de l'adoption de la directive 2002/.../CE du Parlement européen et du Conseil établissant des normes de qualité et de sécurité pour la collecte, le contrôle, la transformation, la conservation et la distribution du sang humain et des composants sanguins, et modifiant la directive 2001/83/CE, JO C 261 E du 30 octobre 2003.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl>.

AFRIQUE DU SUD

- * Loi N° 56 de 1974 relative aux professions de santé. Règlement relatif à la suspension de praticiens. Avis gouvernemental N° R. 1356. Texte du 1^{er} novembre 2002. (*Government Gazette, 1^{er} novembre 2002, vol. 449, N° 23998, p. 3 à 16*).

BELGIQUE

- * Loi du 24 février 2003 concernant la modernisation de la gestion de la sécurité sociale. (*Moniteur belge, 2 avril 2003, N° 113, p. 16646 à 16648*).

BRESIL

- * Loi N° 9294 du 17 juillet 1996 [portant restriction à la consommation de produits à fumer, de boissons alcooliques, de médicaments, de produits thérapeutiques et de produits de protection à usage agricole et à la publicité en leur faveur, conformément au paragraphe 4 de l'article 220 de la Constitution fédérale].

DJIBOUTI

- * Loi N° 48/AN/99/4° L du 3 juillet 1999 portant orientation de la politique de santé. (*Journal officiel de la République de Djibouti*, 15 juillet 1999, numéro spécial 6).

ÉTATS-UNIS

- * Loi (Loi publique N° 107-172) du 14 mai 2002 relative à la recherche, à l'information et à l'éducation en rapport avec le cancer du sang (Loi de 2002 relative aux investissements et à l'information en rapport avec la recherche sur le cancer du sang).

FINLANDE

- * Loi N° 879 du 1^{er} novembre 2002 relative à l'établissement d'un rapport sur les soins de santé et l'assistance sociale. (*Finlands Författningssamling*, 6 novembre 2002, N°s 875 à 886, p. 4041).

FRANCE

- * Loi N° 2003-715 du 31 juillet 2003 visant à restreindre la consommation de tabac chez les jeunes. (*Journal officiel de la République française, Lois et Décrets*, 3 août 2003, N° 178, p. 13398 et 13399, NOR : SANX0306354L).

PAYS-BAS

- * Loi du 6 février 2003 (Stb. 90) portant sur les règles relative à la sécurité et à la qualité des tissus humains pouvant être utilisés à des fins thérapeutiques (Loi relative à la sécurité et à la qualité des tissus humains).

POLOGNE

- * Loi du 30 octobre 2002 relative aux prestations de sécurité sociale en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle (texte N° 1673). (*Dziennik Ustaw Rzeczypospolitej Polskiej*, 28 novembre 2002, N° 199, p. 12513 à 12526).

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

Droit édicté /
Erlassenes Recht

[RO/AS 2003 n° 25-43 (4 NOVEMBRE 2003)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

- * Loi fédérale sur l'assurance-invalidité, du 19 juin 1959. Modification du 21 mars 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 3837.
- * Règlement sur l'assurance-invalidité, du 17 janvier 1961. Modification du 21 mai 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 3859.
- * Loi fédérale sur la procréation médicalement assistée, du 18 décembre 1998. Modification du 3 octobre 2003 (*art. 42 al. 2 : conservation des embryons surnuméraires au-delà du 31 décembre 2003*), en vigueur dès le 4 octobre 2003 et jusqu'au 31 décembre 2008 (loi urgente), RO 2003 3681.
- * Ordonnance sur l'assurance-maladie, du 27 juin 1995. Modification du 6 juin 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004 (dès le 1^{er} octobre 2003 pour la modification des art. 94, 97 et 100), RO 2003 3249.
- * Ordonnance concernant les mesures de l'Office fédéral de la santé publique sur la prévention du Syndrome Respiratoire Aigu Sévère (SRAS). Prolongation du 25 juin 2003 (jusqu'au 31 décembre 2003), en vigueur dès le 1^{er} juillet 2003, RO 2003 1882.
- * Ordonnance du DFI sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens à la Faculté de médecine de l'Université de Zurich, du 3 septembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} octobre 2003, RO 2003 3388.
- * Ordonnance du DFI sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens en première année d'études aux Facultés de médecine vétérinaire des Universités de Berne et de Zurich, du 3 septembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} octobre 2003, RO 2003 3393.
- * Ordonnance du DFI sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens applicable au premier cycle du cursus en sciences pharmaceutiques de la Faculté de biologie et médecine de l'Université de Lausanne, du 3 septembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} octobre 2003, RO 2003 3398.

- * Ordonnance du DFI sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens applicable au cursus en sciences pharmaceutiques de la Section de pharmacie de l'Université de Genève et au diplôme fédéral de pharmacien, du 3 septembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} octobre 2003, RO 2003 3403.
- * Ordonnance du DFI sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens applicable au premier cycle du cursus en sciences pharmaceutiques de l'Université de Neuchâtel, du 3 septembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} octobre 2003, RO 2003 3413.

**Messages, Rapports et Décisions Officiels /
Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse**

[FF/BBL 2003 N° 25-43 (4 NOVEMBRE 2003)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

- * Message concernant l'arrêté fédéral sur les subsides fédéraux dans l'assurance-maladie, du 28 mai 2003, FF 2003 3541.
- * Arrêté fédéral sur les subsides fédéraux dans l'assurance-maladie, du 17 septembre 2003 (*subsides pour la période 2004-2007*), FF 2003 6297.
- * Loi fédérale sur l'utilisation de profils d'ADN dans les procédures pénales et sur l'identification de personnes inconnues ou disparues (Loi sur les profils d'ADN), du 20 juin 2003. Délai référendaire : 9 octobre 2003, FF 2003 3981.
- * Loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs (Droit pénal des mineurs, DPMIn), du 20 juin 2003 (*cf. art. 14 et 15 sur le traitement ambulatoire et le placement*). Délai référendaire : 9 octobre 2003, FF 2003 3990.
- * Loi fédérale sur la prorogation de l'arrêté fédéral sur la prescription d'héroïne, du 20 juin 2003 (prorogation jusqu'à l'entrée en vigueur de la révision de la loi sur les stupéfiants, mais au plus tard jusqu'au 31 décembre 2009). Délai référendaire : 9 octobre 2003, FF 2003 4031.
- * Loi fédérale urgente : Loi sur la procréation médicalement assistée, du 3 octobre 2003 (délai référendaire : 22 janvier 2004, FF 2003 6243), RO 2003 3681.
- * Arrêté fédéral constatant le résultat de la votation populaire du 18 mai 2003, du 10 juillet 2003 (*notamment : initiative-santé et initiative « Droits égaux pour les personnes handicapées »*), FF 2003 4668.
- * Ordonnance sur les dispositifs médicaux (Odim). Normes techniques pour les dispositifs médicaux. Décision de *Swissmedic* du 29 juillet 2003, FF 2003 4802.

- * Initiative parlementaire. Stérilisations forcées. Dédommagement des victimes (von Felten). Rapport de la commission des affaires juridiques du Conseil national, du 23 juin 2003, FF 2003 5753 ; Avis du Conseil fédéral, du 3 septembre 2003, FF 2003 5797.
- * Initiative populaire fédérale « Pour une maîtrise des primes de l'assurance-maladie ». Expiration du délai de récolte des signatures. Décision de la Chancellerie fédérale du 6 août 2003, FF 2003 5411.
- * Initiative populaire fédérale « Pour des aliments produits sans manipulations génétiques ». Aboutissement. Décision de la Chancellerie fédérale du 13 octobre 2003, FF 2003 6327.
- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 1er juillet 2003, pour la recherche *Risk factors associated with mortality from hepatocellular cancer in Switzerland. A descriptive study using death certificates and patients historical data*, FF 2003 4129.
- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 1er juillet 2003, octroyée à la *Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für klinische Krebsforschung*, FF 2003 4145.
- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 1er juillet 2003, octroyée à la *Lukas Klinik, Onkologische Spezialklinik*, FF 2003 4150.
- * Communication de la Commission de la concurrence, du 9 septembre 2003 (ouverture d'une enquête contre les membres de l'association des cliniques privées de Genève), FF 2003 5548.
- * Approbation de projets d'institutions d'assurance privée concernant l'utilisation des contributions cantonales aux traitements hospitaliers intracantonaux de patients privés et semi-privés pour l'année 2001, Office fédéral des assurances privées, 15 juillet 2003, FF 2003 4599, 4826, 4865, 5542, 5643, 5823, 6477.
- * Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 23 avril 2001 au 16 juin 2003, FF 2003 4141 ; reçues du 19 mars 2001 au 4 septembre 2003, FF 2003 5715 ; reçues du 20 novembre 2002 au 3 octobre 2003, FF 2003 6262.
- * Décision de la Commission de la concurrence du 16 décembre 2002 de clôturer l'enquête selon l'article 27 LCart concernant les recommandations tarifaires de l'Association des Médecins du Canton de Genève dans le domaine de l'assurance complémentaire, Droit et politique de la concurrence, 2003/2, p. 265.

- * Examen préalable de la Commission de la concurrence selon les art. 4 al. 3, art. 10 et 32 al. 1 LCart, Pfizer Inc./Pharmacia corp., Droit et politique de la concurrence, 2003/2, p., 314.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait du “Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin”,
n° 4/2003 avec l’autorisation de l’Institut du Fédéralisme, à
Fribourg)

BASEL LANDSCHAFT

- * Spitalgesetz vom 24.06.1976 (Änderung: §15a, Trägerschaft; 15c Kinderspitalrat) vom 11.12.2002, in Kraft ab 01.07.2003, Amtsblatt 2002, Nr. 51, S. 3746.

GENEVE

- * Règlement fixant le tarif des traitements ambulatoires et des interventions de chirurgie ambulatoire pratiqués dans les cliniques privées à charge de l’assurance obligatoire des soins (cessera de déployer ses effets le jour de l’entrée en vigueur du nouveau tarif médical et hospitalier TarMed) du 26.07.2000, entrée en vigueur rétroactive 01.01.2000, FAO 2000, n° 88, p. 1193.
- * Loi d’application de la LF sur l’assurance-maladie (LAMal) du 29.05. 1997 (Modification : Art. 39 I ; introduite par l’art. 37 IV de la Loi relative à l’Office cantonal des assurances sociales) du 20.9.2002, entrée en vigueur le 01.08.2003, FAO 2002, n° 112, p. 1532.
- * Loi d’application de la LF sur l’assurance-maladie (LAMal) du 29.05. 1997, Modifications du 14.11.2002, entrées en vigueur le 01.08.2003, FAO 2002, n° 136, p. 1849.

LUZERN

- * Gesetz über das Gesundheitswesen (Änderung: § 1 I, 15, 16, 16a neu, 21, 22, 23 Marginalie & III) vom 20.01.2003 in Kraft ab 01.01.2003, G 2003 37.

OBWALD

- * EG zum Krankenversicherungsgesetz vom 28.01.1999 (Änderung: Art. 2II, Anspruch auf Prämienverbilligung) vom 21.02.2003, in Kraft ab 01.01.2003, Amtsblatt 2003, Nr. 12, S. 465.

ZÜRICH

- * Gesetz über das Gesundheitswesen (Gesundheitsgesetz) vom 04.11.1962 (Änderung: mehreren Paragraphen) (Tritt zusammen mit dem bilateralen Abkommen vom 21.06.1999 über die Freizügigkeit in Kraft) vom 10.03.2003, OS 58 157.
- * Verordnung über die Aufsichtskommission der kantonalen Krankenhäuser vom 10.12.1980 (Änderung: § 1, 2 II, III, 3 II, III neu, 4, 5 I, III & IV, 6 II & III, 8 IV & 9 II; § 2 IV aufgehoben), vom 09.07.2003, in Kraft ab 01.07.2003, OS 58 168.

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

International et Étranger / International und Ausländisch

- * COMITE DES MINISTRES DU CONSEIL DE L'EUROPE, Développement d'une méthodologie dans l'élaboration de lignes directrices pour de meilleures pratiques médicales, *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 39, p. 2045 (paru en allemand in *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 39, p. 2042).

Suisse / Schweiz

- * ASSM, Traitement et prise en charge des personnes âgées en situation de dépendance. Directives médico-éthiques et recommandations de l'Académie Suisse des Sciences Médicales, in *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 24, p. 1292 (paru en allemand in *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 24, p. 1281).
- * OFFICE FED. DE LA SANTE PUBL., La déclaration annuelle de manipulations de transplants au sens de l'article 18 alinéa 1 de l'arrêté fédéral sur le contrôle des transplants désormais en ligne, *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 28,

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

(<http://www.echr.coe.int>)

- * ARCILA HENAO C. PAYS-BAS, décision du 24 juin 2003.
Expulsion vers son pays d'origine d'un délinquant séropositif condamné pour une infraction à la législation sur les stupéfiants. Art. 3 (traitements inhumains) – Même si la situation en Colombie serait moins favorable au requérant, son état de santé ne semble pas avoir atteint un stade avancé ou terminal, et un traitement est en principe disponible en Colombie. Les circonstances de l'espèce ne sont pas exceptionnelles au point qu'une expulsion s'analyserait en un traitement prohibé par l'article 3 – Irrecevable.

- * HATTON ET AUTRES C. ROYAUME-UNI, Arrêt de la Grande Chambre du 8 juillet 2003.
Troubles du sommeil des riverains de l'aéroport de Heathrow. Art 8 (respect de la vie privée et familiale, de son domicile) – La Convention ne reconnaît pas expressément le droit à un environnement sain et calme, mais lorsqu'une personne pâtit directement et gravement du bruit ou d'autres formes de pollution, une question peut se poser sous l'angle de l'art. 8. En l'espèce, les autorités n'ont pas dépassé leur marge d'appréciation dans la recherche d'un juste équilibre entre, d'une part, le droit des riverains au respect de leur vie privée et leur domicile, et, d'autre part, les intérêts concurrents d'autrui et de la société. La Cour n'aperçoit par ailleurs aucun vice fondamental dans la procédure ayant abouti à l'adoption de la réglementation sur les vols de nuit – Non violation.

- * VAN KÜCK C. ALLEMAGNE, Arrêt de la Cour du 12 juin 2003.
Refus d'une compagnie d'assurance privée de rembourser les frais d'une opération de ré-assignation du genre – Art. 6 § 1 (volet civil, procès équitable – administration et appréciation arbitraires des preuves – Violation – Art. 8 (respect de la vie privée) – Au regard de cette garantie, ce n'est pas le droit au remboursement des frais qui est en cause, mais les conséquences des décisions judiciaires sur le droit de la requérante au respect de l'identité sexuelle qu'elle s'est choisie. En l'espèce, il apparaît disproportionné d'exiger d'une personne qu'elle prouve la nécessité médicale d'un traitement dans un

domaine concernant l'un des aspects les plus intimes de sa vie privée – Violation.

- * Y.F. c. TURQUIE, arrêt de la Cour du 22 juillet 2003.
Examen gynécologique forcé de l'épouse du requérant durant sa détention préventive. Art. 8 (respect de la vie privée). Une intervention médicale forcée, même insignifiante, constitue une atteinte au droit au respect de la vie privée. Si l'examen médical de détenus peut constituer une importante garantie contre de fausses accusations de violences sexuelles, toute atteinte à l'intégrité physique doit être prévue par la loi et requiert le consentement de l'intéressé. En l'espèce, l'ingérence n'était pas prévue par la loi – Violation.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

(<http://curia.eu.int/fr/index.htm>)

- * ASTRAZENECA, aff. C-223/01 – Arrêt de la Cour du 16 octobre 2003.
Médicaments - Autorisation de mise sur le marché d'un médicament générique - Retrait de l'autorisation de mise sur le marché du médicament de référence - Procédure abrégée.
- * COMMISSION c. ARTEGODAN et autres, aff. C-39/03 – Arrêt de la Cour du 24 juillet 2003.
Pourvoi - Directives 65/65/CEE et 75/319/CEE - Médicaments à usage humain - Anorexigènes: amfépramone, clobenzorex, fenproporex, norpseudoéphédrine, phentermine - Retrait d'une autorisation de mise sur le marché - Compétence de la Commission - Conditions de retrait.
- * COMMISSION c. FRANCE, aff. C-496/01 – Conclusions de l'Avocat général du 26 juin 2003.
Manquement d'État - Libre prestation de services - Droit d'établissement - Régime des laboratoires d'analyses de biologie médicale - Conditions de délivrance des autorisations administratives de fonctionnement - Siège d'exploitation sur le territoire français.
- * COMMISSION c. DANEMARK, aff. C-192/01 – Arrêt de la Cour du 23 septembre 2003.
Manquement d'État - Articles 28 CE et 30 CE - Interdiction de commercialisation de denrées alimentaires auxquelles des vitamines et des minéraux ont été ajoutés - Justification - Santé publique - Besoin nutritionnel.
- * INIZAN, aff. C-56/01 – Arrêt de la Cour du 23 octobre 2003.

Sécurité sociale - Libre prestation des services - Frais d'hospitalisation à engager dans un autre État membre - Conditions de prise en charge - Autorisation préalable - Article 22 du règlement (CEE) n° 1408/71 – Validité.

- * KOHLPHARMA, aff. C-112/02 – Conclusions de l'Avocat général du 11 septembre 2003.
Articles 28 CE et 30 CE - Médicaments - Autorisation de mise sur le marché - Importation parallèle.
- * LEICHTLE c. BUNDESANSTALT FÜR ARBEIT, aff. C-8/02 – Conclusions de l'Avocat général du 10 juillet 2003.
Libre prestation des services - Articles 49 CE et 50 CE - Régime d'assurance maladie des fonctionnaires - Système de remboursement - Cure thermique effectuée dans un autre État membre - Autorisation préalable - Critères – Justification.
- * TENNAH-DUREZ, aff. C-110/01 – Arrêt de la Cour du 19 juin 2003.
Directive 93/16/CEE - Libre circulation des médecins et reconnaissance mutuelle de leurs diplômes, certificats et autres titres - Article 23, paragraphe 2 - Conditions de formation requises - Durée de la formation - Prise en compte des périodes de formation reçues dans un pays tiers - Article 9, paragraphe 5 - Certificat attestant que le diplôme sanctionne une formation répondant aux conditions requises - Réexamen des conditions de formation par l'État membre d'accueil en vue de la reconnaissance du diplôme.
- * VAN DER DUIN, aff. C-156/01 – Arrêt de la Cour du 3 juillet 2003.
Sécurité sociale - Titulaires de pension ou de rente et membres de leur famille résidant dans un État membre autre que l'État débiteur de la pension ou de la rente - Frais médicaux engagés dans l'État membre débiteur de la pension ou de la rente - Conditions de prise en charge - État membre et institution compétents - Articles 21, 22, 28 et 31 du règlement (CEE) n° 1408/71.
- * VOGEL, aff. C-35/02 – Ordonnance de la Cour du 17 octobre 2003.
Article 104, paragraphe 3, du règlement de procédure - Liberté d'établissement - Libre prestation des services - Directives 78/686/CEE et 78/687/CEE - Exercice de l'activité de praticien de l'art dentaire par un médecin.

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

ALLEMAGNE

- * Neue Juristische Wochenschrift, 2003, Heft 28, p. 2012, BGH, Urt. v. 25.3.2003 – VI ZR 131/02 (Koblenz).
Rechtzeitige Aufklärung über Risiken einer Bandscheibenoperation
- * Medizinrecht, Heft 8, 2003, p. 457, BGH, Urt. v. 14.3.2003 – 2 StR 239/02 (LG Aachen).
Körperverletzung durch Übertragung von Hepatitis B-Viren bei Operationen StGB §§13, 229.
- * Medizinrecht, Heft 8, 2003, p. 469, LSG Nordrh. –Westf., Urt. v. 31.1.2001 – L 10 VS 28/00 (SG Aachen) (nicht rechtskräftig).
Zulässigkeitsvoraussetzungen der Lebensorganspende.

BELGIQUE

- * Revue de droit de la santé 2003-2004, n° 1, p. 24, Cour de cassation, 1ère chambre, 3 janvier 2002.
Un infirmier administre un traitement sans faire venir le médecin. Responsabilité de l'hôpital et des médecins.

ÉTATS-UNIS

- * American Journal of Law & Medicine, 29 (2003), n° 2 & 3, p. 424, Cicio v. Does, 321 F.3d 83 (2d Cir.2003).
Erisa Preemption : Second Circuit Ruling Delivers Potential Blow to HMOs.
- * American Journal of Law & Medicine, 29 (2003), n° 2 & 3, p. 427, Scheidler v. National Organization for Women, Inc., 123 S. Ct. 1057 (2003).
Supreme Court : Abortion Protesters Not in Violation of RICO.

FRANCE

- * Arrêt de la Cour de cassation civile du 1er avril 2003, commenté par P. Jourdain in : Revue trimestrielle de droit civil 2003, p. 506.
Personnes contaminées par le virus de l'hépatite C à l'occasion de transfusions. Reconnaissance d'un préjudice spécifique de contamination.
- * Le Dalloz, 2003 n° 33, p. 2265, Cour de Cassation, 1^{re} civ. du 14 janvier 2003.
Le recours de l'établissement de soins contre les débiteurs d'aliments.
- * La Semaine Juridique, Edition générale, n° 28 p. 1307, Cass. 1^{ère} civ., 6 mai 2003, SA Polyclinique Le Languedoc c/ Ponrouch et a. ; (Juris-Data n° 2003-018900).
Le droit du malade au libre choix de son praticien est un principe fondamental de la législation sanitaire et, aux termes de l'article 11 du décret du 7 août 1995, le médecin qualifié en pédiatrie, dont doit disposer tout établissement ou section d'accouchement, est chargé de l'examen médical

du nouveau-né et de l'établissement du certificat de santé obligatoire « sauf recours de la femme à un autre praticien ».

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante : <http://www.jaac.admin.ch>. La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante : <http://www.bger.ch/>.

- * ATF 129 I 173 – Arrêt du Tribunal fédéral du 12 février 2003, 1^{ère} Cour de droit public.
Droit des parents du défunt de déterminer le lieu de sépulture. Protection, après le décès, des droits de la personnalité du défunt. Pesée des intérêts en jeu, protégés par les droits fondamentaux (art. 10, 36 Cst.).
- * ATF 129 II 353 – Arrêt du Tribunal fédéral du 26 mai 2003, 2^e Cour de droit public.
Responsabilité subsidiaire du canton pour les lésions post-vaccinales. Sens et portée de l'art. 23 al. 3 LEp. (voir le commentaire de cet arrêt par Christophe Müller dans le présent numéro de la Revue suisse de droit de la santé).
- * ATF 129 IV 161 – Arrêt du Tribunal fédéral du 27 février 2003, Cour de cassation pénale.
Conditions de la suspension de l'exécution de la peine au profit d'un traitement ambulatoire. Des chances de succès du traitement qui n'existent qu'à long terme et dans une faible mesure ne suffisent pas.
- * ATF 129 IV 172 – Arrêt du Tribunal fédéral du 12 mars 2003, Cour de cassation pénale.
Ablation post mortem d'un stimulateur cardiaque par un employé des pompes funèbres. Atteinte à la paix des morts (art. 262 ch. 1 al. 3 CP).
- * ATF 129 V 77 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 24 décembre 2002 ; RAMA 2-3/2003, p. 57.
Obligation d'assurance des ressortissants étrangers ne bénéficiant pas d'une autorisation de séjour (art. 3 LAMal, 1 OAMal).
- * ATF 129 V 80 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 9 décembre 2002.
Prise en charge des traitements dentaires consécutifs à une infirmité congénitale (prognathie inférieure congénitale) admise au regard de l'art. 31 LAMal.
- * ATF 129 V 90 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 18 octobre 2002.

Responsabilité d'un époux pour les dettes de cotisations de l'autre époux à sa caisse-maladie (art. 166 CC, 61 LAMal). Modification de l'ATF 119 V 16.

- * ATF 129 V 95 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 24 décembre 2002.
Droit aux prestations en cas de suicide ou de tentative de suicide en cas d'incapacité totale de l'assuré (art. 37 LAA, 48 OLAA).
- * ATF 129 V 159 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 18 février 2003 ; RAMA 2-3/2003, p. 79.
Le canton n'est pas habilité à affilier d'office une personne qui l'est déjà ni à affilier avec effet rétroactif celle qui s'affilie tardivement. Seul l'assureur-maladie, à l'exclusion des cantons peut statuer sur la perception d'un supplément de prime en cas d'affiliation tardive. L'enfant domicilié en Suisse de l'employé d'une organisation internationale domicilié à l'étranger ne peut pas être exempté de l'obligation de s'assurer.
- * ATF 129 V 167 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 10 janvier 2003 ; RAMA 2-3/2003, p. 64.
Conditions auxquelles le skin resurfing (traitement au laser de cicatrices défigurantes résultant d'une prolifération acnéique massive) constitue une prestation à charge de l'assurance obligatoire des soins. Portée des listes négatives et positives dans l'assurance-maladie.
- * ATF 129 V 177 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 19 décembre 2002.
Examen de la causalité adéquate en cas d'atteinte psychique consécutive à un choc émotionnel (événement traumatisant lié à des actes délictueux) selon le cours ordinaire des choses et l'expérience générale de la vie (art. 6 LAA, 9 OLAA).
- * ATF 129 V 200 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 18 mars 2003.
Le remboursement des soins à domicile (art. 4 RAI) est lié à la mise en œuvre d'une mesure médicale. Pas de droit à des soins à domicile indépendants de mesures médicales.
- * ATF 129 V 207 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 9 avril 2003.
Effets secondaires d'infirmités congénitales dont la prise en charge par l'assurance-invalidité est limitée dans le temps.
- * ATF 129 V 267 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 25 février 2003 ; RAMA 2-3/2003, p. 95.
Surprime en cas de retard d'affiliation perçue sous forme de supplément aux primes mensuelles (art. 5 al. 2 LAMal, 8 al. 1 OAMal). Application par analogie de l'art. 95 LAA (5 ans) pour la durée de la surprime quand une période équivalant au double du retard d'affiliation serait disproportionnée.
- * ATF 129 V 275 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 19 février 2003 ; RAMA 2-3/2003, p. 87.

L'obligation de prise en charge des dysgnathies, à titre de maladies du système de la mastication (art. 31 LAMal), n'existe que si elles sont inévitables. L'art. 17 let. f OPAS contient une liste limitative.

- * Arrêt du Tribunal fédéral du 14 octobre 2003, n° 1P.561/2002.
Non conformité des Lignes directrices de la Direction de la santé du canton de Zurich en matière d'interruption volontaire de grossesse avec le Code pénal suisse.
- * Arrêt du Tribunal fédéral du 17 mai 2002 (n° 2P.306/2001), in : Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht, n°6/2003, p. 322ss.
Wirtschaftsfreiheit – Gesundheitswesen. Graubünden. Berufsausübungsbewilligung für selbständig praktizierende, nichtärztliche Akupunkteure.
- * Arrêt du Tribunal fédéral du 2 novembre 2001 (ATF 128 I 92), in : Journal des Tribunaux n° 5/2003, p. 168ss.
Liberté économique, primauté du droit fédéral, marché intérieur. Modification de la loi zurichoise sur la santé avec l'exigence d'études complètes de psychologie pour exercer à titre indépendant la profession de psychologue sans formation médicale ; recours de droit public formé par des organisations professionnelles tendant au contrôle abstrait de la constitutionnalité de cette exigence ; recours rejeté par le TF.
- * SJ 2003 I 307, du 23 décembre 2002 – ATF 129 IV 119.
Art. 125 CP violation du devoir de diligence. Lésions corporelles par négligence. Devoir de prudence. Distinction entre commission et omission. Fourniture de renseignements inexacts.
- * SJ 2003 I 317 – ATF non publié du 08.11.2002 I 431/0.
Renonciation à la garantie du droit d'être entendu. Garantie de la double instance en droit administratif. Formalisme excessif dans le domaine des assurances sociales.
- * SJ 2003 I 374 – ATF 129 III 209.
Art. 27 al. 2 CC et 19 et 20 CO protection de la personnalité contre des engagements excessifs.
- * RAMA 2-3/2003, p. 62 – Arrêt du TFA du 31 décembre 2002 (K 138/01).
Les frais d'interprète liés à une psychothérapie ne font pas partie des prestations obligatoires de l'assurance-maladie.
- * RAMA 2-3/2003, p. 74 – Arrêt du TFA du 6 février 2003 (K 58/02).
Lorsque le médecin scolaire recommande un médecin tiers pour le traitement, la personne assurée soumise au modèle du médecin de famille doit consulter ce dernier avant le début du traitement.
- * RAMA 4/2003, p. 175 – Décision du Conseil fédéral du 16 avril 2003.

Recevabilité d'un recours interjeté auprès du Département fédéral de l'intérieur contre les décisions de l'Office fédéral des assurances sociales en matière de liste des spécialités.

- * RAMA 5/2003, p. 213 – Arrêt du TFA du 17 avril 2003 (K 121/02).
La fixation, par le Conseil fédéral, des limites maximales pour les franchises à option (art. 95, al. 2, let. d OAMal) est conforme à la loi.
- * RAMA 5/2003, p. 227 – Arrêt du TFA du 23 juin 2003 (K 99/02).
En matière de procédure administrative, de simples relevés des participations aux coûts ou des décomptes de prestations ne sont pas propres à fournir une preuve recevable de l'existence et de l'étendue des créances faisant l'objet de la poursuite, pour pouvoir en obtenir la mainlevée définitive.
- * RAMA 5/2003, p. 229 – Arrêt du TFA du 23 juin 2003 (K 102/02).
L'assureur-maladie n'est pas tenu de rembourser un traitement effectué à l'étranger (dans le cas d'espèce en Allemagne) lorsqu'un traitement efficace et approprié est garanti en Suisse.
- * RAMA 5/2003, p. 234 – Arrêt du TFA du 24 juin 2003 (K 77/01).
Lorsque plusieurs lieux de traitement situés hors du canton de résidence entrent en ligne de compte du point de vue de l'adéquation, il faut choisir en principe celui qui se trouve sur la liste des hôpitaux du canton de résidence de la personne assurée.
- * RAMA 5/2003, p. 240 – Arrêt du TFA du 18 juin 2003 (K 141/01 et K 146/01).
La définition de la notion de traitement psychothérapeutique délégué exige qu'il existe un rapport de subordination essentiel de droit ou de fait pour qu'il puisse être reconnu comme étant une prestation obligatoire.
- * Revue jurassienne de jurisprudence 2002, p. 312 – Arrêt du Tribunal fédéral du 15 mai 2001, II^e Cour de droit public (2P.238/2000).
Médecin porteur d'un diplôme étranger autorisé à pratiquer la médecine sur une partie limitée du canton.
- * Die Praxis, Heft 8/2003, Nr. 151 p. 815 (= BGE 128 V 102) – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 29 avril 2002.
Art. 19 al. 2 let. c et al. 3 LAI; art. 8ter al. 2 RAI: Liste des mesures de nature pédago-thérapeutique, conforme à la loi et à la Constitution.
- * Die Praxis, Heft 8/2003, Nr. 152 p. 821 (= BGE 129 V 217) – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 11 juin 2002.
Art. 19 et 51 LAI; art. 9 et 9bis RAI: Droit aux indemnités particulières pour les transports liés à des mesures pédago-thérapeutiques permettant la fréquentation de l'école publique.
- * sic! 6/2003, p. 500 "Rivitol / Rimostil" – Eidgenössische Rekurskommission für geistiges Eigentum vom 4. April 2003.

Beurteilung der Verwechslungsgefahr bei Pharmamarken nach allgemeingültigen Grundsätzen.

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

AARAU

- * AGVE 2002 Nr 35 S. 111 – Entscheid des Versicherungsgericht, 4. Kammer, vom 15. Oktober 2002.
Im Beschwerdeverfahren betreffend Prämienverbilligung hat die Sozialversicherungsanstalt als unterliegende Partei keine Verfahrenskosten zu tragen (§ 31 Abs. 4 EG KVG, § 33 Abs. 2 und § 35 Abs. 1 VRPG).
- * AGVE 2002 Nr 37 S. 115 – Entscheid des Versicherungsgerichts, 4. Kammer, vom 26. November 2002.
Möglichkeit der Nachvergütung von Prämienverbilligungsbeiträgen bei wesentlicher Reduktion des Erwerbseinkommens über einen Zeitraum von mindestens sechs Monaten; zu beachtende Fristen (§§ 17 Abs. 4 und 5 EG KVG).
- * AGVE 2002 Nr 58 S. 191 – Entscheid des Verwaltungsgerichts, 1. Kammer, vom 12. März 2002.
Probeweise Entlassung; Nichteinhalten von Weisungen.
- * AGVE 2002 Nr. 59 - Entscheid des Verwaltungsgerichts, 1. Kammer, vom 9. Juli 2002.
Anstaltseinweisung eines Unmündigen; Zuständigkeit des Verwaltungsgerichts; Beschwerdelegitimation.
- * AGVE 2002 Nr 60 S. 196 – Entscheid des Verwaltungsgerichts, 1. Kammer, vom 24 September 2002.
Zwangsmassnahme, Abgrenzung freiwillig Medikation / Zwangsmedikation.
- * AGVE 2002 Nr 61 S. 200 – Entscheid des Verwaltungsgerichts, 1. Kammer, vom 6. Februar 2002.
Einweisung zur Untersuchung; Abklärungsauftrag; Zwangsmassnahmen grundsätzlich nicht zulässig.
- * AGVE 2002 Nr. 62 S. 201 – Entscheid des Verwaltungsgerichts, 1. Kammer, vom 12. März 2002.
Anstalt; ambulante Behandlung.
- * AGVE 2002 Nr 158 S. 687- Entscheid des Regierungsrates vom 20. November 2002.
Herausgabe der Krankengeschichte.

GRAUBÜNDEN

- * PVG-GR 2002, Nr 6/8 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 3. Mai 2002, Nr S 02 69 (eine Beschwerde vor dem EVG ist hängig).
Taggelder der Krankenversicherung : der Versicherer darf auch bei Vorliegen eines Arztzeugnisses weitere Abklärungen über die Dauer und den Grad der Arbeitsunfähigkeit anstellen.
- * PVG-GR 2002, Nr 6/9 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 3. Mai 2002, Nr S 01 260.
Verlangt eine versicherte Person, der die Einstellung von Leistungen in Aussicht gestellt worden ist, eine anfechtbare Verfügung und kommt die Versicherung ohne besondere Gründe dem Begehren nur mit grosser Verzögerung nach, so kann die Einstellung frühestens im Zeitpunkt wirksam werden, zu dem die Verfügung ergeht.
- * PVG-GR 2002, Nr 6/10 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 16. April 2002, Nr S 02 23.
Assicurazione malattie. Costi della degenza ospedaliera a carico dell'assicurato giusta l'art. 64 cpv. 5 LAMal e l'art. 104 OAMal. Interpretazione delle nozioni di "famiglia" et di "oneri di famiglia".
- * PVG-GR 2002, Nr 7/19 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 16. April 2002, Nr U 01 132.
Grundrecht auf Existenzsicherung. Ambulante Drogenentziehungskur. Die tatsächlich anfallenden Kostenbeteiligungen für die gesetzlich gewährleisteten Leistungen der Krankenkassen müssen zum Existenzbedarf angerechnet werden. Dafür zu erbringende Kostenbeteiligungen sind vom unterstützungspflichtigen Gemeinwesen zu tragen.

JURA

- * RJJ 2002, p. 317 – Arrêt de la Cour pénale du 20 juin 2002 en la cause Jean-Pierre P. c/ Nicolas D.
Adjudication en principe de l'action civile et renvoi au juge civil. Refus du juge pénal de faire application du privilège de l'article 44 al. 2 LAA. Notion de l'accident professionnel. Recevabilité de l'appel.

LUZERN

- * LU LGVE 2002 III Nr.15 – (30. April 2002, Nr. 262).
Befreiung vom ärztlichen Berufsgeheimnis. Artikel 321 StGB; § 22 GesG. Für die Entscheidung über die Frage der Entbindung vom ärztlichen Berufsgeheimnis hat eine Interessenabwägung stattzufinden, wobei das Interesse des Patienten oder der Patientin an der Wahrung des Geheimnisses dem persönlichen Interesse des Arztes oder der Ärztin an

dessen Offenbarung gegenüberzustellen ist. Dabei rechtfertigt nur ein deutlich höheres öffentliches oder privates Interesse die Befreiung.

NEUCHÂTEL

- * RJN 2002, p. 307 – Décision du Département de la justice, de la santé et de la sécurité du 27 août 2002 en la cause C. c./ Service de la Santé publique et de la sécurité.
Prise en charge des frais d'hospitalisation hors cantons – conditions ; notion de convenance personnelle.
- * RJN 2002, p. 312 – Arrêt du Tribunal administratif du 21 mai 2002 en la cause R. c. X. Assurances.
Réduction des prestations de l'assurance-accidents pour cause d'ivresse au volant.

SCHWYZ

- * EGV-SZ 2002, Nr B.3.1 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 17. April 2002, Nr VGE 473/01 (bestätigt durch Urteil U 178/02 des EVG vom 7. Februar 2003).
Vorliegen eines Unfalles verneint bei Kompressionsschäden (Muskelnekrose) herbeigeführt durch zwei- bis dreitägiges Liegen auf Unterarm nach der Einnahme von verschiedenen Drogen.
- * EGV-SZ 2002, Nr B.14.1 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 9. August 2002, Nr VGE 827/02.
Staatshaftung nach Art. 429a ZGB (fürsorgerische Freiheitsentziehung, FFE): Haftungsvoraussetzungen; Verjährung; Zulässigkeit einer FFE-Einweisung zum Zweck einer medizinischen Abklärung; keine Diagnose zur FFE-Einweisung erforderlich; Beurteilung der Notwendigkeit einer FFE-Einweisung nach Massgabe eines besonnenen Menschen.

THURGAU

- * TVR-TG 2002, Nr 43 – Entscheid vom 27. November 2002.
KVG Art. 31, KLV Art. 17. Zahnärztliche Behandlung zu Lasten der Grundversicherung. Aufgrund des Vertrages der Santésuisse mit den beiden Kantonen Appenzell, können (auch) kantonal approbierte Zahnärzte, in Notfällen, den Krankenversicherern Rechnung stellen. Eine Notfallbehandlung liegt nicht vor, wenn der Zahnarzt erst am Folgetag der Schmerzen aufgesucht wird. Die Behandlung eines externen Granuloms fällt nicht unter den Leistungskatalog gemäss Art. 17 KLV.
- * TVR-TG 2002, Nr 44 – Entscheid vom 20. Novembre 2002.
UVG Art. 37 Abs. 3, UVV Art. 49 Abs 2 lit. A. Leistungsverweigerung bei Beteiligung an einem Bandenkrieg.

ZÜRICH

- * RBVG-ZH 2002, Nr 59 – Urteil des Verwaltungsgerichts, 3. Kammer, vom 21. März 2002, Nr VB.2002.00040.
Die nach dem Urteil des Verwaltungsgerichts vom 26. Februar 1998 (RBVG-ZH 1998, Nr 80) bei der Gesundheitsdirektion eingereichten und noch nicht behandelten, mit Verfügung vom 17. September 1999 sistierten Gesuche um Erteilung einer Bewilligung zur Führung einer Privatapotheke dürfen bis spätestens zum Abschluss des laufenden Gesetzgebungsverfahrens betreffend die Neuregelung der Selbstdispensation weiterhin sistiert bleiben.
- * RBVG-ZH 2002, Nr 60 – Urteil des Verwaltungsgerichts, 3. Kammer, vom 20. Juni 2002, Nr VB.2002.00068.
Wird ein Gesuch um Bewilligung einer selbständigen Berufstätigkeit nur wenige Tage vor Inkrafttreten einer Gesetzesrevision eingereicht, so sind die neuen Bestimmungen anwendbar.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles /
Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * ALTAVILLA A., GIOCANTI D., La responsabilité des produits défectueux dans l'Union européenne : conséquences pour le secteur de la santé après l'arrêt du 10 mai 2001 de la Cour de justice des Communautés européennes, *Médecine & droit*, 2003, n° 61, p. 123.
- * BAUMEVILLE M., MAURAIN C., L'évaluation de la pharmacodépendance : sécurité sanitaire et processus décisionnel, *Revue de droit sanitaire et social*, 2003, n° 3, p. 400.

- * DEGROTTE D., BENAICHE I., Responsabilité civile du fait d'un produit de santé défectueux : nouvelles perspectives au regard des arrêts du 25 avril 2002 de la Cour de justice des communautés européennes, *Médecine & droit*, 2003, n° 60, p. 73.
- * MEGERLIN F., Pharmacie et Internet : retour sur les nouvelles frontières de l'exercice illégal, *Revue de droit sanitaire et social*, 2003, n° 2, p. 231.
- * NEYRET L., Vaccination contre l'hépatite B. : fin du débat judiciaire ?, *Le Dalloz*, 2003, n° 38, p. 2579.
- * ZARDI M., Les certificats complémentaires de protection: l'exception du Liechtenstein, *sic!*, 6/2003, p. 546.

Assurances sociales

- * BOUMEDIENE M., L'évolution de la protection des non-salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnels : de la logique assurantielle à la logique solidaire, *Revue de droit sanitaire et social*, 2003, n° 2, p. 283.
- * FEIN R., Universal health insurance – let the debate resume, *Journal of American Medical Association*, 290 (2003), p. 818.
- * GRAISELY B., HAERTIG A., Convention du 19 septembre 2001 visant à améliorer l'accès à l'assurance des personnes présentant un risque de santé aggravé : commentaires et perspectives, *Médecine & droit*, 2003, n° 61, p. 105.
- * LAGRAVE M., Etat et assurance maladie, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2003, Tome 187, n° 3, p. 569.
- * MCWILLIAMS J. M., ZASLAVSKY A. M., MEARA E. and al., Impact of Medicare coverage on basic clinical services for previously uninsured adults, *Journal of American Medical Association*, 290 (2003), p. 757.
- * THE PHYSICIANS' WORKING GROUP FOR SINGLE-PAYER NATIONAL HEALTH INSURANCE, Proposal of the working group for single-payer national health insurance, *Journal of American Medical Association*, 290 (2003), p. 798.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * AUKTOR C., Der Chipkartenboykott – ein legitimes Mittel der Ärzte im Streit mit Krankenkassen ? *Medizinrecht*, Heft 9, 2003, p. 503.
- * BONNEAU J., L'accès au dossier médical, *Gazette du Palais*, mai-juin 2003, p. 1365.
- * BONNEAU J., La raison proportionnée en droit médical ou l'empirisme logique, le refus de soins et ses limites, *Gazette du Palais*, mai-juin 2003, p. 1470.

- * CASE P., Confidential matters: The rise and fall of informational autonomy in medical law, *Medical Law Review*, vol. 11 n° 2, Summer 2003, p. 208.
- * FALLBERG L., Consequences of the Amsterdam Declaration – A rights revolution in Europe?, *European Journal of Health Law*, 2003, vol. 10, n° 1, p. 5.
- * LECA A., Les droits des personnes soignées en fin de vie, *Revue de la recherche juridique*, 3003-2 (vol. 1), p. 825.
- * MAND E., Datenschutz in Medizinetzen, *Medizinrecht*, Heft 7, 2003, p. 393.
- * MASUDA Y., FETTERS M. D., HATTARI A. and al., Physician's reports on the impact of living wills at the end of life in Japan, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 248.
- * MAZUR D. J., Influence of the law on risk and informed consent, *British Medical Journal*, 327 (2003), p. 731.
- * PELLERIN D., Rapport sur la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des maladies et à la qualité du système de santé, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2003, Tome 187, n° 5, p. 997.
- * PHILIPPE C., La viabilité... encore (à propos d'un projet de loi tendant à assurer la protection de l'enfant à naître), *Revue de droit sanitaire et social*, 2003, n° 2, p. 316.
- * ROGERS W. A., DRAPER H., Confidentiality and the ethics of medical ethics, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 220.
- * SCHMIDT-RECLA A., Rechtliche Probleme bei der ärztlichen Versorgung obdachloser Patienten ?, *Medizinrecht*, Heft 8, 2003, p. 438.
- * STACKMANN N., Rechtliche Probleme der Behandlung Schwerkranken und Sterbender, *Medizinrecht*, Heft 9, 2003, p. 490.
- * STRÄTLING M., SEDEMUND-ADIB B., SCHARF V. E., SCHMUCKER P., Gesetzliche Wirksamkeitsvoraussetzungen von Patientenverfügungen, *Zeitschrift für Rechtspolitik*, n° 8, août 2003, p. 289.
- * SUGARMAN J., Informed consent, shared decision-making, and complementary and alternative medicine, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2003, p. 247.
- * SZASZ T., Psychiatry and the control of dangerousness on the apotropaic function of the term "mental illness", *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 227.
- * WEITZ M., DRUMMOND N., PRINGLE D. and al., In whose interest ? Current issues in communicating personal health information: A Canadian perspective, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2003, p. 292.

- * YACOB O., L'article L. 1111-4 du Code de la santé publique à l'épreuve du référé-liberté (ou le refus de soins, liberté fondamentale), *Gazette du Palais*, mars-avril 2003, p. 772.

Ethique biomédicale

- * DELMAS-MARTY M., Faut-il interdire le clonage humain ?, *Le Dalloz*, 2003, n° 37, p. 2517.
- * Festschrift edition of the *Journal of Medical Ethics* in honour of Raanan Gillon, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 265-312 ; notamment : SOMMERVILLE A., Juggling law, ethics, and intuition: practical answers to awkward questions, p. 281.
- * MIETH D., Biomedizinische Ethik und Recht im Islam in Christlich-ethischer Sicht, in : *Mieth D., Pahud de Mortgages R., Recht-Ethik-Religion, Der Spannungsbogen für aktuelle Fragen, historische Vorgaben und bleibende Probleme*, Luzern 2002, p. 196.
- * MISTRETTA P., Le projet de loi relatif à la bioéthique, *La Semaine Juridique*, n° 25, 18 juin 2003, p. 1125.
- * SEELMANN K., Menschenwürde und Embryonen, in : *Maio G., Just H. (Hrsg.), Die Forschung an embryonalen Stammzellen in ethischer und rechtlicher Perspektiv*, Baden-Baden 2003, p. 156.
- * TURNER L., Bioethics in a multicultural world: Medicine and morality in pluralistic settings, *Health Care Analysis*, 2003, vol. 11, n° 2, p. 99.

Euthanasie

- * COOK D., ROCKER G., MARSHALL J. and al., Withdrawal of mechanical ventilation in anticipation of death in the intensive care unit, *New England Journal of Medicine*, 349 (2003), p. 1123.
- * DRAZEN J. M., Decisions at the end of life, *New England Journal of Medicine*, 349 (2003), p. 1009.
- * GANZINI L., GOY E. R., MILLER L. L. and al., Nurses' experiences with hospice patients who refuse food and fluids to hasten death, *New England Journal of Medicine*, 349 (2003), p. 359-365.
- * JACOBS S., Death by voluntary deshydration – What the caregivers say, *New England Journal of Medicine*, 349 (2003), p. 325.
- * KNOPP L., Aktive Sterbehilfe – Europäische Entwicklungen und Selbstbestimmungsrecht des Patienten aus verfassungsrechtlicher Sicht, *Medizinrecht*, Heft 7, 2003, p. 379.

- * KUNIN J. Withholding artificial feeding from the severely demented merciful or immoral? Contrasts between secular and Jewish perspectives, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 208.
- * NARAYAN-FOURMENT H., L'euthanasie active : la position prudente de la Cour européenne des droits de l'homme, *Médecine & droit*, 2003, n° 60, p. 98.
- * ONWUTEAKA-PHILIPSEN B.D., VAN DER HEIDE A., KOPER D. and al., Euthanasia and other end-of-life decisions in the Netherlands in 1990, 1995, and 2001, *Lancet* 362 (2003), p. 395.
- * ROCKER G. M., CURTIS J. R., Caring for the dying in the intensive care unit, *Journal of American Medical Association*, 290 (2003), p. 820.
- * SELWYN P. A., FORSTEIN M., Overcoming the false dichotomy of curative vs palliative care for later-stage HIV/AIDS, *Journal of American Medical Association*, 290 (2003), p. 806.
- * SOMMACCO V., Euthanasie : peut-on reconnaître un « droit à la mort » ?, *Revue générale de droit médical*, 2003, n° 9, p. 167.
- * SPRUNG C. L., COHEN S. L., SJOKVIST P. and al., End-of-life practices in European intensive care units. The Ethicus study, *Journal of American Medical Association*, 290 (2003), p. 790.
- * STRÄTLING M., LIPP V., MAY A.T., KUTZER K., GLOGNER P., SCHLAUDRAFF U., Passive und indirekte Sterbehilfe – Eine praxisorientierte Analyse des Regelungsbedarfs gesetzlicher Rahmenbedingungen in Deutschland. Empfehlungen einer interdisziplinären Arbeitsgruppe in der Akademie für Ethik in der Medizin, *Medizinrecht*, Heft 9, 2003, p. 483.
- * VAN DER HEIDE A. S., DELIENS L., FAISST K. and al., End-of-life decision-making in six European countries: descriptive study, *Lancet* 362 (2001), p. 345.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * ALEXANDER G. C., CASALINO L. P., MELZER D. O., Patient-physician communication about out-of-pocket costs, *Journal of American Medical Association*, 290 (2003), p. 953.
- * GEBHARDT D. O. E., MRSA in the Netherlands: preventive measure raises a moral issue, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 212.
- * PERIER M., Le secret médical à l'épreuve de la loyauté contractuelle en assurances de personne : un tournant décisif ?, *Gazette du Palais*, juillet-août 2003, p. 2138.
- * TSAI A. C., Policies to regulate gifts to physicians from industry, *Journal of American Medical Association*, 290 (2003), p. 1776.

- * WILLIAMS M., State ballot initiatives for health care reform, *Journal of American Medical Association*, 290 (2003), p. 1775.

Famille et santé

- * MONEGER F., L'accouchement sous X devant la Cour européenne des droits de l'homme, l'affaire Odièvre c/France, *Revue de droit sanitaire et social*, 2003, n° 2, p. 219.

Génétique humaine et biotechnologies

- * BECKAM L., Human dignity and legal reactions to reproductive cloning : is the principle too vague ?, *Human Reproduction and Genetic Ethics*, Vol. 9, n° 2, (2003), p. 24.
- * DALEY J. Q., Cloning and stem cells – handicapping the political and scientific debates, *New England Journal of Medicine*, 349 (2003), p. 211.
- * DRAZEN J. M., Legislative myopia on stem cells, *New England Journal of Medicine*, 349 (2003), p. 300.
- * HENRY M., CHO M., WEAVER M., MERZ J., A pilot study on the licensing of DNA inventions, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2003, p. 442.
- * HOLM S., Regulating stem cell research in Europe by the back door, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p.203.
- * KLUGE E.-H. W., Patenting human genes: When economic interests trump logic and ethics, *Health Care Analysis*, 2003, vol. 11, n° 2, p. 119.
- * ROSENTHAL N., Prometheus's vulture and the stem-cell promise, *New England Journal of Medicine*, 349 (2003), p. 267.
- * SCHULZ S. F., Klonen an den Grenzen strafrechtlicher Wissenschaftsordnung, *Zeitschrift für Rechtspolitik*, n° 10, octobre 2003, p. 362.
- * SPRANGER T. M., Internationalisierung im Recht der Bio- und Gentechnologie – kreativ oder kontraproduktiv?, in : *Pluralität des Rechts – Regulierung im Spannungsfeld der Rechtsebenen*, Hamburg 2002, p. 199.
- * WINIKOFF D. E., WINIKOFF R. N., The charitable trust as a model for genomic biobank, *New England Journal of Medicine*, 349 (2003), p. 1180.
- * WOLF S., KAHN J., WAGNER J., Using preimplantation genetic diagnosis to create a stem cell donor: Issues, guidelines & limits, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2003, p. 327.
- * WRIGHT CLAYTON E., Ethical, legal, and social implications of genomic medicine, *New England Journal of Medicine*, 349 (2003), p. 562.

Médecine légale

- * CHIDIAC A., Contentieux liés à l'hépatite C : faut-il adapter la mission de l'expert judiciaire ?, *Gazette du Palais*, juillet-août 2003, p. 2203.
- * DEUTSCH E., Die Spätabtreibung als juristisches Problem, *Zeitschrift für Rechtspolitik*, n° 9, septembre 2003, p. 332.
- * STOVER E., HAGLUND W., SAMUELS M., Exhumation of mass graves in Iraq. Considerations for forensic investigations, humanitarian needs, and the demands of Justice, *Journal of American Medical Association*, 290 (2003), p. 663.

Mesures médicales spéciales

- * FOSTER A. M., VAN DIS J., STEINAUER J., Educational and legislative initiatives affecting residency training in abortion, *Journal of American Medical Association*, 290 (2003), p. 1777.
- * MENDELSON D., STOFTZFUS J., A comparative study of the law of palliative care and end-of-life treatment, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2003, p. 130.

Nouvelles techniques de l'information et santé

- * BATES D. W., GAWANDE A. A., Improving safety with information technology, *New England Journal of Medicine*, 348 (2003), p. 2526.

Personnes âgées et santé

- * RIEHM-COGNEE A., KESSLER F., Une nouvelle réforme pour rien de l'aide aux personnes âgées dépendantes, *Revue de droit sanitaire et social*, 2003, n° 3, p. 514.

Procréation médicalement assistée

- * BRAUDE P., MUHAMMED S., ABC of subfertility, assisted conception and the law in the United Kingdom, *British Medical Journal*, 327 (2003), p. 978.
- * EIBACH U., Präimplantationsdiagnostik (PID) – Grundsätzliche ethische und rechtliche Probleme, *Medizinrecht*, Heft 8, 2003, p. 441.
- * LÜBBE W., Das Problem der Behindertenselektion bei der pränatalen Diagnostik und der Präimplantationsdiagnostik, *Ethik in der Medizin*, Bd. 15 n° 3, 2003, p. 203.
- * SCHREIBER H. L., Die Würde des Menschen – eine rechtliche Fiktion ? Bemerkungen zur Reichweite des Menschenwürdeprinzips in der Diskussion über Embryonenforschung, Klonen und Präimplantationsdiagnostik, *Medizinrecht*, Heft 7, 2003, p. 367.

Recherche biomédicale

- * CASABONA C. M. R., La recherche et la thérapie avec des cellules souches embryonnaires. Quel est le cadre juridique pour l'Europe, *Revue générale de droit médical*, 2003, n° 9, p. 151.
- * DICKERSIN K., RENNIE D., Registering clinical trials, *Journal of American Medical Association*, 290 (2003), p. 516.
- * FYLKESNES K., KNAG FYLKESNES T., Informed consent as part and parcel of the scientific inquiry, *Lancet* 361 (2003), p. 2171.
- * KASS N., NATOWICZ M., HULL S. and al., The use of medical records in research: What do patients want ?, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2003, p. 429.
- * PUIGELIER C., Droit, réalité et science, *Revue générale de droit médical*, 2003, n° 9, p. 133.
- * ROUËSSE J., Rapport sur l'encadrement législatif des recherches biomédicales chez l'homme à l'occasion de la transposition dans le droit français de la directive européenne, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2003, Tome 187, n° 5, p. 1001.
- * SCOTT L., Research-related injury: problems and solutions, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2003, 419.
- * SEELMANN K., Paternalismus und Solidarität bei der Forschung am Menschen, in : *Strafrecht – Biorecht – Rechtsphilosophie, Festschrift für Hans-Ludwig Schreiber zum 70. Geburtstag*, Heidelberg 2003, p. 853.
- * SPICKER S., La résurgence de l'éthique de recherche biomédicale, *Revue générale de droit médical*, 2003, n° 9, p. 183.
- * STAESSEN J. A., BIANCHI G., Registration of trials and protocols, *Lancet* 362 (2003), p. 1009.
- * STEINBROOK R., Trial design and patient safety – The debate continues, *New England Journal of Medicine*, 349 (2003), p. 629.
- * TUNIS S. B., STRYER D. B., CLANCY C. M., Practical clinical trials increasing the value of clinical research for decision making in clinical and health policy, *Journal of American Medical Association*, 290 (2003), p. 1624.
- * VORBRODT STELZER S., Hat die Stammzellenforschung in Österreich eine Chance?, in : *Selbstbestimmung und Recht, Festgabe für Rainer J. Schweizer zum 60. Geburtstag*, 2003, p. 245.

Responsabilité médicale

- * AYLIN P., BEST N., BOTTLE A. and al., Following Shipman. A pilot system for monitoring mortality rates in primary care, *Lancet* 362 (2003), p. 485.

- * BERWICK D. M., Errors today and errors tomorrow, *New England Journal of Medicine*, 348 (2003), p. 2570.
- * BOU C., Les apports de la loi du 4 mars 2002 concernant l'indemnisation des accidents médicaux, *Gazette du Palais*, mai-juin 2003, p. 1537.
- * CAREGHI J.-C., Une responsabilité civile médicale a-t-elle existé dans l'ancien droit français (XVI^e-XVIII^e siècles) ?, *Revue de la recherche juridique*, 2003-2 (vol. 1), p. 835.
- * COELHO J., La nouvelle configuration de l'indemnisation des conséquences des risques sanitaires : distinction entre responsabilité et solidarité, *Revue générale de droit médical*, 2003, n° 9, p. 31.
- * DORSNER-DOLIVET A., L'indemnisation des dommages médicaux après la loi Kouchner, *Revue générale de droit médical*, 2003, n° 9, p. 47.
- * DUBOUIS L., Assurance privée et responsabilité médicale, *Revue de droit sanitaire et social*, 2003, n° 3, p. 353.
- * GARAY A., La responsabilité des médecins urgentistes dans la prise en charge des enfants, *Gazette du Palais*, mai-juin 2003, p. 1355.
- * GRIMALDI J., Réparation du dommage corporel : obsolescence des barèmes de capitalisation et liberté du juge, *Gazette du Palais*, mai-juin 2003, p. 1580.
- * LAUFS A., Der mündige, aber leichtsinnige Patient, *Neue Juristische Wochenschrift*, 2003, Heft 32, p. 2288.
- * MARAIS A., Maladies génétiques : apparition d'une nouvelle responsabilité civile familiale ?, *Le Dalloz*, 2003, n° 34, p. 2315.
- * MARCOS A., La double dimension de la faute en responsabilité médicale (commentaire de l'arrêt C.A. Amiens, 1^{ère} ch., 11 octobre 2001, Gomez c. Vuillieme et autres), *Médecine & droit*, 2003, n° 59, p. 49.
- * MARCOS A., La maladresse, essai de qualification en droit d'une notion a-juridique, *Revue générale de droit médical*, 2003, n° 9, p. 83.
- * MATHIEU B., De la difficulté de choisir entre la liberté et la vie, *Revue générale de droit médical*, 2003, n° 9, p. 97.
- * MISTRETTA P., L'indemnisation des victimes du vaccin contre l'hépatite B : conditions de la responsabilité du fabricant, *La Semaine Juridique*, n° 43-44, 22 octobre 2003, p. 1873.
- * MOQUET-ANGER M. L., Chronique de responsabilité médicale à l'hôpital, *Médecine & droit*, 2003, n° 61, p. 115.

- * MORRIS A., SAINTIER S., To be or not to be: Is that the question? Wrongful life and misconceptions, *Medical Law Review*, vol. 11 n° 2, Summer 2003, p. 167.
- * MUELLER Ch., La perte d'une chance médicale en droits comparé et suisse, *Revue générale de droit médical*, 2003, n° 9, p. 105.
- * PETITAT V., De erkenning van feiten en van fouten door een arts-verzekerde na een schadegeval: when sorry seems to be the hardest word?, *Revue de droit de la santé*, 2002-2003, n° 5, p. 306.

HIV / SIDA, lutte contre les épidémies

- * AYLWARD R. B., ACHARYA A., ENGLAND S. and al., Global health goals: lessons from the worldwide effort to eradicate poliomyelitis, *Lancet* 362 (2003), p. 909.
- * BERKLEY S., Thorny issues in the ethics of AIDS vaccine trials, *Lancet* 362 (2003), p. 992.
- * CAYLA J.-S., Déclaration aux autorités sanitaires des malades atteints de certaines maladies transmissibles, *Revue de droit sanitaire et social*, 2003, n° 3, p. 391.
- * JAGGY C., VON OVERBECK J., LEDERGERBER B. and al., Mortality in the Swiss HIV Cohort Study (SHCS) and the Swiss general population, *Lancet* 362 (2003), p. 877.

Système de santé, politique de la santé

- * BOBINSKI M. A., Health disparities and the law : Wrongs in search of a right, *American Journal of Law & Medicine*, 29 (2003), n° 2 & 3, p. 363.
- * CUTLER D. M., Disability and the future of Medicare, *New England Journal of Medicine*, 348 (2003), p. 1084.
- * DETSKY A. S., NAYLOR D., Canada's health care system – reform delayed, *New England Journal of Medicine*, 349 (2003), p. 804.
- * GRELIER-LENAIN C., La nouvelle recommandation du BVP – Allégations santé, *Gazette du Palais*, mai-juin 2003, p. 1441.
- * JACOBI J. V., Parity and difference : The value of parity legislation for the seriously mentally ill, *American Journal of Law & Medicine*, 29 (2003), n° 2 & 3, p. 185.
- * JOS P., PERLMUTTER M., MARSHALL M., Substance abuse during pregnancy : clinical and public health approaches, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2003, p. 340.
- * LISS P.-E., The significance of the goal of health care for the setting of priorities, *Health Care Analysis*, 2003, vol. 11, n° 2, p. 161.

- * MACKENBACH J. P., BAKKER M. J., For the European network on interventions and policies to reduce inequalities in health, tackling socioeconomic inequalities in health : analysis of European experiences, *Lancet* 362 (2003), p. 1409.
- * MERRICK J. C., Spiritual healing, sick kids and the law : Inequities in the American healthcare system, *American Journal of Law & Medicine*, 29 (2003), n° 2 & 3, p. 269.
- * TEITELBAUM J., ROSENBAUM S., Medical care as a public accomodation : Moving the discussion to race, *American Journal of Law & Medicine*, 29 (2003), n° 2 & 3, p. 381.
- * TRUBEK L. G., DAS M., Achieving equality : Healthcare governance in transition, *American Journal of Law & Medicine*, 29 (2003), n° 2 & 3, p. 395.
- * VILLENEUVE P., Présentation de l'ordonnance portant simplification de l'organisation et du fonctionnement du système de santé. Ord. N° 2003-580, 4 septembre 2003, *La Semaine Juridique*, n° 42, 15 octobre 2003, p. 1809.
- * WOOLHANDLER S., CAMPBELL T., HIMMELSTEIN D. U., Costs of health care administration in the United States and Canada, *New England Journal of Medicine*, 349 (2003), p. 768.

Transplantations

- * GALEA G., PEGG D., The ethics of donation: changes are necessary and soon, *Lancet* 362 (2003), p. 932.
- * LANGONE A. J., HELDERMAN J. H., Disparity between solid-organ supply and donation, *New England Journal of Medicine*, 349 (2003), p. 704-706.
- * SURMAN O. S., HERTL M., Liver donation: donor safety comes first, *Lancet* 362 (2003), p. 674.
- * UMESHITA K., FUJIWARA K., KIYOSAWA K. and al., Operative mortality of living donors in Japan, *Lancet* 362 (2003), p. 687.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

- * AIGNER G. et al. (éd.), *Handbuch Medizinrecht für die Praxis*, Wien 2003.
- * BARTLETT P., SANDLAND R., *Mental health law, policy and practice*, 2nd ed, New York 2003.

- * BEYLEVELD D., BROWNWORD R., *Human dignity in bioethics and biolaw*, Oxford 2001.
- * CALLENS S. (ed.), *E-Health and the law*, The Hague 2003.
- * COULTER A., MAGEE H. (ed.), *The European patient of the future*, Maidenhead, Philadelphia 2003.
- * DAWSON J., PEART N. (ed.), *The law of research, a guide*, Dunedin 2003.
- * DREIFUSS-NETTER F., *Le clonage humain*, La documentation française, Paris 2003.
- * GRAPHOS-CNRS, *Les modalités de définition des objectifs et stratégies de santé*, tomes I et II, Lyon 2003.
- * GUILLAUME-HOFNUNG M., *Droits des malades : vers une démocratie sanitaire?*, La Documentation française, Paris 2003.
- * *La responsabilité. Aspects nouveaux*, Travaux de l'Association Henri Capitant, tome L/1999, Paris, 2003 (contient une quinzaine de rapports nationaux et un rapport général sur la responsabilité médicale).
- * SEELMANN K., KAWAGUCHI H. (éd.), *Rechtliche und ethische Fragen der Transplantationstechnologie in einem interkulturellen Vergleich*, Beiheft 86 des *Archivs für Rechts- und Sozialphilosophie*, Wiesbaden 2003.

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Assurances sociales

- * BUENZLI D., La violence, c'est aussi... La clause du besoin, *Courrier du Médecin Vaudois*, 6/2003, p. 10.
- * COULLERY P., Der Leistungskatalog der sozialen Krankenversicherung und seine verfassungsrechtliche Vernetzung, *SZS*, 5 (2003), p. 375.

- * DUC J.-L., Commentaire de jurisprudence : Statut des assurés séjournant dans un établissement médico-social ne figurant pas dans les listes de l'article 39 alinéa 1 lettres d et e, applicable par analogie dans le cadre de l'article 39 alinéa 3 LAMal (TFA, arrêt du 30.07.03, M. P., K 67/02), *AJP/PJA*, 10/2003, p. 1243.
- * EUGSTER G., ATSG und Krankenversicherung: Streifzug durch Art. 1-55 ATSG, *SZS*, 3 (2003), p. 213.
- * GONSETH D., Les lésions assimilées selon l'article 9.2 OLAA, Un problème médico-juridique évolutif, *Courrier du Médecin Vaudois*, 4/2003, p. 6.
- * KIESER U., Die Bedeutung des krankensicherungsrechtlichen Tarifschutzes im stationären Bereich, *SZS*, 5 (2003), p. 419.
- * KNÜSEL R., Assurance-maladie: les enjeux autour de la concurrence, *Aspects de la sécurité sociale*, 2003, n° 3, p. 12.
- * KOTTMANN H., Tarif des analyses et communautés de laboratoire, *Sécurité sociale*, 2003, n° 5, p. 296.
- * ROCHAT C.-L., Révision LAMal. Nouveau rôle pour les cliniques privées, nouveau rôle pour l'Etat, *Courrier du Médecin Vaudois*, 5/2003, p. 10.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * ABRECHT B., Les conditions du placement à des fins d'assistance, *Revue du droit de tutelle*, 2003, p. 338.
- * BIEDERMANN D., La LHand mettra-t-elle fin à la discrimination des personnes handicapées ?, *Sécurité sociale* 2003, n° 1, p. 12.
- * BREITSCHMID P., Vorsorgevollmachten, *Revue du droit de tutelle*, 2003, p. 269.
- * ETZENSBERGER M., Die « Fürsorgerische Unterbringung » und « Behandlung einer psychischen Störung » aus der Sicht eines praktischen Psychiaters (Art. 416-430 VE), *RDS*, n° 3/2003, p. 361.
- * GASSMANN J., Vorsorgen mit einer PatientInnenverfügung, *Pro Mente Sana*, 3/2003, p. 15.
- * GEISER T., Demenz und Recht, *Revue du droit de tutelle*, 2003, p. 97.
- * GUILLOD O., Le droit médical : quelques (r)évolutions récentes, *Médecin et droit médical*, D. Bertrand et al. (éds), 2e édition, Genève 2003, p. 25.
- * GUILLOD O., HELLE N., Traitement forcé : des dispositions schizo-phrènes ?, *Revue du droit de tutelle*, 2003, p. 347.

- * GUILLOD O., HELLE N., Mandat d'inaptitude, directives anticipées et représentation de la personne incapable : porte ouverte à la confusion ?, *Revue de droit suisse*, 2003 I p. 291.
- * HAUG S., 2003 : Année européenne des personnes Handicapées, *Sécurité sociale*, 2003, n° 1, p. 15.
- * KLEIN C., Différentes formes d'inégalités subies par les personnes handicapées : la situation des personnes handicapées en Suisse, *Sécurité sociale*, 2003, n° 1, p. 8.
- * LEUBA A., TRITTEN C., La protection de la personne incapable de discernement séjournant en institution, *Revue du droit de tutelle*, 2003, p. 284.
- * SANDOZ S., Directives anticipées et représentant thérapeutique : droit fédéral et droit vaudois, *Revue du droit de tutelle*, 2003, p. 280
- * SPRUMONT D., PERRENOUD J., REHM-FUCHS M., Les directives anticipées: un nouvel outil pour appréhender le futur, in : *EURO COS, La valeur du temps en Santé. Du temps gagné au temps à vivre, X^{ème} séminaire de réflexion*, Strasbourg 2003, p. 121.

Ethique biomédicale

- * AMSTAD H, HESS M, REHMANN-SUTTER C., Die Schweizer Ethikkommissionen reden miteinander... z.B. über unterschiedliche Rekursmöglichkeiten, *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 34, p. 1733.
- * SALATHÉ M, LEUTHOLD M, AMSTAD H, VALLOTTON M., Klinische Ethikkommissionen in der Schweiz – eine Bestandesaufnahme, *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 43, p. 2264.
- * SEELMANN K., Haben Embryonen Anspruch auf Menschenwürde?, in : *Holderegger A., Pahud de Mortanges R. (Hrsg.), Embryonenforschung. Embryonenverbrauch und Stammzellenforschung – Ethische und rechtliche Aspekte, Symposium zum 60. Geburtstag von Giusep Nay, Bundesrichter, Fribourg 2003, p. 27.*
- * SEELMANN K., Attitudes of Swiss mothers towards unrelated umbilical cord blood banking 6 months after donation, *Transfusion*, 2003, p. 604.

Euthanasie

- * FAISST K, FISCHER S, ZELLWEGER U, BOSSHARD G, BÄR W, GUTZWILLER F., Medizinische Entscheidungen am Lebensende in sechs europäischen Ländern: Erste Ergebnisse. EU-Projekt «Medical End-of-Life Decisions: Attitudes and Practices in 6 European Countries», *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 32-33, p. 1676 (paru en français in : *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 34, p. 1730).

- * SEELMANN K., Sterbehilfe : Die Rechtslage in der Schweiz, in : *Brudermüller, Marx, Schüttauf, Suizid und Sterbehilfe*, Würzburg 2003, p. 135.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * BAUER W., Charte du professionnalisme médical, *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 45, p. 2350 (paru en allemand in : *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 45, p. 2347).
- * SCHNEIDER S, WINISTÖRFER M, GLAUSER R., Diminution du temps de travail: tout un travail!, *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 42, p. 2191 (paru en allemand in : *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 42, p. 2189).
- * WALDIS N., Eingabe an die Kantonsregierungen betreffend Ausführungsbestimmungen der Fristenlösung, *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 29-30, p. 1570.
- * RICHLI P., Über die Zuständigkeit des Bundes zur Regelung der wissenschaftlichen Berufe, insbesondere der Medizinal- und Psychologieberufe, in : *Mensch und Staat, L'homme et l'Etat, Festgabe der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg für Thomas Fleiner zum 65. Geburtstag*, Fribourg 2003, p. 161.
- * SEELMANN K., Die Bedeutung von Freiheits-, Leistungs- und Teilhaberechten in der Medizin. Vorschläge zur Neuorientierung aus medizin- und rechtsethischer Sicht, in : *Zukunft Medizin Schweiz, hrsg. Von Werner Stauffacher und Johannes Bircher*, Basel 2002, p. 120.

Personnes âgées et santé

- * FUHRER B., BRUNNER-PATTHEY O., JOST A., BANDI T., EBERHARD P., Besoins de soins et financement: quelle évolution future ?, *Sécurité sociale*, 2003, n° 5, p. 292.
- * LANDOLT H., Stand und Entwicklung des Pflegeversicherungsrechts, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 2003, p. 84.

Procréation médicalement assistée

- * PELET O., Pourquoi interdire le don d'ovule ?, *Plaidoyer*, n° 5/2003, p. 70.

Recherche biomédicale

- * CALAME T., Zur Patentierbarkeit von Erfindungen im Bereich der Stammzellenforschung, in : *Selbstbestimmung und Recht, Festgabe für Rainer J. Schweizer zum 60. Geburtstag*, 2003, p. 61.
- * SEELMANN K., Drittnützige Forschung an Einwilligungsunfähigen, in : *Strafrecht, Strafprozessrecht und Menschenrechte, Festschrift für Stefan Trechsel zum 65.*

Geburtstag, hrsg. Von Andreas Donatsch, Marc Forster und Christian Schwarzenegger, Zürich 2002.

Responsabilité médicale

- * GUILLOD O., RAPIN C., La responsabilité médicale. Rapport suisse, *La responsabilité. Aspects nouveaux, Travaux de l'Association Henri Capitant*, tome L/1999, Paris, 2003, p. 375.
- * MUELLER Ch., La perte d'une chance médicale en droits comparé et suisse, *Revue générale de droit médical*, 2003, n° 9, p. 105.

Système de santé, politique de la santé

- * BACHMAN J., Le Guide Santé destiné aux patients et aux assurés ne peut être réalisé pour l'instant, *Sécurité sociale*, 2003, n° 3, p. 149.
- * BREITENMOSER S., Sectoral agreements between the EC and Switzerland : Contents and context, *Common Market Law Review*, octobre 2003, vol. 40, n° 5, p. 1137.
- * FAVRE D., L'OMC à Cancun : La santé pour tous tenue en échec, *Plaidoyer*, n° 4/2003, p. 50.
- * JUNOD V., Concurrence dans le secteur de la santé : commentaire à l'ATF 127 II 91, in : *Concurrence dans le secteur de la santé*, Zürich 2002, p. 81.
- * MATTI L., Mieux coordonner la prévention, *Sécurité sociale*, 2003, n° 4, p. 227.
- * ROSSI I., Réseaux de soins, réseaux de santé, *Médecine & Hygiène*, n° 2454 du 15 octobre 2003, p. 1994.
- * STIEGER L., Les médicaments sont-ils vraiment plus chers en Suisse qu'ailleurs ?, *Sécurité sociale*, 2003, n° 2, p. 85.

Transplantations

- * SEELMANN K., Stammzellen aus Nabelschnurblut – Rechtliche und rechtsethische Fragen von Transplantation und Banking, *Therapeutische Rundschau* 59 (2002), p. 583.
- * SPRUMONT D., SPRUMONT P., MOSIMANN F., Le prélèvement d'organes sur des personnes vivantes: panacée ou boîte de Pandore?, *Bulletin des Médecins Suisses*, 2003, 84, n° 36, p. 1852.

- * AYER A., CLEMENT T., HÄNNI C., *La relation patient-médecin : état des lieux*, Neuchâtel 2003.
- * BERTRAND D. et al., *Médecin et droit médical : présentation et résolution de situations médico-légales*, Médecine & Hygiène, Genève 2003.
- * GUILLOD O. et al., *Droit, santé mentale et handicap, Actes de la 9^e journée de droit de la santé*, Neuchâtel 2003.
- * JEANRENAUD C. et al., *Le coût social de l'abus d'alcool en Suisse*, Neuchâtel 2003.
- * LOCHER T., *Grundriss des Sozialversicherungsrechts*, 3. Auflage, Bern 2003.
- * ROGGO A., *Aufklärung des Patienten*, Bern, 2003.
- * SITTER-LIVER B., *Gerechte Organallokation*, Bern 2003.
- * SPRUMONT D., TRUTMANN M. (éd.), *La recherche avec les cellules souches: un défi! Mais pour qui ?*, Neuchâtel 2003.
- * STEFFEN G., *Introduction d'une carte santé: réflexions juridiques*, Neuchâtel 2003.

RSDS N°3

Cette rubrique présente les références des dernières parutions juridiques en matière de droit de la santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger. Ce numéro couvre en principe la période entre **le 1^{er} novembre 2003 et le 31 mars 2004**.

Diese Rubrik gibt Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheitsrecht. Sie wird auf Grund von nahezu Hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der Schweiz und dem Ausland zusammengestellt. Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode **vom 1. November bis zum 31. März 2004**.

Législation/ Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

- * Conseil de l'Europe. Recommandation Rec(2003)24F du Comité des Ministres aux Etats membres sur l'organisation des soins palliatifs, adoptée par le Comité des Ministres le 12 novembre 2003, lors de la 860^e réunion des Délégués des Ministres.
- * Conseil de l'Europe. Résolution Res(2003)33F du 26 novembre 2003 relative à l'Accord partiel dans le domaine social et de la santé publique - Budget 2004, adoptée par le Comité des Ministres le 26 novembre 2003, lors de la 862^e réunion des Délégués des Ministres.
- * Conseil de l'Europe. Recommandation 1632(2003) de l'Assemblée parlementaire du 25 novembre 2003. Adolescence en détresse : une approche sociale et sanitaire du mal-être des jeunes.
- * UNESCO. Déclaration internationale sur les données génétiques humaines. Adoptée à la 32^e session de la Conférence générale de l'UNESCO le 16 octobre 2003.

II. Droit communautaire / Europarecht

(JOCE L 285 de 2003 à L 96 du 31 mars 2004

et JOCE C 263 de 2003 à C 81C du 31 mars 2004)

Droit édicté / Erlassenes Recht

- * Directive 2004/33/CE de la Commission du 22 mars 2004 portant application de la directive 2002/98/CE du Parlement européen et du Conseil concernant certaines exigences techniques relatives au sang et aux composants sanguins, JO L 91 du 30 mars 2004.
- * Décision n° 2/2003 du 17 septembre 2003 du comité institué par l'accord sur la reconnaissance mutuelle conclu entre la Communauté européenne et la Confédération suisse relative à l'inclusion d'un organisme d'évaluation de la conformité dans le chapitre sectoriel relatif aux dispositifs médicaux, JO L 323 du 10 décembre 2003.
- * Recommandation n° 22 du 18 juin 2003 concernant la jurisprudence Gottardo, selon laquelle les avantages découlant d'une convention bilatérale de sécurité sociale entre un État membre et un État tiers prévue pour les travailleurs nationaux doivent être accordés aux travailleurs ressortissants d'autres États membres, JO L 326 du 13 décembre 2003.
- * Recommandation du Conseil du 2 décembre 2003 relative au dépistage du cancer, JO L 327 du 16 décembre 2003.
- * Décision de la Commission du 3 mars 2004 instituant des comités scientifiques dans le domaine de la sécurité des consommateurs, de la santé publique et de l'environnement, JO L 66 du 4 mars 2004.

Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.

- * Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant un centre européen de prévention et de contrôle des maladies, COM(2003) 441 final, 2003/0174 (COD), du 8 août 2003.
- * Conclusions du Conseil du 27 octobre 2003 relatives à une stratégie européenne en matière d'environnement et de santé, JO C 268 du 7 novembre 2003.

- * Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la Directive du Conseil 93/42/CEE du 14 juin 1993 relative aux "Dispositifs Médicaux", JO C 268 du 7 novembre 2003.
- * Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive du Conseil 90/385/CEE du 20 juin 1990 relative aux "Dispositifs Médicaux Implantables Actifs", et directive du Conseil 93/42/CEE du 14 juin 1993 relative aux "Dispositifs Médicaux", JO C 270 du 11 novembre 2003.
- * Résolution législative du Parlement européen sur le projet commun, approuvé par le comité de conciliation, en vue d'une décision du Parlement européen et du Conseil adoptant un programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique (2003-2008) (PE-CONS 3627/2002 - C5-0204/2002 - 2000/0119(COD)), JO C 271 E du 12 novembre 2003.
- * Résolution du Parlement européen sur la santé et les droits sexuels et génésiques (2001/2128(INI)), JO C 271 E du 12 novembre 2003.
- * Rectificatif à la communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 93/42/CEE du Conseil relative aux dispositifs médicaux et de la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro* (JO C 182 du 31.7.2002), JO C 273 du 14 novembre 2003.
- * Conclusion du protocole d'accord avec la République tchèque relatif à sa participation au programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique (2003-2008), JO C 277 du 18 novembre 2003.
- * Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de *diagnostic in vitro*, JO C 280 du 21 novembre 2003.
- * Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments [*Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement (CEE) n° 2309/93 du Conseil*] et [*Décision(s) prise(s) en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE*], JO C 285 du 28 novembre 2003 ; JO C 6 du 10 janvier 2004 ; JO C 27 du 30 janvier 2004 ; JO C 44 du 20 février 2004 ; JO C 52 du 27 février 2004 ; JO C 77 du 26 mars 2004.
- * Avis d'appel à propositions — Aide à la lutte contre les maladies liées à la pauvreté (VIH/SIDA, paludisme, tuberculose) dans les pays en développement — EuropeAid/117571/C/G, JO C 295 du 5 décembre 2003.
- * Position commune (CE) n° 60/2003 du 29 septembre 2003 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité instituant la Communauté européenne, en vue de l'adoption d'un règlement du Parlement européen et du Conseil établissant des procédures communautaires pour l'autorisation et la surveillance en ce qui concerne les médicaments à usage

humain et à usage vétérinaire, et instituant une Agence européenne des médicaments, JO C 297 du 9 décembre 2003.

- * Position commune (CE) n° 61/2003 du 29 septembre 2003 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité instituant la Communauté européenne, en vue de l'adoption d'une directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, JO C 297 du 9 décembre 2003.
- * Résolution législative du Parlement européen sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant des procédures communautaires pour l'autorisation, la surveillance et la pharmacovigilance en ce qui concerne les médicaments à usage humain et à usage vétérinaire et instituant une agence européenne pour l'évaluation des médicaments (COM(2001) 404 - C5-0591/2001 - 2001/0252(COD)), JO C 300 du 11 décembre 2003.
- * Position du Parlement européen arrêtée en première lecture le 23 octobre 2002 en vue de l'adoption du règlement (CE) no .../2002 du Parlement européen et du Conseil établissant des procédures communautaires pour l'autorisation, la surveillance et la pharmacovigilance en ce qui concerne les médicaments à usage humain et à usage vétérinaire et instituant une agence européenne pour l'évaluation des médicaments, JO C 300 du 11 décembre 2003.
- * Résolution législative du Parlement européen sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain (COM(2001) 404 - C5-0592/2001 - 2001/0253(COD)), JO C 300 du 11 décembre 2003.
- * Appel à propositions d'action indirecte de RDT dans le cadre du programme spécifique de recherche et développement technologique et de démonstration "Intégrer et renforcer l'Espace européen de la recherche" — Appel thématique dans le domaine "Sciences de la vie, génomique et biotechnologie pour la santé", JO C 303 du 13 décembre 2003.
- * Position commune (CE) n° 65/2003 du 4 novembre 2003 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité instituant la Communauté européenne, en vue de l'adoption d'une directive du Parlement européen et du Conseil modifiant, en ce qui concerne les médicaments traditionnels à base de plantes, la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, JO C 305 du 16 décembre 2003.
- * Conclusions du Conseil du 2 décembre 2003 sur les dispositifs médicaux, JO C 20 du 24 janvier 2004.
- * Résolution du Conseil du 2 décembre 2003 Médicaments et santé publique: les défis — Priorité aux patients, JO C 20 du 24 janvier 2004.

- ✳ Résolution législative du Parlement européen sur le projet commun, approuvé par le comité de conciliation, de directive du Parlement européen et du Conseil établissant des normes de qualité et de sécurité pour la collecte, le contrôle, la transformation, la conservation et la distribution du sang humain, et des composants sanguins, et modifiant la directive 2001/83/CE (PE-CONS 3652/2002 - C5-0469/2002 - 2000/0323(COD)), JO C 31 du 5 février 2004.
- ✳ Avis du Comité économique et social européen sur la "Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant un Centre européen de prévention et de contrôle des maladies" (COM(2003) 441 final — 2003/0174 (COD)), JO C 32 du 5 février 2004.
- ✳ Résolution du Parlement européen sur la communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social et au Comité des régions sur l'avenir des soins de santé et des soins pour les personnes âgées: garantir l'accessibilité, la qualité et la viabilité financière (COM(2001) 723 - C5-0163/2002 - 2002/2071(COS)), JO C 38 du 12 février 2004.
- ✳ Résolution législative du Parlement européen sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la lutte contre les maladies dues à la pauvreté (VIH/sida, paludisme et tuberculose) dans les pays en développement (COM(2002) 109 - C5-0100/2002 - 2002/0051(COD)), JO C 39 du 13 février 2004.
- ✳ Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 90/385/CEE du Conseil du 20 juin 1990 relative aux "Dispositifs Médicaux Implantables Actifs", JO C 42 du 18 février 2004.
- ✳ Résolution du Parlement européen sur l'autorisation des médicaments génériques dans le cadre de l'OMC, JO C 43 du 19 février 2004.
- ✳ Résolution législative du Parlement européen sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les aides destinées aux politiques et aux actions relatives à la santé et aux droits en matière de reproduction et de sexualité des pays en développement (COM(2002) 120 - C5-0114/2002 - 2002/0052(COD)), JO C 43 du 19 février 2004.
- ✳ Résolution du Parlement européen sur la communication de la Commission relative aux dispositions communautaires et nationales applicables aux implants mammaires (COM(2001) 666 - C5-0327/2002 - 2002/2171(COS)), JO C 43 du 19 février 2004.
- ✳ Communication à la Commission — Action communautaire dans le domaine de la santé publique (2003-2008) — Programme de travail 2004, y compris le programme de travail annuel en matière de subventions, JO C 52 du 27 février 2004.
- ✳ Appel à propositions — Programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique (2003-2008), JO C 52 du 27 février 2004.

- * Résolution législative du Parlement européen sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative à la participation de la Communauté à un programme de recherche et développement visant à développer des nouvelles interventions cliniques afin de lutter contre le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose grâce à un partenariat à long terme entre l'Europe et les pays en développement, entrepris par plusieurs États membres et la Norvège (COM(2002) 474 - C5-0392/2002 - 2002/0211(COD)), JO C 62 du 11 mars 2004.
- * Position commune (CE) n° 18/2004 du 26 janvier 2004 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité instituant la Communauté européenne, en vue de l'adoption d'un règlement du Parlement européen et du Conseil portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, JO C 79 E du 30 mars 2004.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl>.

Australie/Australien

- * Loi N° 29 du 15 avril 2003 relative à l'amélioration de la gestion de l'approvisionnement en sang en Australie et visant des fins connexes (*National Blood Authority Act, 2003, No. 29*).

Belgique/Belgien

- * Loi du 14 juin 2002 relative aux soins palliatifs. (*Moniteur belge, 26 octobre 2002*).
- * Loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient. (*Moniteur belge, 26 septembre 2002*).

Etats-Unis d'Amérique/Vereinigten Staaten

- * Programmes Medicare, Medicaid et CLIA ; conditions requises dans les laboratoires pour les systèmes de qualité et certaines qualifications du personnel ; règlement final. Partie 493 du titre 42 (Santé publique) du Code des règlements fédéraux des États-Unis. Texte en date du 7 octobre 2002. (*Federal Register, vol. 68, N° 16, 24 janvier 2003, p. 3639 à 3714*).

Italie/Italien

- * Loi N° 91 du 1^{er} avril 1999 relative au prélèvement et à la transplantation d'organes et de tissus. (*texte original publié dans Gazzetta Ufficiale della Repubblica Italiana, 15 avril 1999, N° 87*).

Kirghizistan/Kirgistan

- * Loi de 2001 de la République du Kirghizistan relative aux droits génésiques (*The Law on Reproductive Rights in the Kyrgyz Republic*).

Norvège/Norwegen

- * Loi N° 12 du 21 février 2003 relative aux banques de produits biologiques (*Norsk Lovtidend avd I nr 3 2003, LOV-2003-02-21-12, HD, I 2003 hefte 3*).
- * Loi N° 100 du 5 décembre 2003 relative à l'utilisation de la biotechnologie en médecine humaine, etc. (*Lov om humanmedisinsk bruk av bioteknologi m.m. (bioteknologiloven), LOV-2003-12-05-100, HD, I 2003 hefte 16*).

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

Droit édicté / Erlassenes Recht

[RO/AS 2003 N° 44-51 et 2004 N° 1-12 (30 MARS 2004)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

- * Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édition de la pharmacopée, du 9 novembre 2001. Modification du 30 octobre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 4041. Modification du 12 février 2004, en vigueur dès le 1^{er} avril 2004, RO 2004 1033.
- * Ordonnance sur les émoluments de l'Institut suisse des produits thérapeutiques, du 9 novembre 2001. Modification du 12 février 2004, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2004, RO 2004 1367.
- * Ordonnance du DDPS concernant les produits et méthodes de dopage (Ordonnance sur les produits dopants), du 31 octobre 2001. Modification du 18 novembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 4279.
- * Ordonnance relative au remboursement des frais de maladie et des frais résultant de l'invalidité en matière de prestations complémentaires (OMPC), du 29 décembre 1997. Modification du 17 novembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 4299.
- * Ordonnance du DFI relative aux primes moyennes cantonales en 2004 de l'assurance obligatoire des soins pour le calcul des prestations complémentaires, du 17 novembre 2003, en vigueur du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2004, RO 2003 4303.

- * Loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (Loi sur l'égalité pour les handicapés, LHand), du 13 décembre 2002, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 4487.
- * Ordonnance sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (Ordonnance sur l'égalité pour les handicapés, OHand), du 19 novembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 4501.
- * Ordonnance sur les aménagements visant à assurer l'accès des personnes handicapées aux transports publics (OTHand), du 12 novembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 4515.
- * Règlement du Comité de la formation postgrade pour les professions médicales, du 26 mars 2002. Modification du 25 novembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 4791.
- * Ordonnance sur les modifications d'ordonnances dues à la loi sur le génie génétique, du 19 novembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 4793.
- * Loi fédérale sur l'application du génie génétique au domaine non humain (Loi sur le génie génétique, LGG), du 21 mars 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 4803.
- * Ordonnance sur les laboratoires de microbiologie et de sérologie, du 26 juin 1996. Modification du 15 décembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 4835.
- * Ordonnance sur le Service sanitaire de frontière, du 17 juin 1974. Modification du 15 décembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 4837.
- * Ordonnance du DFI sur la prévention de l'introduction de nouvelles maladies infectieuses émergentes, du 15 décembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 4839.
- * Ordonnance sur la déclaration des maladies transmissibles de l'homme (Ordonnance sur la déclaration), du 13 janvier 1999. Modification du 15 décembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 4841.
- * Ordonnance concernant l'appréciation médicale des personnes astreintes à servir dans la protection civile (OAMP), du 5 décembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 5179.
- * Ordonnance sur les déclarations de médecin et de laboratoire, du 13 janvier 1999. Modification du 15 décembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 5205.
- * Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal), du 27 juin 1995. Modification du 15 décembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 5279.

- * Ordonnance concernant l'abrogation d'ordonnances dans le domaine de l'assurance-maladie, du 15 décembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 5281.
- * Ordonnance du DFI sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins, OPAS), du 29 septembre 1995. Modification du 17 novembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 5283.
- * Ordonnance sur l'homologation de produits phytosanitaires (Ordonnance sur les produits phytosanitaires), du 23 juin 1999. Modification du 26 novembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2004, RO 2003 5421.
- * Ordonnance sur les denrées alimentaires (ODAI), du 1^{er} mars 1995. Modification du 15 décembre 2003, en vigueur dès le 1^{er} mai 2004 (sauf quelques articles entrant en vigueur le 1^{er} février 2004 ou le 1^{er} juin 2005), RO 2004 457.
- * Arrêté fédéral concernant le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique, du 4 mars 2002, RO 2004 577.
- * Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique, conclu à Montréal le 29 janvier 2000, entré en vigueur pour la Suisse le 11 septembre 2003, RO 2004 579.

**Messages, Rapports et Décisions Officiels /
Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse**

[FF/BBL 2003 N° 44-51 et 2004 N° 1-12 (30 MARS 2004)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

- * Loi fédérale relative à la recherche sur les cellules souches embryonnaires (Loi relative à la recherche sur les cellules souches, LRCS), du 19 décembre 2003, délai référendaire : 8 avril 2004, RO 2003 7481.
- * Rapport annuel du Conseil fédéral sur les activités de la Suisse au Conseil de l'Europe en 2003, FF 2004 175 (spécialement 192s)
- * Approbation de projets d'institutions d'assurance privée concernant l'utilisation des contributions cantonales aux traitements hospitaliers intracantonaux de patients privés et semi-privés pour l'année 2001, Office fédéral des assurances privées, 16 décembre 2003, FF 2003 7361, 20 janvier 2004, FF 2004 104.

- * Réduction de primes dans l'assurance-maladie. Subsidés de la Confédération et des cantons ; modèle de répartition pour l'année 2004, Office fédéral des assurances sociales du 25 novembre 2003, FF 2003 7120.
- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée au CHUV, du 18 novembre 2003, FF 2003 7029.
- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour un projet des HUG « *Early defibrillation program and out-of-hospital cardiac arrest : An assessment of the Chain of Survival* », du 25 novembre 2003, FF 2003 7118.
- * Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 20 mai 2001 au 31 octobre 2003, FF 2003 6756.
- * Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 5 octobre 2000 au 5 décembre 2003, FF 2003 7420.
- * Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 19 mars 2001 au 13 février 2004, FF 2004 933.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait du "Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin",
n° 5/2003 avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à
Fribourg)

AARGAU

- * Regionales Schulabkommen über die Finanzierung der Aus- und Weiterbildung für Gesundheitsberufe vom 12.12.2002, rückwirkende Inkraftsetzung ab 01.01.2001, AGS 2003, S. 223.
- * Spitalgesetz vom 25.02.2003, in Kraft ab 01.01.2004, AGS 2003, S. 275.

BASEL-LAND

- * Verordnung über Geltendmachung der Entschädigungen an Versicherer und Gemeinden vom 26.08.2003, in Kraft ab 01.09.2003, GS 34.1163.

FRIBOURG/FREIBURG

- * Règlement de promotion de la première année tronc commun des formations d'aide familiale, d'assistance en soins et santé communautaire et de gestion en économie familiale, du 03.06.2003, ROF/ASF 2003_101.
- * Ordonnance concernant le registre servant au programme cantonal de dépistage du cancer du sein réalisé par une mammographie du 03.11.2003, entrée en vigueur le 01.11.2003, ROF/ASF 2003_153.

NEUCHÂTEL

- * Règlement de filière de la formation d'aide soignant et aide soignante en école, du 22.10.2003, entrée en vigueur au début de l'année scolaire 2003-2004, Feuille officielle 2003, N° 82, p. 1190.
- * Règlement de filière de la formation cantonale d'aide en gériatrie, du 22.10.2003, entrée en vigueur au début de l'année scolaire 2003-2004, Feuille officielle 2003, N° 82, p. 1193.
- * Règlement de filière de la formation d'aide soignant et aide soignante en cours d'emploi, d'assistante en soins et santé communautaire et de gestionnaire en économie familiale, du 22.10.2003, entrée en vigueur au début de l'année scolaire 2003-2004, Feuille officielle 2003, N° 82, p. 1198.
- * Règlement de promotion de 2^{ème} et 3^{ème} année de formation des assistant-e-s en soins et santé communautaire du 26.11.2003, entrée en vigueur le 26.11.2003, Feuille officielle 2003, N°92, p. 1346.

SCHWYZ

- * Spitalverordnung vom 22.10.2003, in Kraft ab 01.01.2004, Amtsblatt 2003, Nr. 44, S. 1698.
- * Vollziehungsverordnung zur Gesundheitsverordnung vom 23.12.2003, in Kraft ab 01.01.2004, Amtsblatt 2003, Nr. 36, S. 2083

VALAIS/WALLIS

- * Décret sur le "Réseau Santé Valais" (abroge le Décret du 01.02.2002 et aura effet aussi longtemps que lui, à savoir jusqu'à l'entrée en vigueur des modifications de la Loi du 09.02.1996 sur la santé, mais au maximum jusqu'au 31.01.2007) du 04.09.2003, entrée en vigueur le 01.01.2004, BO 2003, N° 39, p. 2173.

- * Ordonnance sur le "Réseau Santé Valais" (Planification et subventionnement des établissements hospitaliers) du 12.11.2003, entrée en vigueur le 01.01.2004m Bulletin officiel 2003, N° 47, p. 2626.
- * Ordonnance sur la mise à disposition du Réseau Santé Valais des infrastructures hospitalières et des instituts médico-techniques (a la même durée de validité que le Décret) du 12.11.2003, entrée en vigueur le 01.01.2004, Bulletin officiel 2003, N° 47, p. 2629.
- * Ordonnance sur la transition comptable et financière entre le Réseau Santé Valais et les établissements hospitaliers (validité identique à celle du Décret du 04.09.2003) du 12.11.2003, entrée en vigueur le 01.01.2004, Bulletin officiel 2003, N° 47, p. 2630.

VAUD

- * Règlement concernant l'exercice des professions de la santé (abroge dix R. spécifiques) du 10.09.2003, entrée en vigueur le 01.10.2003, FAO 2003, N° 79, p. 11.
- * Règlement sur la promotion de la santé et la prévention en milieu scolaire (Règlement sur la santé scolaire) du 05.11.2003, entrée en vigueur le 01.11.2003, FAO 2003, N° 94, p. 7.

TESSIN

- * Direttive conc. l'ammissione e l'esclusione degli allieva dalla scuola in caso di malattie infettive (Abroga la Direttiva del 20.04.2000) del 03.10.2003, entrata in vigore il 07.10.2003, BU 2003, 273.

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

Suisse / Schweiz

- * ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES, Prise en charge des patients en fin de vie, Directives médico-éthiques, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 6, p. 294.
SCHWEIZERISCHE AKADEMIE DER MEDIZINISCHEN WISSENSCHAFTEN, Betreuung von Patienten am Lebensende, Medizinisch-ethische Richtlinien, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 6, p. 288.

- * ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES, Traitement et prise en charge des patients souffrant d'atteintes cérébrales extrêmes de longue durée, Directives médico-éthiques, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 1/2, p. 55.
SCHWEIZERISCHE AKADEMIE DER MEDIZINISCHEN WISSENSCHAFTEN, Behandlung und Betreuung von zerebral schwerstgeschädigten Langzeitpatienten, Medizinisch-ethische Richtlinien, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 1/2, p. 50.
- * Charte du professionnalisme médical, *Bulletin des médecins suisses*, 2003, 83, n° 45, p. 2350.
Charta zur ärztlichen Berufsethik, *Bulletin des médecins suisses*, 2003, 83, n° 45, p. 2347.

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

(<http://www.echr.coe.int>)

- * GLASS C. ROYAUME-UNI, Arrêt de la Cour du 9 mars 2004.
Administration d'un traitement à un enfant, gravement handicapé, contre l'avis de son représentant légal – Art. 8 (droit au respect de la vie privée) – L'administration d'un traitement à un mineur contre l'avis de son représentant légal représente une atteinte au respect de la vie privée du mineur, en particulier à son intégrité physique. Tout en laissant ouverte la question de la légalité de l'intervention in casu, la Cour estime que la réglementation est compatible avec les principes énoncés dans la Convention du Conseil de l'Europe sur les Droits de l'Homme et la biomédecine : d'une part, avec l'obligation de préserver la vie du patient, sauf dans des circonstances exceptionnelles ; d'autre part, au regard de l'obligation de requérir le consentement du représentant légal du mineur avant toute intervention et, sous réserve de l'urgence, de solliciter l'autorisation d'un juge en cas de refus de consentir du parent. En l'espèce, à supposer même que la mère avait consenti, dans un premier temps, à l'administration de doses de morphine, rien n'indique que son consentement concernait aussi l'injection de diamorphine, et partant qu'il était éclairé. En tous les cas, au moment des événements litigieux, la mère avait clairement exprimé son opposition, en sorte que l'hôpital devait requérir l'autorisation d'un juge ; or la direction de l'hôpital n'entreprit aucune démarche, alors qu'une procédure d'urgence près la High Court était possible – Violation.

- ✱ HENAF c. FRANCE, Arrêt de la Cour du 27 novembre 2003.
Conditions d'hospitalisation d'un détenu âgé – Art. 3 (traitement inhumain et dégradant) – Compte tenu de l'âge du requérant, 75 ans, de son état de santé, et de l'absence d'antécédents faisant sérieusement craindre un risque pour la sécurité, la mesure d'entrave du requérant à son lit d'hôpital la veille de son opération constitue un traitement inhumain – Violation.

- ✱ MATENCIO c. FRANCE, Arrêt de la Cour du 15 janvier 2004.
Conditions de détention d'un détenu, condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, atteint de troubles neurologiques et d'une hémiplégie nécessitant des soins constants – Art. 3 (traitement inhumain et dégradant) – Si l'on ne peut déduire de l'article 3 une obligation générale de libérer un détenu pour raisons de santé, cette disposition impose en tout cas à l'Etat de protéger l'intégrité physique des personnes privées de leur liberté, notamment par l'administration des soins médicaux requis. L'état de santé, l'âge et un lourd handicap physique constituent désormais des situations pour lesquelles la question de la capacité à la détention est aujourd'hui posée au regard de l'article 3. Il s'ensuit que tout prisonnier a droit à des conditions de détention conformes à la dignité humaine de manière à assurer que les modalités d'exécution des mesures prises ne soumettent pas l'intéressé à une détresse ou à une épreuve d'une intensité excédant le niveau inévitable de souffrance inhérent à la détention. En l'espèce, le requérant jouit, malgré son état de santé, d'une relative autonomie dans la gestion quotidienne de sa détention et il ne ressort pas que les soins et traitements sont insuffisants ou inadéquats – Non violation (voir également SAKKOPOULOS c. GRECE, Arrêt du 15 janvier 2004 ; non violation).

- ✱ WORWA c. POLOGNE, Arrêt de la Cour du 27 novembre 2003.
Examens psychiatriques ordonnés dans des affaires pénales semblables – Art. 8 (droit au respect de la vie privée) – Ordonner des expertises psychiatriques, à de brèves intervalles et dans des affaires semblables, constitue une atteinte au droit au respect de la vie privée. Bien que prévue par la loi, l'atteinte était en l'espèce disproportionnée – Violation.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

(<http://curia.eu.int/fr/index.htm>)

- ✱ BUNDESVERBAND DER ARZNEIMITTEL IMPORTEURE c. BAYER et COMMISSION, aff. C-2/01 P et C-3/01 P – Arrêt de la Cour du 6 janvier 2004.

Pourvois – Concurrence – Importations parallèles – Article 85, paragraphe 1, du traité CE (devenu article 81, paragraphe 1, CE) – Notion d'accord entre entreprises' – Preuve de l'existence d'un accord – Marché de produits pharmaceutiques.

- * COMMISSION c. REPUBLIQUE FRANÇAISE, aff. C-496/01 – Arrêt de la Cour du 11 mars 2004.
Manquement d'État – France – Libre prestation des services – Droit d'établissement – Régime des laboratoires d'analyses de biologie médicale – Conditions de délivrance des autorisations administratives de fonctionnement – Siège d'exploitation sur le territoire français.
- * COMMISSION c. REPUBLIQUE FRANÇAISE, aff. C-122/03 – Arrêt de la Cour du 11 décembre 2003.
Manquement d'État – Mesures d'effet équivalent – Importateurs et distributeurs de médicaments – Présentation d'une copie conforme ou d'une attestation de l'autorisation de mise sur le marché.
- * DEUTSCHER APOTHEKERVERBAND, aff. C-322/01 – Arrêt de la Cour du 11 décembre 2003.
Articles 28 CE et 30 CE – Directives 92/28/CEE et 2000/31/CE – Législation nationale restreignant la vente par Internet de médicaments à usage humain par les pharmacies établies dans un autre État membre – Exigence d'une prescription médicale pour la livraison – Interdiction de la publicité pour la vente par correspondance de médicaments.
- * FERN OLIVIERI c. Commission et Agence pour l'évaluation des médicaments, aff. T-326/99 – Arrêt du Tribunal de première instance du 18 décembre 2003.
Médicament – Autorisation de mise sur le marché – Avis de l'Agence européenne pour l'évaluation des médicaments – Recevabilité – Intérêt à agir – Santé publique – Vérification des informations communiquées – Contrôle des évaluations scientifiques – Réputation professionnelle.
- * HÄSSLE, aff. C-127/00 – Arrêt de la Cour du 11 décembre 2003.
Règlement (CEE) n° 1768/92 – Médicaments – Certificat complémentaire de protection – Articles 15 et 19 – Validité de l'article 19 – Notion de 'première autorisation de mise sur le marché dans la Communauté' – Effets juridiques du non-respect de la date de référence mentionnée à l'article 19.
- * Neue Juristische Wochenschrift, 2004, Heft 3, p. 131 – EuGH (Plenum), Urt. v. 11.12.2003 – Rs. C-322/01 (Deutscher Apothekerverband e.V./0800 DocMorris NV und Jacques Waterval.
Grenzüberschreitende Tätigkeit von Apotheken - DocMorris

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

AUTRICHE/ÖSTERREICH

- * Recht der Medizin 4/2003, p. 120, OGH 12.12.2002.
Ärztliche Schweigepflicht.

ALLEMAGNE/DEUTSCHLAND

- * Medizinrecht, Heft 10, 2003, p. 576, BGH, Urt. v. 25.3.2003 – VI ZR 131/02 (OLG Koblenz).
Zur Rechtzeitigkeit der Patientenaufklärung.
- * Medizinrecht, Heft 10, 2003, p. 582, AG Leipzig, Urt. v. 30.5.2003 – 17 C 344/03
Aufklärung durch einen Arzt, der die deutsche Sprache nicht beherrscht.
- * Medizinrecht, Heft 11, 2003, p. 629, BGH, Urt. v. 8.4.2003 – VI ZR 265/02 (OLG Frankfurt a. M.).
Sorgfaltspflicht des Arztes bei der ambulanten Verabreichung von Sedativa.
- * Medizinrecht, Heft 12, 2003, p. 685, BGH, Urt. v. 18.3.2003 – VI ZR 266/02 (OLG Zweibrücken).
Aufklärungspflicht bei Eingriff aufgrund nachträglicher Befunde.
- * Medizinrecht, Heft 1, 2004, p. 51, BGH, Urt. v. 6.5.2003 – VI ZR 259/02 (OLG Jena).
*Objektiver Fehlerbegriff und Zurechnungszusammenhang.
Das Absehen von einer medizinisch gebotenen Vorgehensweise begründet einen ärztlichen Behandlungsfehler. Auf die subjektiven Fähigkeiten des behandelnden Arztes kommt es insoweit nicht an.*
- * Medizinrecht, Heft 1, 2004, p. 54, BGH, Urt. v. 26.6.2003 – 1 StR 269/02 (LG Regensburg).
Zur Abgrenzung zwischen Vorsatz und Fahrlässigkeit bei ärztlichem Fehlverhalten. (Leitsatz des Bearbeiters).
- * Medizinrecht, Heft 2, 2004, p. 107, BGH, Urt. v. 8.7.2003 – VI ZR 304/02 (OLG Koblenz).
Haftung für Diagnosefehler.
- * Medizinrecht, Heft 2, 2004, p. 108, OLG Stuttgart, Urt. v. 9.4.2002 – 14 U 84/01 (LG Rottweil).
*Mitverschulden des Patienten.
Einen Patienten, der bei einer Kontrolluntersuchung an Beschwerden litt, diese dem Arzt schilderte und fehlerhaft ohne weitere Veranlassung entlassen wurde, trifft kein Mitverschulden, wenn er sich bei andauernden Beschwerden nicht sogleich erneut an den Arzt wendet.
Einen Patienten, der einem ärztlichen Rat folgt, trifft nur dann ein Mitverschulden, wenn sich die Unvollständigkeit der Beratung schon jedem medizinischen Laien hätte aufdrängen oder wegen eines weitergehenden persönlichen Wissensvorsprunges hätte klar sein müssen. Von einem*

solchen persönlichen Wissensvorsprung kann bei einer Tierärztin gegenüber einem Facharzt für Chirurgie nicht ausgegangen werden.

BELGIQUE/BELGIEN

- * Revue de droit de la santé 2003-2004, n° 3, p. 181, Anvers, 1^{ère} chambre, 28 juin 2001.
Responsabilité, consentement informé, risque grave.
- * Revue de droit de la santé 2003-2004, n° 3, p. 187, Gand, 1^{ère} chambre, 22 février 2001.
Responsabilité, médecin traitant, médecin de remplacement.
- * Revue de droit de la santé 2003-2004, n° 3, p. 200, Cour d'arbitrage, 9 avril 2003.
Euthanasie, la loi du 28 mai 2002, demande de suspensions, la gravité et le caractère difficilement réparable, recours populaire.

FRANCE/FRANKREICH

- * Médecine et droit, 2003, n° 62-63, p. 139. Arrêt du Tribunal correctionnel de Brest du 13 mai 2003, no 995/3003, commenté par L. Demont.
Diligences normales en médecine : oubli d'une compresse dans l'abdomen d'une patiente à l'issue d'une laparotomie.
- * Revue trimestrielle de droit civil 2003 693 : arrêt de la Cour de cassation civile du 23 avril 2003 (commentaire de Jean Hauser).
Couple français recourant à une mère porteuse anglaise. Naissance de jumeaux. Tentative d'établir un lien de filiation maternelle avec la femme « commanditaire ».
- * La Semaine Juridique, Edition générale, n° 43-44, 22 octobre 2003, p. 1873, TGI Lyon, 4^e ch., 28 avril 2003, n° 99/07916 ; Mme P., épouse F. c/ SA Pasteur Vaccins (Juris-Data n° 2003-221388), TGI Lyon, 4^e ch., 28 avril 2003, n° 99/09696 ; B. c/ SA Pasteur Vaccins (Juris-Data n° 2003-221387), TGI Lyon, 4^e ch., 28 avril 2003, n° 02/00030 ; G. c/ SA Pasteur Vaccins (Juris-Data n° 2003-221388).
L'indemnisation des victimes du vaccin contre l'hépatite B : conditions de la responsabilité du fabricant (3 jugements sur le lien de causalité entre la vaccination et la pathologie constatée).
- * La Semaine Juridique, Edition générale, n° 47, 19 novembre 2003, p. 2037, Cass. 1^{re} civ., 23 septembre 2003 ; SAS Laboratoire Glaxo-Smithkline c/ Mme Morice, épouse Jeanpert et a. (arrêt n° 1191 FS-P+B+R+I, Juris-Data n° 2003-020386).
Conditions de la responsabilité d'un fabricant de vaccin à raison d'une sclérose en plaques faisant suite à des injections d'un vaccin contre l'hépatite B. La responsabilité du producteur est soumise à la condition que le demandeur prouve, outre le dommage, le défaut du produit et le lien de causalité entre le défaut et le dommage.

- * La Semaine Juridique, Edition générale, n° 49, 3 décembre 2003, p. 2141, Cass. 1^{re} civ., 20 mai 2003 ; SARL d'exploitation de la clinique Paofai c/ C. et a. (arrêt n° 635 FS-D, Juris-Data n° 2003-019207).

La redevance (ndl : versée par les praticiens libéraux aux cliniques privées pour la mise à disposition par ces dernières de personnel, salles d'examen, matériel etc.) n'est indue qu'autant qu'elle excède le coût réel des dépenses effectivement engagées.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante : <http://www.jaac.admin.ch>. La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante : <http://www.bger.ch/>.

- * ATF 129 I 302 – Arrêt du Tribunal fédéral du 4 juillet 2003, 1^{ère} Cour de droit public.

Protection de la personnalité après la mort. Contestation d'un ordre d'autopsie. Le défunt n'a pas la capacité d'être partie ; personne ne peut donc former en son nom un recours de droit public.

- * ATF 129 I 346 – Arrêt du Tribunal fédéral du 24 juin 2003, 1^{ère} Cour de droit public.

La protection tarifaire de l'art. 44 al. 1 LAMal n'englobe pas les frais de séjour en EMS, en particulier les frais de logement (y compris l'amortissement des bâtiments). Un canton peut donc imposer aux résidents d'EMS une participation à ces coûts d'infrastructure immobilière.

- * ATF 129 I 381 – Arrêt du Tribunal fédéral du 25 septembre 2003, 1^{ère} Cour de droit public.

Initiative populaire genevoise pour une caisse-maladie publique. S'il y a violation flagrante du principe d'unité de la matière, la scission de l'initiative et la soumission au peuple de chacune de ses parties ne peut pas être exigée.

- * ATF 129 I 402 – Arrêt du Tribunal fédéral du 14 octobre 2003, 1^{ère} Cour de droit public.

Primauté du droit fédéral. L'art. 119/1 CPS exige un avis médical pour une IVG après la douzième semaine. Un canton ne peut dès lors pas exiger, en sus, le deuxième avis d'un médecin spécialisé.

- * ATF 129 V 378 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 13 juin 2003.

Les coûts supplémentaires résultant du séjour temporaire d'une personne dans un autre établissement de soins que le home où elle réside, en raison

de la fermeture de celui-ci pour cause de vacances, ne peuvent pas être pris en charge (art. 11, 12, 14 OMPC).

- * ATF 129 V 394 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 17 juillet 2003.
Obligation de réparer le dommage en cas de refus d'une affiliation à l'assurance obligatoire des soins (art. 4/2 et 7/5 LAMal).
- * ATF 129 V 396 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 24 juillet 2003.
La subrogation légale (art. 79 LAMal ancienne teneur) laisse place à une action directe du lésé contre le tiers responsable pour le dommage non couvert, à titre obligatoire, par l'assureur maladie, qui inclut en particulier la franchise et la quote-part. Une caisse ne peut pas rembourser la totalité des frais à son assuré puis inclure la participation de celui-ci dans son action contre le tiers responsable.
- * ATF 129 V 402 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 10 juin 2003.
Règles applicables en matière de causalité adéquate selon qu'il s'agit d'un traumatisme psychique consécutif à un choc émotionnel ou d'un événement accidentel ayant entraîné une lésion et des suites psychiques secondaires.
- * ATF 129 V 455 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 22 août 2003.
La suspension de la prise en charge des prestations prend fin quand sont payées les primes (y compris les frais accessoires) ayant fait l'objet de l'acte de défaut de biens à l'origine de la suspension des prestations.
- * ATF 129 V 460 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 16 septembre 2003.
Un assuré ne peut pas se soustraire à son obligation de diminuer le dommage vis-à-vis de l'assureur-maladie en invoquant le fait qu'il est en attente de mesures de l'assurance-invalidité.
- * ATF 129 V 466 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 20 août 2003.
Lésions corporelles assimilées à un accident. L'exigence d'un facteur extérieur, conformément à l'ATF 123 V 43, est maintenue.
- * ATF 130 I 16 – Arrêt du Tribunal fédéral du 7 janvier 2004, 1^{ère} Cour de droit public.
Traitement médicamenteux forcé au cours d'une privation de liberté à des fins d'assistance en clinique psychiatrique. Atteinte grave la liberté personnelle. Examen de la base légale cantonale zougnoise. Nécessité d'opérer une pesée globale et complète des intérêts en présence.
- * ATF 130 I 26 – Arrêt du Tribunal fédéral du 27 novembre 2003, 1^{ère} Cour de droit public.
Limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à charge de l'assurance-maladie obligatoire (art. 55a LAMal et ordonnance d'exécution zurichoise). Pas de contrariété aux droits fondamentaux (spécialement la liberté économique) ni à l'Accord sur la libre circulation des personnes.

- * Abschreibungsverfügung der Rekurskommission für Wettbewerbsfragen vom 10. Oktober 2003 in Sachen i.S. Privatkliniken vs. Krankenversicherer und Konsorten im Kanton Aargau, RPW/DPC 4/2003, p. 843.
- * Beschwerdeentscheid der Rekurskommission für Wettbewerbsfragen vom 10. Oktober 2003 in Sachen i.S. Krankenkassen vs. Privatkliniken und Konsorten im Kanton Aargau, RPW/DPC 4/2003, p. 847.
- * Décisions du Conseil fédéral sur la fixation de la valeur du point TRM pour la TRM exploitée à l'Hôpital de Davos par la « Medizinische Röntgen-Institut Bad Ragaz » et pour la TRM de la Klinik Gut AG à Saint-Moritz, du 5 novembre 2003.
- * Décision du Conseil fédéral sur le recours contre l'arrêté du Conseil d'Etat bernois de ne faire figurer sur la liste hospitalière le Centre jurassien de réadaptation cardio-vasculaire que pour le domaine de prestation « réadaptation cardio-vasculaire spécifique », du 27 août 2003.
- * Die Praxis, Heft 11/2003, Nr. 205 p. 1114 (= ATF 128 V 263) – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 15 juillet 2002.
Versicherungsobligatorium; Zuweisungsverfahren (Art. 6 Abs. 2, 7 KVG; Art. 5 VwVG; Art. 156 Abs. 2 OG).
- * Die Praxis, Heft 2/2004, Nr. 33 p. 163 (=ATF 129 V 267) - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 25 février 2003 (cité dans RSDS 2/2004, p. 60).
Sanktion bei verspätetem Versicherungsbeitrag (Art. 5 Abs. 2 KVG; Art. 8 KVV; Art. 95 UVG).
- * JAAC, n° 67.133, 2003 vol. IV, Entscheid vom 2. April 2003 der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel.
Dispositifs médicaux - Dérogations pour la remise au public de dispositifs destinés au diagnostic in vitro des maladies humaines transmissibles - Pesée des intérêts.
- * JAAC, n° 67.134, 2003 vol. IV, Entscheid vom 6. Mai 2003 der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel.
Dispositifs médicaux - Interdiction de la publicité destinée au public pour des dispositifs médicaux devant être utilisés uniquement par des professionnels (en l'espèce: produit pour injections antirides).
- * JAAC, n° 67.135, 2003 vol. IV, Entscheid vom 18. Juni 2003 der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel.
Les autorités cantonales, et non l'Institut suisse des produits thérapeutiques, sont compétentes pour octroyer des autorisations de fabrication pour les médicaments qui ne nécessitent pas d'autorisation de mise sur le marché selon l'art. 9 al. 2 let. a, b et c LPT.
- * JAAC, n° 68.29, 2004 vol. I, Entscheid vom 21. Juni 2003 der Eidgenössischen Rekurskommission für medizinische Aus- und Weiterbildung.

Formation postgrade des professions médicales - Compétence décisionnelle de la Fédération des médecins suisses (FMH) - Nature juridique des prescriptions de la FMH.

- * JAAC, n° 68.30, 2004 vol. I, Décision de la Commission fédérale de recours pour la formation de base et la formation postgrade des professions médicales du 29 avril 2003.
Examens des professions médicales - Droit d'être entendu - Consultation du dossier d'examen.
- * JAAC, n° 68.31, 2004 vol. I, Entscheid vom 19. März 2003 der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel.
Médicaments - Procédure d'autorisation de mise sur le marché - Indication du délai d'utilisation dans l'information sur le médicament - Application de la Pharmacopée européenne - Exigences relatives aux essais de l'efficacité de la conservations médicaux.
- * JAAC, n° 68.37, 2004 vol. I, Décision du Conseil fédéral du 16 avril 2003 (également parue dans la Revue de l'assurance-maladie et accidents, jurisprudence et pratique administrative [RAMA] 4/2003).
Assurance-maladie - Modification de la Liste des spécialités (art. 52 al. 1 let. b LAMal) par l'Office fédéral des assurances sociales - Recours au Conseil fédéral contre une décision d'irrecevabilité d'un premier recours rendue par le Département fédéral de l'intérieur.
- * RAMA 6/2003, p. 277 – Arrêt du TFA du 17 juillet 2003 (K 86/01).
L'obligation faite au nouvel assureur (art. 7, al. 5 LAMal) de réparer le dommage intervient indépendamment des motifs (retard ou refus d'affiliation) qui fondent l'omission de la communication à l'ancien assureur.
- * RAMA 6/2003, p. 283 – Arrêt du TFA du 24 juillet 2003 (K 58/03).
La pratique de certaines caisses consistant à rembourser la totalité des frais médicaux (à titre d'avance) pour inclure, ensuite, la participation de l'assuré dans leur action contre le tiers responsable n'est pas conforme à la loi (cas de subrogation légale au sens de l'art. 79 LAMal dans sa teneur en vigueur jusqu'au 31 décembre 2002).
- * RAMA 6/2003, p. 288 – Arrêt du TFA du 22 août 2003 (K 1/03).
Suspension de la prise en charge des prestations en cas de non-paiement de primes : interprétation de l'art. 9, al. 2 OAMal (dans sa teneur en vigueur jusqu'au 31 décembre 2002).
- * RAMA 6/2003, p. 295 – Arrêt du TFA du 25 août 2003 (K 47/01).
Les contrats collectifs ne peuvent servir qu'à transférer certaines tâches administratives au preneur d'assurance. L'indemnité reçue par l'employeur pour ces tâches fait partie des frais administratifs de la caisse et ne peut être répercutée sur les assurés à titre de réduction de primes.
- * RAMA 6/2003, p. 299 – Arrêt du TFA du 1^{er} septembre 2003 (K 63/02).

Examen de la prise en charge d'un médicament ne figurant pas dans la liste des spécialités dans le cadre d'un traitement post-opératoire. Application de la jurisprudence rendue sous la LAMA concernant le « complexe thérapeutique » ? Question laissée ouverte.

- * RAMA 6/2003, p. 311 – Arrêt du TFA du 16 septembre 2003 (K 46/03).
Légalité des conditions de prise en charge des coûts du Xénical au titre de l'assurance obligatoire des soins sous le régime transitoire créé par l'admission provisoire de ce médicament dans la liste des spécialités.
- * RAMA 6/2003, p. 315 – Arrêt du TFA du 22 septembre 2003 (K 10/03).
Cas d'application d'une « exception dûment motivée » justifiant la poursuite de la psychothérapie ambulatoire (art. 3, al. 1 OPAS).
- * RAMA 6/2003, p. 321 – Arrêt du TFA du 25 août 2003 (K 60/03).
Soins à domicile dispensés à une personne gravement handicapée : admissibilité d'un tarif conventionné plus élevé lorsque les soins sont dispensés par du personnel soignant diplômé.
- * RDAF 2003 I, p. 635 – Arrêt du Tribunal fédéral du 28 avril 2003, n° 4P.265/2002.
Consentement libre et éclairé du patient. – Octroi d'un délai raisonnable pour se déterminer. – Consentement hypothétique.
- * RDAF 2003 I, p. 414 – Arrêt du Tribunal fédéral du 2 mai 2001, in : Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht 2002, p. 331 ss.
Protection des données. – Droit de demander la rectification et la destruction de documents. Assureur dans le domaine obligatoire de l'assurance-accidents.
- * RDAF 2003 I, p. 448 – Arrêt du Tribunal fédéral du 24 octobre 2001, Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht 2002, p. 322 ss (avec note de Christoph Müller).
Admissibilité d'une limitation de la vente directe de médicaments par les médecins. – Domaine de protection et limites de la liberté économique.
- * RDAF 2003 I, p. 564 – Arrêt du Tribunal fédéral du 2 novembre 2001 (ATF 128 I 92).
Conditions mises à l'autorisation d'exercer comme psychothérapeute indépendant sans formation médicale (art. 27 et 49 Cst. féd.).
- * RDAF 2003 I, p. 577 – Arrêt du Tribunal fédéral du 23 juin 2000, Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht 2002, p. 30 ss.
Compétence des autorités de contrôle de médicaments ou des denrées alimentaires en cas de publicité trompeuse (préconisation d'un effet curatif, lénitif ou préventif) pour des objets usuels (cosmétiques).
- * Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, I – 2003 p. 264 n° 68, TFA 30.9. 2002 N. I 659/01 in re M.

Art. 12 cpv. 8 LAI ; 2 cpv. 1 OAI ; 1 segg. OPre. I costi dell'innesto di una lentina fachica bilaterale per la correzione di una miopia non devono essere assunti dall'assicurazione invalidità, in quanto tale trattamento non presenta i requisiti necessari per il relativo riconoscimento scientifico, secondo la definizione sviluppata vigente la LAMI, ripresa nell'ambito della LAMal e di principio applicabile anche ai provvedimenti sanitari dell'assicurazione invalidità, visto che non è largamente ammesso dai ricercatori e dai medici.

- * Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, I – 2003 p. 313 n° 79, TFA 14.10.2002 N. U 403/01 in re B.

Art. 6 cpv. 1 LAINF ; 9 cpv. 1e 2 OAINF. Un'ernia discale riportata da un agente di polizia, dotato di eccellente forma fisica nonché di un'istruzione particolare, in occasione dell'abbattimento di una porta, che non presenta caratteristiche speciali e imprevedibili e nella cui operazione non si registra nulla di inabituale o di non programmato, non costituisce un'infortunio, non trattandosi di un fatto straordinario e imprevedibile, né di uno sforzo manifestamente eccessivo. Nemmeno si è in presenza di una lesione parificata ai postumi di infortunio, ritenuto che l'ernia del disco non risulta nell'elenco esaustivo di cui all'art. 9 cpv. 2 OAINF.

- * Semaine judiciaire 2004 I, n°12, p. 196 – Arrêt du Tribunal fédéral, 1^{ère} Cour de droit public. 14 octobre 2003. Schweizerische Vereinigung für Straflosigkeit des Schwangerschaftsabbruchs et autres c. Direction de la santé du canton de Zurich. 1P.561/2002.

Interruption de grossesse non punissable – Force dérogatoire du droit fédéral – Interdiction d'imposer un second avis médical – Cst. 49 ; CP 119.

- * sic! 12/2003, p. 984, "Pure Red Cell Aplasia II" – Arrêt du Tribunal fédéral du 6 juin 2003.

Demeure indécise la question de savoir si le refus d'admettre l'illicéité de la publicité comparative litigieuse est compatible avec l'interdiction de l'arbitraire (OPMéd 7 I, 5; Cst. 9).

- * Studie des Preisüberwachers, Medikamentenpreise, RPW/DPC 2003/5, p. 1019.

- * Studie des Preisüberwachers, Medizinische Hilfsmittel, RPW/DPC 2003/5, p. 1023.

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

APPENZEL A.RH.

- * AR GVP 14/2002 p. 35 n° 2217– Vger 21.11.2001.

Die obligatorische Krankenpflegeversicherung ist für im Ausland erbrachte Krankenpflege nur leistungspflichtig, wenn entweder ein Notfall oder die

Leistung in der Schweiz nicht erbracht werden kann. Dass die Behandlung (Katheterablation des Vorhofflatterns) in Deutschland gewisse technische Vorteile aufwies, ändert nichts daran, dass dieser Eingriff auch in der Schweiz in medizinisch verantwortbarer und der Versicherten zumutbarer Weise hätte durchgeführt werden können.

BERNE/BERN

- * BVR/JAB 2003 p. 500 ss. – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 19.02.2003.
Assurance-accidents (art. 39 LAA ; 50 OAA) : réduction des prestations en cas d'entreprise téméraire (ski hors piste, réduction de 50% justifiée in casu).
- * sic! 12/2003, p. 976, "Pure Red Cell Aplasia I"- jugement de la Cour d'appel du canton de Berne du 26 février 2003.
La violation de dispositions de droit administratif n'est pas nécessairement pertinente sous l'angle du droit de la concurrence déloyale. Elle ne le sera que si elle est en mesure de procurer un avantage au concurrent, en tenant compte aussi des sanctions qu'elle peut entraîner. Tel peut manifestement être le cas s'agissant de la violation de dispositions de l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPMéd).

FRIBOURG/FREIBURG

- * RFJ 2003, p. 190 - Cour des assurances sociales du Tribunal administratif, arrêt du 23 janvier 2003.
Art. 13 et 26bis LAI. Mesures médicales. Prises en charge du traitement ostéopathique d'une petite fille souffrant de mucoviscidose par l'assurance invalidité.
- * RFJ 2003, p. 194 - Cour des assurances sociales du Tribunal administratif, arrêt du 27 mars 2003.
Art. 16 al. 1 et 2 let. c, 21bis al. 1 LAI. Perfectionnement professionnel et conditions pour la prise en charge des frais supplémentaires.
- * RFJ 2003, p. 199 - Cour des assurances sociales du Tribunal administratif, arrêt du 5 juin 2003.
Art. 24 et 25 LAI. Assuré effectuant un stage de réadaptation à plein temps et qui pourvoir lui-même à sa nourriture et à son logement. Le supplément de réadaptation doit être servi en sus de l'indemnité journalière et n'est pas englobé dans la réduction de l'indemnité totale.
- * RFJ 2003, p. 209 - Cour des assurances sociales du Tribunal administratif, arrêt du 18 juin 2003.
Art. 40 et 84 LAA. Cas d'un assuré exclu de son activité de boulanger en raison d'une maladie professionnelle. L'indemnité de transition prévue par l'OPA entre en concours avec les prestations de l'assurance chômage, mais disparaît si des indemnités journalières sont allouées par l'assurance invalidité.

JURA

- * Arrêt de la Chambre des assurances du 20 juin 2002 en la cause O. c/ Société d'assurance X, RJJ 2/2003, p. 165.
Notion d'expertise médicale; respect du droit d'être entendu (Art. 29 al. 2 Cst).

OBWALDEN

- * VVGE-OW 2001-2002, Nr 39 S. 132 ff – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 30. April 2001.
Kürzung von Leistungen der Unfallversicherung. Unterscheidung zwischen absolutem und relativem Wagnis. Die Teilnahme an Motocross-Veranstaltungen stellt in der Regel ein absolutes Wagnis dar.

TESSIN

- * Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, I – 2003 p. 271 n° 70, TCA 5.8.2002 N. 32.2001.00106 in re A.
Art. 21, 8 LAI ; 2 e 4 OMAI. Un autoveicolo non può essere consegnato in prestito ad un assicurato, di quasi 60 anni e che dall'età di 3 anni soffre degli esiti di una poliomielite, quale mezzo ausiliario, se, anche a prescindere dal fatto che egli abbia cessato l'attività lucrativa, l'autovettura non riveste un'importanza esistenziale per l'espletamento delle sue mansioni consuete. L'assicurato può comunque continuare a utilizzare il veicolo consegnatogli nel passato fintanto che gli è indispensabile per spostarsi, stabilire contatti nel proprio ambiente o sviluppare un'autonomia più estesa.
- * Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, I – 2003 p. 318 n° 80, TCA 18.10.2002 N. 35.2002.00029 in re C.
Art. 6 cpv. 3 LAINF ; 10 OAINF. Quando l'esistenza di una patologia di natura morbosa alla mano destra e non di disturbi dovuti all'evento traumatico, può essere constatata solo mediante un intervento chirurgico, eseguito da un medico consultato su ordine dell'istituto assicuratore, questi è responsabile della limitazione funzionale dell'arto superiore destro che ne consegue, poiché in tal caso il provvedimento sanitario costituisce una misura destinata ad accertare le circostanze dell'infortunio. All'assicuratore LAINF rimane la facoltà di esercitare un eventuale regresso nei confronti del medico autore dell'intervento operatorio.

VALAIS/WALLIS

- * Revue Valaisanne de jurisprudence, 1/2004, p. 89, ACPD du 10 mars 2003, X. c. Conseil d'Etat.
Autorisation d'exercer la médecine à titre indépendant, la garantie constitutionnelle de la liberté économique s'étend à l'exercice de la médecine, limitations à cette liberté, le refus d'autorisation de pratique indépendante opposé à un médecin qui a contrevenu, dans le passé, à la Lstup, est contraire au principe de proportionnalité.
- * Revue Valaisanne de jurisprudence, 1/2004, p. 94, ATCA du 14 octobre 2002, X. c. Caisse-maladie Concordia.

Ergothérapie – art. 6 OPAS, définition de la maladie, le seul fait qu'un médecin prescrive un traitement d'ergothérapie ne signifie pas encore que l'on soit en présence d'une maladie, est décisif le fait de savoir si l'affection de base qui a donné lieu à la prescription d'une ergothérapie fait l'objet d'un examen médical et/ou est traitée médicalement ou non.

Doctrines / Lehre

I. Doctrines internationales et étrangères (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles /
Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * ALTMAN D.E., The new Medicare prescription-drug legislation, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 9.
- * CONCE-CHEMTOB M.-C., L'encadrement juridique de la pharmacovigilance des médicaments à usage humain dans l'Union européenne, *Revue générale de droit médical*, 2004, no 12, p. 83.
- * CRISTOL D., La responsabilité des autorités nationale et communautaire relative au contrôle de la mise sur le marché des médicaments, *Revue de droit sanitaire et social*, 2004, n°1, p. 132.
- * FEGERT J.M., KÖLCH M., LIPPERT H.-D., Sichere und wirksame Arzneimittel auch für Kinder. Eine Herausforderung für die 12. Novelle zum Arzneimittelgesetz, *Zeitschrift für Rechtspolitik*, 2003, Heft 12, p. 446.
- * GARATTINI S., BERTELE V., BASSI LL., European Council waters down European Parliament's drug regulatory legislation, *Lancet* 362 (2003), p.1688.
- * MELLO M.M., STUDDERTS D.M., BRENNAN T.A., The pharmaceutical industry versus Medicaid – limits on States initiatives to control prescription-drug costs, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 608.

- * MOKEN M.C., Fake pharmaceuticals : how they and relevant legislation or lack thereof contribute to consistently high and increasing drug prices, *American Journal of Law and Medicine*, volume 29, n°4, 2003, p. 525.
- * ROBERT J.-A., REGNAULT A., Les effets indésirables des médicaments : information et responsabilités, *Le Dalloz*, 2004, n° 8, p. 510.

Assurances sociales

- * SCHNEIDER A., Modernisierung der Krankenpflegeausbildung, *Medizinrecht*, Heft 2, 2004, p. 91.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * ALT-MAES F., Les deux faces de l'information médicale : vers un nouvel équilibre des relations médecin-malade après la loi du 4 mars 2002 ?, *Gazette du Palais*, novembre-décembre 2003, p. 3639.
- * AMOWITZ L.L., KIM G., REIS C. and al., Human rights abuses and concerns about women's health and Human rights in southern Iraq, *Journal of American Medical Association*, 291 (2004), p. 1471.
- * AZOUX BACRIE L., Un nouveau droit des malades : la médiation, *Médecine et droit*, 2003, n° 62-63, p. 159.
- * BICLET P., Faut-il transfuser un témoin de Jéhovah contre son gré ?, *Médecine et droit*, 2003, n° 62-63, p. 137.
- * CHAGNON J.-L., FOURNIER V., Fallait-il transfuser contre son gré Madame G., témoin de Jéhovah ?, *Médecine et droit*, 2003, n° 62-63, p. 133.
- * DAUBECH L., Approche critique de la loi du 4 mars 2002, *Revue générale de droit médical*, 2004, n° 12, p. 31.
- * DEKEUWER-DEFOSSEZ F., L'autorité parentale à l'épreuve de la loi Kouchner, *Revue générale de droit médical*, 2004, n° 12, p. 99.
- * LANGEVIN L., Entre la non-reconnaissance et la protection : la situation juridique de l'embryon et du fœtus au Canada et au Québec, *Revue internationale de droit comparé*, 2004, n° 1, p. 39.
- * Lebensrettende Operation : Zum Problem des Patientenwillens, *Ethik in der Medizin*, Heft 1, 2004, p. 68.

- * MANAOUIL C., Le dossier médical du patient majeur : contenu et gestion de l'accès, *Droit, déontologie et soin*, 2003, vol. 3, n° 4, p. 462.
- * MASSIN I., La délivrance de certificats médicaux à un tiers au regard du secret professionnel, *Revue de droit de la santé*, 2003-2004, n° 3, p. 162.
- * POMMER S.E., Das [österreiches] UbG [Unterbringungsgesetz] im Rechtsvergleich, *Recht der Medizin* 6/2003, p. 169.
- * REIS C., AHMED A.T., AMOWITZ L.L. and al., Physician participation in Human rights abuses in southern Iraq, *Journal of American Medical Association*, 291 (2004), p. 1480.
- * SAINTE-ROSE J., La protection pénale de l'enfant à naître, *Revue générale de droit médical*, 2004, n° 12, p. 215.
- * SCHOLZE B., FINKEISSEN E., Ärztliche Fortbildungspflicht in Deutschland, *Medizinrecht*, Heft 3, 2004, p. 141.
- * SCHUTYSER K., Les droits du patient en Europe : tableaux comparatifs, *Revue générale de droit médical*, 2004, n° 12, p. 67.
- * TERESA REQUEJO M., Legal analysis of the Spanish basic law 41/2002 on the autonomy of the patient and the rights and obligations with regard to clinical information and documentation, *European journal of health law*, 2003, Vol. 10, n° 3, p. 257.
- * TERRY N.P., Privacy and the health information domain : properties, models and unintended results, *European journal of health law*, 2003, Vol. 10, n° 3, p. 223.
- * TSOLOVA S., Patients' rights in Bulgaria, *European journal of health law*, 2003, Vol. 10, n° 3, p. 281.
- * VERHAEGEN M.-N., L'accès du patient au dossier géré par le praticien professionnel, *Revue de droit de la santé*, 2003-2004, n° 2, p. 74.
- * WOODWARD B., HAMMERSCHMIDT D., Requiring consent vs. waiving consent for medical records research : a Minnesota law vs. the U.S. (HIPAA) privacy rule, *Health care analysis*, 2003, Vol. 11, n° 3, p. 207.

Ethique biomédicale

- * ANDORNO R., La Convention d'Oviedo : vers un droit commun européen de la bioéthique, *Bioéthique, bioéthiques*, 2003, p. 59.
- * FATEH-MOGHADAM B., SCHROTH U., GROSS C., GUTMANN T., Die Praxis der Lebendspendekommissionen – Eine empirische Untersuchung zur Implementierung prozeduraler Modelle der Absicherung von

Autonomiebedingungen im Transplantationswesen. Teil 1 : Freiwilligkeit, *Medizinrecht*, Heft 1, 2004, p. 19.

- * FATEH-MOGHADAM B., SCHROTH U., GROSS C., GUTMANN T., Die Praxis der Lebendspendekommissionen – Eine empirische Untersuchung zur Implementierung prozeduraler Modelle der Absicherung von Autonomiebedingungen im Transplantationswesen. Teil 2 : Spender-Empfänger-Beziehung, Organhandel, Verfahren, *Medizinrecht*, Heft 2, 2004, p. 82.
- * LIPPERT H.-D., Die Deklaration von Helsinki ist tot – es lebe die Deklaration von Helsinki, *Medizinrecht*, Heft 12, 2003, p. 681.
- * MACKLIN R., Dignity is a useless concept, *British Medical Journal*, 327 (2003), p. 1419.

Euthanasie

- * ADAMS M., NYS H., Comparative reflections on the Belgian euthanasia Act 2002, *Medical law review*, 2003, Vol. 11, n° 3, p. 353.
- * BIEGLER P., Should patient consent be required to write a do not resuscitate order, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 359.
- * CHEYNET DE BEAUPRE A., Euthanasie, vivre et laisser mourir, *Le Dalloz*, 2003, n° 44, p. 2980.
- * FRILEUX S., LELIÈVRE C., MUNOZ M.T. and al., When is physician assisted suicide or euthanasia acceptable, *Journal of Medical Ethics*, 29 (2003), p. 330.
- * KOVACS L., FREWER A., „Aktive Sterbehilfe“ auf dem Weg nach Deutschland ? : Paradigmatische Fälle und die Entscheidung des Verfassungsgerichts in Ungarn, *Ethik in der Medizin*, Heft 1, 2004, p. 75.
- * LELEU Y.-H., GENICOT G., L'euthanasie en Belgique et aux Pays-Bas, Variations sur le thème de l'autodétermination, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n°57, 2004, p. 3.
- * MOCK H., Euthanasie et suicide assisté en Suisse, Etats des lieux et perspectives, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n°57, 2004, p. 51.
- * NYS H., A presentation of the Belgian Act on euthanasia against the background of Dutch euthanasia law, *European journal of health law*, 2003, Vol. 10, n° 3, p. 239.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * DUBOIS L., L'Europe des diplômes médicaux, une Europe sans frontière extérieures ? (à propos de l'arrêt Tennah-Durez, CJCE 19 juin 2003, aff. C-110/01), *Revue de droit sanitaire et social*, 2004, n° 1, p. 92.
- * GRUEN R.L., PEARSON S.D., BRENNAN T.A., Physician-citizens – public roles and professional obligations, *Journal of American Medical Association*, 291 (2004), p. 94.
- * LIPPERT H.-P., RATZEL R., Arzt und Industrie nach den Beschlüssen des 106. Deutschen Ärztetags 2003, *Neue Juristische Wochenschrift*, 2003, Heft 46, p. 3301.
- * MORET-BAILLY J., Les rapports entre la loi et les déontologies des professions de santé après le 4 mars 2002, *Revue de droit sanitaire et social*, 2003, n°4, p. 581.
- * PENNEAU J., Droit médical, *Le Dalloz*, 2004, n° 9, p. 597.
- * SCHWARTZ R., L'étendue du droit d'expression du médecin libéral, *Revue de droit sanitaire et social*, 2003, n°4, p. 589.
- * THIELE C., Rechtsfragen der medizinischen Online-Beratung, *Recht der Medizin* 3/2003, p. 72.

Génétique humaine et biotechnologies

- * BECKAM L., Human dignity and legal reactions to reproductive cloning : is the principle too vague ?, *Human Reproduction and Genetic Ethics*, Vol. 9, n°2, 2003, p. 24.
- * DAMM R., Gesetzgebungsprojekt Gentestgesetz – Regelungsprinzipien und Regelungsmaterien, *Medizinrecht*, Heft 1, 2004, p. 1.
- * LEMMENS T., Genetics and insurance discrimination : comparative legislative, regulatory and policy developments and Canadian options, *Health law journal special edition*, 2003, p. 41.
- * The Protection of the Human Embryo In Vitro, Report by the Working Party on the Protection of the Human Embryo and Foetus approved for declassification by the 24th meeting of the Steering Committee on Bioethics (17-20 June 2003), *Human Reproduction and Genetic Ethics*, Vol. 10, n°1, 2004, p. 5.
- * ROBERTSON J.A., Procreative Liberty in the Era of Genomics, *American Journal of Law and Medicine*, volume 29, n°4, 2003, p. 439.

Mesures médicales spéciales

- * DRAZEN J.M., Inserting Government between patient and physician, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 178.
- * GREENE M.F., ECKER J.L., Abortion, health, and the law, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 184.
- * HEBERER J., MÖSSBAUER A., Schweigepflicht bei infektiösen Patienten : Persönlichkeitsschutz des Patienten vor Schutz des Personals im Krankenhaus ? , *Medizinrecht*, Heft 3, 2004, p. 138.

Nouvelles techniques de l'information et santé

- * HODGE J., Health Information Privacy and Public Health, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2003, p. 663.

Procréation médicalement assistée

- * KRIARI-CATRANIS I., Human assisted procreation and human rights – the Greek response to the felt necessities of the time, *European journal of health law*, 2003, Vol. 10, n° 3, p. 271.
- * MAZARS C., Medically Assisted Procreation and the right to found a family, *Human Reproduction and Genetic Ethics*, Vol. 10, n°1, 2004, p. 40.
- * SCOTT R., Prenatal screening, autonomy and reasons : the relationship between the law of abortion and wrongful birth, *Medical law review*, 2003, Vol. 11, n° 3, p. 265.

Recherche biomédicale

- * BERGMANN K.E. et al., Ethische und rechtliche Aspekte der epidemiologischen Forschung mit Kindern und Jugendlichen in Deutschland am Beispiel des Kinder- und Jugendgesundheits surveys : the health survey of children and adolescents, *Ethik in der Medizin*, Heft 1, 2004, p. 22.
- * BURRIS S., GABLE L., STONE L., LAZZARINI Z., The Role of State Law in Protecting Human Subjects of Public Health Research and Practice, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2003, p. 654.
- * FURNESS P., SULLIVAN R., The human tissue Bill, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 533.
- * HART D., Kindes- und Patientenwohl in der Arzneimittelforschung am Menschen – Anmerkungen zur geplanten Novellierung des AMG, *Medizinrecht*, Heft 11, 2003, p. 610.

- * ILLES F. et al., Einstellung u psychiatrisch-genetischer Forschung und prädiktiver Diagnostik : Hoffnungen und Befürchtungen von Patienten, Angehörigen und der Allgemeinbevölkerung in Deutschland, *Ethik in der Medizin*, Heft 4, 2003, p. 268.
- * PUIGELIER C., La tentation de l'inutile, *Revue générale de droit médical*, 2004, n° 12, p. 189.
- * ROBLING M.R., HOOD K., HOUSTON H. and al., Public attitudes towards the use of primary care of patient record data in medical research without consent: a qualitative study, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 104.
- * SCHÜKLENK U., Professional responsibilities of biomedical scientists in public discourse, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 53.
- * SREENIVASAN G., Does informed consent to research require comprehension? *Lancet* 362 (2003), p. 2016.
- * VIENS A.M., SAVULESCU J., Introduction to the Olivieri symposium, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 1
- * WILMUT I., Human cells from cloned embryos in research and therapy, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 415.
- * WOODS K., Implementing the European clinical trials directive, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 240.

Responsabilité médicale

- * BOCKEY A., Das selbstständige Beweisverfahren im Arzthaftungsrecht, *Neue Juristische Wochenschrift*, 2003, Heft 48, p. 3453.
- * CALLENS S., Medical civil liability in Belgium : four selected cases, *European journal of health law*, 2003, Vol. 10, n° 2, p. 115.
- * CAPSTICK B., The future of clinical negligence litigation ?, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 457.
- * DELPRAT L., Le médecin malgré lui... ou l'évolution jurisprudentielle de la non-assistance à personne en danger, *Revue générale de droit médical*, 2004, n° 12, p. 105.
- * DEMONT L., Responsabilité médicale : chronique de jurisprudence, *Médecine et droit*, 2003, n° 62-63, p. 139.
- * DUTE J., Medical malpractice liability : no easy solutions, *European journal of health law*, 2003, Vol. 10, n° 2, p. 85.
- * HOLBROCK J., The criminalisation of fatal medical mistakes, *British Medical Journal*, 327 (2003), p. 1118.

- * HONTEBEYRIE A., La responsabilité des cliniques du fait des médecins : à propos de deux solutions singulières, *Le Dalloz*, 2004, n° 2, p. 81.
- * INTRONA F., La responsabilité professionnelle médicale en Italie aujourd'hui, *Revue générale de droit médical*, 2004, n° 12, p. 161.
- * KOCH B.A., Austrian cases on medical liability, *European journal of health law*, 2003, Vol. 10, n° 3, p. 91.
- * L'HOTE D., Le point sur l'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales, *Revue générale de droit médical*, 2004, n° 12, p. 183.
- * LEWINSKI K.V., Schweigepflicht von Arzt und Apotheker, Datenschutzrecht und aufsichtsrechtliche Kontrolle, *Medizinrecht*, Heft 2, 2004, p. 95.
- * MCHALE J.V., Medical malpractice in England : current trends, *European journal of health law*, 2003, Vol. 10, n° 2, p. 135.
- * MARTÍN-CASALS M., RIBOT IGUALADA J., SOLÉ FELIU J., Medical malpractice liability in Spain : trends and developments, *European journal of health law*, 2003, Vol. 10, n° 2, p. 153.
- * NEYRET L., Handicaps congénitaux : tout risque d'action en responsabilité civile d'un enfant contre sa mère n'est pas écarté, *Recueil Dalloz 179(2003)*, n° 26, p. 1711.
- * PITZL E., HUBER G.W., Verschuldensunabhängige Patientenentschädigung - Patientenentschädigungsfund, *Recht der Medizin 4/2003*, p. 100.
- * KATZENMEIER CH., Arbeitsteilung, Teamarbeit und Haftung : zugleich ein Beitrag zur rechtlichen Rezeption medizinischer Kooperationsvereinbarungen, *Medizinrecht*, Heft 1, 2004, p. 34.
- * SCHAUER M., „Wrongful birth“ in der Grundsatzentscheidung des OGH – Eine rechtsethische Betrachtung, *Recht der Medizin 1/2004*, p. 18.
- * STUDDERT D.M., MELLO M.M., BRENNAN T.A., Medical Malpractice, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 283.
- * TUOHIMÄKI C. et al., The use of harmful for others-criterion for involuntary treatment in Finland, *European journal of health law*, 2003, Vol. 10, n° 2, p. 183.
- * VAYRE P., Les professionnels de santé face au défi sécuritaire de la loi 2002-303 du 4 mars 2002, *Gazette du Palais*, septembre-octobre 2003, p. 2758.

- * COKER R., Compulsory screening of immigrants for tuberculosis and HIV, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 298.
- * GOSTIN L.O., BAYER R., FAIRCHILD A.L., Ethical and legal challenges posed by severe acute respiratory syndrome. implications for the control of severe infectious disease threats, *Journal of American Medical Association*, 290 (2003), p. 3229.
- * FAIRCHILD A., COLGROVE J., BAYER R., The myth of exceptionalism: The history of venereal disease reporting in the twentieth century, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2003, p. 624.

Systeme de sante, politique de la sante

- * BLOCHE M., JUNGMAN E., Health policy and the WTO, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2003, p. 529.
- * COOK R., GALLI BEVILACQUA M.B., Invoking human rights to reduce maternal deaths, *Lancet* 363 (2004), p. 73.
- * DASH P., New providers in UK health care, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 340.
- * DEGUERGUE M., Précaution et sécurité sanitaire à la lumière de quelques arrêts récents de la Cour de justice des Communautés européennes, *Revue de droit sanitaire et social*, 2004, n° 1, p. 80.
- * LADEUR K.-H., The introduction of the precautionary principle into EU law: a Pyrrhic victory for environmental and public health law? Decision-making under conditions of complexity in multi-level political systems, *Common Market Law Review*, vol. 40, n° 6, 2003, p. 1455.
- * LISS P.-E., The significance of the goal of health care for the setting of priorities, *Health Care Analysis*, vol. 11, n° 2, June 2003, p. 161.
- * POLLITT B., Fool's Gold: Psychologists Using Disingenuous Reasoning to Mislead Legislatures into Granting Psychologists Prescriptive Authority, *American Journal of Law and Medicine*, volume 29, n°4, 2003, p. 489.
- * SAPSIN J., THOMPSON T., STONE, L., DELAND K., International Trade, Law, and Public Health Advocacy, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2003, p. 546.

Transplantations

- * INCORVATI G., Xenotransplantation, public responsibility and law, *European journal of health law*, 2003, Vol. 10, n° 3, p. 295.
- * MIRKOVIC A., Le régime juridique des éléments et produits du corps humain, *Droit, déontologie et soin*, 2003, vol. 3, n° 4, p. 436.
- * WENDLER D., EMANUEL E., Assessing the ethical and practical wisdom of surrogate consent for living organ donation, *Journal of american medical association*, 291 (2004), pp. 32-735.

**Ouvrages et Monographies /
Bücher und Monographien**

- * *L'accès des personnes handicapées aux droits sociaux en Europe*, Strasbourg, 2003.
- * ANHALT E., DIENERS P. (Hrsg.), *Handbuch des Medizinprodukterechts : Grundlagen und Praxis*, München, 2003.
- * CHNEIWEISS H., NAU J.-Y., *Bioéthique avis de tempête : les nouveaux enjeux de la maîtrise du vivant*, Paris, 2003.
- * *Dictionnaire de la pensée médicale*, Paris, 2004.
- * DUTE J. FAURE M. G., KOZIOL H. (eds.), *Liability for and insurability of biomedical research with human subjects in a comparative perspective*, Wien, New York, 2004.
- * KAISER M., *Das Lebensende zwischen Strafrecht und Betreuungsrecht*, [s. l. (Deutschland)], 2003.
- * SCHIEF CH., *Die Zulässigkeit postnataler prädiktiver Gentests : die Biomedizin-Konvention des Europarats und die deutsche Rechtslage*, Bern, 2003.
- * SCHREIBER M., *Die gesetzliche Regelung der Lebendspende von Organen in der Bundesrepublik Deutschland*, Bern, 2004.

**II. Doctrine suisse /
Schweizerische Lehre**

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * BOILLAT S., Questions choisies autour du médicament, *Plädoyer*, 1/2004, p. 54.
- * BOILLAT S., CALLENS S., DocMorris: une nouvelle porte vers la libre circulation des médicaments en Europe, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 3, p. 110.
- * COMMISSION DE LA CONCURRENCE, Gutachten der Wettbewerbskommission vom 1. September 2003 zuhanden der Preisüberwachung in Sachen Auslegung von Artikel 33 Bundesgesetz über Arzneimittel und Medizinprodukte (Heilmittelgesetz, HMG, SR 812.21) gestützt auf Artikel 47 Bundesgesetz über Kartelle und andere Wettbewerbsbeschränkungen (Kartellgesetz, KG, SR. 251), *Droit et politique de la concurrence*, 3/2003, p. 623.
- * KRAUS D., Les importations parallèles de produits brevetés en Suisse: Ce qu'il faut, c'est moins de dogmatisme, *sic!* 12/2003, p. 945.
- * RAUBER G., Parallelimport und Umpacken von Arzneimitteln, Urteil des EFTA-Gerichtshofs vom 8. Juli 2003 «Paranova», *sic!*, 12/2003, p. 991.

Assurances sociales

- * BENER H.-R., Das Bundesgesetz über den Allgemeinen Teil des Sozialversicherungsrechts (ATSG) – Eine Einleitung, *Zeitschrift für Gesetzgebung und Rechtsprechung in Graubünden (ZGRG)* 3/2003, p. 90.
- * BOUDRY J.-F., STUDER J.-P., VILLARD G., Augmentation des primes d'assurance : et l'Etat ? et les assureurs ?, *Médecine et Hygiène*, 2470, 18 février 2004, p. 409.
- * Clause du besoin, opposition résolue de la SVM, *Courrier du médecin vaudois*, n° 3, 2003, p. 9.
- * Contre la deuxième révision LAMal, *Courrier du médecin vaudois*, n° 3, 2003, p. 11.
- * DESPLAND B., L'assurance-vieillesse et survivants, in : *Social, passionnément : hommages à Pierre Gilliard*, Lausanne, 2002, p. 59.
- * DUC J.-L., Commentaire de jurisprudence : Examen d'un recours de droit public dirigé contre un décret sur la contribution des résidents d'établissements médico-sociaux (EMS) à la couverture des coûts d'investissement des EMS d'intérêt

public et des divisions pour malades chroniques des hôpitaux et des centres de traitement et de réadaptation d'intérêt public du canton de Vaud (ATF 129 III 583), *PJA*, 2/2004, p. 191.

- * DUC J.-L., Les atteintes aux facultés visuelles, la LAMal et la jurisprudence du Tribunal fédéral des assurances, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 2004, p. 39.
- * FUHRER B., SCHNEIDER S., TARMED dans l'assurance obligatoire des soins: importance et évolutions possibles, *Sécurité sociale*, 2004, n° 1, p. 42.
- * GROSS J., Die Wiedereingliederung zum Schwerpunkt der 5. IVG-Revision machen, *Pro mente sana*, 1/04, p. 23.
- * KIESER U., HAEFLIGER J., Commentaire de jurisprudence : Übliche und einigermaßen typische Reaktion auf einen Raubüberfall (BGE 129 V 177), *PJA*, 12/2003, p. 1467.
- * KIESER U., Leistungserbringer in der Krankenversicherung : Rahmenbedingungen der Tätigkeit von Leistungserbringern zu Lasten der obligatorischen Krankenpflegeversicherung, *SJZ*, 99, (2003) n° 22, p. 577.
- * KIESER U., Entwicklungen im Sozialversicherungsrecht / Le point sur le droit des assurances sociales, *SJZ* 99, (2003) n° 23, p. 605.
- * KIESER U., Das Bundesgesetz über den Allgemeinen Teil des Sozialversicherungsrechts (ATSG) : Hinweise auf einige neue Entwicklungen der sozialversicherungsrechtlichen Gesetzgebung, in : *Aktuelles im Sozialversicherungsrecht*, Zürich, 2001, p. 111.
- * KNÜSEL R., Qu'est devenue l'assurance-maladie sociale suisse?, in : *Social, passionnément : hommages à Pierre Gilliland*, Lausanne, 2002, p. 143.
- * LANDOLF K., Invaliditätsbemessung in der Invalidenversicherung, in : *Aktuelles im Sozialversicherungsrecht*, Zürich 2001, p. 239.
- * MOSIMANN H.-J., Zum Stellenwert ärztlicher Beurteilungen : vom Formular-Attest zum polydisziplinären Gutachten, in : *Aktuelles im Sozialversicherungsrecht*, Zürich 2001, p. 255.
- * PESTALOZZI-SEGER G., Die IV-Instrumente zur beruflichen Eingliederung, *Pro mente sana* 1/04, p. 11.
- * WIEDMER D., La surveillance dans le cadre du contrôle de la solvabilité de l'assureur-maladie, *Sécurité sociale*, 2004, n° 1, p. 45.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * BAERISWYL B., Gefährdete Patientendaten, *Plädoyer*, 6/2003, p. 37.
- * COULLERY P., Patientenrecht: die Verfassung setzt der Rationierung Grenzen, *Plädoyer*, 1/2004, p. 36.
- * GASSMANN J., Vorsorgen mit einer PatientInnenverfügung, *Pro mente sana* 3/03, p. 15.
- * GASSMANN J., Pro Mente Sana zum neuen Erwachsenenschutzrecht, *Pro mente sana* 1/04, p. 4.
- * HOTTELIER M., Droit à la vie et à la liberté personnelle, *Fiches juridiques suisses*, n° 1389, du 30 juin 2003.
- * KIESER U., Delegierte Psychotherapie, Zusammenfassung der geltenden Rechtsprechung, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 11, p. 575.
- * Révision du droit de tutelle, *Pro mente sana*, *Lettre trimestrielle*, n° 22, janvier 2004, p. 5.
- * STEINER U., KUHN H., Révision du Code Civil, *Bulletin des médecins suisses*, 2003, 83, n° 48, p. 2543.
- * STEINER U., KUHN H., Revision Zivilgesetzbuch, *Bulletin des médecins suisses*, 2003, 83, n° 48, p. 2537.
- * TAG B., Die Verschwiegenheit des Arztes im Spiegel des Strafgesetzbuch und der Strafprozessordnung des Kantons Zürich, *Revue pénale suisse*, 122, 2004, p.1.

Ethique biomédicale

- * SALATHE M., LEUTHOLD M., AMSTAD H., VALLOTON M., Les comités d'éthique clinique en Suisse : état des lieux, *Bulletin des médecins suisses*, 2003, 84, n° 50, p. 2682.

Euthanasie

- * MARTIN J., Assistance au suicide et dispositions éthiques/déontologiques. Une présentation résumée des enjeux, *Médecine et Hygiène* 2467, 28 janvier 2004, 258.
- * MOCK H., Euthanasie et suicide assisté en Suisse. Etat des lieux et perspectives, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 57/2004, p. 51.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * COLOMB E., Invalidité :de l'expert et du médecin traitant, *Plädoyer*, 2/2004, p. 56.
- * Tarmed Suisse, Publication des décisions de la CPI, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 18, p. 389.

Génétique humaine et biotechnologies

- * ROHMER S., Banques de données ADN et confidentialité : la constitutionnalité de la législation suisse sur les profils ADN à l'égard du droit au respect de la vie privée, in : *Les secrets et le droit*, Zurich, 2004, p. 199.
- * SCHMIDT A., Le droit de l'enfant à connaître ses origines génétiques, in : *Les secrets et le droit*, Zurich, 2004, p. 139.
- * SPRUMONT D., QUELOZ N., BENOIT A., SCHALLER F., Conditions de licéité des tests de paternité par analyse d'ADN en dehors du cadre judiciaire, *PJA*, 11/2003, p. 1280.
- * STAUFFER V., Les secrets et la détermination des liens biologiques entre individus par des tests génétiques, in : *Les secrets et le droit*, Zurich, 2004, p. 167.

Médecine légale

- * RESTELLINI J.-P., Internement des délinquants sexuels et avenir de la médecine pénitentiaire en Suisse, *Médecine et Hygiène* 2471, 25 février 2004, p. 465.

Médecine du sport

- * FLUECKIGER CH., Le secret médical auquel est tenu le médecin d'une équipe sportive professionnelle : le cas des groupes sportifs d'épreuves cyclistes sur route, in : *Les secrets et le droit*, Zurich, 2004, p. 61.

Procréation médicalement assistée

- * HÜRLIMANN D.C. ET BAUMANN-HÖLZE R., Beratung in der pränatalen Diagnostik: Eine Nationalfondsstudie über Entscheidungunterstützungssysteme, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 8, p. 407.

Recherche biomédicale

- * GUILLOD O., SPRUMONT D., Liability for and insurability of biomedical research involving human subjects under Swiss law, in : *Tort and Insurance Law*, 2004, vol. 7, p. 315.
- * OBRIST R. et ZENGER C., Legitimation und Wirkung von Standards am Beispiel von Guidelines, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 5, p. 231.

Responsabilité médicale

- * JENDLY M., Le secret médical du personnel soignant pénitentiaire . une pomme de discorde ?, in : *Les secrets et le droit*, Zurich, 2004, p. 89.
- * OTT W.E., Medizinische und rechtliche Abklärung von Ärzthaftpflichtfällen, Teil I und II, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 12, p. 624.

Système de santé, politique de la santé

- * NAU J.-Y., Soins palliatifs : les recommandations du Conseil de l'Europe (1), *Médecine et Hygiène* 2460, 26 novembre 2003, p. 2363.
- * NAU J.-Y., Soins palliatifs : les recommandations du Conseil de l'Europe (2), *Médecine et Hygiène* 2461, 3 décembre 2003, p. 2412.
- * NYFFELER R., Réflexions à propos des réseaux et managed care, *Médecine et Hygiène* 2468, 4 février 2004, p. 294.
- * SCHMID WALTER, Armut und psychische Befindlichkeit, *Revue du droit de tutelle*, 2004, p. 1.
- * ZAHND D., Flux intercantonaux de patients dans le domaine hospitalier, *Sécurité sociale*, 2003, n° 6, p. 355.

Transplantations

- * COMMISSION NATIONALE D'ETHIQUE POUR LA MEDECINE HUMAINE, Transplantation de lobes du foie provenant de donneurs vivants: la question du financement, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 7, p. 334.
- * NATIONALE ETHIKKOMMISSION IM BEREICH HUMANMEDIZIN, Transplantation von Teilen der Leber von lebenden Spenderinnen und Spendern: Die Frage der Finanzierung, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 7, p. 331.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

- * BAILLY A., BERNHARDT M., GABELLA M., *Pour une santé de qualité en Suisse*, Lausanne, 2003.
- * BONOLI G., *L'évolution des prestations vieillesse dans le long terme : une simulation prospective de la couverture retraite à l'horizon 2040 : rapport dans le cadre du programme de recherche interdépartemental sur l'avenir à long terme de la prévoyance vieillesse (IDA ForAlt)*, Berne 2003.
- * DUC J.-L., *Assurance sociale et assurance privée : rapport du Groupe de travail de la Société suisse du droit de la responsabilité civile et des assurances institué pour examiner les tâches dévolues à l'assurance privée, d'une part, et celles incombant à l'assurance sociale, d'autre part*, Berne 2003.
- * HALDEMANN F., *Verantwortung als Verfassungsprinzip : die Schweizerische Verfassungsordnung im Spannungsfeld der Verantwortungsethik*, Zürich, 2003.
- * HENRAD J.-C., ANDRI J., *Vieillissement, grand âge et santé publique. Pour sortir la vieillesse du ghetto de l'assistance dans laquelle la société industrielle l'a enfermée*, Rennes, 2003.
- * *La santé psychique en Suisse – monitoring*, Neuchâtel, 2003.

RSDS N°4

Cette rubrique présente les références des dernières parutions juridiques en matière de droit de la santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger. Ce numéro couvre en principe la période entre **le 1^{er} avril 2004 et le 31 juillet 2004**.

Diese Rubrik gibt Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheitsrecht. Sie wird auf Grund von nahezu Hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der Schweiz und dem Ausland zusammengestellt. Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode **vom 1. April bis zum 31. Juli 2004**.

Législation/ Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

- * Conseil de l'Europe. Protocole additionnel à la Convention pour la protection des Droits de l'Homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine, relatif à la recherche biomédicale, du 30 juin 2004. Ouverture à la signature : CM/Del/Dec(2004)893/10.3F du 16 juillet 2004.
- * Conseil de l'Europe. Comité directeur pour la bioéthique (CDBI) – Projet de Recommandation Rec(2004).. du Comité des Ministres aux Etats membres relative à la protection des droits de l'homme et de la dignité des personnes atteintes de troubles mentaux, et son projet de rapport explicatif, du 1^{er} juin 2004, CDBI/INF (2004) 5.
- * Conseil de l'Europe. Recommandation Rec(2004)7F du Comité des Ministres aux Etats membres sur le trafic d'organes adoptée par le Comité des Ministres, le 19 mai 2004 lors de la 884e réunion des Délégués des Ministres.
- * Conseil de l'Europe. Recommandation Rec(2004)8F du Comité des Ministres aux Etats membres sur les banques de sang de cordon autologue, adoptée par le Comité des Ministres, le 19 mai 2004 lors de la 884e réunion des Délégués des Ministres.
- * Conseil de l'Europe. Avis n° 252 (2004) de l'Assemblée parlementaire du 30 avril 2004, relatif au projet de protocole additionnel à la Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine relatif à la recherche biomédicale.

II. Droit communautaire / Europarecht

(JOCE L 97 à L 255 du 31 juillet 2004

et JOCE C 82 à C 195 du 31 juillet 2004)

Droit édité / Erlassenes Recht

- * Règlement (CE) n° 631/2004 du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, et le règlement (CEE) n° 574/72 du Conseil fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71, en ce qui concerne l'alignement des droits et la simplification des procédures (*Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE et pour la Suisse*), JO L 100 du 6 avril 2004.
- * Règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 établissant des procédures communautaires pour l'autorisation et la surveillance en ce qui concerne les médicaments à usage humain et à usage vétérinaire, et instituant une Agence européenne des médicaments, JO L 136 du 30 avril 2004.
- * Règlement (CE) n° 851/2004 du Parlement Européen et du Conseil du 21 avril 2004 instituant un Centre européen de prévention et de contrôle des maladies, JO L 142 du 30 avril 2004.
- * Rectificatif au règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale (JO L 166 du 30.4.2004), JO L 200 du 7 juin 2004.
- * Directive 2004/23/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 relative à l'établissement de normes de qualité et de sécurité pour le don, l'obtention, le contrôle, la transformation, la conservation, le stockage et la distribution des tissus et cellules humains, JO L 102 du 7 avril 2004.
- * Directive 2004/27/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 modifiant la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, JO L 136 du 30 avril 2004.
- * Directive 2004/24/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 modifiant, en ce qui concerne les médicaments traditionnels à base de plantes, la

directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, JO L 136 du 30 avril 2004.

- * Décision n° 194 du 17 décembre 2003 concernant l'application uniforme de l'article 22, paragraphe 1, point a) i), du règlement (CEE) n° 1408/71 dans l'État membre du séjour (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE et pour l'accord UE/Suisse), JO L 104 du 8 avril.
- * Rectificatif à la décision n° 195 (2004/481/CE) du 23 mars 2004 concernant l'application uniforme de l'article 22, paragraphe 1, point a) i) du règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil en ce qui concerne les prestations relatives à la grossesse et à l'accouchement (*JO L 160 du 30.11.2004*), JO L 212 du 12 juin 2004.
- * Rectificatif à la décision n° 196 (2004/482/CE) du 23 mars 2004 en application de l'article 22, paragraphe 1 *bis*, du règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil pour les personnes sous dialyse et les personnes sous oxygénothérapie (*JO L 160 du 30.4.2004*), JO L 212 du 12 juin 2004.

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

- * Communication de la Commission : suivi du processus de réflexion à haut niveau sur la mobilité des patients et l'évolution des soins de santé dans l'Union européenne, COM(2004) 301 final, du 20 avril 2004.
- * Communication de la Commission : Moderniser la protection sociale pour le développement de soins de santé et de soins de longue durée de qualité, accessibles et durables : un appui aux stratégies nationales par la « méthode ouverte de coordination, COM(2004) 304 final, du 21 avril 2004.
- * Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15/05/2004 au 15/06/2004 (*Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du Règlement du Conseil (CEE) n° 2309/93*), JO C 166 du 25 juin 2004.
- * Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15/04/2004 au 15/05/2004 (*Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du Règlement du Conseil (CEE) n° 2309/93*), JO C 172 du 2 juillet 2004.
- * Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 mai au 15 juillet 2004 [*Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement (CEE) n° 2309/93 du Conseil*], JO C 194 du 30 juillet 2004.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl>.

Droit édicté / Erlassenes Recht

Canada/Kanada

- * Loi concernant la procréation assistée et la recherche connexe (Loi sur la procréation assistée). Sanctionnée le 26 mars 2004 (Gazette du Canada, partie I, 10 avril 2004, vol. 138, n° 15).

Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.

Autriche/Österreich

- * Prise de position du Bundesministerium für Gesundheit und Frauen (BMGF) concernant la capacité du médecin atteint d'une infection au HIV d'exercer sa profession (*mai 2004, Recht der Medizin 4/2004, p. 111*).

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

Droit édicté / Erlassenes Recht

[RO/AS 2004 N° 13-31 (10 AOUT 2004)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

- * Loi fédérale du 21 mars 2003 sur l'application du génie génétique au domaine non humain (Loi sur le génie génétique, LGG), RS 814.91.
- * Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal), du 27 juin 1995. Modification du 26 mai 2004, en vigueur dès le 1^{er} octobre 2004, RO 2004 3437 (participation des assurés aux coûts).

- * Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins, OPAS), du 29 septembre 1995.
- * Modifications du 29 mars 2004, en vigueur dès le 1^{er} avril 2004 jusqu'au 30 juin 2004, RO 2004 1713 et du 16 juin 2004, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2004, RO 2004 2973 (prise en charge de l'échographie selon la méthode de Graf de la hanche des nouveaux-nés).
- * Modification du 8 avril 2004 (nouvelle teneur de la liste des analyses), en vigueur dès le 1^{er} mai 2004, RO 2004 2029.
- * Modification du 30 juin 2004, en vigueur dès le 1^{er} août 2004, RO 2004 3385 (remplacement d'expressions à l'art. 12).

- * Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édition de la pharmacopée, du 9 novembre 2001. Modification du 19 avril 2004, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2004, RO 2004 2759.

- * Ordonnance sur les dispositifs médicaux (Odim). Normes techniques pour les dispositifs médicaux, publiées le 20 avril 2004 et le 25 mai 2004 par Swissmedic, FF 2004 1656 et FF 2004 2406.

**Messages, Rapports et Décisions Officiels /
Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse**

[FF/BBL 2004 N° 13-31 (10 AOUT 2004)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

- * Initiative populaire fédérale « pour la suppression de l'obligation de s'assurer contre la maladie ». Expiration du délai. Décision de la Chancellerie fédérale du 13 avril 2004, FF 2004 1506.
- * Initiative populaire fédérale « pour un accès libre aux compléments alimentaires (initiative sur les vitamines) ». Examen préliminaire. Décision de la Chancellerie fédérale du 13 avril 2004, FF 2004 1908.
- * Référendum contre la loi fédérale du 19 décembre 2003 relative à la recherche sur les cellules-souches embryonnaires. Aboutissement. Décision de la Chancellerie fédérale, 6 mai 2004, FF 2004 2265.
- * Message concernant la révision de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (stratégie et thèmes urgents), du 26 mai 2004, FF 2004 4019.
- * Message relatif à la révision partielle de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (liberté de contracter), du 26 mai 2004, FF 2004 4055.

- * Message relatif à la modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (réduction des primes) et à l'arrêté fédéral sur les subsides fédéraux dans l'assurance-maladie, du 26 mai 2004, FF 2004 4089.
- * Message relatif à la modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (participation aux coûts), du 26 mai 2004, FF 2004 4121.
- * Procédure de consultation. Révision de l'assurance-maladie : projets des lois 1 (compensation des risques, financement des hôpitaux, liberté de contracter, réduction des primes et participation aux coûts, FF 2004 1505 (NB : la consultation a eu lieu dans la semaine (!) du 19 avril sous forme de conférence avec délai de réponse au 27 avril 2004).
- * Procédure de consultation. Révision de l'assurance-maladie : projets des lois 2 (financement des hôpitaux, managed care), FF 2004 2403 (date limite : 12 juillet 2004).
- * Procédure de consultation. Révision de l'assurance-maladie : financement des soins, FF 2004 3463 (date limite : 24 septembre 2004).
- * Procédure de consultation. Révision de la loi sur les brevets (innovations dans le domaine de la biotechnologie), FF 2004 2741 (date limite : 31 octobre 2004).
- * Huitième rapport sur la Suisse et les conventions du Conseil de l'Europe, du 26 mai 2004, FF 2004 3597.
- * Réduction de primes dans l'assurance-maladie. Subsides de la Confédération et des cantons ; modèle de répartition pour l'année 2005, Office fédéral des assurances sociales, 20 avril 2004, FF 2004 1654.
- * Réduction de primes dans l'assurance-maladie. Subsides de la Confédération et des cantons ; modèle de répartition pour l'année 2005 (cette version qui inclut les frontaliers remplace celle du 20 avril 2004), Office fédéral des assurances sociales, 8 juin 2004, FF 2004 2630.
- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à l'*Organizzazione sociopsichiatrica cantonale*, du 6 avril 2004, FF 2004 1430.
- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à l'*Universitätsklinik Balgrist*, du 20 avril 2004, FF 2004 1650.
- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée au *Kantonsspital Winterthur*, du 20 avril 2004, FF 2004 1652.

- ✱ Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à l'Hôpital de l'Ile, Berne, du 27 avril 2004, FF 2004 1911.
- ✱ Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée à la *Psychiatrische Universitätsklinik Basel*, du 29 juin 2004, FF 2004 2986.
- ✱ Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée au *Psychiatriezentrum Rheinau*, du 10 août 2004, FF 2004 4297.
- ✱ Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour le projet « *Locating a prostate cancer susceptibility gene on the X chromosome by linkage disequilibrium mapping using three founder populations in Quebec and Switzerland* », du 6 avril 2004, FF 2004 1435.
- ✱ Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour le projet « *Follow up der Kohortenstudie zu den Todesursachen von SBB-Angestellten* », du 13 avril 2004, FF 2004 1507.
- ✱ Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour le projet « *Psychiatrie, Eugenik und geistige Behinderung um die Jahrhundertwende* », du 13 avril 2004, FF 2004 1509.
- ✱ Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour le projet « *Unterwegs zwischen Verfolgung und Anerkennung. Formen und Sichtweisen der Integration und Ausgrenzung von Jenischen, Sinti und Roma in der Schweiz seit 1800 bis in der Gegenwart* », du 27 avril 2004, FF 2004 1916.
- ✱ Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour le projet « *Eugenische Konzepte und Massnahmen in Psychiatrie und Verwaltung. Zur Politik von Normierung, Integration und Ausgrenzung am Beispiel des Kantons Basel-Stadt 1880-1960* », du 27 avril 2004, FF 2004 1919.
- ✱ Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour le projet « *Schweizerisches Hämophilie-Register – Erweiterung der Datensammlung* », du 29 juin 2004, FF 2004 2984.
- ✱ Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour le projet « *Schweizerisches Patientenregister für Pulmonale Hypertonie* », du 29 juin 2004, FF 2004 2988.

- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour le projet « *Entwicklung eines Recovery-Scores für Polytrauma-Patienten* », du 20 juillet 2004, FF 2004 3999.
- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, octroyée pour le projet « *Schweizerisches Kinderkrebsregister* », du 10 août 2004, FF 2004 4299.
- * Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné, reçues du 25 août 2000 au 12 juillet 2004, FF 2004 4287.
- * Transfert de portefeuille d'assurance-maladie complémentaire (d'Accorda SA à CSS Assurance SA). Décision de l'Office fédéral des assurances privées du 10 août 2004, FF 2004 4303.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait du “Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin”,
n° 5/2003 avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à
Fribourg)

Aarau

- * Spitalverordnung (SpiV) vom 26.05.2005, in Kraft ab 01.07.2004, AGS 2004, S. 57.

Fribourg

- * Ordonnance relative aux médecins de l'Hôpital psychiatrique cantonal et des services de soins, du 23.06.2004, entrée en vigueur rétroactive au 01.01.2004, ROF/ASF 2004_078.
- * Décret relatif à la création d'une centrale 144 d'urgence sanitaire (Effets jusqu'au 31.12.2003; le CE est autorisé à en prolonger la durée de cinq ans, ce qu'il a fait: le Décret est prorogé jusqu'au 31.12.2006, cf. ROF/ASF 2004_053) du 12.02.1998, en vigueur, FO 1998, n° 9, p. 401.
- * Ordonnance relative aux conditions d'utilisation du médicament Mifegyne (RU 486) du 26.04.2004, entrée en vigueur le 01.05.2004, ROF/ASF 2004_056.
- * Ordonnance approuvant la convention cantonale d'adhésion à la convention cadre TARMED passée entre Santéuisse et la Société de médecine du canton

de FR, ainsi que ses annexes A, B, C, D et E (*Sans les textes*) du 14.06.2004, entrée en vigueur rétroactive le 01.01.2004, ROF/ASF 2004_074.

Jura

- * Directives concernant la violation des droits de la personnalité et en particulier le harcèlement sur le lieu de travail du 25.05.2004, entrée en vigueur le 25.05.2004, JO 2004, 2004, n° 23, p. 389.

Neuchâtel

- * Loi portant révision de la loi de santé du 24.02.2004, FO 2004, n° 20, du 12 mars 2004.
- * Règlement concernant la protection des patients hospitalisés en milieu psychiatrique (RPP) du 19.05.2004, entrée en vigueur le 01.05.2004, FO 2004, n° 39, p. 610.
- * Arrêté approuvant l'accord entre la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé et santésuisse (*Sans le texte de l'accord*) du 23.06.2004, entrée en vigueur le 23.06.2004, FO 2004, n° 49, p. 814.

Vaud

- * Règlement sur le médiateur, sur l'organisation des commissions d'examen des plaintes des patients, sur le fonctionnement du conseil de santé et sur la procédure en matière de sanctions et de retrait d'autorisations du 17.03.2004, entrée en vigueur le 01.04.2004, FAO 2004, n° 26, p. 3.
- * Décret constatant la nullité de l'initiative populaire cantonale "Pour une caisse vaudoise d'assurance maladie de base (Le CE avait présenté deux préavis constatant l'un sa nullité, et l'autre sa validité) du 01.06.2004, entrée en vigueur le 11.06.2004, FAO 2004, n° 47, p. 9.

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

Suisse/Schweiz

- * ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES, Traitement et prise en charge des personnes âgées en situation de dépendance, Directives médico-éthiques, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 26, p. 1390.
SCHWEIZERISCHE AKADEMIE DER MEDIZINISCHEN WISSENSCHAFTEN, Behandlung und Betreuung von älteren, pflegebedürftigen Menschen, Medizinisch-ethischen Richtlinien, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 27, p. 1452.
- * Leitlinien der Schweizerischen Gesellschaft für Versicherungspsychiatrie für die Begutachtung psychischer Störungen, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 20, p. 1048.

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

(<http://www.echr.coe.int>)

* PLON c. FRANCE, arrêt du 18 mai 2004.

Violation du secret médical – Interdiction provisoire, puis définitive, de diffuser le livre "Le Grand Secret", co-écrit par le médecin personnel de F. Mitterrand et publié par la société Plon – Art. 10 CEDH – L'article 10 CEDH n'interdit pas toute restriction préalable à la liberté de communiquer des informations, mais l'examen de la Cour se doit d'être scrupuleux compte tenu du danger que représentent de telles interdictions. En l'espèce, l'interdiction provisoire puis définitive de publier l'ouvrage étaient prévues par la loi et poursuivaient un intérêt légitime, à savoir la protection de l'intimité de la vie privée du président défunt. En revanche, si l'interdiction provisoire était proportionnée, car prononcée alors que l'ouvrage était publié neuf jours seulement après le décès de F. Mitterrand, l'interdiction définitive ne répondait plus à un besoin social impérieux. Plus le temps passait, plus l'intérêt public du débat lié à l'histoire des deux septennats du F. Mitterrand l'emportait sur les impératifs de la protection des droits et libertés d'autrui au regard du secret médical ; dès lors que le secret médical avait déjà été enfreint et l'auteur de cette violation condamné, l'écoulement du temps devait nécessairement être pris en considération pour apprécier la compatibilité avec la liberté d'expression d'une mesure aussi grave que l'interdiction définitive de l'ouvrage. Il en allait d'autant plus en l'espèce que l'ouvrage avait déjà été vendu à 40'000 exemplaires, diffusé sur Internet et largement commenté dans les médias; à ce moment là, les informations avaient perdu l'essentiel de leur confidentialité.

* VO c. FRANCE, arrêt du 8 juillet 2004.

Statut juridique de l'enfant à naître. Refus des autorités de considérer le fœtus comme une personne humaine au bénéfice des dispositions pénales relatives à l'homicide involontaire – Art. 2 CEDH (droit à la vie) – Absence de consensus, en France et au niveau européen, sur le statut juridique de l'embryon et du fœtus, hormis l'appartenance à l'espèce humaine. Mais par ce biais, c'est la potentialité de cet être ainsi que sa capacité à devenir une personne qui doivent être protégés au nom de la dignité humaine sans pour autant en faire une personne titulaire du droit à la vie, au sens de l'article 2. La Cour est donc convaincue qu'il n'est ni souhaitable, ni même possible

actuellement de répondre dans l'abstrait à la question de savoir si l'enfant à naître est une personne suivant l'art. 2 CEDH. Quoiqu'il en soit, à supposer même l'art. 2 CEDH applicable, il n'aurait pas été enfreint, les obligations positives découlant de cette disposition n'exigeant pas dans le contexte spécifique des négligences médicales que les atteintes involontaires au droit à la vie soient nécessairement poursuivies pénalement. Dans les circonstances de l'espèce, la vie du fœtus était intimement liée à celle de sa mère et sa protection pouvait se faire au travers d'elle : ainsi, en plus des poursuites pénales diligentées contre le médecin pour blessures involontaires sur sa personne, la requérante avait la possibilité d'engager un recours administratif qui aurait permis d'établir la faute médicale et de garantir la réparation dommage.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

(<http://curia.eu.int/fr/index.htm>)

- * ÅKLAGAREN c. KRISTER HANNER, aff. C-438/02 – Conclusions de l'Avocat général du 25 mai 2004.
Article 31 CE – Monopoles d'État – Monopole de la vente au détail de médicaments – Discrimination – Justification – Article 86, paragraphe 2, CE.
- * AOK Bundesverband (BKK) e.a. c. Ichthyol-Gesellschaft Cordes et autre, aff. jointes C-264/01, C-306/01, C-354/01 et C-355/01 – Arrêt de la Cour du 16 mars 2004.
Concurrence – Entreprises – Caisses de maladie – Ententes – Interprétation des articles 81 CE, 82 CE et 86 CE – Décisions de groupements de caisses de maladies établissant des montants maximaux pour la prise en charge des médicaments.
- * APPROVED PRESCRIPTION SERVICES LTD. c. LICENSING AUTHORITY, aff. C-36/03 – Conclusions de l'Avocat général du 8 juillet 2004.
Spécialités pharmaceutiques – Médicaments à usage humain – Autorisation de mise sur le marché – Procédure abrégée.
- * COMMISSION c. REPUBLIQUE D'AUTRICHE, aff. C-150/00 – Arrêt de la Cour du 29 avril 2004.
Recours en manquement – Articles 28 CE et 30 CE - Directive 65/65/CEE – Préparations alimentaires contenant des vitamines A, D ou K ou des sels minéraux du groupe des chromates ou contenant plus d'une fois l'apport journalier en d'autres vitamines ou en d'autres sels minéraux – Préparations légalement commercialisées comme compléments alimentaires dans l'État membre d'exportation – Préparations classées en tant que médicaments

dans l'État membre d'importation – Notion de 'médicament' – Entrave – Justification - Santé publique – Proportionnalité.

- * COMMISSION c. REPUBLIQUE FRANÇAISE, aff. C-24/00 – Arrêt de la Cour du 5 février 2004.
Manquement d'État – Articles 30 et 36 du traité CE (devenus, après modification, articles 28 CE et 30 CE) – Réglementation nationale énumérant limitativement les substances nutritives qui peuvent être ajoutées aux denrées alimentaires – Mesure d'effet équivalent – Justification – Santé publique – Défense des consommateurs – Proportionnalité.
- * COMMISSION c. REPUBLIQUE FRANÇAISE, aff. C-496/01 – Arrêt de la Cour du 11 mars 2004.
Manquement d'État – Libre prestation des services – Droit d'établissement – Régime des laboratoires d'analyses de biologie médicale – Conditions de délivrance des autorisations administratives de fonctionnement – Siège d'exploitation sur le territoire français.
- * COMMISSION c. REPUBLIQUE FRANÇAISE, aff. C-155/03 – Arrêt de la Cour du 22 juin 2004.
Manquement d'État – Directive 2000/70/CE – Dispositifs médicaux incorporant des dérivés stables du sang ou du plasma humains – Non-transposition.
- * COMMISSION c. REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE, aff. C-387/99 – Arrêt de la Cour du 29 avril 2004.
Recours en manquement – Articles 30 et 36 du traité CE (devenus, après modification, articles 28 CE et 30 CE) – Directive 65/65/CEE – Préparations alimentaires contenant trois fois plus de vitamines que l'apport journalier recommandé – Préparations légalement commercialisées comme compléments alimentaires dans l'État membre d'exportation – Préparations classées en tant que médicaments dans l'État membre d'importation – Notion de 'médicament' – Entrave – Justification – Santé publique – Proportionnalité – Recevabilité de la demande.
- * IMS HEALTH, aff. C-418/01 – Arrêt de la Cour du 29 avril 2004.
Concurrence – Article 82 CE – Abus de position dominante – Structure modulaire utilisée pour la fourniture de données sur les ventes régionales de produits pharmaceutiques dans un État membre – Droit d'auteur – Refus d'accorder une licence d'utilisation.
- * KOHLPHARMA GMBH c. BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND, aff. C-112/02 – Arrêt de la Cour du 1 avril 2004.
Libre circulation des marchandises – Médicaments – Importation – Demande d'autorisation de mise sur le marché selon une procédure simplifiée – Origine commune.
- * LEICHTLE c. BUNDESANSTALT FÜR ARBEIT, aff. C-8/02 – Arrêt de la Cour du 18 mars 2004.

Libre prestation des services – Régime d'aide applicable aux fonctionnaires en cas de maladie – Cure thermale effectuée dans un autre État membre – Dépenses afférentes à l'hébergement, à la restauration, au voyage, à la taxe de séjour et à l'élaboration d'un rapport médical final – Conditions de prise en charge – Déclaration préalable d'éligibilité à l'aide – Critères – Justification.

- * NOVARTIS PHARMACEUTICALS, aff. C-106/01 – Arrêt de la Cour du 29 avril 2004.
Médicaments – Autorisation de mise sur le marché – Procédure relative à des produits essentiellement similaires.

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

Allemagne/Deutschland

- * Medizinrecht, H. 4, 2004, p. 212, BGH, Urt. v. 9.10.2003 – I ZR 167/01 (OLG Köln).
Arztwerbung im Internet.
- * Medizinrecht, H. 4, 2004, p. 226, OLG, Urt. v. 8.4.2003 – 1 U 26/00 (LG Potsdam).
Anforderungen an eine sach- und zeitgerechte Diagnostik bei angeborener Hüftluxationsdysplasie ; deliktsrechtliche Stellung eines vom Krankenhaus hinzugezogenen niedergelassenen Arztes ; Bedeutung einer ca. 10%igen Erfolgschance im Falle der Beweislastumkehr.
- * Medizinrecht, H. 4, 2004, p. 231, LG Cottbus, Urt. v. 1.10.2003 – 3 O 115/03.
Aufklärungspflichtverletzung und Behandlungsfehler bei Wachheitszustand während der Operation.
- * Medizinrecht, H. 7, 2004, p. 388, OLG Koblenz, Urt. v. 15.1.2004 – 5 U 1145/03 (LG Trier).
Auskunftspflicht des Arztes beim Vorwurf eines Behandlungsfehlers.
- * Medizinrecht, H. 6, 2004, p. 330, BSG vom 10.12.2003 – B 9 VS 1/01 R.
Zulässigkeit einer Überkreuz-Lebendspende nach dem Transplantationsgesetz.
- * NJW 28/2004, p. 2033, OVG Saarlouis, Beschl. v. 21. 1. 2004 – 1W 29/03
Ruhen der ärztlichen Approbation.
- * NJW 28/2004, p. 2034, OVG Münster, Beschl. V. 9. 12. 2003 – 13 B 1944/03
Widerruf der ärztlichen Approbation.

Autriche/Österreich

- * Recht der Medizin 3/2004, p. 88, OGH 19.11.2002.
Aufklärung über Entbindungsmethoden.
- * Recht der Medizin 3/2004, p. 89, OGH 07.04.2003.
Aufklärung über schicksalhafte Krankheitsfolgen?

Belgique/Belgien

- * Revue de droit de la santé 2003-2004, n° 4, p. 251, Anvers, 8^{ème} chambre, 20 décembre 2002.
Expérimentation, responsabilité, obligation d'information, lien causal.
- * Revue de droit de la santé 2003-2004, n° 4, p. 259, Tribunal de 1^{ère} instance de Liège, 24 juin 2003.
Responsabilité, chute d'un patient, vice de la chose, faute du personnel infirmier.
- * Revue de droit de la santé 2003-2004, n° 4, p. 262, Cour d'appel de Gand, 1^{ère} chambre, 15 mai 2003.
Responsabilité, chute d'un patient, responsabilité du commettant, faute du personnel soignant.
- * Revue de droit de la santé 2003-2004, n° 5, p. 346, Cour d'appel de Gand, 1^{ère} chambre, 22 mai 2003.
Responsabilité médicale, médication à trop haute dose, risque en cas de conduite automobile, méconnaissance de l'obligation d'information.

France/Frankreich

- * La Semaine Juridique, Edition générale, n° 24, 9 juin 2004, p. 1067, CA Pau, 2^e ch., sect. 1, 17 nov. 2003, C. et a. c/ B. et a. (Juris-Data n° 2003-235202).
La déontologie médicale interdit toute publicité. In casu, six médecins ophtalmologistes ont fait paraître, en violation des règles de déontologie médicale, un article dans la presse locale sur l'installation d'un laser dans la clinique où ils exerçaient leur art. Cet article constitue indiscutablement un procédé de publicité non seulement pour la clinique mais également en faveur des six ophtalmologistes spécialement visés comme des spécialistes ayant suivi pendant une décennie les progrès du laser pour faire choix de l'appareil offrant toute garantie de fiabilité et de sécurité ; sont ainsi vantés les mérites et les compétences de ces médecins.
- * La Semaine Juridique, Edition générale, n° 26, 23 juin 2004, p. 1179, CA Metz, 1^{ère} ch., 17 avril 2003, arrêt n° 02/000752, B. c/ Hôpital Maternité Sainte Croix (Juris-Data n° 2003-211579).
Un diagnostic médical trop optimiste constitue un manquement au devoir d'information et engage la responsabilité délictuelle du médecin. In casu, en donnant à une patiente une indication faussement optimiste sur son état de santé, propre à l'avoir rassurée à l'excès, le médecin a manqué à son devoir d'information et commis une faute de nature délictuelle en lui laissant croire qu'elle n'aura plus de souci à se faire, alors que tel ne pouvait être le cas. Le

médecin a fait miroiter à sa patiente de fausses perspectives d'amélioration de son état de santé, lui causant ainsi, par sa faute, un préjudice moral qu'il est condamné in solidum avec l'établissement hospitalier employeur, à réparer sur le fondement de l'article 1392 du Code civil.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante : <http://www.jaac.admin.ch>. La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante : <http://www.bger.ch/>.

- * ATF 130 IV 7 – Arrêt de la Cour de cassation du Tribunal fédéral du 28 novembre 2003.
Lésions corporelles graves par négligence (art. 125 al. 2 CP). Exigences quant au devoir de diligence du médecin des urgences.
- * ATF 130 IV 27 – Arrêt de la Cour de cassation du Tribunal fédéral, 22 janvier 2004.
Un médecin chargé par l'autorité d'accompagner un détenu en vue du refoulement qui, sans instruction expresse, contrôle le bâillon d'un autre détenu en vue du refoulement faisant partie du même transport à destination de l'aéroport, agit dans le cadre d'une fonction officielle (art. 61 al. 1 CO).
- * ATF 130 V 87 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 14 novembre 2003 (également dans RAMA 2/2004, p. 119).
En cas de litige entre un assuré et son canton de résidence à propos de l'art. 41 al. 3 LAMal, la procédure devant le Tribunal fédéral des assurances est gratuite. Il en va différemment si le litige oppose un assureur et le canton de résidence.
- * JAAC, n° 68.77, 2004, Décision du Conseil fédéral du 11 février 2004.
Assurance-maladie. Exclusion d'un établissement médico-social (EMS) d'une liste hospitalière cantonale. Primauté du droit fédéral, principe en vertu duquel un critère de droit cantonal ne saurait faire échec aux exigences de la planification posées par le droit fédéral.
- * RAMA 1/2004, p. 2 – 51.
Quatre décisions du Conseil fédéral concernant la fixation des tarifs en l'absence de convention tarifaire (6 novembre 2002, 2 juillet 2003) ; pour les traitements stationnaires en clinique privée (2 juillet 2003), et pour les prestations à charge de l'assurance obligatoire des soins fournies par un centre privé d'imagerie médicale (27 août 2003).

- ✱ RAMA 2/2004, p. 99 – Décision du Conseil fédéral du 28 mai 2003.
Les rattrapages salariaux font partie des coûts imputables dans la fixation des tarifs applicables à la division commune (hôpitaux de soins aigus cantonaux ou subventionnés par le canton de Zurich).
- ✱ RAMA 2/2004, p. 109 – Arrêt du TFA du 30 octobre 2003 (K 156/01)
L'assureur peut faire dépendre la prise en charge de médicaments (figurant dans la Liste des spécialités) de l'autorisation expresse de son médecin-conseil.
- ✱ RAMA 2/2004, p. 129 – Arrêt du TFA du 27 novembre 2003 (K 107/02).
Si une personne vivant sous le régime de la communauté de biens est poursuivie pour des primes arriérées, le commandement de payer et tous les autres actes de poursuite doivent également être notifiés au conjoint.
- ✱ RAMA 2/2004, p. 137 – Arrêt du TFA du 2 décembre 2003 (K 33/02).
Lorsque les soins à domicile peuvent être qualifiés de plus efficaces et plus appropriés que les soins en EMS, il convient encore d'examiner leur caractère économique, en regard de l'ensemble des circonstances, et en tenant compte de l'ancienne jurisprudence.
- ✱ RAMA 2/2004, p. 143 – Arrêt du TFA du 5 décembre 2003 (K 69/03).
Il faut appliquer aux recours contre des décisions sur opposition, qui étaient pendantes lors de l'entrée en vigueur de la LPGA, la règle de procédure selon laquelle la compétence locale se détermine selon le moment de l'introduction de la cause valable quant à la forme.
- ✱ RAMA 2/2004, p. 149 – Arrêt du TFA du 16 décembre 2003 (K 140/01).
Il n'existe pas de responsabilité solidaire du mari au sens de l'art. 166 al. 3 CC pour le paiement des primes d'assurance-maladie dues par l'épouse après la séparation de fait.
- ✱ RAMA 3/2004 – Arrêt du TFA du 27 janvier 2004 (K 18/00).
Le médecin traitant ne peut se limiter à fournir de simples indications à l'assureur-maladie. Il est tenu de mettre à disposition de ce dernier l'ensemble des documents médicaux permettant au médecin-conseil de se déterminer sur les obligations de la caisse-maladie.
- ✱ RAMA 3/2004 p. 202 – Arrêt du TFA du 11 février 2004 (K 27/03).
Les assureurs-maladie n'ont pas la compétence de rendre des décisions à l'encontre d'un autre assureur-maladie. En cas de litige entre eux, ils doivent s'adresser directement au tribunal cantonal des assurances qui est compétent à raison du lieu selon l'art. 87 LAMal.
- ✱ RAMA 3/2004 – Arrêt du TFA du 12 février 2004 (K 34/02).
Il existe un droit à une contribution de l'assurance obligatoire des soins aux frais du traitement et de séjour dans un hôpital qui dispose exclusivement de divisions semi-privée et privée, et qui figure, sans mandat de prestation, sur la liste des hôpitaux du canton où il se situe.
- ✱ RAMA 3/2004, p. 215 – Arrêt du TFA du 26 février 2004 (K 123/03).

Retrait de l'autorisation de pratiquer : in casu, le Département fédéral de l'intérieur était fondé à retirer cette autorisation à l'assureur-maladie. La société en cause se trouvait dans un état de surendettement et n'a pas proposé de mesures concrètes sur le plan financier propres à assainir la situation à court terme.

- * RAMA 3/2004, p. 233 – Arrêt du TFA du 12 mars 2004 (K 147/03).
Restitution de prestations versées à tort : application de l'art. 25 LPGA lorsque la décision sur opposition a été rendue après l'entrée en vigueur de la LPGA mais qu'elle concerne des prestations allouées avant le 1er janvier 2003 ?
- * RAMA 3/2004, p. 236 – Arrêt du TFA du 16 avril 2004 (K 74/02).
Les assureurs peuvent prévoir, dans leurs statuts ou leurs règlements, aux mêmes conditions que l'ancien droit, le refus temporaire des indemnités journalières lorsque l'assuré ne se soumet pas, sans motif excusable, à un examen médical qu'ils requièrent.
- * RAMA 3/2004, p. 238 – Arrêt du TFA du 15 avril 2004 (K 5/03).
Dans le cadre de la LAMal, les fournisseurs de prestations doivent respecter les tarifs et les prix fixés par convention ou par l'autorité compétente. Ils ne peuvent exiger de rémunérations supplémentaires (protection tarifaire, art. 44 LAMal).
- * sic! 6/2004, p. 490, "Arzneimittel-Kompodium" - Zivilgerichtspräsidium Basel-Stadt vom 20. Januar 2004 (Maßnahmenentscheid).
Kein Urheberrechtsschutz; keine Übernahme ohne angemessenen eigenen Aufwand.
- * Die Praxis, Heft 04/2004, Nr. 60, p. 334 – (=ATF 129 V 159) - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 18 février 2003.
Versicherungsbobligatorium und Zuweisung von Amtes wegen; Prämienzuschlag wegen verspätetem Beitritt (Art. 3 Abs. 1 und 2, Art. 5 Abs. 2, Art. 6 Abs. 1 und 2 KVG; Art. 2 Abs. 2, Art. 6 Abs. 1 KVV; Art. 8 Abs. 1 BV).
- * Enquête de la Comco, ErfahrungsMedizinisches Register (EMR): Eskamed AG, DPC 2004/2, p. 449.
Système RME – registre constituant une réglementation privée du marché de la médecine alternative – soupçon d'abus de position dominante – correction des questions potentiellement problématique en cours d'enquête – classement de l'enquête.
- * Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, II – 2003 p. 276 n° 67, TFA 9.4.2003. N. U 164/02 in re C.
Art. 22 cpv. 1 LAINF. Il principio di coordinazione della nozione di invalidità nei differenti ambiti delle assicurazioni sociali non si applica soltanto nel caso di prima assegnazione di una rendita di invalidità, bensì anche quando tale rendita viene sottoposta a revisione. Tuttavia una modifica in via di revisione del grado di invalidità non può semplicemente essere decisa perché

un'assicuratore conclude per un tasso diverso rispetto a quello ritenuto in precedenza da un altro assicuratore, bensì soltanto se sono anche effettivamente realizzate le condizioni per la revisione. Pertanto durante il periodo di raffronto deve essere intervenuta una modifica rilevante del grado di invalidità.

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

Basel-Landschaft

- * VGE-BL 2002-2003, Nr. 11.1, S. 252 ff – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 20. März 2002 i.S. S.C. (Nr. 55).
Es besteht eine genügende gesetzliche Grundlage, die selbständige und umfassende Ausübung des Augenoptikerberufes vom Besitze eines Meisterdiploms abhängig zu machen. Diese Bewilligungspflicht ist ausserdem durch ein öffentliches Interesse am Schutz der Gesundheit gerechtfertigt und verhältnismässig.

Berne/Bern

- * BVR/JAB 2003 p. 500 ss. – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 19.02.2003.
Assurance-accidents (art. 39 LAA ; 50 OAA) : réduction des prestations en cas d'entreprise téméraire (ski hors piste, réduction de 50% justifiée in casu).
- * BVR/JAB 2004 p. 184 ss – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 08.12.2003.
Assurance-invalidité : injonction de se soumettre à une expertise médicale en milieu hospitalier et conséquence d'un refus de l'assuré (art. 43 et 44 LPGGA).
- * BVR/JAB 2004 p. 283 ss – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 26.01.2004.
Assurance-invalidité : prise en charge des frais d'une expertise privée (art. 45 al. 1 LPGGA).

Fribourg/Freiburg

- * Arrêt du 18.12.2003, Cour des assurances sociales du Tribunal administratif
Art. 26 LAMal et 12 let. o ch.2 OPAS
Mesures médicales de prévention. Prise en charge par l'assurance obligatoire des soins d'une mammographie de dépistage.

Jura

- * Jugement du Président a.h. de la Chambre des assurances du 21 octobre 2003 en la cause R. et T.C. c/ CCJ, in RJJ 3/03, p. 187.
Demande de réduction de primes d'assurance-maladie présentée pour elle-même et pour son fils par une épouse autorisée à vivre séparée par le juge. Rejet de la demande. Recours admis au motif que la décision ne tient pas compte de la modification de la situation personnelle. Art. 65 LAMal; art. 20 LiLAMal; art. 8 et 21 ORPAMal.

- * Arrêt de la Chambre des assurances du 29 août 2003 en la cause Groupe Mutuel Assurance GMA SA c/ A, in RJJ 3/03 p. 209.
Art. 6 LCA. Notion de réticence.

St. Gallen

- * GVP-SG 2003, Nr. 8, S. 26 ff – Entscheid des Versicherungsgerichts vom 28. Mai 2003.
Die in Art. 10 der V zum EG zum KVG (sGS-SG 331.111) niedergelegte Anspruchsvoraussetzung der Wohnsitznahme im Kanton St. Gallen im Kalenderjahr vor Beginn des Anspruchs auf Prämienverbilligung steht dem Freizügigkeitsabkommen mit der EU und ihren Mitgliedstaaten entgegen. Es besteht vielmehr ab dem Zeitpunkt des Zuzugs in die Schweiz Anspruch auf Prämienverbilligung, sofern die einkommens- und vermögensmässigen Voraussetzungen erfüllt sind.
- * GVP-SG 2003, Nr. 51, S. 150 ff – Entscheid des Versicherungsgerichts vom 28. Mai 2003.
Das Nutzungsvermögen erhöht die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit des Nutzniessers nur in dem Mass, wie es Erträge abwirft. Das Nutzungsvermögen als solches, abstrahiert von den Erträgen, trägt nichts zur wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit des Nutzniessers bei. Deshalb darf es bei der Festsetzung der individuellen Prämienverbilligung nicht als Vermögen angerechnet werden.
- * GVP-SG 2003, Nr. 54, S. 158 ff – Urteil des Kassationsgerichts vom 25. Juni 2003.
Verantwortlichkeitsanspruch nach kantonalem Recht; Kapitalisierung oder Rente der Entschädigung für die Erschwerung des wirtschaftlichen Fortkommens ?

Tessin/Ticino

- * Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, II – 2003 p. 246 n° 61, TCA 6.2.2003. N. 32.2002.120 in re M.
Art. 13, 5 cpv. 2 LAI, 12 LAI; 1 OIC. I costi dell'intervento chirurgico di correzione dei seni di un'assicurata di meno di 20 anni affetta da asimmetria mammaria non sono assunti dall'AI quale cura di un'infermità congenita ai sensi dell'art. 13 LAI, poiché tale patologia non figura nell'elenco delle infermità congenite allegato all'OIC, né costituisce un'affezione congenita recentemente scoperta.
- * Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, II – 2003 p. 260 n° 64, TCA 20.2.2003. N. 36.2002.70 in re D.
Art. 49, 41, 50, 56 LAMal. L'assicurazione obbligatoria contro le malattie deve continuare ad assumere i costi relativi all'ospedalizzazione come caso acuto e non unicamente quelli attinenti a un caso cronico, nel caso di un'assicurata affetta da tantissimi anni da schizofrenia di grado medio, quando il ricovero in ospedale come caso acuto risulta sempre necessario alla luce di attestazioni mediche convincenti.

- * Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, II – 2003 p. 267 n° 65, TCA 21.2.2003. N. 36.2002.68 in re M.
Art. 17-19, 12 OPre ; 26, 31 cpv. 1. 33 cpv. 2, 5 LAMal ; 33 lett. d OAMal. I Costi relativi ad'un estrazione chirurgica di 12 denti restanti eseguita a seguito di una parodontite adulta generalizzata avanzata con breve narcosi in ambiente ospedaliero non sono assunti dall'assicurazione sociale obbligatoria contro le malattie, in primo luogo, in quanto l'affezione non rientra nell'elenco esaustivo degli art. 17-19 OPre che regolano i trattamenti dentari a carico dell'assicurazione obbligatoria. In secondo luogo poiché, anche considerando che la somministrazione della narcosi e il relativo ricovero ospedaliero sono necessari a causa della cardiopatia di cui soffre l'assicurato, tali provvedimenti sono unicamente misure accessorie in nesso causale con l'intervento principale di estrazione dei denti dovuto alla parodontite adulta generalizzata. Infine, le spese dell'estrazione dentaria non devono essere rimborsate dall'assicurazione obbligatoria contro le malattie anche per il motivo che tale intervento nemmeno non configura una misura preventiva in favore di assicurati particolarmente in pericolo, dato che esso non è previsto dalla lista di cui all'art. 12 OPre.
- * Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, II – 2003 p. 272 n° 66, TCA 25.3.2003. N. 35.2002.86 in re F.P.
Art. 6 LAINF. La fibromialgia generalizzata è una malattia di cui sono ignote l'origine e le cause, e di cui non è possibile stabilire il nesso causale diretto con eventuali traumi subiti. Infatti, benché sia noto che tale patologia si sviluppa più facilmente in soggetti che hanno subito dei traumi spesso successivi, sia di tipo fisico che psichico o sociale, essa può insorgere senza questi eventi. Qualora la fibromialgia venga diagnosticata a un assicurato che ha subito un trauma, tuttavia non grave, non è possibile concludere, secondo il criterio della verosimiglianza preponderante, che essa si trovi in una relazione di causa naturale con l'infortunio.
- * Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, II – 2003 p. 282 n° 68, TCA 24.3.2003. N. 35.2002.78 in re M.
Art. 47 cpv. 1 LAINF ; 87 cpv. 4 OAI. L'assicuratore infortuni viola il principio dell'obbligo di accertare le circostanze dell'infortunio occorso a un assicurato e contravviene alla giurisprudenza federale se valuta il diritto alle prestazioni che potrebbe derivare dal danno somatico separatamente da quello che potrebbe invece risultare dalle sequele psichiche.
- * Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese, II – 2003 p. 286 n° 69, TCA 21.2.2003. N. 35.2002.79 in re B.C.
Art. 9 cpv. 1 OAINF ; 6 LAINF. La ricaduta all'indietro, « a corpo morto », contro il sedile di un aereo, dopo aver compiuto un movimento per sollevarsi con il tronco dalla posizione sdraiata (causata da una perdita di quota del velivolo) dovuta a un vuoto d'aria e che ha provocato una patologia discale, non costituisce un'infortunio. Infatti, benché possa essere considerato soddisfatto il requisito dell'influsso meccanico dovuto a un fattore esterno, corrispondente alle forze generate in coincidenza con la repentina perdita di quota del velivolo, fa difetto il carattere straordinario di tale fattore esterno, poiché la persona che viaggia in aereo deve sempre contare sul fatto che il

velivolo incontri delle turbolenze e/o dei vuoti d'aria e che pertanto possa perdere improvvisamente quota.

Valais/Wallis

- * ATC du 6 novembre 2002, X. c. Helsana Assurance SA, in Revue Valaisanne de jurisprudence, 2/2004, p. 125.
Compétence et procédure en matière d'assurance-maladie complémentaire ; constatation d'office de la nullité d'un jugement rendu par une autorité incompétente.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * DRAHOS P., HENRY D., The free trade agreement between Australia and the United States undermines Australian public health and protects US interests in pharmaceuticals, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 1271.
- * DRAZEN J. M., GREENE M. F., WOOD A. J. J., The FDA, politics, and plan B, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 1561.
- * JAMES M. J., CLELAND L. G., Applying a research ethics committee approach to a medical practice controversy: the case of the selective COX-2 inhibitor rofecoxib., *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 146-150.
- * KRAUS D. E., Précision de la notion d'entente au sens de l'article 81 du traité CE: Remarques concernant l'arrêt Adalat rendu par la Cour européenne des Communautés européennes, *sic!* 6/2004, p. 515
- * MELNITCHOUK O., PEARL S., Hazard alerts and product liability : Can a normally functioning medical device be a defective product ? *Medical Law International*, vol. 6, n°2 (2004), p. 87.

- * PEIGNE J., Peut-on interdire la vente de médicaments par internet au regard du droit communautaire ?, *Revue de droit sanitaire et social*, 2004, n°2, p. 369
- * RUDOLF P. M., BERNSTEIN I. B. G., Counterfeit drugs, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 1384.
- * STEINBROOK R., Waiting for plan B – The FDA and non-prescription use of emergency contraception, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 2327.
- * WINGERCHUK D., Cannabis for medical purposes: cultivating science, weeding out the fiction, *Lancet* 364 (2004), p. 315.

Assurances sociales

- * BALLEGGER F., Mag een ziekenfonds de gezondheidsgegevens die het verwerkt zomaar gebruiken voor gerichte informatieve ledencommunicatie ?, *Revue de droit de la santé*, 2003-2004, n° 5, p. 292.
- * CALDIE E., Medigap : should private insurers pay public rates and who should make the decision ?, *American Journal of Law and Medicine*, 30 (2004), p. 69.
- * PALMISANO D. J., EMMONS D. W., WOZNIAK G. D., Expanding insurance coverage through tax credits, consumer choice, and market enhancements. The American Medical Association proposal for health insurance reform, *Journal of American Medical Association*, 291 (2004), p. 2237.
- * ROBINSON J. C., Reinvention of health insurance in the consumer era, *Journal of American Medical Association*, 291 (2004), p. 1880.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * ANNAS G. J., Forcible medication for courtroom competence – The care of Charles Sell, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 2297.
- * BARTLETT P., The Test of compulsion in mental health law: capacity, therapeutic benefit and dangerousness as possible criteria, *Medical Law Review* 2003 vol. 11, n° 3, p. 326.
- * BAUDOIN J. L., La nouvelle donne, les enjeux, les changements des contextes au Québec, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 9.
- * BEYLEVELD D., TOWNEND, DAVID M. R., When is personal data rendered anonymous? Interpreting recital 26 of Directive 95/46/EC, *Medical Law International*, vol. 6, n°2 (2004), p. 73.
- * BIRNBACHER D., Prinzip der „Pietät“ : Begründung der (begrenzten) Schutzwürdigkeit früher Embryonen, *Ethik in der Medizin*, H. 2, 2004, p. 155.

- * BROWN H., RAMCHANDANI M., GILLOW J. T. and al., Are patient information leaflets contributing to informed consent for cataract surgery, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 218.
- * CLAVERANNE J.-P., VINOT D., L'émergence des droits des patients dans les systèmes de santé occidentaux : anciens problèmes et nouveaux défis, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 17.
- * CLERCKX J., Une liberté en péril ? Le droit au refus de soins, *Revue du droit public*, n° 1/2004, p. 139.
- * DAVID F., Brevetabilité d'éléments isolés du corps humain et dignité de la personne en droit communautaire, *Revue de droit sanitaire et social*, 2004, n°2, p. 326.
- * DE GRUCHY J., FISH J., Doctors' involvement in human rights abuses of men who have sex with men in Egypt, *Lancet* 363 (2004), p. 1903.
- * DEMERS D., Les droits et obligations des patients : le regard des usagers, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 129.
- * DUGUET A. M., Les informations génétiques, droits des patients et confidentialité depuis la loi du 4 mars 2002, *Médecine & droit*, n° 65, 2004, p. 35.
- * DUTE J., Communicable diseases and human rights, *European Journal of Health Law*, Vol. 11, n° 1, mars 2004, p. 45
- * FAZEL M., STEIN A., UK immigration law disregards the best interests of children, *Lancet* 363 (2004), p. 1749.
- * FOYER J., Le doyen Carbonnier et la médicalisation des droits des incapables majeurs, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 195.
- * FRENZ W., Grenzüberschreitende medizinische Leistungen und Grundfreiheiten im Spiegel der EuGH-Rechtsprechung, *Medizinrecht*, H. 6, 2004, p. 296.
- * GEVERS S., The Right to health care, *European Journal of Health Law*, Vol. 11, n° 1, mars 2004, p. 29.
- * GIRER M., Le consentement contractuel : mythe et réalité. Pour une autre façon de penser les rapports patients-professionnels, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 41.
- * HAGGER L., WOODS S., BARROW P., Autonomy & audit, striking the balance, *Medical Law International*, vol. 6, n°2 (2004), p. 105.
- * HART D., Patients rights and patients' participation, *European Journal of Health Law*, Vol. 11, n° 1, mars 2004, p. 17.

- * HENRION R., Accouchement sous X : les nouvelles dispositions législatives, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2003, tome 187, n°8, p. 1587.
- * LAMBERTERIE I. DE, La place du consentement dans la collecte et le traitement des informations sensibles : la situation en France, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 59.
- * LEFEUVRE-DARNAJOU K., La violence en milieu hospitalier : de la prévention à la sanction de la violence par le droit, *Médecine & droit*, n° 65, 2004, p. 54.
- * LIDDEL K., MENNON D. K., ZIMMERN R., The human tissue bill and the mental capacity bill, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 1510.
- * MARCHAND M., Les droits et les obligations des patients vus du Québec et par le biais de l'éthique professionnelle, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 107.
- * MARVALIN S., Les droits et obligations des patients : demain, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 137.
- * MAYAUD Y., Du fœtus à l'enfant né vivant : un bilan d'inégalités !, *RSC*, janvier-mars 2004, p. 83.
- * MCLACHLAN H. V., Human reproduction and rights of action and of recipience, *Human Reproduction and Genetic Ethics*, 2004, vol. 10, n°2, p. 45.
- * MEMETEAU G., Le contrat médical, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 27.
- * MILLY B., L'accès aux soins des détenus en France : un droit bafoué, *Droit et Société*, 55/2003, p. 745.
- * PFEFFER N., "If you think you've got a lump, they'll screen you." Informed consent, health promotion and breast cancer, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 227.
- * PRETOT X., Les juridictions des soins gratuits et les principes d'indépendance et d'impartialité, *Revue de droit sanitaire et social*, 2004, n°2, p. 414.
- * ROSCAM ABBING H., Rights of patients in the European context, ten years and after, *European Journal of Health Law*, Vol. 11, n° 1, mars 2004, p. 7.
- * ROTH A., Die Verbindlichkeit der Patientenverfügung und der Schutz des Selbstbestimmungsrechts, *Juristen Zeitung*, 10/2004, p. 494.
- * ROY D. R., Les droits et obligations des patients : la réponse des établissements de santé, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 115.
- * SIVAKUMAR R., KNIGHT J., DEVLIN C. and al., Communicating information on cardiopulmonary resuscitation to hospitalised patients, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 311.

- * STIGGELBOUT A. M., MOLEWIJK A. C., OTTEN W. and al., Ideals of patients autonomy in clinical decision making: a study on the development of a scale to assess patients'and physicians'views, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 268.
- * THOUVENIN D., Les droits des personnes malades ne peuvent être transformés en obligations, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 79.
- * TOKUDA Y., NAKAZATO N., TAMAKI., Evaluation of the care in cancer patients at a teaching hospital in Japan, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 264.
- * TRUDEL P., La protection du droit à la vie privée dans les réseaux de soins au Québec, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 67.
- * WHITE S. M., Consent for anaesthesia, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 286.

Ethique biomédicale

- * ADAMS H., A human germline modification scale, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 164.
- * BEAUCHAMP T., Does ethical theory have a future in bioethics ?, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 209.
- * BYK C., Bioéthique – Législation, jurisprudence et avis des instances d'éthique, Chronique, *La Semaine Juridique*, n° 23, 2 juin 2004, p. 1000.
- * DIJON X., La contribution de la morale catholique à la formulation démocratique des lois bioéthiques, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 183.
- * ERNST E., COHEN M. H., STONE J., Ethical problems arising in evidence based complementary and alternative medicine, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p.156.
- * FADEN R., Bioethics: A field in transition, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 276.
- * FARMER P., GASTINEAU CAMPOS N., New malaise : bioethics and human rights in the global era, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 243.
- * MARTINEZ E., Les comités nationaux et européens d'éthique et l'émergence d'un droit européen de la bioéthique, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 199.
- * MIOLA J., Medical law and medical ethics : complementary or corrosive ?, *Medical law international*, vol. 6, n° 3, 2004, p. 251.

- * PARKER M. J., Getting ethics into practice, *British Medical Journal*, 329 (2004), p. 126.
- * PAUVERT B., Quel homme pour les Droits de l'homme ? Les Droits de l'homme au risque de la bioéthique, in : Fondations et naissance des Droits de l'homme, l'Odyssée des Droits de l'homme, Paris 2003, p. 203.
- * SINGER R., Asylum seekers: an ethical response to their plight, *Lancet*, 363 (2004), p. 1904.
- * SLOWTHER A., FORD S., SCHOFIELD T., Ethics of evidence based medicine in the primary care setting, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p.151.
- * STEINBROOK R., Science, politics, and federal advisory committees, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 1454.
- * SUGARMAN J., The future of empirical research in bioethics, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 226.

Euthanasie

- * ADAMS M., NYS H., Comparative reflections on the Belgian euthanasia Act 2002, *Medical Law Review* 2003 vol. 11, n° 3, p. 353.
- * ANDRE C., Euthanasie et droit pénal : la loi peut-elle définir l'exception ?, *RSC*, janvier-mars 2004, p. 43.
- * FINGER C., Evaluation der Praxis der aktiven Sterbehilfe und der Hilfe bei der Selbsttötung in den Niederlanden für das Jahr 2001, *Medizinrecht*, H. 7, 2004, p. 379.
- * GASTMANS C., VAN NESTE F., SCHOTSMANS P., Facing requests for euthanasia: a clinical practice guideline, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 212.
- * HUXTABLE R., Assisted suicide, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 1088.
- * LEE D. E., Physician-assisted suicide: A conservative critique of intervention, *Hastings Center Report*, vol. 33 n°1, January-February 2003, p.17.
- * PELLERIN D., A propos de l'euthanasie, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2003, tome 187, n°9, p. 1721.
- * QUILL T. E., Dying and decision making – Evolution of end-of-life options, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 2029.
- * SAHM S., Selbstbestimmung am Lebensende im Spannungsfeld zwischen Medizin, Ethik und Recht : eine medizinethische Analyse der jüngsten höchstrichterlichen Rechtsprechung und ihrer akademischen Kritik, *Ethik in der Medizin*, H. 2, 2004, p. 133.

- * SALIGER F., Sterbehilfe und Betreuungsrecht, *Medizinrecht*, H. 5, 2004, p. 237.
- * SIMON A. et al., Einstellungen deutscher Vormundschaftsrichterinnen und -richter zu medizinischen Entscheidungen und Massnahmen am Lebensende : erste Ergebnisse einer bundesweiten Befragung, *Medizinrecht*, H. 6, 2004, p. 303.
- * WUNDER M., Medizinische Entscheidungen am Lebensende und der „mutmassliche Wille“, *Medizinrecht*, H. 6, 2004, p. 319.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * BACHRACH S., In the name of public health – nazi racial hygiene, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 417.
- * BLUMENTHAL D., New steam from an old cauldron. The physician-supply debate, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 1780.
- * BOON K., TURNER J., Ethical and professional conduct of medical students : review of current assessment measures and controversies, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 221.
- * DELPRAT L., La loi du 2 janvier 2004 relative à la protection de l'enfance et le secret médical, *Gazette du Palais*, mars-avril 2004, p. 729.
- * DEWALLENS F., ANDRIES B., Verboden reclame te verbieden. Het deontologisch reclameverbod na de aanpassing van de Code van Medische Plichtenleer, *Revue de droit de la santé*, 2003-2004, n° 4, p. 225.
- * LAUFS A., Zur Entwicklung des Arztberufes im Spiegel des Rechts, in : *Festschrift für Erik Jayme*, Band 2, München, Sellier, cop. 2004, p. 1501.
- * LIFTON R. J., Doctors and torture, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 415.
- * LILFORD R., MOHAMMED M. A., SPIEGELHALTER D. and al., Use and misuse of process and outcome data in managing performance of acute medical care: avoiding institutional stigma, *Lancet* 363 (2004), p. 1147.
- * LUCASSEN A. M., PARKER M., WHEELER R., Role of next of kin in accessing health records of deceased relatives, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 952.
- * MONTERO G. A., If Roth were a doctor : physician reputation under the HCQIA, *American Journal of Law and Medicine*, 30 (2004), p. 85.
- * SHELDON T., Pressure mounts over European working time directive, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 911.
- * SLOWTHER A. et al., Development of clinical ethics committees, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 950.

- * WACHTER R. M., Hospitalists in the United States – Mission accomplished or work in progress?, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 1935.

Génétique humaine et biotechnologies

- * BOK H., SCHILL K. E., FADEN R., Justice, ethnicity, and stem-cell banks, *Lancet* 364 (2004), p. 118.
- * CASABONDA C., Genetic, tissue- and databases, *European Journal of Health Law*, Vol. 11, n° 1, mars 2004, p. 71.
- * CAULFIELD T., Scientific freedom and research cloning: can a ban be justified? *Lancet* 364 (2004), p. 124.
- * FURKEL F., L'identification par empreintes génétiques en matière civile en République fédérale d'Allemagne, *Revue internationale de droit comparé*, n° 2, 2004, p. 389.
- * IRVINE W. N., An ill-conceived conception ?, *Medical law international*, vol. 6, n° 3, 2004, p. 231.
- * MULVENNA B., Pre-implantation genetic diagnosis, tissue typing and beyond: The legal implications of the hashmi case, *Medical Law International*, vol. 6, n°2 (2004), p. 163.
- * MCHUGH P. R., Zygote and "clonote" – The ethical use of embryonic stem cells, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 209.
- * PEARCE N. et al., Genetics, race, ethnicity and health, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 1070.
- * PINCOCK S., Britain's brain gain [chercheurs des USA dans le domaine des cellules souche venus en Grande-Bretagne qui dispose d'une législation plus permissive, ndlr], *Lancet* 364 (2004), p. 127.
- * SANCHEZ-VIVAR A., Is regulation of human cloning necessary, *Human Reproduction and Genetic Ethics*, 2004, vol. 10, n°2, p.69.
- * SANDEL M. J., Embryo ethics – The moral logic of stem-cell research, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 207.
- * SANKAR P., CHO M. K., CONDIT C. M. and al., Genetic research and health disparities, *Journal of American Medical Association*, 291 (2004), p. 2985.
- * SIEGEL A. W., Temporal restrictions and the impasse on human embryonic stem-cell research *Lancet* 364 (2004), p. 215.
- * SPAR D., The business of stem cells, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 211.

- * SPURGEON B., France bans reproductive and therapeutic cloning, *British Medical Journal*, 329 (2004), p. 130.
- * TAUER C. A., International policy failures: cloning and stem-cell research, *Lancet* 364 (2004), p. 209.
- * WILLIAMSON SH., Sex(ist) selection ?, *Medical law international*, vol. 6, n° 3, 2004, p. 185.

Mesures médicales spéciales

- * ALTHABE F., BELIZAN J. M., VILLAR J. and al., Mandatory second opinion to reduce rates of unnecessary caesarean sections in Latin America: a cluster randomised controlled trial, *Lancet* 363 (2004), p. 1934.
- * BRATTON M. Q., One into two will not go: conceptualising conjoined twins, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 279.
- * BRITISH MEDICAL ASSOCIATION. The law and ethics of male circumcision: guidance for doctors, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 259.
- * DAHAL K., Legal abortion in Nepal and women in prison, *Lancet* 363 (2004), p. 1905.
- * ENG C., IGLEHART D., Decision aids from genetics to treatment of breast cancer. Long-term clinical utility of temporary solution? *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 496.
- * GREEN M. J., PETERSON S. K., WAGNER BAKER M. and al., Effect of a computer-based decision aid on knowledge, perceptions, and intention about genetic testing for breast cancer susceptibility. A randomized controlled trial, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 442.
- * HAUTENNE N., Les examens médicaux liés à la relation de travail : bref commentaire de la loi du 28 janvier 2003, *Revue de droit de la santé*, 2003-2004, n° 4, p. 220.
- * KENDIG N. E., Correctional health care systems and collaboration with academic medicine, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 501.
- * MUSSELL R., The development of professional guidelines on the law and ethics of male circumcision, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p.254.
- * PORTER M., BHATTACHARYA S., Preventing unnecessary caesarean sections: marginal benefit of a second opinion, *Lancet* 363 (2004), p. 1921.
- * RAIMER B. G., STOBO J. D., Health care delivery in the Texas prison system. The role of academic medicine, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 485.

- * ROGERS W. A., Evidence based medicine and justice: a framework for looking of the impact of EBM upon vulnerable of disadvantaged groups, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 141.
- * WESTERLUND H., FERRIE J., HAGBERG J. and al., Wokplace expansion, long-term sickness absence, and hospital admission, *Lancet* 363 (2004), p. 1193.
- * WHELAN T., LEVINE M., WILLAN A. and al., Effect of a decision aid on knowledge and treatment decision making for breast cancer surgery. A randomized trial, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 435.

Nouvelles techniques de l'information et santé

- * BAILEY C., PANG T., Health information for all by 2015, *Lancet* 364 (2004), p. 223.
- * DELBANCO T., SANDS D. Z., Electrons in flight – Email between doctors and patients, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 1705.
- * GODLEE F., PAKENHAM N., NCAYIYANA D., Can we achieve health information for all by 2015? *Lancet* 364 (2004), p. 295.
- * THE LANCET., A window of opportunity for Africa's health information, *Lancet* 364 (2004), p. 222.

Personnes âgées et santé

- * HIMELSTEIN B. P., HILDEM J. M., MORSTAD BOLDT A. and al., Paediatric palliative care, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 1752.

Procréation médicalement assistée

- * COESTER M., Ersatzmutterschaft in Europa, in : *Festschrift für Erik Jayme*, Band 2, München, Sellier, cop. 2004, p. 1243.
- * FOST N., Conception for Donation, *Journal of American Medical Association*, 291 (2004), p. 2125.
- * JAIN T., MISSNER S. A., HORNSTEIN M. D., Trends in embryo-transfer practice and outcomes of the use of assisted reproductive technology in the United States, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 1639.
- * LABBEE X., La valeur de l'embryon congelé, *Le Dalloz*, 2004, n° 15, p. 1051.
- * REBAR R. W., DECHERNEY A. H., Assisted reproductive technology in the United States, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 1604.
- * ROBERTSON J. A., Procreative liberty and harm to offspring in assisted reproduction, *American Journal of Law and Medicine*, 30 (2004), p. 7.

- * SCOTT R., Prenatal screening, autonomy and reasons: The relationship between the law of abortion and wrongful birth, *Medical Law Review* 2003 vol. 11, n° 3, p. 265.
- * SERMON K., VAN STEIRTEGHEM A., LIEBAERS I., Preimplantation genetic diagnosis, *Lancet* 363 (2004), p. 1633.
- * VERLINSKY Y., RECHITSKY S., SHARAPOVA T. and al., Preimplantation HLA Testing, *Journal of American Medical Association*, 291 (2004), p. 2079.

Recherche biomédicale

- * BENTLEY J. P., THACKER P. G., The influence of risk and monetary payment on the research participation decision making process, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 293.
- * BERGKAMP L., Medical research involving human beings : some reflections on the main principles of the international regulatory instruments, *European Journal of Health Law*, Vol. 11, n° 1, mars 2004, p. 61.
- * DECOSTA A., D'SOUZA N., KRISHNAN S. and al., Community based trials and informed consent in rural north India, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p.318.
- * EMANUEL E. J., Ending concerns about undue inducement, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 100.
- * EVANS H. M., Should patients be allowed to veto their participation in clinical research? *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 198.
- * EVANS T., GÜLMEZOGLU M., PANG T., Registering clinical trials: an essential role for WHO, *Lancet* 363 (2004), p. 1413.
- * FREUND C. L., CLAYTON E. W., WILFOND B. S., Natural settings trials – improving the introduction of clinical genetic tests, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 106.
- * FREUND G., WEISS N., Zur Zulässigkeit der Verwendung menschlichen Körpermaterials für Forschungs- und andere Zwecke, *Medizinrecht*, H. 6, 2004, p. 315.
- * HIRSCHBERG R., LA MONTAGNE J., FAUCI A. S., Biomedical research – An integral component of national security, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 2119.
- * HUFEN F., Erosion der Menschenwürde ?, *Juristen Zeitung*, 7/2004, p. 313.
- * INGELFINGER J. R., DRAZEN J. M., Registry research and medical privacy, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 1452.

- * LIE R. K., Research ethics and evidence based medicine, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p.122.
- * LIE R. K., EMANUEL E., GRADY C., WENDLER D., The standard of care debate: the Declaration of Helsinki versus the international consensus opinion, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p.190.
- * LOEWENICH V. VON, Forschung an Kindern und die Novellierung des Arzneimittelgesetzes, *Ethik in der Medizin*, H. 2, 2004, p. 101.
- * McMILLAN J. R., CONLON C., The ethics of research related to health care in developing countries, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 204.
- * MILLER F. G., Research ethics and misguided moral intuition, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 111.
- * MURTHY V. H., KRUMHOLZ H. N., GROSS C. P., Participation in cancer clinical trials. Race-, sex-, and age-based disparities, *Journal of American Medical Association*, 291 (2004), p. 2720.
- * PENTZ R. D., FLAMM A. L., PASQUALINI R., LOGOTHETIS C. J., ARAP W., Revisiting ethical guidelines for research with terminal wean and brain-dead participants, *Hastings Center Report*, vol. 33 n°1, January-February 2003, p.20.
- * PETO J., FLETCHER O., GILHAM C., Data protection, informed consent and research, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 1029.
- * SPRIGGS M., Canaries in the mines: children, risk, non therapeutic research, and justice, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p.176.
- * STEINBROOK R., Public registration of clinical trials, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 315.
- * TU J. V., WILLISON D. J., SILVER FL. and al., Impracticability of informed consent in the registry of the Canadian stroke network, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 1414.
- * VOS R., WILLIAMS D., HAUTEPEN R., Coordinating the norms and values of medical research, medical practice and patient worlds – the ethics of evidence based medicine in orphaned fields of medicine, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 166.
- * WARD H. J. T. et al., Obstacles to conducting epidemiological research in the UK general population, *British Medical Journal*, 329 (2004), p. 277.

Responsabilité médicale

- * BOTTIS M., Wrongful birth and wrongful life actions, *European Journal of Health Law*, Vol. 11, n° 1, mars 2004, p. 55.

- * BOUSSARD S., Comment sanctionner la violation du droit à l'information de l'usager du système de santé ? Les incertitudes de la loi du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé, *Revue du droit public*, n° 1/2004, p. 169.
- * BYK CH., Le droit civil et l'enfant à naître : une double instrumentalisation ? : à propos de l'indemnisation de l'enfant né handicapé, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 145.
- * CASE P., Secondary iatrogenic harm : Claims for psychiatric damage following a death caused by medical error, *The Modern Law Review* 2004, p. 561.
- * CATON J., LUCAS-BALLOUP I., L'évolution récente de la preuve en droit médical français et ses conséquences sur les assurances en responsabilité civile professionnelle (RCP), *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 101.
- * CLARK P., Medication errors in family practice, in hospitals and after discharge from the hospital : an ethical analysis, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 349.
- * COELHO J., Indemnisation des victimes d'accidents médicaux : à quand un juge unique ?, *Médecine & droit*, n° 64, 2004, p. 22.
- * COELHO J., Responsabilité médicale : réflexions sur l'unification des règles de compétence juridictionnelle, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 153.
- * JERBI S., La jurisprudence et la responsabilité médicale : la fin de l'arythmie paroxystique ?, in : *Etudes à la mémoire de Christian Lapoyade-Deschamps*, Bordeaux 2003, p. 209.
- * KATZENMEIER C., Versicherungsrechtliche Vorsorge statt « Schadensfall Kind ». Der « arrêt Perruche » und die « Loi relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé » als Anstoß für die Einrichtung eines « pränatalen Hilfsfonds », in : *Festschrift für Erik Jayme*, Band 2, München, Sellier, cop. 2004, p. 1277.
- * LEGROS B., État des lieux sur les différents régimes d'indemnisation des conséquences des accidents médicaux, *Médecine & droit*, n° 64, 2004, p. 1.
- * LEMMENS T., SPRUMONT D., NYS H., SINGH J., CRANLEY K., Placebo rule and the promotion of negligent medical practise, *European Journal of Health Law*, Vol. 11, n° 2, juin 2004, p. 153.
- * MANNSDORFER T. M., Haftung für perinatale Schädigung im medizinischen Bereich, *HAVE/REAS*, 2/2003, p. 101.
- * MASON J. K., Wrongful life: The problem of causation, *Medical Law International*, vol. 6, n°2 (2004), p. 149.

- * MIOLA J., Non-accidental injury in children making sense of the courts, *Lancet* 364 (2004), p. 228.
- * NIEL P., La faute caractérisée dans le diagnostic prénatal après la loi du 4 mars 2002 : commentaire Conseil d'État, 19 février 2003, *Médecine & droit*, n° 65, 2004, p. 42.
- * OBOEUF O., Le devenir de la responsabilité médicale du fait d'autrui après la loi du 4 mars 2002, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 213.
- * RADE C., Retour sur le phénomène Perruche : vrais enjeux et faux-semblants, in : Etudes à la mémoire de Christian Lapoyade-Deschamps, Bordeaux 2003, p. 231.
- * RADE C., L'obligation de sécurité et la responsabilité médicale, in : L'obligation de sécurité, Bordeaux, 2003, p. 113.
- * SERIAUX A., Diagnostic préconceptionnel et handicap de l'enfant : encore la responsabilité du médecin, *Le Dalloz*, 2004, n° 14, p. 983.

Santé mentale et psychique

- * BERGHMANS R., BERG M., VAN DER BURG M., TER MEULEN R., Ethical issues of cost effectiveness analysis and guideline setting in mental health care, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 146.

SIDA, lutte contre les épidémies

- * BENATAR S. R., Health care reform and the crisis of HIV and AiDS in South Africa, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 81.
- * COKER R. J., ATUN R. A., MCKEE M., Health-care system frailties and public health control of communicable disease on the European Union's new eastern border, *Lancet* 363 (2004), p. 1389.
- * DA LOMBA S., MARTIN R., Public health powers in relation to infectious tuberculosis in England and France : A comparison of approaches, *Medical Law International*, vol. 6, n°2 (2004), p. 117.
- * DURRHEIM D. N., SPEARE R., Communicable disease surveillance and management in a globalised world, *Lancet* 363 (2004), p. 1339.
- * GAYLE H., LANGE J. M. A., Seizing the opportunity to capitalise on the growing access to HIV treatment to expand HIV prevention, *Lancet* 364 (2004), p. 6.
- * GOSTIN L. O., International infectious disease law. Revision of the World Health Organization's international health regulations, *Journal of American Medical Association*, 291 (2004), p. 2623.

- * HAMERS F. F., DOWNS A. M., The changing face of the HIV epidemic in western Europe: what are the implications for public health policies? *Lancet* 364 (2004), p. 83.
- * KERR T., KAPLAN K., SUWANNAWONG P. and al., The global fund to fight AIDS, tuberculosis and malaria: funding for unpopular public-health programmes, *Lancet* 364 (2004), p. 11-12.
- * MARTIN S. L., CURTIS S., Gender-based violence and HIV/AIDS: recognising links and acting on evidence, *Lancet* 363 (2004), p. 1410.
- * MOLYNEUX D., "Neglected" diseases but unrecognised successes – challenges and opportunities for infectious disease control, *Lancet* 364 (2004), p. 380.
- * POWER L., HIV and sexual health in the UK: politics and public health, *Lancet* 364 (2004), p. 108.
- * WOLF L. E., LO B., GOSTIN L. O., Legal barriers to implementing recommendations for universal, routine prenatal HIV testing, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 137.

Systeme de sante, politique de la sante

- * ANGUS D. C., BLACK N., Improving care of the critically ill : institutional and health-care system approaches, *Lancet* 363 (2004), p. 1314.
- * BAILY M. A., Managed care organizations and the rationing problem, *Hastings Center Report*, vol. 33 n°1, January-February 2003, p.34.
- * BERWICK D. M., Lessons from developing nations on improving health care, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 1124.
- * BIRMONTIENE T., Health legislation in eastern European countries : The Baltic States, *European Journal of Health Law*, Vol. 11, n° 1, mars 2004, p. 77.
- * BLOCHE M. G., Health care disparities. Science, politics, and race, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 1568.
- * BREWER T. F., HEYMANN S. J., The long journey to health equity, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 269.
- * BUCKENS P., KEUSCH G., BELIZAN J. and al., Evidence-based global health, *Journal of American Medical Association*, 291 (2004), p. 2639.
- * BUTZER H., Verfassungsrechtliche Anmerkungen zum GKV-Gesundheitsmodernisierungsgesetz 2004 (GMG), *Medizinrecht*, H. 4, 2004, p. 177.
- * DEMICHEL F., Les contradictions actuelles du droit de la sante : autour de la pensee d'Andre Demichel, *Revue generale de droit medical*, n° 13, 2004, p. 169.

- * FARMER P., Political violence and public health in Haiti, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 1483.
- * LANDON B. E., ZASLAVSKY A. M., BERNARD S. L. and al., Comparison of performance of traditional Medicare vs Medicare managed care, *Journal of American Medical Association*, 291 (2004), p. 1744.
- * LEE K., WALT G., HAINES A., The challenge to improve global health financing the millenium development goals, *Journal of American Medical Association*, 291 (2004), p. 2636.
- * LEVY B. D., O'CONNELL J. J., Health care for homeless persons, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 2329.
- * LISS P.-E., The significance of the goal of health care for the setting of priorities, *Health Care Analysis*, vol. 11, n° 2, p. 161.
- * MARMOT M. G., Evidence based policy or policy based evidence? Willingness to take action influences the view of the evidence—look at alcohol, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 906.
- * McELVANEY N. G., Smoking ban – Made in Ireland, for home use and for export, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 2231.
- * MCKEE M., NOLTE E., The implications for health of European Union enlargement, *British Medical Journal*, 328 (2004), p. 1025.
- * MOCK C., QUANSAH R., KRISHNAN R. and al., Strengthening the prevention and care of injuries worldwide, *Lancet* 363 (2004), p. 2172.
- * ORLOWSKI U., Ziele des GKV-Modernisierungsgesetzes (GMG), *Medizinrecht*, H. 4, 2004, p. 202.
- * PROTHROW-STITH D., Strengthening the collaboration between public health and criminal justice to prevent violence, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 82.
- * RAWLINS M. D., CULYER A. J., National Institute for Clinical Excellence and its value judgments, *British Medical Journal*, 329 (2004), p. 224.
- * ROGER PH., L'hospitalisation psychiatrique sous contrainte, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 275.
- * SANTA BARBARA J., MACQUEEN G., Peace through health : key concepts, *Lancet* 364 (2004), p. 384.
- * SAARNI S. I., GYLLING H. A., Evidence based medicine guidelines: a solution to rationing or politics disguised as science? *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 171.

- * STEINBROOK R., Disparities in health care – From politics to policy, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 1486.
- * TE BRAAKE T., The Dutch 2002 embryos Act and the Convention on Human rights and biomedicine: some issues, *European Journal of Health Law*, Vol. 11, n° 2, juin 2004, p. 139.
- * TUFFS A., Germany plans to introduce electronic health card, *British Medical Journal*, 329 (2004), p. 131.
- * VAN DELDEN J. M., VRAKING A. M., VAN DER HEIDE A. and al., Medical decision making in scarcity situations, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 207.
- * VION D., MAILLOLS A., La réparation des dommages médicamenteux, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 293.

Transplantations

- * DELMONICO F. L., Exchanging kidneys – Advances in living-donor transplantation, *New England Journal of Medicine*, 350 (2004), p. 1812.
- * FLORENCIO P. S., RAMANATHAN E. D., Legal enforcement of xenotransplantation public health safeguards, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 117.
- * GEVERS S., JANSSEN A., FRIELE R., Consent systems for post mortem organ donation in europe, *European Journal of Health Law*, Vol. 11, n° 2, juin 2004, p. 201.
- * JORALEMON D., COX P., Body values : The case against compensating for transplant organs, *Hastings Center Report*, vol. 33 n°1, January-February 2003, p.27.
- * NICKEL L. CH., PREISIGKE A., Zulässigkeit einer Überkreuz-Lebendspende nach dem Transplantationsgesetz : zum Urteil des BSG vom 10.12.2003 - B 9 VS 1/01 R - , *Medizinrecht*, H. 6, 2004, p. 307.
- * TROTTER J. F., OSGOOD M. J., MELD scores of liver transplant recipients according to size of waiting list. Impact of organ allocation and patient outcomes, *Journal of American Medical Association*, 291 (2004), p. 1871.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

- * BALDINI V. (a cura di), *Diritti della persona e problematiche fondamentali : dalla bioetica al diritto costituzionale*, Torino, Giapichelli, 2004.

- * BERGMANN K.-O., *Die Arzthaftung : ein Leitfaden für Ärzte und Juristen*, 2e Aufl., Berlin, Springer, 2004.
- * BILANCETTI M., *La responsabilità penale e civile del medico*, quinta ed., Padova, Cedam, 2003.
- * COMMISSION EUROPEENNE, *Statistiques de la santé : chiffres clés sur la santé 2002*, Luxembourg, Commission européenne, 2004.
- * FREYHOFER H. H., *The Nuremberg medical trial : the holocaust and the origin of the Nuremberg medical code*, Bern, P. Lang, 2004.
- * HAMANN P. A., FENGER H., *Allgemeinmedizin und recht*, Berlin, Springer, 2004.
- * HILLMER A., *Patientenstatus und Rechtsstatus von Frau und Fötus im Entwicklungsprozess der Pränatalmedizin*, Bern, P. Lang, 2004.
- * LEGROS B., *L'euthanasie et le droit, État des lieux sur un sujet médiatisé*, Bordeaux, Les Études Hospitalières, 2004.
- * MEMETEAU G., *Cours de droit médical*, 2ème éd., Bordeaux, les Etudes hospitalières, 2004.
- * POSSELT-WENZEL H., *Medizinische Eingriffe bei geistig behinderten Menschen*, Bern, P. Lang, 2004.
- * SCHEIBER-MEISSNER P., *Soziale Repräsentationen über Gesundheit und Krankheit im europäischen Vergleich*, Frankfurt am Main, P. Lang, 2004.
- * VELUT S., *L'illusoire perfection du soin : essai sur un système*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- * WERNSTEDT TH., *Sterbehilfe in Europa*, Bern, P. Lang, 2004.
- * ZUCK R., *Homöopathie und Verfassungsrecht*, Baden-Baden, Nomos, 2004.

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * DIETSCHY P.J., GOSDSCHAN T., Contrefaçon de médicaments: une nouvelle menace pour la sécurité des médicaments, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 15, p. 776.
- * DIETSCHY P.J., GOSDSCHAN T., Arzneimittelfälschungen : Eine neue Bedrohung der Arzneimittelsicherheit, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 15, p. 772.

Assurances sociales

- * ALBERTINI Michele, Trasmissione di diagnosi mediche e protezione dei dati, principi generali con particolare riferimento all'assistenza e cura a domicilio nel Cantone Ticino, *Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese*, II – 2003 p. 443.
- * CATTANEO Daniele, La promozione del disabile : esempi scelti dalle assicurazioni sociali, *Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese*, II – 2003 p. 571.
- * CUENI S., La nouvelle carte européenne d'assurance-maladie, *Sécurité sociale*, 2004, n° 3, p. 184.
- * DUC J.-L., Les rapports entre assureurs LAA et assureurs LAMal, *SZS*, 2(2004), p. 118.
- * DUC J.-L., Spécialiste des tarifs médicaux. Point de vue d'un juriste, *Courrier du médecin vaudois*, n° 3 2004, p. 6.
- * DUC J.-L., Que penser d'une suppression de l'obligation de contracter dans l'assurance-maladie obligatoire des soins régie par la LAMal ?, in *PJA*, 4/2004, p. 470.
- * GASSMANN J., Psychotherapie : Was übernimmt die Krankenkasse?, *Pro mente sana*, 2/04, p. 24.
- * MAESTRI Monica, La 4a revisione della LAI, *Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese*, II – 2003 p. 631.
- * POLEDNA T., Ausstand von Leistungserbringern im Krankenversicherungsrecht – Überblick und Grundlagen, in *PJA*, 6/2004, p. 649.
- * STEVENS A., FOERSTER K., Über den Ursachenzusammenhang in der medizinischen Begutachtung, *SZS*, 2(2004), p. 93.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * AEMISEGGER H., SCHERRER K., fürsorgerische Freiheitsentziehung und Zwangsmedikation nach der Praxis des Bundesgerichtes, *Jusletter*, 3. Mai 2004.

- * BORGHI Marco, L'autonomia nella prassi psichiatrica in Ticino e nel progetto di revisione del diritto di tutela, *Rivista di diritto amministrativo e tributario ticinese*, II – 2003 p. 547.
- * GRAF M., EICHHORN M., Werden psychiatrische Patienten zunehmend kriminalisiert, um für sie Behandlungsmöglichkeiten zu schaffen?, *Jusletter*, 3. Mai 2004.
- * HATAM S., Les directives anticipées: prévenir ou guérir?, *Pro mente sana*, 2/04, p. 39.
- * KUNZ R., Vertrauenmissbrauch in der Therapie, wo fängt er an, wie kann ich mich wehren?, *Pro mente sana*, 2/04, p. 22.
- * LEUBA A., TRITTEN C., Petit état des lieux des droits de la personne face à la mort en Suisse, *SNM News*, n° 41, 2004, p. 5.
- * MEIER PH., Résumé de jurisprudence novembre 2003 à avril 2004, *Revue du droit de tutelle* 2004, p. 93 (résumés et remarques notamment sur : CEDH, affaire Glass c. Royaume-Uni ; ATF 130 I 16).
- * MEYER T., BLUM F., Der Alkoholpatient, sein Arzt und die IV, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 25, p. 1333.
- * SANTI C., SOLTERMAN B., Aktengutachten – Arztgeheimnis und Datenschutz, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 27, p. 1463.
- * SCHNYDER B., Die Entstehung und die Inhalte des neuen Erwachsenenschutzrechts, *Jusletter*, 3. Mai 2004.

Ethique biomédicale

- * RÜETSCHI D., Die medizinisch-ethischen Richtlinien der SAMW aus juristischer Sicht, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 23, p. 1222.
- * WITZIG T., Nouveau code de bonnes pratiques de l'industrie pharmaceutique, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 16, p. 828.
- * WITZIG T., Neuer Verhaltenskodex der pharmazeutischen Industrie, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 16, p. 827.

Euthanasie

- * FISCHER J., Die Schweizerische Akademie der medizinischen Wissenschaften zur Suizidbeihilfe, *Ethik in der Medizin*, H. 2, 2004, p. 165.
- * GIGER H., Reflexionen über Tod und Recht : Sterbehilfe im Fokus von Wissenschaft und Recht Buchbesprechungen, in *PJA*, 5/2004, p. 622.

- * MARTIN J., Législation, interruption de grossesse et fin de vie, *Médecine et Hygiène* 2490, 14 juillet 2004, p. 1498.
- * MINELLI L. A., Die EMRK schützt die Suizidfreiheit, in *PJA*, 5/2004, p. 491.
- * NAU J.-Y., Euthanasie : les termes actuels du débat européen, *Médecine et Hygiène* 2483, 19 mai 2004, p. 1118 ; (2) 2484, 26 mai 2004, p. 1181 ; (3) 2485, 2 juin 2004, p. 1245 ; (4) 2486, 9 juin 2004, p. 1309 ; (5) 2487, 16 juin 2004, p. 1352 ; (6) 2488, 23 juin 2004, p. 1405 ; (7) 2489, 30 juin 2004, p. 1461.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * ALBRECHT P., Rechtsgutachten zur Strafbarkeit der Verletzung des ärztlichen Berufsgeheimnisses gemäss Art. 321 StGB, *HAVE/REAS* 1/2004, p. 60.
- * SCHMID N., Rechtsgutachten zum Arztgeheimnis nach StGB Art. 321 bei der Erstellung von Aktengutachten, *HAVE/REAS* 1/2004, p. 52.

Génétique humaine et biotechnologies

- * FUHRER S., Von der Schwierigkeit, den Wolf an den Ohren zu packen. Anmerkungen zu den versicherungsrechtlichen Bestimmungen des Entwurfs zu einem Bundesgesetz über genetische Untersuchungen beim Menschen, *HAVE/REAS*, 3/2003, p. 181.

Nouvelles techniques de l'information et santé

- * RUCH A., Regulierungsfragen der Gentechnologie und des Internet, *Revue de droit suisse*, NF 123, II 2004.

Recherche biomédicale

- * ADDOR F., BÜHLER L., Die Patentierung menschlicher embryonaler Stammzellen, *sic!* 5/2004, p. 383.
- * GRUBER F. P. et al., Tierschutz und Wissenschaft, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 24, p. 1291.
- * SPRUMONT D., Réglementation de la recherche : vide juridique ou ignorance de la loi ?, *Médecine et Hygiène* 2479, 21 avril 2004, p. 883.

Responsabilité médicale

- * COLOMB E., Invalidité: de l'expert et du médecin traitant, *Plädoyer*, 2/2004, p. 56.
- * JÄGER P., Darstellung und Kritik der neueren Rechtsprechung des Eidgenössischen Versicherungsgerichts zum adäquaten Kausalzusammenhang beim Schleudertrauma der Halswirbelsäule, *HAVE/REAS*, 4/2003, p. 291.

- * KUHN HP., FAVRE N., Bureau d'expertises extrajudiciaires de la FMH : Rapport annuel 2003, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 21, p. 1088.
- * KUHN HP., FAVRE N., FMH-Gutachterstellen : Jahresbericht 2003, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 21, p. 1083.
- * OTT W. E., Medizinische und rechtliche Abklärung von Ärztehaftpflichtfällen, *HAVE/REAS*, 4/2003, p. 275.

Systeme de santé, politique de la santé

- * EICHHORN M. et al., Entscheide der Psychiatrierekurskommission des Kantons Basel-Stadt im Jahr 2000. Rekursverfahren bei fürsorgerischen Freiheitsentziehungen in einem Schweizer Kanton, *Jusletter*, 3. Mai 2004.
- * RABIA L., Traitement de patients en provenance des Etats de l'UE et de l'AELE : carte européenne d'assurance-maladie et droits des patients, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 28, p. 1488.
- * RABIA L., Behandlung von Patienten aus EU-und EFTA-Staaten : europäische Versicherungskarte und Ansprüche, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 28, p. 1487.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

- * AYER A., DESPLAND B., *Loi fédérale sur l'assurance-maladie, Edition annotée*, Neuchâtel, Médecine & Hygiène, 2004.
- * EICHENBERGER TH., MARTI M., *Recht für der Ärzte*, Bern, Haupt, 2004.

RSDS N°5

Cette rubrique présente les références des dernières parutions juridiques en matière de droit de la santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger. Ce numéro couvre en principe la période entre **le 1^{er} août 2004 et le 30 octobre 2004**.

Diese Rubrik gibt Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheitsrecht. Sie wird auf Grund von nahezu Hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der Schweiz und dem Ausland zusammengestellt. Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode **vom 1. August bis zum 30. Oktober 2004**.

Législation/ Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

- * Conseil de l'Europe. Résolution Rec(2004)1394 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur la responsabilité des hommes, et particulièrement des jeunes hommes, en matière de santé génésique, texte adopté le 7 septembre 2004 par la Commission permanente de l'Assemblée parlementaire.
- * Conseil de l'Europe. Recommandation Rec(2004)10F du Comité des Ministres aux Etats membres relative à la protection des droits de l'homme et de la dignité des personnes atteintes de troubles mentaux adoptée par le Comité des Ministres le 22 septembre 2004, lors de la 896e réunion des Délégués des Ministres.
- * Conseil de l'Europe. Résolution Rec(2004)1399 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur une Stratégie européenne pour la promotion de la santé et des droits sexuels et reproductifs, texte adopté le 5 octobre 2004 lors de la 27e séance de l'Assemblée.
- * Conseil de l'Europe. Recommandation Res(2004)1675 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur une Stratégie européenne pour la promotion de la santé et des droits sexuels et reproductifs, texte adopté le 5 octobre 2004 lors de la 27e séance de l'Assemblée.

II. Droit communautaire / Europarecht

Droit édicté / Erlassenes Recht

- * Règlement (CE) n° 1455/2004 de la Commission du 16 août 2004 concernant l'autorisation décennale d'utilisation dans l'alimentation animale de l'Avatec 15 %, additif appartenant au groupe des coccidiostatiques et autres substances médicamenteuses, JO L 269 du 17 août 2004.
- * Règlement (CE) n° 1463/2004 de la Commission du 17 août 2004 concernant l'autorisation décennale d'utilisation dans l'alimentation animale du Sacox 120 microGranulate, additif appartenant au groupe des coccidiostatiques et autres substances médicamenteuses, JO L 270 du 18 août 2004.
- * Règlement (CE) n° 1464/2004 de la Commission du 17 août 2004 concernant l'autorisation décennale d'utilisation dans l'alimentation animale du Monteban, additif appartenant au groupe des coccidiostatiques et autres substances médicamenteuses, JO L 270 du 18 août 2004.
- * Décision du Comité mixte de l'EEE no 34/2004 du 23 avril 2004 modifiant l'annexe I (Questions vétérinaires et phytosanitaires) de l'accord EEE, JO L 277 du 26 août 2004.
- * Décision de la Commission du 19 juillet 2004 concernant la mise sur le marché, conformément à la directive 2001/18/CE du Parlement européen et du Conseil, d'un maïs génétiquement modifié (*Zea mays* L. lignée NK603) pour améliorer sa tolérance au glyphosate [*notifiée sous le numéro C(2004) 2761*], JO L 295 du 18 septembre 2004.
- * Règlement (CE) no 1646/2004 de la Commission du 20 septembre 2004 modifiant l'annexe I du règlement (CEE) no 2377/90 du Conseil établissant une procédure communautaire pour la fixation des limites maximales de résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments d'origine animale, JO L 296 du 21 septembre 2004.
- * Directive 2004/93/CE de la Commission du 21 septembre 2004 portant modification de la directive 76/768/CEE du Conseil en vue de l'adaptation au progrès technique de ses annexes II et III, JO L 300 du 25 septembre 2004.
- * Directive 2004/95/CE de la Commission du 24 septembre 2004 modifiant la directive 90/642/CEE du Conseil relative aux teneurs maximales pour la bifenthrine et le famoxadone établies par la directive, JO L 301 du 28 septembre 2004.

- * Directive 2004/96/CE de la Commission du 27 septembre 2004 modifiant la directive 76/769/CEE du Conseil, en ce qui concerne la limitation de la mise sur le marché et de l'emploi du nickel dans les parures de piercing, en vue d'adapter son annexe I au progrès technique, JO L 301 du 28 septembre 2004.
- * Directive 2004/97/CE de la Commission du 27 septembre 2004 modifiant la directive 2004/60/CE de la Commission en ce qui concerne les délais, Jo L 301 du 28 septembre 2004.
- * Directive 2004/99/CE de la Commission du 1er octobre 2004 modifiant la directive 91/414/CEE du Conseil en vue d'y inscrire les substances actives acétamipride et thiaclopride, JO L 309 du 6 octobre 2004.
- * Décision de la Commission du 29 septembre 2004 reconnaissant en principe la conformité des dossiers transmis pour examen détaillé en vue de l'inscription éventuelle du proquinazid, de l'IKI-220 (flonicamide) et du gamma-cyhalothrine à l'annexe I de la directive 91/414/CEE du Conseil [*notifiée sous le numéro C(2004) 3384*], JO L 313 du 12 octobre 2004.
- * Règlement (CE) n° 1765/2004 de la Commission du 13 octobre 2004 modifiant le règlement (CE) n° 2076/2002 en ce qui concerne le maintien de l'utilisation de substances énumérées à l'annexe II, JO L 315 du 14 octobre 2004.
- * Règlement (CE) n° 1876/2004 de la Commission du 28 octobre 2004 modifiant l'annexe I du règlement (CE) n° 953/2003 visant à éviter le détournement vers des pays de l'Union européenne de certains médicaments essentiels, JO L 326 du 29 octobre 2004.

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

- * Échange de lettres entre la Commission des Communautés européennes et l'Office international des épizooties, JO C 215 du 27 août 2004.
- * Échange de lettres entre la Commission des Communautés européennes et l'Office international des épizooties, JO C 215 du 27 août 2004.
- * Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 juillet 2004 au 15 août 2004 [Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement du Conseil (CEE) no 2309/93], JO C 215 du 27 août 2004.
- * Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 juillet 2004 au 15 août 2004 — Décision(s) prise(s) en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE, JO C 215 du 27 août 2004.
- * Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 août 2004 au 15 septembre 2004 [Publication

en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement (CEE) no 2309/93 du Conseil], JO C 237 du 24 septembre 2004.

- * Avis du comité économique et social européen sur la Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions – Renforcer l'industrie pharmaceutique européenne dans l'intérêt des patients – Propositions d'action (COM(2003) 383 final), JO C 241 du 28 septembre 2004.
- * Recommandation de la Commission du 11 octobre 2004 relative au contrôle des niveaux de fond de dioxines et de PCB de type dioxine dans les denrées alimentaires [*notifiée sous le numéro C(2004) 3462*], JO L 321 du 22 octobre 2004.
- * Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 septembre 2004 au 15 octobre 2004 [*Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement (CEE) n° 2309/93 du Conseil*], JO C 266 du 29 octobre 2004.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl>.

Droit édicté / Erlassenes Recht

France

- * Loi n° 2004-800 du 6 août 2004 relative à la bioéthique

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

Droit édicté / Erlassenes Recht

[RO/AS 2004 n° 32-46 (23 NOVEMBRE 2004)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

- ✱ Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal), du 18 mars 1994. Modification du 8 octobre 2004 (tarifs des soins), en vigueur dès le 1^{er} janvier 2005 et jusqu'au 31 décembre 2006 (loi déclarée urgente conformément à l'art. 165 al. 1 Cst), RO 2004 4375, FF 2004 5167.

- ✱ Loi fédérale sur l'adaptation des participations cantonales aux coûts des traitements hospitaliers dispensés dans le canton selon la loi fédérale sur l'assurance-maladie, du 21 juin 2002. Modification du 8 octobre 2004, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2005 et jusqu'au 31 décembre 2006 (loi déclarée urgente conformément à l'art. 165 al. 1 Cst), RO 2004 4373, FF 2004 5167.

- ✱ Loi fédérale sur la prorogation de l'arrêté fédéral sur la prescription médicale d'héroïne, du 20 juin 2003, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2005 (prorogation de l'arrêté jusqu'à la révision de la loi fédérale sur les stupéfiants, mais au plus tard jusqu'au 31 décembre 2009), RO 2004 4387.

- ✱ Ordonnance du DFI relative aux primes moyennes cantonales en 2005 de l'assurance obligatoire des soins pour le calcul des prestations complémentaires, du 20 octobre 2004, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2005 jusqu'au 31 décembre 2005, RO 2004 4569.

- ✱ Ordonnance du DFI sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens à la Faculté de biologie et de médecine de l'Université de Lausanne, du 21 octobre 2004, en vigueur dès le 1^{er} novembre 2004, RO 2004 4475.

- ✱ Ordonnance du DFI sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens pour les deux premières années d'études à la Faculté de médecine de l'Université de Zurich, du 21 octobre 2004, en vigueur dès le 1^{er} novembre 2004, RO 2004 4483.

- ✱ Ordonnance du DFI sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens à la Faculté de médecine de l'Université de Genève, du 21 octobre 2004, en vigueur dès le 1^{er} novembre 2004, RO 2004 4489.

- ✱ Ordonnance du DFI sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens pour les deux premières années d'études au Département de médecine de la Faculté des sciences de l'Université de Fribourg, du 21 octobre 2004, en vigueur dès le 1^{er} novembre 2004, RO 2004 4497.

- ✱ Ordonnance du DFI sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens en médecine vétérinaire, du 21 octobre 2004, en vigueur dès le 1^{er} novembre 2004, RO 2004 4505.

- ✱ Ordonnance du DFI sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens applicable au diplôme fédéral de pharmacien à l'Université de Bâle, à l'Ecole de pharmacie de Genève-Lausanne et à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, du 21 octobre 2004, en vigueur dès le 1^{er} novembre 2004, RO 2004 4513.

- * Ordonnance sur la formation postgrade et la reconnaissance des diplômes et des titres postgrades des professions médicales, du 17 octobre 2001. Modification du 31 mars 2004, en vigueur dès le 1^{er} octobre 2004, RO 2004 3869.
- * Ordonnance concernant la modification d'actes relevant de la législation sur les produits thérapeutiques, du 18 août 2004, en vigueur dès le 1^{er} septembre 2004, RO 2004 4037.
- * Ordonnance sur les médicaments vétérinaires (OMédV), du 18 août 2004, en vigueur dès le 1^{er} septembre 2004 (sauf quelques articles entrant en vigueur ultérieurement), RO 2004 4057.
- * Accord du 21 juin 1999 entre la Confédération suisse d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, sur la libre circulation des personnes. Décision n° 1/2004 du Comité mixte UE-Suisse portant modification de l'annexe III (reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles), adoptée le 30 avril 2004, RO 2004 4203.

Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse

[FF/BBL 2004 N° 32-46 (23 NOVEMBRE 2004)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

- * Loi fédérale sur l'assurance-accidents (LAA) du 20 mars 1981. Modification du 8 octobre 2004 (art. 92). Délai référendaire : 27 janvier 2005, FF 2004 5091.
- * Loi fédérale sur la transplantation d'organes, de tissus et de cellules (Loi sur la transplantation), du 8 octobre 2004. Délai référendaire : 27 janvier 2005, FF 2004 5115.
- * Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) du 18 mars 1994. Modification du 8 octobre 2004 (stratégie globale, compensation des risques). Délai référendaire : 27 janvier 2005, FF 2004 5141.
- * Loi fédérale sur l'analyse génétique humaine (LAGH), du 8 octobre 2004. Délai référendaire : 27 janvier 2004, FF 2004 5145.
- * Initiative populaire fédérale « Oui aux médecines complémentaires ». Examen préliminaire. Décision de la Chancellerie fédérale du 7 septembre 2004, FF 2004 4676.
- * Initiative populaire fédérale «pour la baisse des primes d'assurance-maladie dans l'assurance de base». Aboutissement selon décision de la Chancellerie fédérale du 17 août 2004, FF 2004 4437.

- * Message concernant l'initiative populaire «pour des aliments produits sans manipulations génétiques», du 18 août 2004, FF 2004 4629.
- * Message concernant la révision partielle de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (financement hospitalier), du 15 septembre 2004, FF 2004 5207.
- * Message relatif à la révision partielle de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (managed Care), du 15 septembre 2004, FF 2004 5257.
- * Message portant approbation du protocole à l'accord entre la Suisse et la CE sur la libre circulation des personnes, du 1er octobre 2004, FF 2004 5523.
- * Message relatif à l'approbation des accords bilatéraux entre la Suisse et l'Union européenne, y compris les actes législatifs relatifs à la transposition des accords («accords bilatéraux II»), du 1^{er} octobre 2004, FF 2004 5593.
- * Message concernant la loi fédérale sur la prorogation de l'arrêté fédéral sur le contrôle des transplants, du 10 novembre 2004, FF 2004 6285.
- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 17 août 2004, accordée à l'Institut de médecine sociale et préventive de l'Université de Berne FF 2004 4388.
- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, accordée à l'Hôpital de l'Ile à Berne, FF 2004 4543.
- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, accordée à l'Hôpital régional de Sion-Hérens-Conthey, du 26 octobre 2004, FF 2004 5408.
- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, accordée à l'*Institut für Rechtsmedizin der Universität Zürich-Irchel*, du 9 novembre 2004, FF 2004 6226.
- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 17 août 2004, FF 2004 4385.
- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 7 septembre 2004, FF 2004 4465.

- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 7 septembre 2004, FF 2004 4468.
- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 19 octobre 2004, FF 2004 5185.
- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 19 octobre 2004, FF 2004 5188.
- * Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné (reçues du 1^{er} janvier 2000 au 28 septembre 2004), FF 2004 5066.
- * Transfert de portefeuille d'assurance-maladie complémentaire de KBV à Helsana. Décision de l'OFAP du 30 juillet 2004, FF 2004 4447.
- Révision de la Loi sur l'assurance-maladie - procédure de consultation – *Préavis de la Commission de la Concurrence (art. 46 al. 2 Lcart), DPC 2004/3, pp. 248-258.*
- * JAAC, no 68.113, 2004 vol. V. Avis de l'Office fédéral de la justice du 22 juin 2004.
Article 119 al. 2 let. e et article 119a al. 3 de la Constitution fédérale. Interprétation de la notion d'interdiction du commerce et du principe de la gratuité dans le cadre du matériel biologique humain à la lumière des nouveaux développements biotechnologique.
- * JAAC, no 68.81, 2004 vol IV. Avis de droit de l'Office fédéral de la justice du 8 mai 2003.
Base constitutionnelle d'une législation fédérale visant à protéger la population contre le tabagisme passif.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait du “Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin”,
n° 3-4/2004 avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme,
à Fribourg)

Basel-Stadt / Bâle-Ville

- Regierungsratsbeschluss betreffend Genehmigung der Änderung des Pflegeheim-Rahmenvertrages in Sachen Subventionierung von Pflegeheimen und Pflegewohngruppen, vom 17.08.2004, in Kraft, Kantonsblatt 2004, Nr. 64, S. 1140.
- Pflegeheim-Rahmenvertrag zwischen dem Verband der gemeinnützigen Basler Alters- und Pflegeheim (VAP) einerseits und dem Kanton BS andererseits betr. die Subventionierung von Pflegeheimen und Pflegewohngruppen (Vertragsheime), vom 03.12.2001, in Kraft, Kantonsblatt 2004, Nr. 64, S.1141.

Freiburg / Fribourg

- Règlement de promotion de la deuxième année de la formation d'assistance en soins et santé communautaire, du 06.07.2004, entrée en vigueur le 06.07.2004, ROF/ASF 2004_089.
- Règlement concernant la promotion de la santé et la prévention du 14.06.2004, entrée en vigueur le 01.09.2004, ROF/ASF 2004_073.

Neuenburg / Neuchâtel

- Arrêté approuvant la Convention collective de travail de droit public du secteur de la santé du canton de NE (CCT Santé 21) du 12.12. 2003, du 11.08.2004, entrée en vigueur le 01.07.2004, FO 2004, N° 63, p. 953.

Waadt / Vaud

- Arrêté fixant le tarif cantonal pour les prestations ambulatoires et semi-hospitalières effectuées par les cliniques privées, en faveur des assurés affiliés auprès des assureurs-maladie, du 30.06.2004, entrée rétroactive au 01.01.2004, FAO 2004, N° 57, p. 20.
- Règlement sur les établissements sanitaires et les établissements apparentés de droit privé dans le canton de VD, du 16.06.2004, entrée en vigueur le 01.07.2004, FAO 2004, N° 53, p. 3.

Zug / Zoug

- Verordnung IV zum Gesundheitsgesetz com 08.06.2004, in Kraft ab 19.6.2004, GS 28, 109.
- Verordnung über stationäre und ambulante Langzeitpflege, vom 01.06.2004, in Kraft ab 05.06.2004, GS 28, 101.

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

(<http://www.echr.coe.int>)

* pas de jurisprudence significative durant la période considérée

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

(<http://curia.eu.int/fr/index.htm>)

- PFEIFFER ET AL. CONTRE DEUTSCHES ROTES KREUZ, KREISVERBAND WALDSHUT EV, aff. Jointes C-397/01, C-398/01, C-399/01, C-400/01, C-401/01, C-402/01, C-403/01, Arrêt de la Cour du 10 octobre 2004.
Politique sociale – Protection de la sécurité et de la santé des travailleurs – Directive 93/104/CE – Champ d’application – Secouristes accompagnant des ambulances dans le cadre d’un service de secours organisé par le Deutsches Rotes Kreuz – Portée de la notion de ‘transports routiers’ – Durée maximale hebdomadaire de travail – Principe – Effet direct – Dérogation – Conditions
- SYNETAIRISMOS FARMAKOPOION AITOLIAS & AKARNANIAS (SYFAIT) E.A. CONTRE GLAXOSMITHKLINE AEVE, aff. C-53/03, Conclusions de l’avocat général du 28 octobre 2004
Concurrence – Le refus d’une entreprise pharmaceutique dominante de satisfaire intégralement les commandes de ses clients afin de limiter le commerce parallèle ne constitue pas automatiquement un abus de position dominante.

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

Allemagne / Deutschland

- * BGH, Urt v. 23.3.2004 - VI ZR 428/02 (OLG Bamberg).
Beweislastumkehr bei Verstoss gegen Befinderhebungspflicht.
- BGH, Urt v. 27.4.2004 - VI ZR 34/03 (OLG Braunschweig).
Beweislastumkehr bei grobem Behandlungsfehler.
- BSG, Urt v. 28.4.2004 - B 6 KA 9/04 R (LSG Schlesw.-Holst.).
Zulassung zur vertragstherapeutischen Versorgung bei überschreiten der Altersgrenzen von 55 Jahren Beweislastumkehr bei grobem Behandlungsfehler.
- LG Göttingen, Urt v. 25.9.2003 - 6 S 12/03 (AG Göttingen).
Herausgabe eines Obduktionsberichtes an nahe Angehörige.
- OLG Köln, Beschl. v. 21.7.2004 - 5 U 75/03 (LG Aachen).
Entbehrlichkeit der Aufklärung beim „aufgeklärten Patienten“.
- OLG Koblenz, Urt v. 1.4.2004 - 5 U 844/03 (LG Koblenz).
Aufklärung über das Misserfolgsrisiko einer Operation : Voraussetzungen einer hypothetischen Einwilligung.

Autriche / Österreich

- * Recht der Medizin 4/2004, p. 151, OGH 13.02.2004.
Aufklärung bei Zahnextraktion

Belgique / Belgien

- * Revue de droit de la santé, 2004-2005, n°1, p. 31, Tribunal de première instance de Liège, 14 octobre 2003.
Libre choix du praticien professionnel. Hôpital universitaire. Contrat médical. Caractère « intuitu personae »

France / Frankreich

- * La Semaine Juridique, Edition générale, n° 39, 22 septembre 2004, p. 1641, CA Paris, 1^{re} ch. B, sect. 1, 17 juin 2004, V. c/Préfecture des Hauts de Seine (RG n° 04/06710, Juris-Data n° 2004-246622).

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante : <http://www.jaac.admin.ch>. La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante : <http://www.bger.ch/>.

- * ATF 130 IV 49 – Arrêt de la Cour de cassation du Tribunal fédéral du 21 juillet 2004.
Les autorités d'exécution sont compétentes pour ordonner une médication forcée si celle-ci correspond au but de la mesure et au type de traitement déterminés par le juge (art. 43 CPS).
- * ATF 130 V 163 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 9 janvier 2004.
Conditions auxquelles l'assurance-invalidité doit prendre en charge un appareil auditif dont le coût excède ce qui est prévu dans la convention tarifaire conclue entre l'OFAS et les fournisseurs de prestations pour les appareils auditifs.
- * ATF 130 V 185 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 6 mai 2004.
Les frais de dentiste (art. 3d/1 let. a LPC) comprennent en principe les coûts occasionnés par tous les traitements dentaires. Ceux-ci doivent être remboursés s'il s'agit d'un traitement simple, économique et adéquat (art. 8 OMPC).
- * ATF 130 V 196 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 26 février 2004.
Retrait de l'autorisation de pratiquer à un assureur-maladie (ACCORDA) en raison d'un surendettement (art. 13 al. 3 LAMal et 12 al. 5 OAMal).
- * ATF 130 V 215 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 11 février 2004.
Même après l'entrée en vigueur de la LPGA, il appartient aux cantons de régler la compétence et la procédure pour faire valoir une créance en remboursement de la différence des coûts selon l'art. 41 al. 3 LAMal. Un assureur-maladie n'a pas la compétence de rendre une décision à l'encontre d'un autre assureur-maladie. Un tel litige doit être porté devant le tribunal cantonal des assurances (art. 87 LAMal).
- * ATF 130 V 284 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 29 mars 2004.
L'ergothérapie est une prestation obligatoirement à charge de l'assureur-maladie si l'enfant atteint de troubles du développement moteur présente un dysfonctionnement grave engendrant des effets somatiques qui l'entravent notablement dans les actes ordinaires de la vie.

- ✱ ATF 130 V 288 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 7 mai 2004.
L'ergothérapie est une prestation obligatoirement à charge de l'assureur-maladie si l'enfant atteint de troubles du développement moteur présente un dysfonctionnement grave engendrant des effets somatiques qui l'entravent notablement dans les actes ordinaires de la vie. Portée de la fiche signalétique élaborée lors de la conférence interdisciplinaire de consensus entre médecins et assureurs.
- ✱ ATF 130 V 294 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 22 avril 2004.
Ne sont nécessaires au sens de l'art. 19a al. 1 let. a OPAS que les traitements dentaires occasionnés par une infirmité congénitale qui, pour des raisons médicales, requièrent une intervention au-delà de l'âge de 20 ans (précision de l'ATF 129 V 80).
- ✱ ATF 130 V 299 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 30 avril 2004.
Une opération de réduction mammaire n'est prise en charge par l'assurance obligatoire des soins que si une physiothérapie (en cas de douleurs au dos) n'est pas une possibilité de traitement alternatif approprié et efficace.
- ✱ ATF 130 V 352 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 12 mars 2004.
Un diagnostic de troubles somatoformes douloureux persistants n'entraîne en principe pas de limitation de longue durée de la capacité de travail pouvant conduire à une invalidité (art. 4 al. 1 LAI). Conditions auxquelles il peut être exceptionnellement dérogé à cette règle.
- ✱ ATF 130 V 377 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 18 mai 2004.
En règle générale, l'obligation de restitution du médecin pour traitement non économique fondée sur l'art. 56 LAMal englobe également le remboursement des coûts découlant des prestations accordées sur ordonnance du médecin concerné ainsi que des médicaments prescrits par lui et délivrés par les pharmaciens.
- ✱ JAAC, no 68.103, 2004 vol. IV. Décision du Conseil fédéral du 21 avril 2004.
Assurance-maladie. Tarif Spitex. Légalité de l'art. 9a al. 1 OPAS. Notion de tarif-cadre. Tarif uniforme.
- die Praxis, Heft n° 8/2004, n° 121, p. 674, Arrêt du Tribunal fédéral du 3 juin 2004 (7B.89/2004).
Die Zustellvorschriften richten sich nach den Allgemeinen Geschäftsbedingungen der Post. Will eine Krankenkasse, die sich selbst Rechtsöffnung erteilen kann, die Betreuung fortsetzen, muss sie ihre Verfügung der Schuldnerin vorerst ordnungsgemäß zustellen.
- die Praxis, Heft n° 8/2004, n° 124, p. 687 (= ATF 129 V 283), Arrêt du TFA du 17 mars 2003 (U 230/01 et U 232/01).
Par décision négative de l'AI concernant la réadaptation professionnelle, il faut comprendre une décision exécutoire. In casu, le droit à la rente transitoire s'est éteint lors de l'entrée en force du jugement statuant sur la question des dites mesures de réadaptation.

- die Praxis, Heft n° 9/2004, n° 126, p. 696 (= ATF 129 I 346), Arrêt du Tribunal fédéral du 24 juin 2004, I^{er} Cour de droit public (2P.236/2001).
Décret du 19 juin 2001 sur la contribution des résidents à la couverture des coûts d'investissement des établissements médico-sociaux d'intérêt public et des divisions pour malades chroniques des hôpitaux et des centres de traitement et de réadaptation d'intérêt public du canton de Vaud. Protection tarifaire selon l'art. 44 al. 1 LAMal.
- * RAMA 4/2004, p. 291 – Arrêt du TFA du 26 avril 2004 (K 36/03).
Les prestations obligatoires fournies dans la division commune d'un hôpital privé inscrit sur la liste cantonale des hôpitaux avec un mandat de prestation à l'égard des personnes obligatoirement assurées contre la maladie relèvent du domaine de réglementation de l'assurance sociale.
- * RAMA 4/2004, p. 298 – Arrêt du TFA du 30 avril 2004 (K 124/02).
Dans le système du tiers garant, un assureur-maladie peut agir également au nom de la personne assurée contre la volonté de cette personne devant le tribunal arbitral contre un fournisseur de prestations, car il n'appartient pas à l'autonomie de personnes privées de décider si des fournisseurs de prestations ont respecté les prescriptions légales tarifaires ou non lorsque la question est controversée de savoir si des prescriptions impératives de droit public ont été respectées lors de la facturation.
- * RAMA 4/2004, p. 315 – Arrêt du TFA du 4 mai 2004 (K 162/03).
Le Tribunal fédéral des assurances est compétent pour juger en dernière instance de l'équivalence d'une formation continue en tant que condition d'admission pour fournir des prestations.
- * RAMA 4/2004, p. 317 et 323 – Arrêts du TFA du 29 mars 2004 (K 35+36/02) et du 7 mai 2004 (K103/02).
En cas de troubles du développement moteur (F82, ICD-10), l'ergothérapie est une prestation obligatoirement à charge de l'assureur-maladie seulement si l'enfant concerné présente un dysfonctionnement grave engendrant des effets somatiques qui l'entravent notablement dans les actes ordinaires de la vie.
- * RAMA 4/2004, p. 330 – Arrêt du TFA du 30 avril 2003 (K 95/01).
Lors de l'examen de la prise en charge, par l'assurance obligatoire des soins, d'une opération de réduction mammaire, il faut se demander si des mesures conservatives, en particulier une physiothérapie en cas de douleurs au dos, constituent ou auraient pu constituer une possibilité de traitement alternatif efficace. Si tel est le cas, il convient encore d'examiner laquelle des 2 prestations est la plus appropriée.
- * RAMA 4/2004, p. 336 – Arrêt du TFA du 18 mai 2004 (K 150/03).
En règle générale, l'obligation de restitution du médecin pour traitement non économique fondée sur l'art. 56 LAMal englobe également le remboursement des coûts découlant des prestations octroyées sur ordonnance du médecin

concerné ainsi que des médicaments prescrits par lui et remis par les pharmaciens.

- * RAMA 4/2004, p. 340 et 352 – Arrêts du TFA du 26 avril 2004 (K 139/02) et du 3 juin 2004 (K 48/03).
Sont réputés nécessaires au sens de l'art. 19a al. 1 let. a OPAS seulement ceux des traitements dentaires occasionnés par une infirmité congénitale qui, pour des raisons médicales, requièrent une intervention au-delà de l'âge de 20 ans. L'assurance obligatoire des soins ne peut pas être appelée à répondre des coûts résultant de traitements qui auraient pu être effectués entre cette limite temporelle – et qui auraient été à charge de l'assurance-invalidité – mais qui ne l'ont pas été pour des motifs échappant à la sphère d'influence de l'assureur-maladie.
- * Revue suisse de jurisprudence, 100 (2004) n ° 19, p. 495, ATF 6A.2/2004 du 21 juillet 2004
S'il apparaît seulement au cours de l'exécution d'une mesure au sens de l'art. 43 ch. 1 al. 1 CP que l'administration forcée d'un médicament est nécessaire, les autorités d'exécution sont compétentes pour l'ordonner, pour autant que cela soit conforme au but de la mesure et s'insère dans le traitement tel qu'il a été prévu par le jugement.
- * Semaine judiciaire 2004/26, p. 389. Arrêt du Tribunal fédéral du 6 janvier 2004.
Admission aux examens fédéraux des professions médicales. Requête de réexamen. Production de nouvelles pièces. Erreur dans l'interprétation d'une décision.
- Semaine judiciaire, 2004/27, 407. Arrêt du Tribunal fédéral su 31 octobre 2003.
Accident de la circulation. Causalité naturelle et adéquate avec un accident vasculaire consécutif à une opération ultérieure. Causalité indirecte.

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

Aargau / Argovie

- * ZBI. 10/2004, p. 553 ss – Entscheid des Regierungsrats vom 26. März 2003.
Stationäre suchtspezifische Massnahme gemäss Art. 44 StGB (Behandlung von Trunk- und Rauschgiftsüchtigen).

Bern / Berne

- * BVR/JAB 2004 p. 289 ss – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 24.11.2003.
Responsabilité pour un conseil lacunaire donné par un généticien. Dommage dans le cas d'un enfant non désiré né sain ou handicapé ?
- * BVR/JAB 2004 p. 476 ss – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 24.02.2004.

Assurance-accidents : communication du nom d'un expert (art. 44 LPGA).

Solothurn / Soleure

- SOG 2002 p. 161. Sozialversicherungsrecht.
Notwendige medizinische Massnahmen bei Geburtsgebrechen. Einfachheit und Zweckmässigkeit. Zur Verbesserung der Eingliederungschancen kann die Zweitversorgung eines tauben Jugendlichen mit einem Cochlea-Implantat auf Kosten der Invalidenversicherung angezeigt sein.

Zug / Zoug

- * ZG Gerichts- und Verwaltungspraxis 2003, p. 144 ss – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 27. November 2003.
Eine ordentliche Zulassung als Leistungserbringer zulasten der Krankenkassen ist ausgeschlossen, wenn die Höchstzahl der Leistungserbringer dieser Kategorie nach der Zulassungsverordnung bereits erreicht oder überschritten ist. Gründe für eine ausnahmsweise Zulassung zufolge Unterversorgung sind nicht gegeben, wenn ein Kanton die hochspezialisierte Spitalversorgung nur ausser kantonale abdecken will.
- * ZG Gerichts- und Verwaltungspraxis 2003, p. 147 ss – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 21. Mai 2003.
Zuständigkeit zur Überprüfung von Zwangsmassnahmen im Gesundheitswesen. Zulässigkeit von Zwangsmassnahmen (Zwangsmedikation und Zwangsisolation).
- * ZG Gerichts- und Verwaltungspraxis 2003, p. 152 ss – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 17. Juni 2003.
Die zuständige Behörde kann der Privatapotheke eines selbstdispensierenden Arztes das Zusammenmischen von verwendungsfertigen Arzneimitteln zu applikationsfertigen Inhalanda bewilligen.

Zürich / Zurich

- * Décision du tribunal administratif cantonal du 19.05.2004.
Publicité pour une préparation vitaminée.
- * RB VwG ZH 2003, Nr 60, S. 144 ff – Entscheid des Verwaltungsgerichts (3. Kammer), vom 10. Juli 2003, Nr VB.2003.00160.
Mangels gesetzlicher Grundlage darf einem Arzt die Bewilligung zur selbständigen ärztlichen Berufsausübung nicht allein deswegen entzogen werden, weil er keine Praxis mehr führt. § 7 Abs. 1 lit. a GesundheitsG.
- * RB VwG ZH 2003, Nr 61, S.149 – Entscheid des Verwaltungsgerichts (3. Kammer), vom 10. Juli 2003, Nr VB.2003.00139 und VB.2003.00153.
Die Bewilligung zur selbständigen nichtärztlichen psychotherapeutischen Berufstätigkeit wird an Gesuchstellende nur erteilt, wenn die drei in § 22 Abs. 1 GesundheitsG aufgeführten Ausbildungselemente (Psychologiestudium, integrale Spezialausbildung und unselbständige psychotherapeutische Tätigkeit) in einer zeitlichen Stufenfolge absolviert werden.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * ASHCROFT RE., FRANEY C., Further ethical and social issues in using a cocaine vaccine: response to Hall and Carter, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 341.
- * BENNETT C., LUMINARI S. AND AL., Pure Red-Cell Aplasia and Epoetin Therapy, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 1403.
- * BOLLWEG H.-G., Die Arzneimittelhaftung des AMG nach dem 2. Schadenersatzrechtsänderungsgesetz, *Medizinrecht*, H. 9, 2004, p. 486.
- * DECAUDIN B., VION D., Préparation des dispositifs médicaux stériles en établissements de santé : prérogatives et responsabilité du pharmacien, *Médecine & droit*, mai-août 2004, n° 66-67, p. 91.
- * DEGUERGUE M., L'autorité compétente pour imposer des vaccinations obligatoires à certains militaires, *Revue de droit sanitaire et social*, 2004, n°3, p. 608.
- * FOUASSIER E., Sanction ordinale et déconventionnement d'un pharmacien : une affaire très privée, *Dalloz*, 2004, n°39, p. 2811.
- * FRANK RG., Prescription-Drug Prices, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 1375-1377.
- * HALL W., CARTER L., Ethical issues in using a cocaine vaccine to treat and prevent cocaine abuse and dependence, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 337.

- * HART D., Der regulatorische Rahmen der Nutzenbewertung : Vom Arzneimittelrecht zum HTA-Recht, *Medizinrecht*, H. 9, 2004, p. 469.
- * HASMAN A., HOLM S., Nicotine conjugate vaccine: is there a right to a smoking future, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 344.
- * HAYRY M., Prescribing cannabis: freedom, autonomy, and values, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 333.
- * MERCIER C., SICOT I., et LAW E. Y., Le rappel à la rigueur de la cour de cassation en matière de responsabilité du fait des produits défectueux, *Médecine & droit*, mars-avril 2004, n°65, p. 50.
- * PEIGNE J., La réforme de la législation pharmaceutique européenne, *Revue de droit sanitaire et social*, 2004, n°3, p. 577.
- * SCHERER FM., The Pharmaceutical Industry – Prices and Progress, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 927.
- * SCHROEDER SA., The Tobacco Buyout and the FDA, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 1377.
- * STEINBROOK R., Medical Marijuana, Physician-Assisted Suicide, and the Controlled Substances Act, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 1380-1383.
- * TRONTELL A., Expecting the Unexpected – Drug Safety, Pharmacovigilance, and the Prepared Mind, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 1385.
- * WAGNER M., Kein Aprilscherz : das Urteil des Europäischen Gerichtshofes vom 1. April 2004 in der Rechtssache C-112/02 zum Parallelimport von Arzneimitteln, *Medizinrecht*, H. 9, 2004, p. 489
- .
- * WENZEL RP., The Antibiotic Pipeline – Challenges, Costs and Values, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 523.

Assurances sociales

- * BLOCHE MG., Back to the '90s – The Supreme Court Immunizes Managed Care, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 1277.
- * COHU S. ET LEQUET-SLAMA D., La loi de modernisation de Medicare : une réforme en demi-teinte, *Revue de droit sanitaire et social*, 2004, n°3, p. 598.
- * HERZLINGER RE., PARSA-PARSI R., Consumer-Driven Health Care. Lessons from Switzerland, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 1213.
- * MARINER WK., The Supreme Court's Limitation of Managed Care Liability, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 1347.

- * REINHARDT UE., The Swiss Health System. Regulated Competition without Managed Care, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 1227.
- * SCHULTE-NÖLKE H., Zur Vergütung privatärztlicher Operationsleistungen, Konturen des so genannten Zielleistungsprinzips in der GOÄ, NJW 32/2004, p. 2273.
- * TSENG CW., BROOK RH., KEELER E. AND AL., Cost-Lowering Strategies Used by Medicare Beneficiaries Who Exceed Drug Benefit Caps and Have a Gap in Drug Coverage, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 952.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * ARON E., Le devoir de santé, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, Tome 188 n° 1, p. 109.
- * AVEYARD H., The patient refuses nursing care, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 346.
- * BAUDOIN J.-L., La nouvelle donne, les enjeux, les changements des contextes au Québec, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 9.
- * CATON J., LUCAS-BALOUP I., L'évolution récente de la preuve en droit médical français et ses conséquences sur les assurances en responsabilité civile professionnelle (RCP), *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 101.
- * CLAVERANNE J.-P., VINOT D., L'émergence des droits des patients dans les systèmes de santé occidentaux : anciens problèmes et nouveaux défis, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 17.
- * DE LAMBERTERIE I., La place du consentement dans la collecte et le traitement des informations sensible : la situation de la France, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 59.
- * DE SANDOLS-ROY B., La suspension de peine pour raison médicale. Une parenthèse de la peine contre une parenthèse de la santé, *Droit, déontologie & soin*, vol. 4, n° 1, 2004, p. 4.
- * DEBIEF J., L'indemnisation du défaut de consentement du patient : les limites de la théorie de la perte de chance, *Droit, déontologie & soin*, vol. 4, n° 1, 2004, p. 16.
- * DEMERS D., Les droits et obligations des patients : le regard des usagers, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 129.
- * DEVERS G., Directeur des soins, autant de droits que de devoirs, Commentaire de l'arrêt du Conseil d'État du 5 avril 2004, *Droit, déontologie & soin*, vol. 4, n° 2, 2004, p. 245.

- * DONDORP W., LEGEMAATEJ., VAN DE KLIPPE H., The Retention of Medical Records : Dutch Health Council Report in Favour of Statutory Change, *European Journal of Health Law*, September 2004, vol. 11, iss. 3, p. 273.
- * DUVAL-ARNOULD, D., Le juge civil face au secret médical, *Le Dalloz*, 2004, n° 37, p. 2682.
- * GERTZ R., Is it 'Me' or 'We'? Genetic Relations and the Meaning of 'Personal Data' under the Data Protection Directive, *European Journal of Health Law*, September 2004, vol. 11, iss. 3, p. 231.
- * GILIBERT C., Le droit à la protection de la santé des personnes démunies mis en oeuvre par les permanences d'accès aux soins de santé, *Droit, déontologie & soin*, vol. 4, n° 2, 2004, p. 165.
- * GIRER M., le consentement Contractuel : mythe et réalité. Pour une autre façon de penser les rapports patients-professionnels, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 41.
- * KARLAWISH JH., BONNIE RJ., APPELBAUM PS. AND AL., Addressing the Ethical, Legal and Social Issues Raised by Voting by Persons With Dementia, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 1345.
- * LANGLOIS E., Droit des malades : une nouvelle éducation morale, *Droit, déontologie & soin*, vol. 4, n° 2, 2004, p. 237.
- * MARCHAND M., Les droits et les obligations des patients vus du Québec et par le biais de l'éthique professionnelle, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 107.
- * MARVALIN S., Les droits et obligations des patients : demain, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 135.
- * MANNING J., Informed Consent to Medical Treatment: The Common Law and New Zealand's Code of Patients' rights, *Medical Law Review*, 12, Summer 2004, p. 181.
- * MEMETEAU G., Le contrat médical, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 27.
- * MILZER L., Die Patientenverfügung : ein Rechtsgeschäft mit ablaufendem Haltbarkeitsdatum, *NJW*, 32/2004, p. 2277.
- * MONEGER F., L'accouchement sous X d'une mère de nationalité étrangère, *Revue de droit sanitaire et social*, 2004, n°3, p. 691.
- * POISSON-DROCOURT E., recours à une mère de substitution et refus de l'adoption, *Dalloz*, 2004, n°28, p. 1998

- * ROMERO-ORTUÑO R., Access to health care for illegal immigrants in the EU: should we be concerned ?, *European Journal of Health Law*, September 2004, vol. 11, iss. 3, p. 245.
- * ROSS N., Improving surgical consent, *Lancet*, 364 (2004), p. 812.
- * ROY D.R., Les droits et obligations des patients : la réponse des établissements de santé, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 115.
- * SCHELLING P., Die Pflicht des Arztes zur wirtschaftlichen Aufklärung im Lichte zunehmender ökonomischer Zwänge im Gesundheitswesen, *Medizinrecht*, H. 8, p. 422.
- * SEVERIN E., Réparer ou punir ? L'interruption accidentelle de grossesse devant la Cour européenne des droits de l'homme, *Le Dalloz*, 2004, n° 39, p. 2801.
- * SOULARD A., Le pouvoir des proches à l'avènement de la mort, *Médecine & droit*, mai-août 2004, n°66-67, 81.
- * THOUVENIN D., Les droits des personnes malades ne peuvent être transformées en obligations, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 79.
- * TRUDEL P., La protection du droit à la vie privée dans les réseaux de soins au Québec, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 67.

Ethique biomédicale

- * BERLINGUER G., Bioethics, health, and inequality, *Lancet* 364 (2004), p. 1086.
- * HORTON R., Rediscovering human dignity, *Lancet* 364 (2004), p. 1081.
- * LANE M., Bioethics, health, and inequality, *Lancet* 364 (2004), p. 1017.
- * MARMOT M., Dignity and inequality, *Lancet* 364 (2004), p. 1017.
- * MILES S., Abu Ghraib : its legacy for military medicine, *Lancet* 364 (2004), p. 725.
- * PRAH RUGER J., Health and social justice, *Lancet* 364 (2004), p. 1075.
- * PRAH RUGER J., Ethics and the social determinants of health, *Lancet* 364 (2004), p. 1092.
- * RAINE R., SANDERSON C., HUTCHINGS A. AND AL., An experimental study of determinants of group judgement in clinical development, *Lancet* 364 (2004), p. 429.

Euthanasie

- * BARILAN YM., Is the clock ticking for terminally ill patients in Israel? Preliminary comment on a proposal for a bill of rights for the terminally ill, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 353.
- * GOLDIE J., SCHWARTZ L., MORRISON J., Students' attitudes and potential behaviour to a competent patient's request for withdrawal of treatment as they pass through a modern medical curriculum, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 371.
- * GORDIJN B., JANSSENS R., Euthanasia and palliative care in the Netherlands : an analysis of the latest developments, *Health care analysis*, vol. 12, is. 3, p. 195.
- * HILDEN HM., LOUHIALA P., PALO J., End of life decisions : attitudes of Finnish Physicians, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 362.
- * KLEIN M., Voluntary active euthanasia and the doctrine of double effect : a view from Germany, *Health care analysis*, vol. 12, is. 3, p. 225.
- * LOEWY E. H., Euthanasia, physician assisted suicide and other methods of helping along death, *Health care analysis*, vol. 12, is. 3, p. 181.
- * ROTHÄRMEL S., Terminale Sedierung aus juristischer Sicht : gebotener palliativmedizinischer Standard oder heimliche aktive Sterbehilfe ?, *Ethik in der Medizin*, Bd. 16, Nr. 4, 2004, p. 349.
- * STRÄTLING M., FIEBER U., SEDEMUND-ADIB, B., SCHMUCKER P., Mittelbare Folgen der BGH-Sterbehilfeentscheidung zum „Lübecker Fall“ für das deutsche Medizin- und Betreuungsrecht, *Medizinrecht*, H. 8, p. 433.
- * VANPEE D., SWINE C., Scale of levels of care versus DNR orders, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 351.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * BACH PB., HOANGMAI HP., SCHRAG D. AND AL., Primary care physicians who treat Blacks and Whites, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 575.
- * BERKMAN ND., WYNIA MK., CHURCHILL LR., Gaps, conflicts, and consensus in the ethics statements of professional associations, medical groups, and health plans, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 395.
- * BERWICK DM., KOTAGAL M., Restricted Visiting Hours in ICUs. Time to Change. *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 736.
- * ESCHER M., PERNEGER Th. V., CHEVROLET J.-Cl., National questionnaire survey on what influences doctors' decisions about admission to intensive care, *British medical journal*, 329 (2004), nr. 7463, p. 425.

- * EPSTEIN AM., Health Care in America – Still Too Separate, Not Yet Equal, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 603.
- * FINCHER RME., The Road Less Traveled – Attracting Students to Primary Care, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 630.
- * KNIGHT JR., A 35-Year-Old Physician With Opioid Dependence, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 1351.
- * RAWLINS MD., NICE Work – Providing Guidance to the British National Health Service, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 1383.
- * ROLAND M., Linking Physicians' Pay to the Quality of Care – A Major Experiment in the United Kingdom, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 1448.
- * STRUHKAMP R., Goals in their setting : a normative analysis of goal setting in physical rehabilitation, *Health care analysis*, vol. 12, is. 2, 2004, p. 131.
- * WHITCOMB ME., COHEN JJ., The Future of Primary Care Medicine, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 710.

Génétique humaine et biotechnologies

- * CAULFIELD T., KNOWLES L., MESLIN EM., Law and policy in the era of reproductive genetics, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 414.
- * DALEY GQ., Missed Opportunities in Embryonic Stem-Cell Research, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 627.
- * DUGUET A.M., ET AL., Les informations génétiques, droits des patients et confidentialité depuis la loi du 4 mars 2002, *Médecine & droit*, mars-avril 2004, n°65, p. 35.
- * MAY KONG W., The Regulation of Gene Therapy Research in Competent Adult Patients, Today and Tomorrow: Implications of Directive 2001/20/EC, *Medical Law Review*, 12, Summer 2004, p. 164.
- * NYS HFL., DUTE JCJ., A wrongful existence in the Netherlands, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 393.
- * OFFIT K., GROEGER E., TURNER S. AND AL., The “Duty to warn” a Patient's Family Members About Hereditary Disease Risks, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 1469.

Médecine légale

- * CORPART I., Les mesures d'instruction in futurum appliquées à la détermination des causes d'un décès, *Dalloz*, 2004, n°35, p. 2527.

- * SUREAU C., Remarques et recommandations de l'Académie nationale de médecine à propos de l' « Amendement Garraud », *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, Tome 188 n° 1, p. 141.

Médecine du sport

- * NOAKES TD., Tainted Glory – Doping and Athletic Performance, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 847.

Mesures médicales spéciales

- * BOYLE RJ, SALTER R., ARNANDER MW., Ethics of refusing parental requests to withhold or withdraw treatment from their premature baby, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 402.
- * JOHNSON CF., Child sexual abuse, *Lancet* 364 (2004), p. 462.

Nouvelles techniques de l'information et santé

- * BERG W., Telemedizin und Datenschutz, *Medizinrecht*, H. 8, p. 411.
- * GARDNER DE BEVILLE E., La vente de produits pharmaceutiques par internet, *Le Dalloz*, 2004, n° 35, p. 2554.

Procréation médicalement assistée

- * CANNOLD L., Who owns a dead man's sperm? *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 386.
- * OAKLEY J., Commentary, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 385.
- * PARKER MJ., 'Til Death Us Do Part: the ethics of post-mortem gamete donation, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 387.
- * PARKER M. Response to Orr and Siegler – collective intentionality and procreative desires: the permissible view on consent to posthumous conception, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 389-392.
- * SHELDON S., WILKINSON S., Hashmi and Whitaker : an unjustifiable and misguided distinction, *Medical Law Review*, 12, Summer 2004, p. 137.
- * SPRIGGS M., Woman wants dead fiancé's baby: who owns a dead man's sperm, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 384.

Recherche biomédicale

- * BRUSORIO M., La loi du 6 août 2004 relative à la bioéthique : la recherche sur l'embryon enfin autorisée, *Gazette du Palais*, juillet-août 2004, p. 2362.
- * BURNELL RH., O'KEEFE M., Asking parents unaskable questions, *Lancet*, 364 (2004), p. 737.
- * CALLIES I., ET AL., Enjeux éthiques des collections d'échantillons humains dans le cadre de la recherche. Le point sur les avancées et les incohérences du projet de loi relatif à la bioéthique, *Droit, déontologie & soin*, vol. 4, n° 2, 2004, p. 148.
- * CALWELL PHY., MURPHY SB., BUTOW PN. AND AL., Clinical trials in children, *Lancet* 364 (2004), p. 803.
- * DE ANGELIS C., DRAZEN JM., FRIZELLE FA. AND AL., Clinical trial registration : a statement from the international Committee of Medical Journal Editors, *Lancet* 364 (2004), p. 911.
- * DEPLANQUE L., et VERHAEGEN M.-N., La réutilisation de données à caractère personnel relatives à la santé en recherche médicale sous l'angle du droit belge. « Quand l'intérêt de la recherche rencontre celui de la protection de la vie privée du participant », *Revue de droit de la santé*, 2004-2005, n°1, p. 20.
- * CHEMTOB-CONCE, M.-C., la révision des lois de bioéthique, *Médecine & droit*, mai-août, 2004, n° 66-67, p. 71.
- * DIJON X., La contribution de la morale catholique à la formulation démocratique des lois bioéthiques, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 183.
- * DRAZEN JM., CURFMAN GD., Public Access to Biomedical Research, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 1343.
- * KREICHBERGS U., VALDIMARSDOTTIR U., STEINECK G. AND AL., A population-based nationwide study of parent's perceptions of a questionnaire on their child's death due to cancer, *Lancet* 364 (2004), p. 787.
- * LERNER BH., Sins of Omission. Cancer Research Without Informed Consent, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 628.
- * LISANTI C., La loi n° 2004-800 du 6 août 2004 relative à la bioéthique, *Revue droit & santé*, n°1, septembre 2004, p. 12.
- * MARTINEZ E., Les comités nationaux et européens d'éthique et l'émergence d'un droit européen de la bioéthique, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 199.
- * RENNIE D., Trial Registration. A Great Idea Switches From Ignored to Irresistible, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 1359.

- * STEINBROOK R., Conflicts of Interest at the NIH : Resolving the Problem, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 955.

Responsabilité médicale

- * BYK Ch., Le droit civil de l'enfant à naître : une double instrumentalisation ? (à propos de l'indemnisation de l'enfant né handicapé), *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 145.
- * CHARLOT M., Obligation d'obéissance, devoir de désobéissance, *Droit, déontologie & soin*, vol. 4, n° 1, 2004, p. 80.
- * CHIDIAC A., Condamnation des premières transfusions en France, *Médecine & droit*, mai-août 2004, n° 66-67, p. 89.
- * COELHO J., Responsabilité médicale : réflexions sur l'unification des règles de compétence juridictionnelle, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 153.
- * CORPART I., Délit d'homicide involontaire pour blessures périnatales mortelles, *Médecine & droit*, mai-août 2004, n°66-67, p. 67.
- * DEJEAN-PELIGRY M., L'affaire de l'Hôpital Trousseau : Illustration de l'évolution de la responsabilité pénale des acteurs de santé après la loi du 10 juillet 2000, *Droit, déontologie & soin*, vol. 4, n° 2, 2004, p. 189.
- * DELPRAT L., La loi du 2 janvier 2004 relative à la protection de l'enfance et le secret médical, *Gazette du Palais*, mars-avril 2004, p. 729.
- * DEMICHEL F., Les contradictions actuelles du droit de la santé (autour de la pensée d'André Demichel), *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 169.
- * GHOSH AK., GHOSH K., Misinterpretation of numbers : a potential source of physician's error, *Lancet* 364 (2004), p. 1108.
- * HENNION-JACQUET P., Handicap de l'enfant et gradation de la faute du praticien, *Dalloz*, 2004, n°39, p. 2814.
- * KACHALIA A., STUDDERT DM., Professional Liability Issues in Graduate Medical Education, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 1051.
- * KINDEL D. G., Hepatitis C : Neues Verjährung : Lichtblick durch eine E des OLG Wien vom 12.7.2002, AZ 4 R 45/02 w, *Recht der Medizin*, 02 (2003), p. 50.
- * LEFEUVRE-DARNAJOU K., La violence en milieu hospitalier : de la prévention à la sanction de la violence par le droit, *Médecine & droit*, mars-avril 2004, n°65, p. 54.

- * NIEL P., La faute caractérisée dans le diagnostic prénatal après la loi du 4 mars 2002 : commentaire Conseil d'Etat, 19 février 2003, *Médecine & droit*, mars-avril 2004, n°65, p. 42.
- * NULAND SB., Mistakes in the Operating Room – Error and Responsibility, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 1281.
- * OBOEUF O., Le devenir de la responsabilité médicale du fait d'autrui après la loi du 4 mars 2002, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 213.
- * PUIGELIER C., Existe-t-il un droit scientifique ?, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 249.
- * VION D., MAILLOLS A.-C. La réparation des dommages médicamenteux, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 293.
- * WILLIATTE-PELLITTERI L., Arrêt Civ. 1ère, 4 février 2003, n° 00-15575. Bull., 2003 I, n°40, p. 31, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 305.

Santé mentale et psychique

- * BOLTON P., STICHICK BETANCOURT T., Mental Health in Postwar Afghanistan, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 626.
- * GEVERS J.K.M., The European Court of Human Rights and the Incompetent Patient, *European Journal of Health Law*, September 2004, vol. 11, iss. 3, p. 225.
- * LOPES CARDOZO B., BILUKHA OO., GOTWAY CRAWFORD CA. AND AL., Mental Health, Social Functioning and Disability in Postwar Afghanistan, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 575.
- * PHAM PN., WEINSTEIN HM., LONGMAN T., Trauma and PTSD Symptoms in Rwanda. Implications for Attitude Toward Justice and Reconciliation, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 602.
- * ROGER Ph., L'hospitalisation psychiatrique sous contrainte, *Revue générale de droit médical*, n° 13, 2004, p. 275.
- * SCHOLTE WF., OLFF M., VENTVOGEL P. AND AL., Mental Health Symptoms Following War and Repression in Eastern Afghanistan, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 585-593.
- * SIMON GE., LUDMAN EJ., TUTTY S. AND AL., Telephone Psychotherapy and Telephone Care Management for Primary Care Patients Starting Antidepressant Treatment. A Randomized Controlled Trial, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 935.

SIDA, lutte contre les épidémies

- * FENTON L., Preventing HIV/AIDS through poverty reduction: the only sustainable solution, *Lancet* 364 (2004), p. 1186.
- * HRUSKA AJ., The Global Fund's principal recipients... or neglected partners, *Lancet* 364 (2004), p. 918.
- * STERN AM., Markel H., International Efforts to Control Infectious Diseases, 1851 to the Present, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 1474.

Systeme de sante, politique de la sante

- * ABDALIAN SE., Street Youth Mortality, Leaning With Intent to Fall, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 624.
- * LEANING J., Diagnosing Genocide – The Case of Darfur, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 735.
- * ROY E., HALEY N., LECLERC P. AND AL., Mortality in a Cohort of Street Youth in Montreal, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 569.
- * TASK FORCE ON HEALTH SYSTEMS RESEARCH, Informed choices for attaining the Millenium Development Goals : towards an international cooperative agenda for health-systems research, *Lancet* 364 (2004), p. 997.
- * TRAVIS P., BENNETT S., HAINES A. AND AL., Overcoming health-systems constraints to achieve the Millennium Development Goals, *Lancet* 364 (2004), p. 900.
- * WEBSTER D., VERNICK JS., ZEOLI AM. AND AL. Association Between Youth-Focused Firearm Laws and Youth Suicides, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 594.
- YAFFE M., What should the burden of proof be for acceptance of a new breast-cancer screening technique ? *Lancet* 364 (2004), p. 1111.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

- COMITE CONSULTATIF NATIONAL D'ETHIQUE POUR LES SCIENCES DE LA VIE ET DE LA SANTE, *Ethique et recherche biomédicale : rapport 2001*, La Documentation française, Paris, 2004
- * HAMANN P. A., FENGER H., *Allgemeinmedizin und Recht : Mit 23 Abbildungen und 7 Checklisten*, Springer, Berlin, Heidelberg, New York, 2004.
- * KLIE Th., STASCHEIT U., *Gesetze für Pflegeberufe, 8. Aufl.*, Nomos, Baden-Baden, 2004.

- * KRUSE A., MARTIN M. (Hrsg.), *Enzyklopädie der Gerontologie : Alternsprozesse in multidisziplinärer Sicht*, Hans Huber, Bern, Göttingen, Toronto, Seattle, 2004.
- * *La recherche biomédicale*, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 2004.
- * RIES H. P., SCHIEDER K.-H., ALTHAUS J., GROSSBÖLTING R., *Arztrecht : Praxishandbuch für Mediziner*, Springer, Berlin, Heidelberg, New York, 2004.
- * RILLIET HOWALD A., *La réforme des régimes de soins de santé : cadre international et communautaire, thématiques actuelles*, Presses universitaires d'Aix-Marseille, Aix-en-provence, 2004.
- * ZUCK R., *Homöopathie und Verfassungsrecht*, Nomos, Baden-Baden, 2004.

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Assurances sociales

- * BÄR E., LEY P., Arbeitsunfähigkeitsbeurteilung, Begriffe ; spezielle Berücksichtigung der Arbeitslosen, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 38, p. 2034.
- * BOHNY C. L., Früherfassung von Arbeitsunfähigkeit : Was bringt die 5. IV-Revision ?, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 38, p. 2031.
- * DUC J.-L., De la compensation des risques, *Pratique juridique actuelle* 8/2004, p. 969.
- * FRECHELIN K., Règlement de coordination des systèmes de sécurité sociale des Etats membres de l'UE, *Sécurité sociale*, 2004, n° 5, p. 316.
- * HANGARTNER Y., Bemerkungen zu BGE 130 I 26, *Aktuelle Juristische Praxis* 8/2004, p. 983.
- * KIESER U., Auswirkungen des ATSG (Allgem. Teil zum Sozialversicherungsrecht) auf die Rechtsanwendung, *Zeitschrift des Bernischen Juristenvereins*, 2004, 140, Heft 7/8, p. 453.

- * KIESER U., Soll die Rente der Unfallversicherung nach der Pensionierung gestrichen werden, *Plädoyer* 4/2004, p. 29.
- * LANDOLT H., Überblick über die Rechtsprechung des EVG im Jahr 2003 zu den sozialen Pflegeversicherungsleistungen, *Aktuelle Juristische Praxis*, 8/2004, p. 1019.
- * LUDWIG C. A., Ärztliche Beiträge an die berufliche und soziale Wiedereingliederung von Patienten, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 38, p. 2040.
- * SIFFERT N., Statistique de l'assurance-maladie (1/3), *Sécurité sociale*, 2004, n° 5, p. 299.
- * SOLTERMANN B., Aus-, Weiter-, und Fortbildung in Versicherungsmedizin und für die Festlegung der Arbeitsunfähigkeit, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 38, p. 2042.
- * THOMMEN A., Risiken, Schäden, Leistungen, Schicksale – alles nur Papier ?, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 38, p. 2045.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * BAERISWYL B., Le point sur le droit de la protection des données, *Revue suisse de jurisprudence*, 100 (2004) n° 19 p. 460.
- * GMÜR R., Ärztliches Berufsgeheimnis und Inkasso von Honorarforderungen, Bemerkungen zum Entscheid des Bezirksgerichtes Zürich vom 9. September 2003, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 34, p. 1758.
- * GMÜR R., Secret médical et encaissement de créances d'honoraires, considérations concernant l'arrêt du tribunal de district de Zurich du 9 septembre 2003, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 34, p. 1763.
- * KLEIN C., Ein Meilenstein für Behinderte, *Plädoyer* 4/2004, p. 39.
- * KISSLING R., Europäische Tabelle zur Bewertung der Beeinträchtigung der physischen und psychischen Integrität, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 35, p. 1841.
- * MEIER P., De quelles informations la caisse-maladie doit-elle ou peut-elle disposer ? ; Protection et transmission des données sous le régime du TARMED dans le domaine de la LAMal, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 40, p. 2128.
- * MONOD S., OLMARI-EBBING M., Comment appliquer les nouvelles « règles du jeu » médecin-patient ? L'exemple des directives anticipées et du représentant thérapeutique, *Médecine et Hygiène*, n° 2500, p. 2030.

- * RIEMER H. M., RIEMER-KAFKA G., Le point sur le droit des personnes physiques, *Revue suisse de jurisprudence*, 100 (2004) n° 19 p. 463.
- * VONNEZ J.-L., Nouvelle charte des patients des hôpitaux genevois : rencontre avec les responsables du projet, *Médecine et Hygiène*, n° 2495, p. 1747.
- * WASSERFALLEN J.-B., STIEFEL F., CLARKE S., CRESPO A., Appréciation de la capacité de discernement des patients: procédure d'aide à l'usage des médecins, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 32-33, p. 1701.
- * YERSIN B., HUGLI O., Directives anticipées : un rôle clé du médecin traitant ?, *Médecine et Hygiène*, n° 2492, p. 1564.

Ethique biomédicale

- * BACHMANN A., RIPPE K. P., Pharmakogenetik in der klinischen Praxis : ethische Aspekte, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 37, p. 1984.
- * BACHMANN A., PROBST-HENSCH N. M., Chancen und Risiken von Biobanken, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 37, p. 1987.
- * VÖLGER M., Massgeschneiderte Medikamente, einige Überlegungen aus persönlichkeitsrechtlicher Sicht, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 42, p. 2267.

Euthanasie

- * PETERMANN F. Th., Der Entwurf eines Gesetzes zur Suizid-Prävention, *Aktuelle Juristische Praxis*, 9/2004, p. 1111.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * FANKHAUSER M., Verurteilung wegen Verletzung des Berufsgeheimnisses im Sinne von Art. 321 StGB, Konsequenzen für das Inkasso von Arzthonoraren, vorbeugende Massnahmen, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 34, p. 1768.
- * FANKHAUSER M., Condamnation pour violation du secret professionnel au sens de l'article 321 du Code pénal, Conséquences pour le recouvrement d'honoraires médicaux, mesures préventives, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 34, p. 1771.
- * SCHNEIDER S., Umsetzung des Arbeitsgesetzes für Assistenzärztinnen / -ärzte ab 1. Januar 2005 : Welches ist das ideale Schichtsystem ?, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 34, p. 1739.

Génétique humaine et biotechnologies

- * SUTTER P., Wissenschaft und Öffentlichkeit, Bericht von der 2. Science und Society-Konferenz über die "Forschung am Menschen" in Luzern am 6./7. Februar 2004, *Aktuelle Juristische Praxis*, 9/2004, p. 1163.

Médecine légale

- * FORNI M., Strafverfahren und Psychiatrie : Berührungspunkte und Reibungsflächen, *Revue pénale suisse*, Tome 122 n°3, p. 209.
- * PELLET M., La liberté d'appréciation du juge face au psychiatre, *Revue pénale suisse*, Tome 122 n°3, p. 225.

•

Procréation médicalement assistée

- * BÜCHLER A., Sag mir, wer die Eltern sind..., Konzeptionen rechtlicher Elternschaft im Spannungsfeld genetischer Gewissheit und sozialer Geborgenheit, *Aktuelle Juristische Praxis*, 10/2004, p.1175.

Responsabilité médicale

- * BEJUI-HUGUES H., Le barème médical européen, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 35, p. 1843.
- * CHAPPUIS G., Le barème médical européen, quels avantages pour la Suisse ?, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 35, p. 1847.
- * PRIBNOW W., Der « barème médical européen » - kein runderes Rad aus Pisa, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 35, 1846.
- * TERCIER P., L'harmonisation du droit de la réparation du dommage immatériel, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 35, p. 1844.

Système de santé, politique de la santé

- * HOFER G., Gedanken zu Reformen im schweizerischen Gesundheitswesen, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 34, p. 1742
- * RAGGENBASS R., Pour une politique nationale de santé psychique responsable !, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 35, p. 1815.
- * RAGGENBASS R., Für eine verantwortungsvolle Nationale Gesundheitspolitik, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 36, p. 1879.

- * ZWEIFEL P., TELSER H., Was leistet unser Gesundheitswesen, *Bulletin des médecins suisses*, 2004, 85, n° 32/33, p. 1695.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

- BECCHI P., BONDOLFI A., KOSTKA U. und SEELMANN K. (Hrsg.), *Organallokation : ethische und rechtliche Fragen*, Basel, Schwabe, 2004.
- * ZEN-RUFFINEN P. (éd.), *Les secrets et le droit*, Bâle, Genève, Zurich, Schulthess, 2004.

RSDS N°6

Cette rubrique présente les références des dernières parutions juridiques en matière de droit de la santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger. Ce numéro couvre en principe la période entre **le 1^{er} novembre 2004 et le 28 février 2005**.

Diese Rubrik gibt Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheitsrecht. Sie wird auf Grund von nahezu Hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der Schweiz und dem Ausland zusammengestellt. Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode **vom 1. November 2004 bis zum 28. Februar 2005**.

Législation/ Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

- * Conseil de l'Europe, Recommandation Rec(2004)7 du Comité des Ministres aux Etats membres sur le trafic d'organes, adoptée par le Comité des Ministres le 19 mai 2004 lors de la 884^e réunion des Délégués des Ministres.
- * Conseil de l'Europe, Recommandation Rec(2004)8 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les banques de sang de cordon autologue et exposé des motifs, adoptée par le Comité des Ministres le 19 mai 2004 lors de la 884^e réunion des Délégués des Ministres.
- * Conseil de l'Europe, Recommandation 1681 (2004) de l'Assemblée parlementaire sur une Campagne pour lutter contre la violence domestique à l'encontre des femmes en Europe adoptée par l'Assemblée le 8 octobre 2004 (32e séance).
- * Conseil de l'Europe, Résolution 1419 (2005) de l'Assemblée parlementaire sur les organismes génétiquement modifiés (OGM) adopté par l'Assemblée le 26 janvier 2005 (5^e séance).
- * Organisation mondiale de la Santé, Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, adoptée le 21 mai 2003 par la Cinquante-Sixième Assemblée mondiale de la Santé (Résolution WHA56.1). Date d'entrée en vigueur : 27 février 2005.

II. Droit communautaire / Europarecht

Droit édicté/

Erlassenes Recht

- * Règlement n° 851/2004 du 21 avril 2004 du Parlement européen et du Conseil instituant un Centre européen de prévention et de contrôle des maladies, JO L 142 du 30 avril 2004.
- * Traité établissant une Constitution pour l'Europe, JO C 310 du 16 décembre 2004.
- * Règlement (CE) n° 2232/2004 de la Commission du 23 décembre 2004 modifiant les annexes I, II et III du règlement (CEE) n° 2377/90 du Conseil établissant une procédure communautaire pour la fixation des limites maximales de résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments d'origine animale, en ce qui concerne les substances Altrenogest, Beclomethasone dipropionate, Cloprostenol, R-Cloprostenol, Sorbitan sesquioleate et Toltrazuril, JO L 379 du 24 décembre 2004.
- * Règlement (CE) n° 75/2005 de la Commission du 18 janvier 2005 modifiant les annexes I, II et III du règlement (CEE) n° 2377/90 du Conseil établissant une procédure communautaire pour la fixation des limites maximales de résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments d'origine animale en ce qui concerne la moxidectine, les acides alkyl benzène sulfoniques linéaires dont la longueur des chaînes alkyl va de C₉ à C₁₃, contenant moins de 2,5 % de chaînes plus grandes que C₁₃ et l'acétylisovaléryltylosine, JO L 015 du 19 janvier 2005.

Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.

- Résolution du Parlement européen contenant les observations accompagnant la décision sur la décharge à donner au directeur de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail sur l'exécution de son budget pour l'exercice 2002, JO L 330 du 4 novembre 2004.
- Résolution du Parlement européen contenant les observations accompagnant la décision concernant la décharge à donner au directeur de l'Agence

européenne pour l'évaluation des médicaments, sur l'exécution de son budget pour l'exercice 2002, JO L 330 du 4 novembre 2004.

- Décision no 197 du 23 mars 2004 relative aux périodes transitoires pour l'introduction de la carte européenne d'assurance maladie conformément à l'article 5 de la décision no 191, JO L 343 du 19 novembre 2004.
- Premier budget rectificatif de l'Agence européenne des médicaments (EMA) pour l'exercice 2004, JO L 351 du 26 novembre 2004.
- Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 octobre au 15 novembre 2004 [Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement (CEE) no 2309/93 du Conseil], JO C 289 du 26 novembre 2004.
- Décision de la Commission du 18 octobre 2004 clôturant le réexamen accéléré du règlement (CE) no 2164/98 du Conseil instituant un droit compensateur définitif sur les importations de certains antibiotiques à large spectre originaires de l'Inde, JO L 359 du 4 décembre 2004.
- Décision de la Commission du 14 décembre 2004 modifiant pour la troisième fois la décision 2004/122/CE concernant certaines mesures de protection contre l'influenza aviaire dans plusieurs pays d'Asie, JO L 368 du 15 décembre 2004.
- Décision de la Commission du 15 décembre 2004 instituant une agence exécutive dénommée Agence exécutive pour le programme de santé publique pour la gestion de l'action communautaire dans le domaine de la santé publique — en application du règlement (CE) n° 58/2003 du Conseil, JO L 369 du 16 décembre 2004.
- Décision de la Commission du 20 décembre 2004 modifiant la décision 2004/614/CE en ce qui concerne la durée d'application des mesures de protection relatives à la peste aviaire en Afrique du Sud, JO L 375 du 23 décembre 2004.
- Décision du comité mixte de l'EEE No 111/2004 du 9 juillet 2004 modifiant l'annexe XVIII (Santé et sécurité au travail, droit du travail et égalité de traitement des hommes et des femmes) de l'accord EEE, JO L 376 du 23 décembre 2004.
- Décision du comité mixte de l'EEE No 112/2004 du 9 juillet 2004 modifiant l'annexe XVIII (Santé et sécurité au travail, droit du travail et égalité de traitement des hommes et des femmes) de l'accord EEE, JO L 376 du 23 décembre 2004.
- Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 décembre 2004 au 15 janvier 2005 (Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement du Conseil (CEE) no 2309/93), JO C 023 du 28 janvier 2005.

- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2003/53/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2003 portant vingt-sixième modification de la directive 76/769/CEE du Conseil concernant la limitation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses (nonylphénol, éthoxylate de nonylphénol et ciment), JO C 023 du 28 janvier 2005.
- Décision du Conseil du 15 novembre 2004 portant remplacement de membres titulaires et suppléants du conseil d'administration de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail, JO C 024 du 29 janvier 2005.
- Avis du Comité des régions sur la Communication de la Commission - Suivi du processus de réflexion à haut niveau sur la mobilité des patients et l'évolution des soins de santé dans l'Union européenne et la Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Moderniser la protection sociale pour le développement de soins de santé et de soins de longue durée de qualité, accessibles et durables: un appui aux stratégies nationales par la méthode ouverte de coordination, JO C 043 du 18 février 2005.

✱

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse : <http://www.who.int/idhl>.

Droit édicté/

Erlassenes Recht

Allemagne / Deutschland

- ✱ Loi du 23 juillet 2004 visant à améliorer la protection des adolescents contre les risques liés à la consommation d'alcool et de tabac, Bundesgesetzblatt, partie I, 28 juillet 2004, n° 39, p. 1857 et 1858.

Etats-Unis / Vereinigte Staaten

- * Loi (Loi publique N° 108-25) du 27 mai 2003 relative à la fourniture d'une aide aux pays étrangers pour la lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme et visant d'autres fins (Loi de 2003 relative à la lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme sous la direction des Etats-Unis d'Amérique).

Espagne / Spanien

- * Loi n° 41/2002 du 14 novembre 2002 portant règles fondamentales concernant l'autonomie des patients ainsi que leurs droits et devoirs en rapport avec les données et dossiers cliniques, Boletín del Estado, 15 novembre 2002, n° 274, p. 40126 à 40132.
- * Loi n° 26/2001 du 27 décembre 2001 portant régime des infractions et sanctions en rapport avec les encéphalopathies spongiformes transmissibles, Boletín del Estado, 2 janvier 2002, n° 2, p. 28 à 30.
- * Arrêté n° SCO/1225/2003 du 8 mai 2003 portant lignes directrices pour l'élaboration du Plan intégré de lutte contre le cancer, Boletín del Estado, 20 mai 2003, n° 120, p. 19194.
- * Arrêté royal n° 605/2003 du 23 mai 2003 établissant les méthodes de traitement uniforme des données sur les listes d'attente dans le Système national de santé, Boletín del Estado, 5 juin 2003, n° 134, p. 21830 à 21840.

Danemark / Dänemark

- * Loi n° 213 du 31 mars 2004 portant interdiction de la vente de tabac et d'alcool aux personnes de moins de 16 ans, Lovtidende, 2004, partie A, 1^{er} avril 2004, n° 53, p. 1688.

Finlande / Finnland

- * Ordonnance n° 27 du 9 janvier 2004 du Ministère de la Santé et du Bien-Etre social relative aux critères de détermination de la mort, Finlands Författningssamling, 23 janvier 2004, n^{os} 21 à 28, p. 62 et 63.
- * Ordonnance n° 421 du 6 mai 2004 du Ministère de la Santé et du Bien-Etre social relative aux vaccinations et au dépistage des maladies transmissibles pendant la grossesse, Finlands Författningssamling, 27 mai 2004, n^{os} 416 à 421, p. 1229 à 1232.

Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.

Autriche/Österreich

- *

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

Droit édicté /
Erlassenes Recht

[malheureusement omis pour ce N° électronique de RSDS]
Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

✱

Messages, Rapports et Décisions Officiels /
Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse

[malheureusement omis pour ce N° électronique de RSDS]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

- Tarifvertrag mit öffentlichen Spitälern in der halbprivaten Zusatzversicherung im Kanton AG, *DPC 2004/4*, p. 1018.
- Tarifvertrag mit Privatkliniken in der halbprivaten Zusatzversicherung im Kanton AG, *DPC 2004/4*, p. 1026.
- Krankenversicherer/Weita AG, enquête selon l'article 27ss Lcart, *DPC 2004/4*, p. 1100.
Remboursement des "moyens et appareils" (moyens auxiliaires pour l'incontinence, prothèses, moyens auxiliaires pour la vue, appareils acoustiques etc.) à charge de l'assurance de base.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait du "Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin",
avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

Fribourg

- * Ordonnance désignant l'organe compétent chargé de déterminer la part des soins et des tâches d'assistance pouvant être remboursée en matière de prestations complémentaires, du 05.11.2004, entrée en vigueur le 01.11.2004, ROF/ASF 2004-128.

Genève

- * Loi approuvant la modification des statuts de la fondation de l'école de soins infirmiers et de sages-femmes Le Bon Secours (PA 162.01) (Pour les statuts du 30.09.2002 qui abrogeraient ceux du 25.02.1966, cf. FAO 2004, N°72, p. 1145), du 11.06.2004, entrée en vigueur le 01.01.2005, FAO 2004, N° 96, p. 1493.

Grisons

- * Ausführungsbestimmungen zum Gesetz über die Förderung der Krankenpflege und der Betreuung von betagten und pflegebedürftige Personen (RAB zum Krankengesetz) (Ersetzen die Ausführungsbestimmungen vom 10.12.1279), vom 14.12.2004, in Kraft ab 01.01.2005, Amtsblatt 2004, Nr. 50, S. 4396.
- * Ausführungsbestimmungen zur Organisation des Rettungswesens (Heben die Verordnung über den Transport von Patienten vom 10.12.1979 auf), vom 09.11.2004, in Kraft ab 01.01.2005, Amtsblatt 2004, Nr. 49, S. 4289.
- * Verordnung vom Gesetz über Ausbildungsstätten im Gesundheits- und Sozialwesen, vom 14.12.2004, in Kraft ab 01.12.2004, Amtsblatt 2004, Nr. 50, S. 4391.

Lucerne

- * Verordnung über die Rechte und Pflichten der Assistenzärztinnen und – ärzte des Kantons (Assistenzärzteverordnung) (Hebt die Verordnung vom 05.12.2000 auf), vom 07.12.2004, in Kraft ab 01.01.2005, G 2004 588.

Neuchâtel

- * Arrêté désignant l'organe compétent conformément à l'OF relative au remboursement des frais de maladie et des frais résultant de l'invalidité en matière de prestations complémentaires, du 22.12.2004, entrée en vigueur le 01.01.2005, Feuille Officielle 2004, N°101, p. 1492.

Valais

- * Loi sur l'harmonisation du financement des régimes sociaux et d'insertion socio-professionnelle, du 08.04.2004, entrée en vigueur le 01.01.2005, Bulletin Officiel 2004, N°19, p. 1067.
- * Règlement sur l'harmonisation du financement des régimes sociaux et d'insertion socio-professionnelle, du 22.12.2004, entrée en vigueur le 01.01.2005, Bulletin Officiel 2004, N°53, p. 3009.

Zurich

- * Patientinnen- und Patientengesetz (Die Verordnung über die Rechte und Pflichten der Patienten in staatlichen und vom Staat unterstützten Krankenhäusern (Patientenverordnung), vom 28.08.1991 wird damit aufgehoben) vom 05.04.2004, in Kraft ab 01.01.2005.
- * Promotionsordnung für die Schule für Ernährungsberatung am Universitätsspital Zürich (Hebt die Promotionsordnung der Schule für Ernährungsberater des Universitätsspital Zürich vom 01.07.1998 auf), vom 05.11.2004, in Kraft ab 01.09.2004, OS 59 340.

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

Suisse/Schweiz

- * ASSM, Mesures de contrainte en médecine, directives médico-éthiques de l'ASSM (première publication pour la procédure de consultation), *Bulletin des médecins suisses*, Vol. 50, 2004, p. 2715 (ég. en allemand, p. 2707).
- * ASSM/FMH, Collaboration corps médical – industrie, directives médico-éthiques de l'ASSM et de la FMH (version révisée pour la mise en consultation), *Bulletin des médecins suisses*, Vol. 2, 2005, p. 115 (ég. en allemand, p. 108).
- * ASSM, Prise en charge des patientes et patients en fin de vie, directives médico-éthiques de l'ASSM, *Bulletin des médecins suisses*, Vol. 3, 2005, p. 178 (ég. en allemand, p. 172).

Etranger/Ausland

*

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

(<http://www.echr.coe.int>)

- * MARTINEZ SALA ET AUTRES C. ESPAGNE (requête no 58438/00), Arrêt de chambre du 2 novembre 2004.

Article 3 (interdiction de la torture et des traitements inhumains ou dégradants), en ce qui concerne les allégations de mauvais traitements en détention. Hormis des marques de menottes et quelques contusions et hématomes légers, les rapports rédigés par les médecins légistes ne font pas état de traces ou de marques significatives de mauvais traitements. En ce qui concerne les allégations de certains des requérants se plaignant d'avoir subi de graves sévices, en l'absence de preuves, médicales ou autres, la Cour estime ne pas être en mesure de se prononcer à leur égard. Quant aux résultats des examens médicaux réalisés par des praticiens privés, ils ne permettent pas de faire davantage la lumière sur les faits. A cela s'ajoute le fait que les autorités internes n'ont pas mené une enquête suffisamment complète pour établir quelle version des événements était la plus crédible. Allégations des requérants pas suffisamment étayées par les éléments de preuve soumis. - Non-violation.

Par contre, les autorités judiciaires ont rejeté toutes les demandes d'administration de preuves présentées par les requérants, se privant ainsi de possibilités raisonnables de faire la lumière sur les faits dénoncés. Du fait de l'absence d'enquête approfondie et effective au sujet des allégations des requérants. - Violation.

- * MORENO GOMEZ C. ESPAGNE, (requête no 4143/02) Arrêt de Chambre du 16 novembre 2004.

Droit au respect du domicile et de la vie privée. La requérante habite dans une zone dans laquelle le tapage nocturne est indéniable, ce qui de toute évidence provoque des perturbations dans sa vie quotidienne, surtout le week-end. Ces nuisances sonores ont d'ailleurs été constatées à plusieurs reprises. Dans ces conditions, exiger, comme l'ont fait les juridictions espagnoles, que quelqu'un qui habite dans une zone acoustiquement saturée fasse la preuve de ce qui est déjà connu et officiel pour l'autorité municipale ne paraît pas nécessaire. Compte tenu de l'intensité des nuisances sonores, hors des niveaux autorisés et pendant les heures nocturnes, et du fait que ces nuisances se sont répétées durant plusieurs années, la Cour conclut à l'atteinte aux droits protégés par l'article 8. L'administration a certes adopté des

mesures visant au respect des droits garantis par la Convention, mais elle a par ailleurs toléré l'inobservation réitérée de la réglementation qu'elle avait elle-même établie et y a aussi contribué. - Violation de l'article 8.

* FARBTUHS C. LETTONIE (requête no 4672/02) Arrêt de Chambre du 2 décembre 2004.

Interdiction des traitements dégradants. Le maintien en détention du requérant n'était pas adéquat en raison de son âge, de son infirmité et de son état de santé. La situation dans laquelle il était placé ne pouvait que créer, chez lui, des sentiments constants d'angoisse, d'infériorité et d'humiliation suffisamment forts pour constituer un « traitement dégradant », au sens de l'article 3. En tardant à le libérer malgré l'existence d'une requête formelle du directeur de la prison et d'un rapport d'expertise à l'appui, et en le maintenant en prison encore pendant plus d'une année, les autorités lettones n'ont pas assuré au requérant un traitement compatible avec les dispositions de l'article 3. - Violation.

* Ceyhan Demir et autres c. Turquie (requête no 34491/97).

Article 2 (droit à la vie)

L'intéressé, après un affrontement dans une maison d'arrêt avec les gardiens et les forces de l'ordre durant lequel il a été blessé, a été transféré, menotté, dans un espace confiné et en dehors de toute assistance médicale, au terme d'un trajet ayant duré environ six heures et trente minutes. Compte tenu de la violence de l'affrontement à la maison d'arrêt, seul un examen médical approprié pouvait permettre d'établir si M. Demir, qui était blessé, était apte à supporter le voyage. Or, l'examen médical qui a été effectué dans des conditions matérielles précaires, et au contenu succinct, ne saurait passer pour approfondi. Par ailleurs, l'administration pénitentiaire, qui savait que l'intéressé souffrait d'insuffisance respiratoire, n'a pas tenu compte de ses antécédents médicaux, ce qui est aussi un élément révélateur de l'insuffisance notoire de l'examen médical effectué. Ainsi, l'ordre de transfert a été donné dans des conditions inacceptables. De surcroît, la Cour note que selon la sous-commission parlementaire les personnes transférées auraient continué d'être battues en route. Le gouvernement turc ne pouvant expliquer suffisamment l'origine du « trauma corporel général » ayant causé la mort de l'intéressé alors qu'il se trouvait sous la responsabilité de l'Etat, la Cour conclut à la responsabilité de la Turquie quant à ce décès. - Violation.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

(<http://curia.eu.int/fr/index.htm>)

- PHARMACIA ITALIA SPA, affaire C-31/03, arrêt de la Cour du 19 octobre 2004: (Règlement (CEE) n° 1768/92 — Médicaments — Certificat complémentaire de

protection — Régime transitoire — Autorisations successives en tant que médicament à usage vétérinaire et médicament à usage humain).

- COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES CONTRE RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, affaire C-360/03, arrêt de la Cour du 28 octobre 2004: *Manquement d'État — Directive 2000/39/CE — Protection de la santé et de la sécurité des travailleurs — Risques liés à la présence d'agents chimiques sur le lieu de travail — Établissement de valeurs limites d'exposition professionnelle — Non-transposition sur l'ensemble du territoire de l'État membre concerné dans le délai prescrit)*
- COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES CONTRE ROYAUME DES PAYS-BAS, affaire C-41/02, arrêt de la Cour du 2 décembre 2004: *Manquement d'État — Articles 30 et 36 du traité CE (devenus, après modification, articles 28 CE et 30 CE) — Denrées alimentaires auxquelles des vitamines ou des sels minéraux ont été ajoutés — Législation nationale subordonnant leur commercialisation à l'existence d'un besoin nutritionnel — Mesures d'effet équivalent — Justification — Santé publique — Proportionnalité.*
- APPROVED PRESCRIPTION SERVICES LTD CONTRE LICENSING AUTHORITY, affaire C-36/03, arrêt de la Cour du 9 décembre 2004: *Médicaments — Autorisation de mise sur le marché — Procédures relatives à des produits essentiellement similaires.*
- THE QUEEN, À LA DEMANDE DE SWEDISH MATCH E.A. / SECRETARY OF STATE FOR HEALTH ARNOLD; ANDRÉ GMBH & CO. KG / LANDRAT DES KREISES HERFORD, affaires jointes C-210/03 et C-434/02, arrêt de la Cour du 14 décembre 2004: *L'existence d'obstacles sur le marché intérieur de ces produits autorisait le législateur communautaire à intervenir et une telle interdiction n'était pas disproportionnée à l'objectif de protection de la santé.*

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

Allemagne/Deutschland

- * Medizinrecht, Vol. 22, Nr. 11, p. 626, OLG Hamburg, Urt. v. 11. 9. 2003 – 3 U 217/02 (LG Hamburg)
Rezepterstellung durch Computerprogramm für Arztpraxen.
- * Medizinrecht, Vol. 22, Nr. 11, p. 631, OVG Lüneburg, Urt. v. 8. 7. 2004 – 8 LC 63/02 (VG Braunschweig)
Impfberechtigung von Fachärzten.
- * Medizinrecht, Vol. 22, Nr. 12, p. 685, BGH, Urt. v. 3. 3. 2004 – IV ZR 25/03 (OLG Schlesw.-Holst.)

Kostenerstattung für In-vitro-Fertilisation bei Unfruchtbarkeit des versicherten Ehemannes.

- * Medizinrecht, Vol. 22, Nr. 12, p. 690, OLG Koblenz, Urt. v. 7. 8. 2003 – 5 U 1284/02 (LG Trier)
Beweiskraft einer gefälschten Urkunde über ein ärztliches Aufklärungsgespräch; Schmerzensgeld bei möglicherweise überflüssiger Operationserweiterung.
- * Medizinrecht, Vol. 23, Nr. 1, p. 35, BVerfG – Kammer –, Beschl. v. 2. 3. 2004 – 1 BvR 784/03 (OVG Schlesw.-Holst.)
Keine Erlaubnispflicht nach dem Heilpraktikergesetz für "geistiges Heilen".
- * Medizinrecht, Vol. 23, Nr. 1, p. 43, OLG Karlsruhe, Beschl. v. 10. 11. 2004 – 1 Ss 94/04 (AG Karlsruhe)
Kein Fahrverbot bei Geschwindigkeitsüberschreitung während ärztlichem Notfalleinsatz.
- * Medizinrecht, Vol. 23, Nr. 1, p. 91, BVerfG, Beschl. v. 18. 11. 2004 – 1 BvR 2315/04
Aushändigung eines schriftlichen Untersuchungsberichtes an schwerhörige Patientin.
- * Medizinrecht, Vol. 23, Nr. 1, p. 109, Bayer. LSG, Urt. v. 21. 1. 2004 – L 12 KA 115/01 (SG München)
Männerbehandlung durch Gynäkologen bei Reproduktionsmedizin.

Autriche/Österreich

- * Recht der Medizin 6/2004, p. 188, OGH 12.08.2004.
Aufklärung bei Hammerzehenoperation.
- * Recht der Medizin 1/2005, p. 26, OGH 06.07.2004.
Osteopathie. Die Ausübung der „cranio-sacralen Osteopathie“ fällt als mechanotherapeutische Massnahme unter den physiotherapeutischen Dienst.

Belgique / Belgien

- * Revue de droit de la santé, no 2, 2004-2005, p. 133, Cour d'appel de Gand (10ème Chambre), 28 novembre 2003.
Un médecin en chef qui, en vue de préparer un communiqué de presse, communique des données confidentielles du patient au directeur d'hôpital et à différents avocats dans le cadre d'une mission de conseil, ne se rend pas coupable de violation de son devoir de secret, puisqu'il peut être fait application de la théorie du secret professionnel partagé car le directeur d'hôpital, de même que les avocats, sont aussi liés par le secret professionnel.
- * Revue de droit de la santé, no 2, 2004-2005, p. 136, Tribunal de première instance d'Anvers, 8ème Chambre, 22 octobre 2004.

Un membre de la direction, un directeur du personnel et un directeur des services généraux d'un hôpital sont des personnes qui, du fait de leur fonction, sont liées par le secret professionnel. Lorsqu'un membre de la direction d'un hôpital prend l'initiative de rédiger un communiqué de presse contenant des données médicales d'un patient ou transmet ce communiqué aux journaux, il viole son secret professionnel. (...) La compensation pour violation du secret professionnel peut être évalué à 1 euro pour dommage moral, vu que les victimes ne produisent aucun élément qui puisse permettre à évaluer le dommage in concreto.

France/Frankreich

- * Recueil Dalloz, 2004, n°35, p. 2527, Cour d'appel de Rouen (ch. appels prioritaires, 21 oct. 2003)
Mesures d'instruction in futurum appliquées à la détermination des causes d'un décès. Si l'absence d'autopsie rend difficile la détermination des causes exactes du décès, comme l'a considéré le premier juge, les signes cliniques, relevés par les différentes parties et en particulier par les médecins, et leur évolution, apparaissent cependant de nature à permettre à un expert de donner un avis sur le problème.
- * Recueil Dalloz, 2004, n°37, p. 2682, Cour de cassation, 1^{re} civ., 15 juin 2004
Le juge civil face au secret médical. Si le juge civil a le pouvoir d'ordonner à un tiers de communiquer à l'expert les documents nécessaires à l'accomplissement de sa mission, il ne peut, en l'absence de disposition législative spécifique, contraindre un médecin à lui transmettre des informations couvertes par le secret lorsque la personne concernée ou ses ayants droit s'y sont opposés.
- * Recueil Dalloz, 2004, n°39, p. 2814, Cour d'appel de Versailles (3^e ch.), 28 nov. 2003.
Handicap de l'enfant et gradation de la faute du praticien.
- * Recueil Dalloz, 2005, n°3, p. 195, Cour de cassation, crim., 18 juin 2003.
Sang contaminé justice malade droit pénal avili. La chambre de l'instruction a justifié sa décision de non lieu des chefs d'empoisonnement et complicité en retenant, par des énonciations procédant de son appréciation souveraine, que la preuve n'est pas rapportée que les personnes poursuivies aient eu connaissance du caractère nécessairement mortifère des lots du CNTS.
- * Recueil Dalloz, 2005, n°5, p. 253, Cour de cassation, 1^{re} civ., 9 nov. 2004.
Responsabilité personnelle de la sage-femme ou du médecin salarié
- * La Semaine Juridique, Edition générale, n° 44-45, 27 octobre 2004, p. 1979, Conseil constitutionnel, 29 juillet 2004, déc. N° 2004-498 DC
L'article 17 de la loi bioéthique relatif à la question de la brevetabilité du corps humain n'est pas contraire à la Constitution. Les dispositions de l'article 17 de la loi n° 2004-800 du 6 août 2004 relative à la bioéthique se bornent à tirer les conséquences nécessaires des dispositions inconditionnelles et précises de l'article 5 de la directive 98/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6

juillet 1998 relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques sur lesquelles il n'appartient pas au Conseil constitutionnel de se prononcer.

- * La Semaine Juridique, Edition générale, n° 5, 2 février 2005, p. 217, CA Paris, 25° ch. A, 20 février 2004, Komorek c/ Feuchtbaum (Juris-Data n° 2004-247237), avec note de Gérard Memeteau.

Sort de l'indemnité d'intégration versée par un médecin à un confrère en cas de rupture de leurs relations. L'indemnité versée par un médecin pour acquérir le droit de pratiquer chez un confrère installé de longue date est une indemnité d'intégration, qui a donc une contrepartie et est indépendante de la durée des relations pouvant exister entre les praticiens concernés.

- * La Semaine Juridique, Edition générale, n° 5, 2 février 2005, p. 221, TA Versailles, ch. réf. adm., 23 juin 2004, n° 042912, M. D. c/Préfet des Yvelines et TGI Versailles, Ord. hospitalisation d'office, 25 juin 2004, RG n° 04/00069, avec note de Jasna Hadley Stark et Philippe Bernardet

Un requérant peut déposer une requête en annulation d'un arrêté d'hospitalisation d'office devant le juge administratif, au titre d'une procédure au fond, en même temps qu'une requête en suspension d'exécution de cette décision, au titre d'une procédure en référé :

L'arrêté par lequel le préfet a ordonné l'hospitalisation d'office du requérant, motivé par la seule référence au certificat d'un médecin psychiatre, non joint audit arrêté, ne satisfait pas à l'obligation de motivation et il y a lieu, dans ces conditions, d'en prononcer la suspension de l'exécution, le moyen tiré de l'insuffisance de motivation étant de nature à faire naître un doute quant à la légalité de cette décision (TA Versailles).

En l'espèce il est constant que le certificat médical ayant servi de base à l'arrêté préfectoral n'a pas été communiqué au requérant et que, par ailleurs, ledit arrêté ne vise pas les circonstances de droit ou de fait rendant la mesure nécessaire. Il résulte également de l'examen du dossier que si le certificat médical établi par le médecin est versé aux débats, le premier arrêté préfectoral mensuel n'était en revanche pas produit ; l'hospitalisation du requérant est en conséquence irrégulière et constitue une voie de fait (TGI Versailles).

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.jaac.admin.ch>. La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante :

<http://www.bger.ch/> et sur <http://www.bsv.admin.ch/publikat/rkuv/f/index.htm> pour les arrêts concernant les assurances maladie et accident.

- ATF 130 I 306 - Arrêt de la 2e Cour de droit civil du 31 août 2004.
Un assureur-maladie peut attaquer une ordonnance cantonale fixant les tarifs hospitaliers par un recours de droit public. Un tarif plus élevé pour les patients en division privée est admissible s'il correspond à des prestations supplémentaires comme la qualité supérieure de l'hôtellerie et le libre choix du médecin.
- ATF 130 I 337 - Arrêt de la 1re Cour de droit civil du 19 octobre 2004.
Responsabilité en vertu du droit cantonal pour l'activité du médecin hospitalier. Violation de l'art. 9 Cst pour appréciation arbitraire d'expertises et motivation contradictoire de la décision.
- ATF 130 V 396 - Arrêt du tribunal fédéral des assurances du 18 mai 2004.
Portée limitée du diagnostic de troubles somatoformes douloureux. la reconnaissance de l'existence d'une atteinte à la santé (au sens de la LAI et de la LPGA) suppose qu'un diagnostic puisse être posé dans l'expertise psychiatrique en se fondant sur les critères d'un système de classification reconnu.
- ATF 130 V 424 - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 21 juillet 2004 ;
 publié également dans RAMA, n°5, 2004, p. 398.
Les coûts d'accompagnement par un médecin durant le transport ne font pas partie des coûts de transport mais tombent sous le coup des prestations médicales de l'art. 25 al. 2 let. a LAMal.
- ATF 130 V 459 - Arrêt du tribunal fédéral des assurances du 21 juillet 2004 ;
 publié également dans RAMA, n°5, 2004, p. 407.
Appréciation de la nécessité d'un traitement dentaire occasionné par une infirmité congénitale entrepris après la 20e année.
- ATF 130 V 464 - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 19 août 2004 ;
 publié également dans RAMA, n°6, 2004, p. 450.
En cas de dislocation des dents de sagesse, tout phénomène pathologique qui, dans les autres cas de dislocation dentaire, justifie une prise en charge des frais par l'assurance obligatoire des soins, n'est pas suffisant compte tenu des possibilités de traitements plus simples.
- ATF 130 V 472 - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 15 juillet 2004 ;
 publié également dans RAMA, n°6, 2004, p. 455.
Interprétation de la notion indéterminée d'« autres maladies ». Décision du DFI de ne pas intégrer la tumeur pathologique au sein de la liste de l'art. 18 al. 1 OPAS. Pas de violation de la loi ni de la Constitution.
- ATF 130 V 479 - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 2 septembre 2004 ;
 publié également dans RAMA, n°6, 2004, p. 470.
Une personne hospitalisée en division commune d'une clinique privée figurant dans la planification hospitalière de son canton (ou pour elle son assureur-maladie) ne peut prétendre de ce canton la part des coûts imputables dans un hôpital public ou subventionné à la charge du canton.

- ATF 130 V 532 - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 14 septembre 2004.

Conditions de prise en charge par l'assurance obligatoire des soins d'un médicament figurant sur la liste des spécialités mais administrés « hors étiquette ».

- ATF 130 V 546 - Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 21 septembre 2004.

La réduction de prestations pour négligence grave dans le domaine d'indemnités journalières ne pouvait, en 2002, être tenue pour un principe fondamental du droit des assurances sociales. A défaut de dispositions dans la LAMal, l'art. 21 LPGA est applicable au domaine des indemnités journalières.

- * JAAC no 68.136, 2004 vol. V. Décision du Conseil fédéral du 26 mai 2004.
Assurance-maladie. Fixation d'un tarif aux services de transport en ambulance. Structure du tarif. Subventions. «Benchmarking». Caractère économiquement supportable.
- * JAAC no 69.23, 2005 vol. I. Décision de la Commission fédérale de recours en matière de produits thérapeutiques (CORE PT) du 3 septembre 2004.
Médicaments. Procédure de surveillance du marché. Suspension de l'autorisation de mise sur le marché. Exclusion de la possibilité d'accorder un délai pour la liquidation des stocks (art. 9 al. 1, 10, 58 al. 2, et 66 LPTh ; art. 9 al. 3, 13, et 32 al. 3 Oméd)
- * die Praxis, Heft n° 11/2004, n° 166, p. 947 (= ATF 129 V 275), Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 19 février 2003 (K 56/01).
Art. 31 al. 1 let. a LAMal; art. 17 let. f OPAS: Dysgnathies
- * die Praxis, Heft n° 12/2004, n° 182, p. 1047 (= ATF 129 V 396), Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 24 juillet 2003 (K 58/03).
Art. 64 al. 1 et 2, art. 79 LAMal (dans sa teneur en vigueur jusqu'au 31 décembre 2002): Subrogation de l'assureur-maladie et participation de l'assuré aux coûts.
- * RAMA 5/2004, p. 383 – Arrêt du TFA du 16 juin 2004 (K 157/01)
Les mesures médicales appliquées lors d'un avortement spontané sont soumises au prélèvement de la participation aux coûts. Une autre solution devrait être adoptée par le législateur, mais elle ne peut pas être apportée par la jurisprudence.
- * RAMA 5/2004, p. 390 – Arrêt du TFA du 24 juin 2004 (K 142/03)
Une épilation définitive réalisée avant la fin de la période d'observation de deux ans en cas de suspicion de l'existence d'une évirtable transsexualité, ne constitue pas une prestation appropriée et économique.

- ✱ RAMA 5/2004, p. 439 – Arrêt du TFA du 6 avril 2004 (U 85/03)

Le frottement exercée par la chaussure de montagne et la formation subséquente d'ampoules à l'origine de l'infection au pied constituent – indépendamment du fait que l'assuré souffre de diabète sucré – un événement banal et sans importance particulière. Les bactéries responsables de l'infection ne s'étant pas infiltrées dans le corps à travers une blessure au sens propre du terme, l'événement (non imputable à un facteur extérieur extraordinaire) ne peut être assimilé à un accident.

- ✱ Rivista ticinese di diritto, I – 2004 p. 202 n° 66, TFA 1.7.2003 N. U 176/02

Art. 15, 10 segg. LAINF, infortunio all'interno di una galleria, disturbi psichici, causalità adeguata con l'infortunio. Nel caso di un assicurato che rimane ferito a un ginocchio in occasione di un infortunio avvenuto all'interno di una galleria in cui, in seguito al ribaltarsi dei binari che fungevano da struttura di sostegno e che erano stati posti lungo la galleria, la piattaforma sovrastante è crollata, creando, oltre a un effetto domino, un grande frastuono, polvere e la caduta di materiale, deve essere ammessa l'esistenza di un nesso de causalità adeguata tra l'evento traumatico e la successiva insorgenza di disturbi psichici. L'infortunio va classificato nella categoria intermedia e il criterio delle circostanze particolarmente drammatiche è realizzato.

- ✱ Rivista ticinese di diritto, I – 2004 p. 207 n° 68, TFA 26.11.2003 N. U 13/03

Art. 9 cpv. 2 OAINF, applicazione ad un caso ticinese della precisazione della giurisprudenza federale relativa al fattore esterno (DTF 129 V 466). Il danno alla salute a una spalla lamentato da un'assicurata che, lavorando in una lavanderia, talvolta doveva compiere l'operazione di estrazione con strappo della biancheria dalla lavatrice, non costituisce una lesione corporale parificata ai postumi di infortunio, poiché esso, avendo l'assicurata stessa accusato dolori alla spalla già all'inizio di tale attività e avendo illustrato che per togliere la biancheria dalla lavatrice si fosse obbligati a dare strappi, è la conseguenza di plurime sollecitazioni alle quali l'articolazione è stata ripetutamente sottoposta e non un avvenimento singolo e unico. Difetta, pertanto, la repentinità dell'azione lesiva. Inoltre appare perlomeno dubbio che all'operazione – non inusuale – di estrazione e strappo della biancheria possano essere riconosciuti i presupposti per ammettere la presenza di un fattore esterno nel senso della giurisprudenza, ossia l'esistenza di un evento presentante un certo potenziale di pericolo accresciuto o l'intervento di un fattore che renda incontrollabile l'esecuzione dell'atto ordinario della vita professionale.

- ✱ sic! 11/2004, p. 880, "Hilfe gegen Heisshunger" – Bundesgericht vom 13. Mai 2004.

Werbung für Lebensmittel mit nicht vorhandenen Eigenschaften und erwecktem Anschein auf ein Heilmittel.

- ✱ sic! 1/2005, p. 31, "Simvastatin" – Handelsgericht St-Gallen vom 31. August 2004 (Maßnahmenentscheid).

Patentverletzung durch Einreichung von Mustern im Heilmittelzulassungsverfahren; Patentschutz nach Ablauf des Patentes.

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

Basel-Landschaft

- * ZBI. 11/2004, p. 602 - Kantonsgericht, Abteilung Sozialversicherungsrecht, 03.09.2003, mit Bemerkungen von August Mächler.
Verwirkung des Anspruchs auf Prämienverbilligung für die Krankenversicherung. Rechtsgrundlagen für die Prämienverbilligung im Kanton Basel-Landschaft. Verteilung der Regelungsbefugnisse auf Parlament und Regierung. Verwirkung und Verjährung als allgemeine Rechtsgrundsätze des allgemeinen Verwaltungsrechts und im Sozialversicherungsrecht. Verwirkungsfristen werden üblicherweise im Sozialversicherungsrecht auf Gesetzesstufe geregelt und greifen empfindlich in die Rechtsstellung Betroffener ein. Sie beinhalten daher eine wichtige und wesentliche Entscheidung, die vom Gesetzgeber zu treffen ist. Beibehaltung der früheren einjährigen Verwirkungsfrist bis zum Erlass einer Regelung durch den Gesetzgeber.

Berne / Bern

- * BVR/JAB 2004 p. 570ss – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 10.06.2004.
Assurance-accidents. Calcul de l'intérêt moratoire dû sur des prestations de rente versées rétroactivement. Effets du droit transitoire (art. 26 al. 2 et 82 LPGA ; art. 7 al. 2 OPGA).

*

Jura

- * Arrêt de la Chambre des assurances du 15 septembre 2003 en la cause E. X c/ Allianz Suisse Assurances in RJJ 4/04, p. 193
Suicide d'un assuré dépressif et alcoolique. Preuve de l'incapacité de discernement. Art. 37 al. 1 LAA; art. 48 OLAA.
- * Arrêt de la Chambre des assurances du 5 septembre 2003 en la cause C. c/ CNA, in RJJ 4/04, p. 199
Détermination du taux de l'atteinte à l'intégrité selon les tables d'indemnisation de la CNA. Art. 24 al. 1, 25, 36 OLAA; annexe 3 à l'OLAA.

Schwyz

- * EGV-SZ 2003, Nr 3.1, S. 82ff – Entscheid des Verwaltungsgerichts, vom 19. Februar 2003, Nr VGE 96/02.
Tariferhöhung bei Altersgruppenwechsel in der Kranken-Zusatzversicherung: die Versicherungsnehmerin musste nach Treu und Glauben sowie nach der Ungewöhnlichkeitsregel nicht damit rechnen, dass sie mit konkludenter Zustimmung zu den AGB auf ein Kündigungsrecht nach Kenntnisnahme der konkreten Prämienerrhöhung verzichte. Die erfolgte Kündigung war in casu rechtzeitig.

Tessin/Ticino

- * Rivista ticinese di diritto, I – 2004 p. 111 n° 32, TRAM 20.10.2003 N. 32.2003.47
Art. 59 cpv. 4, 56 LSan, sospensione a titolo cautelare dell'esercizio della professione di medico. La durata massima di una sospensione cautelare non deve essere predeterminata, ma neppure deve essere superiore alla sanzione che prevedibilmente sarà inflitta con il provvedimento di merito.

- * Rivista ticinese di diritto, I – 2004 p. 197 n° 60, TCA 17.10.2003 N. 52.2003.302
Art. 51, 13 LAI ; 90 OAI ; 8 CEDU. Applicazione per analogia, quando viene attestata la decisiva importanza della presenza e dei consigli di un genitore per il buon esito dei trattamenti del figlio in età prescolastica o scolastica collocato stabilmente in un ospedale, della giurisprudenza federale secondo la quale se l'allattamento costituisce un provvedimento di importanza vitale, l'assicurazione per l'invalidità è tenuta ad assumere le spese di viaggio per le visite necessarie quotidianamente e ad accordare un viatico.

- * Rivista ticinese di diritto, I – 2004 p. 201 n° 65, TCA 22.9.2003 N. 36.2003.28
Art. 36 cpv. 2 e 4 OAMal ; 34 cpv. 2, 41 LAMal. L'art. 36 cpv. 4 OAMal, ritenuto dal TCA rispettoso della legalità, prevede che i costi delle cure necessarie assunte all'estero (sia per una ragione d'urgenza, che per un motivo di non ottenibilità in Svizzera) vanno rimborsati limitatamente al doppio della tariffa applicabile in Svizzera. Per „tariffa applicabile in Svizzera“ si intende la tariffa valida nel Cantone di domicilio dell'assicurato, a meno che le condizioni di salute di questi imponga il ricovero in una struttura specialistica o in una clinica universitaria dotata di particolari strutture in un altro Cantone. In tal caso trova applicazione la tariffa dell'ospedale adeguato al caso dell'assicurato.

- * Rivista ticinese di diritto, I – 2004 p. 587 n° 59c, T1 CCA 12.3.2002 N. 11.2000.102
Art. 16 CC, capacità di discernimento : valutazione anticipata delle prove. La capacità di discernimento – presunta per legge – si determina con riferimento al caso concreto, alla natura e all'importanza dell'atto da compiere. Chi la contesta deve quindi dimostrarne la mancanza. Il solo fatto che la parte attrice sia in età avanzata (80 anni) non basta per mettere in dubbio la capacità di discernimento, se non altro in difetto di altri indizi concreti e oggettivi. Nemmeno una perizia psichiatrica può dirsi necessaria ove il medico curante, sentito come testimone, dichiara che la paziente è capace di intendere, di volere e non denota patologie suscettibili di alterare le capacità mentali.

Thurgovie / Thurgau

- * TVR 2003, Nr 27, S. 136ff – Entscheid des Verwaltungsgerichts, vom 1. Oktober 2003. (Das BGer hat die dagegen gerichtete staatsrechtliche Beschwerde abgewiesen (2P.289/2003 vom 26. März 2004)).
§ 16 Abs. 2 Gesundheitsgesetz ist genügende gesetzliche Grundlage zum Erlass einer Verordnungsbestimmung, wonach eine zweijährige Praxistätigkeit nach dem Diplomerwerb Voraussetzung für die Bewilligung der selbständigen Berufsausübung als medizinische Masseurin ist. Eine Bewilligung zur selbständigen Berufsausübung einer medizinischen

Masseurin in einem anderen Kanton führt nicht dazu, dass eine solche bei Wohnsitznahme im Kanton Thurgau durch die hiesigen Behörden zu gewähren wäre.

- * TVR 2003, Nr 28, S. 142ff – Entscheid des Verwaltungsgerichts, vom 5. Februar 2003.

Das Erfordernis von Praxisräumen als Voraussetzung einer kantonalen Bewilligung zur selbständigen Berufsausübung als Arzt ist mit der Wirtschaftsfreiheit und der Freizügigkeit für Medizinalpersonen vereinbar.

- * TVR 2003, Nr 29, S. 145ff – Entscheid des Verwaltungsgerichts, vom 19. Februar 2003.

Ein vor dem Ombudsmann der Thurgauer Ärztesgesellschaft angestregtes Verfahren genügt nicht, um eine Entbindung vom Berufsgeheimnis im Sinne von § 18 Abs. 2 Gesundheitsgesetz zu rechtfertigen. Eine Entbindung kommt nur für staatliche Verfahren und nur in genau umschriebenem Umfang in Frage.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles /
Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * BERNDT ER., To inform or persuade? Direct-to-consumer advertising of prescription drugs, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 325.
- * BLOCHE NMG., Race-Based Therapeutics, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 2035.
- * CANTOR J., BAUM K., The limits of conscientious objection – May pharmacists refuse to fill prescriptions for emergency contraception ? *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 2008.
- * DEGROOTE D. AND MASCRET C., Vente et publicité de médicaments par Internet : du nouveau du côté de la Cour de Justice des Communautés européennes.: Commentaire de l'arrêt du 11 décembre 2003 (affaire C-322/01), *Médecine et droit*, no 68, 2004, p. 112.
- * HAWTON K. ET AL., UK legislation on analgesic packs: before and after study of long term effect on poisonings, *British medical journal*, 329, 2004, p. 1076
- * HODGES CH., Do we need a European Medical Devices Agency?, *Medical Law Review* 2004 vol. 12, n° 3, p. 268.
- * LAUFS A., Die neue europäische Richtlinie zur Arzneimittelprüfung und das deutsche Recht, *Medizinrecht*, Vol. 22, Nr. 11, p. 583.
- * LICHTENBERG P., HERESCO-LEVY U., NITZAN U., The ethics of the placebo in clinical practice, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 551.

- * MAURY F., Victimes du VHB (vaccin contre l'hépatite B) : faut-il attendre une certitude scientifique pour les indemniser ?, *Médecine et droit*, no 69, 2004, p. 125.
- * PEIGNE J., La rétrocession hospitalière ou la délicate maîtrise du coût des médicaments vendus par les établissements de santé, *Revue de droit sanitaire et social*, 2005, n° 1, p. 79

Assurances sociales

- * MILHAUD G., Avenir de l'Assurance Maladie, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2004, Tome 188, n°4, p. 695.
- * SANDEEP J., SLOTWEINER DJ., The economics of ICDs, *New England Journal of Medicine*, 352 (2004), p. 2542.
- * STREBELLE GH., Maladie professionnelle et tarification, *Gazette du Palais*, sept.-oct. 2004, p. 2925.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * ANNAS G., Extremely preterm birth and parental authority to refuse treatment – The Case of Sydney Miller, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 2118.
- * ANNAS GJ., Family privacy and death – Antigone, war, and medical research, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 501.
- * AYDIN E., Rights of patients in developing countries: the case of Turkey, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 555.
- * BARTH P., Medizinische Behandlung Minderjähriger, *Recht der Medizin* 1/2005, p. 4. (Présentation, sous forme de tableau synoptique, des solutions légales en rapport avec le traitement des patients mineurs en Autriche).
- * BERTRAND-MIRKOVIC A., L'enfant à naître est-il une personne protégée par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme ?, *Revue générale de droit médical*, no 14, 2004, p. 197.
- * BONNEAU J., La responsabilité sans faute des hôpitaux pour matériel défectueux, *Revue générale de droit médical*, no 14, 2004, p. 247.
- * CANÇADO TRINDADE A.A., The evolution of provisional measures of protection under the case-law of the Inter-American Court of Human Rights (1987-2002), *Human rights law journal*, vol. 24, issue 5-8, 2004 p. 162.
- * CASSEL EJ., Consent or obedience? Power and authority in Medicine, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 328.

- * CORKE C. F. ET AL., How doctors discuss major interventions with high risk patients: an observational study, *British medical journal*, 2005, 330, p. 182.
- * COUNIL C., A quelles conditions un étranger suivant une hormonothérapie féminisante peut-il être protégé contre une mesure de reconduite à la frontière ? Note sous Conseil d'Etat, 28 avr. 2004, Préfet de Police c/ M. Kamal B, *Revue de droit sanitaire et social*, 2004, n° 4, p. 872.
- DEVERS A., L'étranger et l'accès aux soins, *Droit déontologie et soin*, vol. 2, no 1, 2002, p. 133.
- * DEWAR S., BODDINGTON P., Returning to the Alder Hey report and its reporting addressing confusions and improving inquiries, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 463.
- * DUBOIS L., Secret médical et liberté de la presse, Note sous Cour européenne des droits de l'homme, 18 mai 2004, Plon c/ France, *Revue de droit sanitaire et social*, 2004, n° 4, p. 841.
- * ENOCH S., SHAABAN H., DUNN KW., Informed consent should be obtained from patients to use products (skin substitutes) and dressings contained biological material, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 2.
- * FORCIOLI P., Droits et responsabilités des patients et des professionnels hospitaliers : l'Anaes [Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé] et la loi du 4 mars 2002, *Droit déontologie et soin*, vol. 2, no 2, 2002, p. 152.
- * FREICHTINGER B., LINDENTHALER M., Medizin und Recht bei unterzubringenden Notfallpatienten, *Recht der Medizin* 1/2005, p. 10.
- * GUDENA R., LUWEMBA S., JENKINSON L. R., Data protection gone too far: questionnaire survey of patients' and visitors' views about having their names displayed in hospital, *British medical journal*, 329, 2004, p. 1491.
- * Hennette-Vauchez S., Kant contre Jéhovah ? : refus de soins et dignité de la personne humaine, *Recueil Dalloz*, 2004, n°44, p. 3154.
- * KAMKAR C., Du droit à l'information du patient : commentaire de deux arrêts rendus par la Cour de cassation le 21 janvier 2003, *Droit déontologie et soin*, vol. 3, no 3, 2003, p. 365.
- * LOUGHREY J., Public bodies and private medical records : the health and social care (Community health and Standards) Act 2003, *Medical law international*, vol. 6, no 4, 2004, p. 317.
- * MANAOUIL C. ET AL., Le dossier médical du patient majeur : contenu et gestion de l'accès, *Droit déontologie et soin*, vol. 3, no 4, 2003, p. 462.
- * Massis Th., Santé, droits de la personnalité et liberté d'information, *Gazette du Palais*, nov.-déc. 2004, p. 3563.

- * MARTINENT E., Libres propos autour de l'arrêt Guilbot et de la loi du 4 mars 2002, *Droit déontologie et soin*, vol. 3, no 4, 2003, p. 557.
- * MARTINENT E., La liberté de la femme en couche et l'alimentation du nourrisson en droit, *Revue générale de droit médical*, no 14, 2004, p. 315.
- * MARTINEZ E. Le Comité consultatif national d'éthique et le principe de dignité, *Droit déontologie et soin*, vol. 3, no 4, 2003, p. 452.
- * NYS H. ET AL., Patient capacity in mental health care: legal overview, *Health care analysis*, vol. 12, no 4, 2004, p. 329.
- * OUATAH L., La Charte des droits du patient, l'apparence des droits ou l'incertitude du droit ?, *Droit déontologie et soin*, vol. 2, no 1, 2002, p. 65.
- * OUATAH L., Témoins de Jéhovah et transfusions sanguines : respecter et soigner, *Droit déontologie et soin*, vol. 2, no 3, 2002, p. 416.
- * PARMET WE., GOODMAN RA., FARBER A., Individuals rights versus the public's health – 100 years after Jacobson v. Massachusetts, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 652.
- * ROUSSET G., La transfusion sanguine des témoins de Jéhovah, entre obligation de soins et droit au consentement : commentaire de l'arrêt du Conseil d'Etat du 26 octobre 2001, *Droit déontologie et soin*, vol. 3, no 3, 2003, p. 342.

Ethique biomédicale

- * BECKWITH FJ., Of souls, selves, and cerebrums: a reply to Himma, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 56. (voir plus bas)
- * FORDE R., VANDIK IH., Clinical ethics, information, and communication: review of 31 cases from a clinical ethics committee, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p.73.
- * DORNSNER-DOLIVET A., De l'interdiction du clonage à la réification de l'être humain, *La Semaine Juridique*, n° 44-45, 27 octobre 2004, p. 1949.
- * HIMMA KE., A dualist analysis of abortion: personhood and the concept of self qua experiential subject, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 48.
- * HURST SA., HULL SC., DUVAL G. AND AL., how physicians face with ethical difficulties: a qualitative analysis, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 7.
- * MIRKOVIC A., Le régime juridique des éléments et produits du corps humain, *Droit déontologie et soin*, vol. 3, no 4, 2003, p. 436.

Euthanasie

- * AUNE A.-CL., Peut-on légaliser l'euthanasie ?, *Gazette du Palais*, nov.-déc. 2004, p. 3682.
- * BRAZIER M., Letting Charlotte die. The High Court ruling that a premature baby should be not resuscitated. *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 519.
- * CHEYNET DE BEAUPRE A., La loi sur la fin de vie, *Recueil Dalloz*, 2005, n°3, p. 164.
- * DE BEER T., GASTMANS C., DIERCKX B. AND AL., Involvement of nurses in euthanasia : a review of the literature, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 494.
- * GARRARD E., WILKINSON S., Passive euthanasia, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 64.
- * HAGELIN J., NILSTUN T., HAU J. AND AL., Surveys on attitudes towards legalisation of euthanasia : importance of question phrasing, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 521.
- * KALDJIAN LC., JEKEL JF., BERNENE JL. AND AL., Internists' attitudes towards terminal sedation in end of life care, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 499-503.
- * KNOPP L., HOFFMANN J., Rechtssicherheit am Lebensende? *Medizinrecht*, Vol. 23, Nr. 1, p. 83.
- * LELEU Y.-H., GENICOT G., L'euthanasie en Belgique et aux Pays-Bas - Variations sur le thème de l'autodétermination, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 2004, p. 5.
- * MAGNUSSON RS., Euthanasia : above ground, below ground, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 441.
- * MOCK, H., Euthanasie et suicide assisté en Suisse – Etat des lieux et perspectives, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 2004, p. 51.
- * Morin P. Fin de vie et Code civil . faut-il combler le vide législatif ?, *Revue générale de droit médical*, no 14, 2004, p. 391.
- * VAN DELDEN JJM., The unfeasibility of requests for euthanasia in advance directives, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 447-451. LAURIE G., Commentary, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 451.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * BÄUNE S., DAHM F.-J., Auswirkungen der Schuldrechtsreform auf den ärztlichen Bereich, *Medizinrecht*, Vol. 22, Nr. 12, p. 645.

- * BOILEAU CH., L'équipe médicale : une existence évidente pour le professionnel de la santé, mais discutable pour le juriste, *Revue générale de droit médical*, no 14, 2004, p. 33.
- * GOODERHAM P., Complaints about medical expert witnesses in the United Kingdom, *Medical law international*, vol. 6, no 4, 2004, p. 297.
- * IGLEHART JK., The emergence of physician-owned specialty hospitals, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 78.
- * MARTINEZ E., La loi du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique, *Revue droit et santé*, no 2, 2004, p. 95.
- * PELLERIN D., Projet de texte relatif aux conditions de conservation des dossiers médicaux, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2004, Tome 188, n°6, p. 1079.
- * TINETTI ME., BOGARDUS ST., AGOSTINI JV., Potential pitfalls of disease-specific guidelines for patients with multiple conditions, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 2870.

Génétique humaine et biotechnologies

- * ANDORNO R., The right not to know; an autonomy based approach, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 435.
- * BURK D. L., DNA rules : legal and conceptual implications of biological lock out systems, *California law review*, Vol. 92, no. 6, December 2004, p. 1553.
- * ELGER B. S., HARDING TH., Teaching changes attitudes to genetic testing for aggressive behaviour, *Medical law international*, Vol. 6, no 4, 2004, p. 277.
- * GALLOUX J.-CH., La loi n° 2004-1338 du 8 décembre 2004 relative à la protection des inventions biotechnologiques : un point d'orgue ou des points de suspension ?, *Recueil Dalloz*, 2005, n°3, p. 210.
- * GALLOUX J.-CH., Gaumont-Prat H., Droits et libertés corporels : panorama de la législation, de la jurisprudence et des avis des instances éthiques, *Recueil Dalloz*, 2005, n°8, p. 536.
- * GRODSKY J. A., Genetics and environmental law : redefining public health, *California law review*, vol. 93, no. 1, 2005, p. 171.
- * HENN W., Der Diskussionsentwurf des Gendiagnostikgesetzes, *Recht der Medizin*, vol. 17, Nr. 1 p. 34.
- * JOHNSTON C., KAYNE J., Does the UK Biobank have a Legal Obligation to Feedback Individual Findings to Participants, *Medical Law Review* 2004 vol. 12, n° 3, p. 239.

- * KIMMELMAN J., Recent developments in gene transfer: risk and ethics, *British medical journal*, 2005, 330, p. 79.
- * MITNOVETSKI O., NICOL D., Are patents for methods of medical treatment contrary to the *ordre public* and morality or “generally inconvenient”? *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 470.
- * THOUVENIN D., La loi relative à la bioéthique ou comment accroître l'accès aux éléments biologiques d'origine humaine : I. légitimité des activités médicales bioéthique, *Recueil Dalloz*, 2005, n°2, p. 116.
- * THOUVENIN D., La loi relative à la bioéthique ou comment accroître l'accès aux éléments biologiques d'origine humaine : II. nécessité de la volonté, *Recueil Dalloz*, 2005, n°5, p. 172.

Médecine légale

*

Médecine du sport

- * ANDERSON LC., GERRARD DF., Ethical issues concerning New Zealand sports doctors, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 88.

Mesures médicales spéciales

- * ARIES S., Les soins palliatifs à l'orée du droit, *Droit déontologie et soin*, vol. 2, no 1, 2002, p. 44.
- * ARON G.-CL., L'infection nosocomiale : une législation complexe, une législation incomplète, *Revue générale de droit médical*, no 14, 2004, p. 33.
- * CARPENTER RG., WAITE A., COOMBS RC. AND AL., Repeat sudden unexpected and unexplained infant death: natural or unnatural ? *Lancet* 365 (2005), p. 29.
- * COHEN M. H., RUGGIE M., Overcoming legal and social barriers to integrative medicine, *Medical law international*, vol. 6, no 4, 2004, p. 297.
- * DAWSON AJ., An ethical argument in favour of routine hepatitis B vaccination in very low-incidence countries. *Lancet* 365 (2005), p. 120.
- * ELLENBERG E., Médecine et justice face aux logiques sécuritaires, *Droit déontologie et soin*, vol. 4, no 3, 2004, p. 330.
- * GROSSMAN DC., MUELLER BA., RIEDY C. AND AL., Gun storage practices and risk of youth suicide and unintentional firearm injuries, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 707.

- * HATAM SH., Le concept de dangerosité dans le cadre de la privation de liberté à des fins d'assistance, *Droit déontologie et soin*, vol. 4, no 3, 2004, p. 311.
- * MOREL K., Du délicat équilibre entre le placement sous hospitalisation d'office et le respect des libertés individuelles, *Revue droit et santé*, no 3, 2005, p. 33.
- * WICKS E. / WYLDES M. / KILBY M., Late Termination of Pregnancy for Fetal Abnormality: Medical and Legal Perspectives, *Medical Law Review* 2004 vol. 12, n° 3, p. 285
- * WICKS E. / WYLDES M. / KILBY M., United Kingdom: The Right to Require Life-Prolonging Treatment, *Medical Law Review* 2004 vol. 12, n° 3, p. 306
- * WICKS E. / WYLDES M. / KILBY M., Europe: The Right of a Treatment Proxy to Challenge a Decision to Administer Diamorphine to a Patient, *Medical Law Review* 2004 vol. 12, n° 3, p. 317

Nouvelles techniques de l'information et santé

- * EVANS MG., KALRA D., Healthcare computer systems – global approaches, *Lancet* 365 (2005), p. 10.
- * HERSH W., Health care information technology. Progress and barriers, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 2273.
- * PANSA C., Accréditation et gestion des ressources humaines, une reconsidération souhaitée par les professionnels de santé ?, *Droit déontologie et soin*, vol. 3, no 2, 2003, p. 178.
- * ROUSSET G., La réforme du "dossier patient", un enjeu médical et juridique essentiel, *Droit déontologie et soin*, vol. 3, no 3, 2003, p. 168.

Personnes âgées et santé

- * HUISMAN M., KUNST AE., BOPP M. AND AL., Educational inequalities in cause-specific mortality in middle-aged and older men and women in eight western European populations, *Lancet* 365 (2005), p. 493.
- * LAGRAULA-FABRE M., La violence institutionnelle dans les établissements sociaux et médico-sociaux, une question de droit ? *Revue de droit sanitaire et social*, 2005, n° 1, p. 110.
- * LECOMTE D., DE PENANSTER D., Population domiciliée à Paris, décédée durant la canicule 2003, et examinée à l'Institut Médico-Légal, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2004, Tome 188, n°3, p. 459.

Procréation médicalement assistée

- * BERNIER L., GRÉGOIRE D., Reproductive and therapeutic cloning, germline therapy and purchase of gametes and embryos: comments on Canadian legislation governing reproduction technologies, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 527-532.
- * COOMBES R., Authority consults public on paying women £1000 to donate eggs, *British medical journal*, 329, 2004, p. 1206.
- * DAVIS OK., Elective single-embryo transfer – Has its time arrived, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 2440.
- * FORD M., MORGAN D., Misconceived conceptions. Leeds Teaching Hospitals NHS Trust v Mr & Mrs A & others. *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 478.
- * KRIEGK J.-F., Droit civil, procréation et dignité humaine, *Gazette du Palais*, nov.-déc. 2004, p. 3670.
- * MCLACHLAN H. V., Surrogate Motherhood: Beyond the Warnock and the Brazier Reports, *Human Reproduction and Genetic Ethics*, vol. 11, n°1, 2005, p. 12.
- * SHELDON S., WILKINSON S., Should selecting saviour siblings be banned? *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 533.
- * THURIN A., HAUSKEM J., HILLENSJO T. AND AL. Elective single-embryo transfer versus double-embryo transfer in vitro fertilization, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 2392.

Recherche biomédicale

- * ALTAVILLA A., L'Europe face à la recherche sur les cellules souches : enjeux éthiques et juridiques, *Revue générale de droit médical*, no 14, 2004, p. 159.
- * BINET J.-R., La recherche sur l'embryon humain in vitro : variations sur le thème de l'interdit, *Revue générale de droit médical*, no 14, 2004, p. 109.
- * BREYER P., Der datenschutzrechtliche Schutz von Körpersubstanzen, die Patienten zu Analyse Zwecken entnommen wurden, *Medizinrecht*, Vol. 22, Nr. 12, p. 660.
- * CHEMTOB-CONCE M.-C., le nouvel encadrement juridique et éthique de la recherche biomédicale en France, *Revue générale de droit médical*, no 14, 2004, p. 255.
- * DUNN LB., GORDON NE., Improving informed consent and enhancing recruitment for research by understanding economic behaviour, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 609.
- * FURNESS PN., NICHOLSON ML., Obtaining explicit consent for the use of archival tissue samples: practical issues, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 561.

- * HEINRICHS B., Forschungsethik als integrativer Bestandteil der medizinisch-naturwissenschaftlichen Ausbildung. Zur interdisziplinären Entwicklung eines „Curriculums Forschungsethik“, *Recht der Medizin*, vol. 17, nr. 1 p. 34.
- * KÖNIG P., Biomedizinkonvention des Europarats, EU und deutsches Organhandelsverbot, *Medizinrecht*, Vol. 23, Nr. 1, p. 22.
- * MORREIM E.H., Malpractice Doctrines Versus Research Realities, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 474.
- * SHAPIRO K., BENATAR SR., HIV prevention research and global inequality: steps towards improved standards of care, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 39.

Responsabilité médicale

- * ALT-MAES F., La nouvelle place de la faute technique et de la faute éthique depuis la loi du 4 mars 2002, *Revue générale de droit médical*, no 14, 2004, p. 109.
- ALTMAN DE., CLANCY C., BLENDON RJ., Improving Patient Safety – Five Years after the IOM Report, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 2041.
- ASUMAN A., Réflexions autour de la création du fonds d'indemnisation relatif à l'aléa thérapeutique, *Droit déontologie et soin*, vol. 3, no 3, 2003, p. 148.
- BANATVALA J., BELLE P., SYMONDS M., The Research Assessment Exercise is bad for UK medicine, *Lancet* 365 (2005), p. 458.
- BAUDE F., Une nouvelle expertise médicale conforme à l'exigence du procès équitable ?, *Droit déontologie et soin*, vol. 2, no 3, 2002, p. 320.
- CHEVALLET C., Condamnation pénale d'un médecin anesthésiste pour faute de négligence : commentaire d'arrêt rendu par la Cour de cassation le 26 novembre 1997, *Droit déontologie et soin*, vol. 3, no 3, 2003, p. 310.
- COTTENDIN A., Modification du code pénal : la défense de l'esprit de décision, *Droit déontologie et soin*, vol. 2, no 1, 2002, p. 29.
- DECAMPS-MINI D., La responsabilité d'un établissement de santé pour défaillance du matériel de conservation d'embryons *Revue générale de droit médical*, no 14, 2004, p. 273.
- DELFORGE C., Vers un nouveau régime d'indemnisation des accidents médicaux ?, *Revue de droit de la santé*, no 2, 2004-2005, p. 86.
- DOUAY S., La responsabilité des centres de transfusion sanguine, *Droit déontologie et soin*, vol. 3, no 1, 2003, p. 34.

- DOUAY S., Responsabilité pénale d'un médecin gynécologue accoucheur pour homicide involontaire : commentaire de l'arrêt rendu par la Cour de cassation le 26 février 1997, *Droit déontologie et soin*, vol. 3, no 3, 2003, p. 293.
- DUFOUR A., La part du secret médical dans la recherche de la vérité en droit pénal : divergence et conciliation d'intérêts, *Droit déontologie et soin*, vol. 2, no 4, 2002, p. 471.
- * GORNY A., Droit de la santé : de la faute à la responsabilité de la victime, *Gazette du Palais*, nov.-déc. 2004, p. 3449.
- Hennion-Jacquet P., Quelques aspects actuels de l'ambivalence des responsabilités pénale et civile du praticien, *Revue générale de droit médical*, no 14, 2004, p. 285.
- JEGU F., La loi du 4 mars 2002 et l'aléa thérapeutique, *Revue générale de droit médical*, no 14, 2004, p. 143.
- JONQUET N., Vaccins contre l'hépatite B : « nova et vetera », les nouveaux fondements d'une indemnisation par les laboratoires, *Revue droit et santé*, no 2, 2004, p. 108.
- KAMKAR C., L'indemnisation de l'aléa thérapeutique dans la loi du 4 mars 2002, *Droit déontologie et soin*, vol. 2, no 4, 2002, p. 552.
- LANDRIGAN CP., ROTSCCHILD JM., CRONIN JW. AND AL., Effect of reducing interns' work hours on serious medical errors in intensive care units, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 1838.
- LOCKLEY SW., CRONIN JW., EVANS EE, AND AL., Effect of reducing interns' weekly work hours on sleep and attentional failures, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 1829.
- MANAOUIL C. ET AL., La responsabilité de l'anesthésiste, *Droit déontologie et soin*, vol. 3, no 1, 2003, p. 4.
- * MANAOUIL C. ET AL., Responsabilité de l'équipe médicale en droit administratif : interaction avec le droit pénal et le droit civil, *Revue générale de droit médical*, no 14, 2004, p. 41.
- MARTINENT E., Le droit du secret médical, étude historique, *Droit déontologie et soin*, vol. 2, no 4, 2002, p. 437.
- * MEMETEAU G. la codification du droit médical, *Revue générale de droit médical*, no 14, 2004, p. 367.
- * NIEL, P. L., La faute pénale d'imprudence caractérisée commise par un médecin régulateur du Samu dans l'accomplissement de ses fonctions Note sous Cass. Crim., 2 déc. 2003 : Juris data 2003-O21563, *Médecine et droit*, no 68, 2004, p. 97.

- OBSERVATOIRE ETHIQUE ET SOINS HOSPITALIERS, Influences de la loi du 4 mars 2002 sur les pratiques professionnelles, *Droit déontologie et soin*, vol. 4, no 3, 2004, p. 345.
- OUATAH L., Une jurisprudence du Conseil d'Etat au sujet de la violation du secret professionnel, *Droit déontologie et soin*, vol. 2, no 4, 2002, p. 513.
- OUATAH-LETTAT L., Responsabilité civile d'un médecin généraliste pour erreur de diagnostic : commentaire de l'arrêt rendu par la Cour de cassation le 25 novembre 1997, *Droit déontologie et soin*, vol. 3, no 3, 2003, p. 318.
- * PAPANIKOLAOU D., La responsabilité pénale des membres d'une équipe médicale, *Revue générale de droit médical*, no 14, 2004, p. 79.
- PARISOT, J.-CH., Le débat généré par l'arrêt Perruche, *Droit déontologie et soin*, vol. 2, no 1, 2002, p. 95.
- PELIGRY M., La prescription médicamenteuse, les règles à respecter et les risques judiciaires en termes de responsabilité, *Droit déontologie et soin*, vol. 3, no 2, 2003, p. 208.
- * PENNEAU J., Droit médical : panorama 2004, *Recueil Dalloz*, 2005, n°6, p. 403.
- SEGUIN CH., Jurisprudence Perruche : les rapports complexes entre responsabilité et solidarité, *Droit déontologie et soin*, vol. 2, no 1, 2002, p. 88.
- SERVERIN E., Réparer ou punir ? : l'interruption accidentelle de grossesse devant la Cour européenne des droits de l'homme, *Recueil Dalloz*, 2004, n°39, p. 2801.
- STEINHILPER G., Die Plausibilitätsprüfung nach neuem Recht (§ 106a SGB V), *Medizinrecht*, Vol. 22, Nr. 11, p. 597.
- * VALLAR C. ET ZEPI S., Responsabilité médicale et primauté de la faute de service. Note sous Conseil d'Etat, 3 nov., *Revue de droit sanitaire et social*, 2004, n° 4, p. 905.

Santé mentale et psychique

- * CLEMENT M.-N., Le droit et la dignité des personnes à l'épreuve de la psychiatrie, *Droit déontologie et soin*, vol. 2, no 1, 2002, p. 21.
- * GROSS ML., Treating competent patients by force: the limits and lessons of Israel's Patient's Rights Act, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 29.
- * MORDELET P. Toxicomanie : la réduction des risques, une doctrine malgré ses contradictions, *Droit déontologie et soin*, vol. 2, no 1, 2002, p. 8

- * SCHANDA H., Psychiatry reforms and illegal behaviour of the severely mentally ill, *Lancet* 365 (2005), p. 367.
- * SZASZ T., « Idiots, infants, and the insane »: mental illness and legal incompetence, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 78.
- * TAN JOA., MCMILLAN JR., The discrepancy between the legal definition of capacity and the British Medical Association's guidelines, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 427.
- * TANNSJO T., The convention on human rights and biomedicine and the use of coercion in psychiatry, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 430.
- * VALLA J., Les principes de l'irresponsabilité pénale des malades mentaux à l'épreuve de la pratique, *Droit déontologie et soin*, vol. 2, no 2, 2002, p. 159.
- * WELLER M., BRAHAMS D., The UK Draft Mental Bill 2004: a compromise that please no one, *Lancet* 364 (2004), p. 1651.

SIDA, lutte contre les épidémies

- * ROSEN S., SANNE I., COLLIER A. AND AL., Hard choices : rationing antiretroviral therapy for HIV/AIDS in Africa, *Lancet* 365 (2005), p. 354.

Systeme de santé, politique de la santé

- * BELORGEY J.-M., La lutte contre le saturnisme sous les plombs : le législateur dupe ou complice ?, *Revue de droit sanitaire et social*, 2005, n° 1, p. 73.
- * GOSTIN L.O., Health of the People : The Highest Law ?, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 309.
- * GUERRA R., BUBLITZ C. AND AL., Missing clinical information during primary care visits, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 565.
- * HANSSON SO., Extended antipaternalism, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 97.
- * HOGERZEIL HANS V., The concept of essential medicines: lessons for rich countries, *British medical journal*, 329, 2004, p. 1169
- * JAUHAR S., House Calls, *New England Journal of Medicine*, 351 (2004), p. 2149-2151.
- * KRAUS CK., SUAREZ TA., Is there a doctor in the House?... Or the Senate, *Journal of American Medical Association*, 292 (2004), p. 2125.
- * MAISONNET M., Le Conseil de l'Europe et la Santé, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2004, Tome 188, n°5, p. 813.

- * TUBIANA M., Aspects juridiques de la lutte contre le tabac, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2004, Tome 188, n°6, p. 1075.
- * TAYLOR A.L., Governing the globalization of Public Health, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 500.
- * VILLENEUVE P., La haute autorité de santé : vers une nouvelle gouvernance du système de santé ?, *La Semaine Juridique*, n° 1-2, 12 janvier 2005, p. 1.

Transplantations

- * SCHMIDT-RECLA A., Tote leben länger: Ist der Hirntod ein ausreichendes Kriterium für die Organspende?, *Medizinrecht*, Vol. 22, Nr. 12, p. 672.
- * WALTER M., PAPACHRISTOU C., DANZER G. AND AL., Willingness to donate: a interview study before liver transplantation, *Journal of Medical Ethics*, 30 (2004), p. 544.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

- * CLAUS S., Postmortaler Persönlichkeitsschutz im Zeichen allgemeiner Kommerzialisierung, Baden-Baden 2004.
- * DIBIE-KRAJCMAN D., Informations génétiques et fonctions médicales : essai sur l'ambivalence juridique des médecins, Etudes hospitalières, Bordeaux, 2004.
- * GUTMANN T. ET AL., Ethica, legal and social issues in organ transplantation, Pabst, Berlin, 2004.
- * HUMBERT N. DIR., Les soins palliatifs pédiatriques, Hôpital Sainte-Justine, Montréal, 2004.

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

✱

Assurances sociales

- ✱ CATANEO Daniele, Assicurazioni sociali : alcuni temi d'attualità, *Rivista ticinese di diritto*, I – 2004 p. 215.
- ✱
- ✱ CHIESA Spartaco, Giurisprudenza ticinese recente in tema di responsabilità di agenti sanitari, *Rivista ticinese di diritto*, I – 2004 p. 637.
- ✱ DESPLAND B., Dépistage du cancer du sein : discriminatoire ?, *Plaidoyer*, Vol. 1, 2005, p. 64.
- ✱ DUC J.-L., Les frais de transport dans la LAMal, *Pratique juridique actuelle*, Vol. 12, 2004, p. 1503.
- ✱ DUC J.-L., Age et solidarité dans les récentes propositions de modifications de la LAMal, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 2004, p. 547.
- ✱ Fleischanderl P., Rechtsprechung des Eidgenössischen Versicherungsgerichts zu dem auf den 1. Januar 2003 in Kraft getretenen Bundesgesetz über den Allgemeinen Teil des Sozialversicherungsrechts (ATSG) vom 6. Oktober 2000 und dessen Ausführungsverordnung vom 11. September 2002 (Verordnung über den Allgemeinen Teil des Sozialversicherungsrechts (ATSV), *Revue de la Société des juristes bernois*, Vol. 11, 2004, p. 745.
- ✱ KIESER Ueli, Entwicklungen im Sozialversicherungsrecht / Le point sur le droit des assurances sociales, *SJZ 100*, (2004) N° 23, p. 562.
- ✱ MEYER B., Tarifschutz und Tarifgestaltung bei ausserkantonaler Hospitalisation in der sozialen Krankenversicherung, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 2004, p. 527.

Droits des patients, droit de la personnalité

- ✱ AYER A., L'accès aux soins des patients allophones, *Plaidoyer*, Vol. 6, 2004, p. 56.
- ✱ RIPPE Klaus Peter, SCHWARZENEGGER Christian, BOSSHARD Geor, KIESEWETTER Martin, Urteilsfähigkeit von Menschen mit psychischen Störungen und Suizidbeihilfe, Teil 1, *SJZ 101*, (2005) N° 3, p. 53, Teil 2, *SJZ 101*, (2005) N° 4, p. 81.

- * SCHIEMANN Anja, Kann es einen freien Willen geben ? – Risiken und Nebenwirkungen der Hirnforschung für das deutsche Strafrecht, *NJW* 29/2004, 2056.
- * WICHTERMANN Jürg, Le bébé de Madame Vo oder Wie künstlich sind natürliche Personen ?, *Recht* n°6, 2004.

Ethique biomédicale

- * MARTIN J., Fifth International Meeting of National Bioethics Advisory Bodies, *Bulletin des médecins suisses*, Vol. 7, 2005, p. 424.
- * REHMANN-SUTTER C, PORZ R, LEACH SCULLY J., Genetische Untersuchungen bei Kindern: einige ethische Aspekte, *Bulletin des médecins suisses*, Vol. 51/52, 2004, p. 2778.
- * REITER-THEIL S., Klinische Ethikkonsultation – eine methodische Orientierung zur ethischen Beratung am Krankenbett, *Bulletin des médecins suisses*, Vol. 6, 2005, p. 346.

Euthanasie

- * JOTTI-ARNOLD A.-L., Assistance au suicide en EMS Recommandations éthiques et pratiques de la Chambre de l'éthique de l'AVDEMS, *Revue médicale suisse*, no 1, 2005, p. 85.
- * MÜLLER D., Assistance au suicide : une question légitime ou un prétexte ambigu ?, *Médecine & Hygiène*, 2507, 1 décembre 2004, p. 2432.
- * SALATHE M, ZIMMERMANN-ACKLIN M., Les nouvelles directives médico-éthiques de l'ASSM pour la prise en charge des patientes et patients en fin de vie, *Bulletin des médecins suisses*, Vol. 3, 2005, p. 177 (ég. en allemand, p. 171).

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * DONZE P.-Y., L'intervention de l'Etat dans les systèmes hospitaliers romands : le cas du canton de Vaud, 19ème - 20 ème siècles, *Revue de la recherche juridique*, 1, 2005, p. 383.
- * TANQUEREL Th., L'évolution du système genevois de surveillance des professions médicales, *Revue de la recherche juridique*, 1, 2005, p. 383.

Génétique humaine et biotechnologies

- * GERSBACH-FORRER M., Tests génétiques chez les enfants et les adolescents, *Bulletin des médecins suisses*, Vol. 51/52, 2004, p. 2770.

- * GLANZMANN-TARNUTZER L., Der Beweiswert medizinischer Erhebungen im Zivil-, Straf- und Sozialversicherungen, *Pratique juridique actuelle*, Vol. 1, 2005, p. 73.
- * MÜLLER H., Genetische Untersuchungen bei Kindern und Jugendlichen, *Bulletin des médecins suisses*, Vol. 51/52, 2004, p. 2766.
- * TAUPITZ J., Genetische Untersuchungen bei Kindern, Aspekte des schweizerischen Rechts, *Bulletin des médecins suisses*, Vol. 51/52, 2004, p. 2782.

Médecine légale

*

Médecine du sport

*

Mesures médicales spéciales

- * WYSS D., WIRTHNER D., RENTERIA S. C., DE GRANDI P., Les demandes d'interruption de grossesse de 1988 à 2002 au CHUV, *Médecine & Hygiène* 2503, 3 novembre 2004, p. 2190.

Nouvelles techniques de l'information et santé

*

Personnes âgées et santé

- * HUGENTOBLER V., L'évolution des besoins en soins des personnes âgées en Suisse, *Aspects de la sécurité sociale*, 2004, n° 3, p. 10.
- * REBER D., Aide et soins à domicile, *Sécurité sociale*, 2005, n° 1, p. 21.

Procréation médicalement assistée

- * MARTIN J., Biomédecine et procréation, Quel avenir pour les variantes technicisées de la manière de faire des enfants dont nous avons l'habitude ?, *Revue Médicale Suisse*, n°6, 9 février 2005, p. 453.

Recherche biomédicale

- * BURNAND B., REGE WALTHER M., Enregistrement et publication des essais cliniques, *Bulletin des médecins suisses*, Vol. 8, 2005, p. 480 (ég. en allemand, p. 482).

Responsabilité médicale

- * FAVRAT B., ROMAIN N., MANGIN P., Recommandations pour la pratique clinique et responsabilité juridique des médecins : quel impact ?, *Médecine & Hygiène* 2506, 24 novembre 2004, p. 2374.

Santé mentale et psychique

- * Asmus Finzen, Zwischen Euphorie, Ernüchterung und neuer Hoffnung – 50 Jahre Neuroleptika, *Pro mente sana*, 4/04, 13.
- * Angehörige : hilflos und stark, *Pro mente sana*, 4/04. (dossier)
- * KHAZAAL Y., BONSACK C., BORGEAT F., La contrainte en psychiatrie. Actualités et perspectives, *Revue Médicale Suisse*, n°7, 16 février 2005, p. 515.

SIDA, lutte contre les épidémies

*
*

Système de santé, politique de la santé

*
*

Transplantations

*
*

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

- * GNAEGI P., Histoire et structure des assurances sociales en Suisse, avec une introduction à l'aide sociale, Schulthess, Genève, 2004.
- * JOYE CH., L'analyse génétique humaine : quelles perspectives législatives ? : actes du colloque, Schulthess, Genève, Zurich, 2004.
- * KUTZNER S., MÄDER U., KNÖPFEL C. HRSG., Working poor in der Schweiz - Wege aus der Sozialhilfe : eine Untersuchung über Lebensverhältnisse und Lebensführung Sozialhilfe beziehender Erwerbstätiger, Rüegger, Zurich, 2004.
- * MOREILLON L. [et al], Aspects pénaux du droit du vivant, Bruylant, Helbing & Lichtenhahn, Bâle, Bruxelles, Genève, 2003.
- * POLEDNA T., EICHENBERGER TH. HRSG, Das neue Heilmittelgesetz : eine erste Bilanz : Referate der Tagung vom 19. November 2003 in Bern, Schulthess, Zurich, 2004.

- * SCHAFFHAUSER R., POLEDNA T., Wettbewerb im Gesundheitsrecht, Krankenversicherung, Arzt und Arzneimittel zwischen staatlicher Lenkung und Markt, Institut für Rechtswissenschaft und Rechtspraxis, St-Gallen, 2004.
- * THOMMEN M., Medizinische Eingriffe an Urteilsunfähigen und die Einwilligung der Vertreter : eine strafrechtliche Analyse der stellvertretenden Einwilligung, Helbing & Lichtenhahn, Bâle, 2005.

RSDS N°7

Dokumentation / Documentation

Cette rubrique présente les références des dernières parutions juridiques en matière de droit de la santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger. Ce numéro couvre en principe la période entre **le 1^{er} mars 2005 et le 30 juin 2005**.

Diese Rubrik gibt Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheitsrecht. Sie wird auf Grund von nahezu Hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der Schweiz und dem Ausland zusammengestellt. Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode **vom 1. März 2005 bis zum 30. Juni 2005**.

Ont collaboré à cette rubrique / An dieser Rubrik haben mitgewirkt : Séverine BOILLAT, Nathalie BRUNNER, Vincent CORPATAUX, Béatrice DESPLAND, Olivier GUILLOD, Christian HÄNNI, Daniel KRAUS, Audrey LEUBA, Jean PERRENOUD, Martine REHM FUCHS, Aline SCHMIDT, Dominique SPRUMONT, Céline TRITTEN, Marinette UMMEL, Christian VAN GESSEL.

Législation/ Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

- * Conseil de l'Europe, Recommandation Rec (2005)11F du Comité des Ministres aux Etats membres sur le rôle et la formation des professionnels du don d'organes (« coordinateurs du prélèvement ») adoptée par le Comité des Ministres le 15 juin 2005, lors de la 930e réunion des Délégués des Ministres.

- * Conseil de l'Europe, Recommandation 1715 (2005) de l'Assemblée parlementaire pour une meilleure réponse aux besoins de santé mentale en Europe adoptée le 24 juin 2005 (24e séance).
- * Conseil de l'Europe, Recommandation 1460 (2005) de l'Assemblée parlementaire pour une meilleure réponse aux besoins de santé mentale en Europe adoptée le 24 juin 2005 (24e séance).

II. Droit communautaire / Europarecht

Droit édité/

Erlassenes Recht

- * Directive 2005/25/CE du conseil du 14 mars 2005 modifiant l'annexe VI de la directive 91/414/CEE en ce qui concerne les produits phytopharmaceutiques contenant des micro-organismes, JO L 90 du 8. avril 2005.
- * Directive 2005/28/CE de la Commission du 8 avril 2005 fixant des principes et des lignes directrices détaillées relatifs à l'application de bonnes pratiques cliniques en ce qui concerne les médicaments expérimentaux à usage humain, ainsi que les exigences pour l'octroi de l'autorisation de fabriquer ou d'importer ces médicaments, JO L 91 du 9 avril 2005.
- * Règlement (CE) no 13/2005 du Conseil du 10 mai 2005 instituant un droit compensateur définitif sur les importations de certains antibiotiques à large spectre originaires de l'Inde, JO L 121 du 13 mai 2005.

Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.

- Rectificatif à la décision n° 197 du 23 mars 2004 relative aux périodes transitoires pour l'introduction de la carte européenne d'assurance maladie conformément à l'article 5 de la décision n° 191, JO L 33 du 5 février 2005.
- Décision de la Commission du 8 mars 2005 modifiant pour la quatrième fois la décision 2004/122/CE concernant certaines mesures de protection contre l'influenza aviaire dans plusieurs pays d'Asie [notifiée sous le numéro C(2005) 521], JO L 63 du 10 mars 2005.

- Rectificatif à la décision no 197 du 23 mars 2004 relative aux périodes transitoires pour l'introduction de la carte européenne d'assurance maladie conformément à l'article 5 de la décision no 191 (JO L 343 du 19.11.2004), JO L 93 du 12 avril 2005.
- Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 mars 2005 au 15 avril 2005 (Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement du Conseil (CEE) no 2309/93), JO C 104 du 29 avril 2005.
- Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15.3.2005 au 15.4.2005 — Décision(s) prise(s) en vertu de l'article 34 de la Directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la Directive 2001/82/CE, JO C 118 du 19 mai 2005,.
- Décision 2005/387/JAI du Conseil du 10 mai 2005 relative à l'échange d'informations, à l'évaluation des risques et au contrôle des nouvelles substances psychoactives, JO L 127 du 20 mai 2005.
- Avis du Comité économique et social européen sur la Proposition de règlement du Conseil relatif à l'observatoire européen des drogues et des toxicomanies COM(2003) 808 final – 2003/0311 (CNS), JO C 120 du 20 mai 2005.
- Avis du Comité économique et social européen sur la Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions. Moderniser la protection sociale pour le développement de soins de santé et de soins de longue durée de qualité, accessibles et durables: un appui aux stratégies nationales par la méthode ouverte de coordination (COM(2004) 304 final), JO C 130 du 27 mai 2005.
- Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 avril 2005 au 15 mai 2005 [Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement du Conseil (CEE) no 2309/93], JO C 130 du 29 mai 2005.
 - Décision de la Commission du 4 mai 2005 approuvant au nom de la Communauté européenne les modifications aux annexes de l'accord entre la Communauté européenne et les États-Unis d'Amérique relatif aux mesures sanitaires de protection de la santé publique et animale applicables au commerce d'animaux vivants et de produits animaux [notifiée sous le numéro C(2005) 1369], JO L 137 du 31 mai 2005.
 - Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 mai 2005 au 15 juin 2005 [Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du Règlement du Conseil (CEE) no 2309/93], JO C 153 du 24 juin 2005.

- Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 10 mai 2005 au 15 juin 2005[Décision(s) prise(s) en vertu de l'article 34 de la Directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la Directive 2001/82/CE], JO C 153 du 24 juin 2005.
- Avis du Comité économique et social européen sur la Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen et au Comité économique et social européen sur le Plan d'action européen 2004-2010 en faveur de l'environnement et de la santé COM(2004) 416 final, JO C 157 du 28 juin 2005.
- Avis du Comité économique et social européen sur la Coexistence entre les OGM et les cultures traditionnelles et biologiques, JO C 157 du 28 juin 2005.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl>.

Droit édicté/

Erlassenes Recht

France / Frankreich

- * Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, Journal officiel de la République française, Lois et Décrets, 12 février 2005, n° 36, p. 2353.
- * Loi n° 2005-370 du 22 avril 2005 relative aux droits des malades et à la fin de la vie, Journal officiel de la République française, Lois et Décrets, 23 avril 2005, n° 95, p. 7089 et Dalloz, n°18, 2005, p. 1214.

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

Belgique/Belgien

- * Revue de droit de la santé 2004-2005, n°3, p. 267. Avis du Conseil national de l'ordre des médecins du 19 juin 2004.

Le secret professionnel après le décès du patient. Contestation testamentaire. droits du patient. Dossier médical. Euthanasie. Erreur médicale. Secret professionnel. Vie privée.

- * Revue de droit de la santé 2004-2005, n°4, p. 351. Avis du Conseil national de l'ordre des médecins du 27 septembre 2003.
Mention DNR [do not resuscitate] dans le dossier médical hospitalier. Droits du patient. Euthanasie. Protocoles DNR.

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

**Droit édicté /
Erlassenes Recht**

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

- Accord complémentaire du 22 avril 2005 à l'échange de notes du 11 décembre 2001 concernant la validité de la législation suisse sur les produits thérapeutiques au Liechtenstein, relatif à l'autorisation de mise sur le marché des médicaments contenant de nouvelles substances actives, entrée en vigueur le 1er juin 2005, RO 2005 2237.
- Accord du 26 octobre 1973 sur le transfert des corps des personnes décédées, complément au champ d'application de l'accord le 16 août 2004, RO 2005 1737.
- Accord entre le Conseil fédéral suisse et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme en vue de déterminer le statut juridique du Fonds mondial en Suisse, entrée en vigueur le 13 décembre 2004, RO 2005 2421.
- Amendements du Protocole de Montréal des 29 juin 1990, 25 novembre 1992, 17 septembre 1997 et 3 décembre 1999 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, champ d'application le 27 mai 2005, complément, RO 2005 2339.
- Arrangement international du 25 janvier 1924 pour la création, à Paris, d'un office international des épizooties, champ d'application de l'arrangement le 5 janvier 2005, complément, RO 2005 1865.
- Arrêté fédéral concernant le Protocole du 18 novembre 1991 à la Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif à la lutte contre les émissions des composés organiques volatils (COV) ou leurs flux transfrontières du 6 décembre 1993, RO 2005 1679.

- Code européen de sécurité sociale du 16 avril 1964, champ d'application du code européen le 27 août 2004, RO 2005 1785.
- Convention de Vienne du 22 mars 1985 pour la protection de la couche d'ozone, champ d'application le 12 mai 2005, complément, RO 2005 2319.
- Convention du 10 décembre 1984 contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, champ d'application le 13 avril 2005, complément, RO 2005 1907.
- Convention du 26 septembre 1986 sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique, champ d'application le 23 mars 2005, complément, RO 2005 2231.
- Convention du 26 septembre 1986 sur la notification rapide d'un accident nucléaire, champ d'application le 23 mars 2005, complément, RO 2005 1849.
- Convention internationale de 1990 du 30 novembre 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures, champ d'application de la convention le 17 décembre 2004, complément, RO 2005 1671.
- Convention n° 6 du 28 novembre 1919 concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie, Champ d'application le 29 avril 2005, complément, RO 2005 2241.
- Convention n° 16 du 11 novembre 1921 concernant l'examen médical obligatoire des enfants et des jeunes gens employés à bord des bateaux, Champ d'application de la Convention le 3 novembre 2004, complément, RO 2005 1741.
- Convention n° 18 du 10 juin 1925 concernant la réparation des maladies professionnelles, champ d'application de la convention le 20 août 2004, complément, RO 2005 1857.
- Convention n° 45 du 21 juin 1935 concernant l'emploi des femmes aux travaux souterrains dans les mines de toutes catégories, champ d'application de la Convention le 4 novembre 2004, complément, RO 2005 1743.
 - Convention n° 115 du 22 juin 1960 concernant la protection des travailleurs contre les radiations ionisantes, complément au champ d'application de la convention le 19 octobre 2004, RO 2005 1735.
 - Convention n° 136 du 23 juin 1971 concernant la protection contre les risques d'intoxication dus au benzène, champ d'application de la convention le 26 novembre 2004, complément, RO 205 1859.
 - Convention n° 139 du 24 juin 1974 concernant la prévention et le contrôle des risques professionnels causés par les substances

cancérogènes, champ d'application de la convention le 26 novembre 2004, complément, RO 2005 1861.

- Convention n° 162 du 24 juin 1986 concernant la sécurité dans l'utilisation de l'amiante, champ d'application de la Convention le 12 novembre 2004, complément, RO 2005 1779.
 - Convention n° 182 du 17 juin 1999 concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination, champ d'application de la convention le 1er septembre 2004, complément, RO 2005 1781.
 - Loi fédérale sur le transfert à la CNA de la gestion de l'assurance militaire du 18 mars 2005, entrée en vigueur le 1er juillet 2005, RO 2005 2881.
 - Loi fédérale sur les conditions et la procédure régissant la stérilisation de personnes (Loi sur la stérilisation) du 17 décembre 2004, entrée en vigueur le 1er juillet 2005, RO 2005 2499.
-
- * Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édition de la pharmacopée,
 - modification du 9 décembre 2004, RO 2005 1249 ;
 - modification du 12 mai 2005, RO 2005 2329.
 - * Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques sur les exigences relatives à l'autorisation de mise sur le marché des médicaments (Ordonnance sur les exigences relatives aux médicaments, OEMéd), modification du 31 mars 2005, RO 2005 2129.
 - * Ordonnance de l'OVF [Office vétérinaire fédéral] (1/05) instituant des mesures temporaires à la frontière pour lutter contre la peste aviaire classique du 20 avril 2005, RO 2005 1833.
 - * Ordonnance du DFI [Département fédéral de l'intérieur] sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins, OPAS), modification du 2 juin 2005, RO 2005 2875.
 - * Ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins, OPAS), modification du 28 juin 2005, RO 2005 2879.
 - * Ordonnance sur l'assurance directe autre que l'assurance sur la vie (Ordonnance sur l'assurance dommages, OAD), modification du 18 mai 2005, RO 2005 2389.
 - * Ordonnance sur l'assurance directe sur la vie (Ordonnance sur l'assurance-vie, OAssV), modification du 18 mai 2005, RO 2005 2387.

- * Ordonnance sur l'assurance militaire (OAM), modification du 27 avril 2005, RO 2005 2885.
- * Ordonnance sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire, modification du 25 mai 2005, RO 2005 2353.
- * Ordonnance sur le Service sanitaire coordonné (OSSC) du 27 avril 2005, entrée en vigueur le 1er juin 2005, RO 2005 2119.
- * Ordonnance sur les bonnes pratiques de laboratoire (OBPL) du 18 mai 2005, RO 2005 2795.
- * Ordonnance sur les mesures de lutte contre une pandémie d'influenza (Ordonnance sur la pandémie d'influenza, OPI) du 27 avril 2005, entrée en vigueur le 1er juin 2005, RO 2005 2137.
- * Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de 1979, relatif à la lutte contre les émissions des composés organiques volatils ou leurs flux transfrontières, entré en vigueur pour la Suisse le 29 septembre 1997, RO 2005 1681.
- * Protocole additionnel du 12 septembre 2002 à la Convention contre le dopage, complément au champ d'application du protocole additionnel le 16 février 2005, RO 2005 1633.
- * Protocole de 1978 relatif à la convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, du 17 février 1978, Champ d'application du protocole de 1978 et de la convention de 1973 amendée par ce protocole le 21 janvier 2005, complément, RO 2005 1665.
- * Protocole de 1992 du 27 novembre 1992 modifiant la Convention internationale de 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, champ d'application du protocole le 25 août 2004, complément, RO 2005 1673.
- * Protocole de Cartagena du 29 janvier 2000 sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique, champ d'application le 17 mai 2005, complément, RO 2005 2335.
- * Protocole du 8 juillet 1985 à la convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance de 1979, relatif à la réduction des émissions de soufre ou de leurs flux transfrontières d'au moins 30 pour cent, champ d'application du protocole le 2 novembre 2004, complément, RO 2005 1677.
- * Règlement de l'examen des chiropraticiens portant sur la protection contre les radiations, abrogation du 23 février 2005, RO 2005 1185.

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/> . En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html> .

- * Accord entre la Confédération suisse et la Principauté de Liechtenstein concernant la coopération dans le cadre des systèmes d'information suisses sur les empreintes digitales et les profils d'ADN, FF 2005 2749.
- * Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire "Pour la baisse des primes d'assurance-maladie dans l'assurance de base" (Projet), FF 2005 4115.
- * Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire «pour des aliments produits sans manipulations génétiques» du 17 juin 2005, FF 2005 3823.
- * Arrêté fédéral portant approbation de l'Accord entre la Confédération suisse et la Principauté de Liechtenstein concernant la coopération dans le cadre des systèmes d'information suisses sur les empreintes digitales et les profils d'ADN (Projet), FF 2005 2747.
- * Arrêté fédéral portant approbation du Protocole du 30 novembre 1999 à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de 1979, relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique du 18 mars 2005, délai référendaire 7 juillet 2005, FF 2005 2205.
- * Décisions de l'OFSP [Office fédéral de la santé publique] relatives à la classification de substances Liste 1 des toxiques du 17 mai 2005, FF 2005 2887.
- * Initiative populaire fédérale «pour un âge de l'AVS flexible», examen préliminaire, FF 2005 3745.
- * Loi fédérale sur l'assurance-invalidité (LAI) (Projet), FF 2005 2913.
- * Loi fédérale sur le nouveau régime de financement des soins (Projet), FF 2005 1973.
- * Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) (Réduction des primes), modification du 18 mars 2005, délai référendaire 7 juillet 2005, FF 2005 2125.
- * Loi fédérale sur la prorogation de l'arrêté fédéral sur le contrôle des transplants, du 17 juin 2005, délai référendaire 6 octobre 2005, FF 2005 3827.
- * Loi fédérale sur le transfert à la CNA de la gestion de l'assurance militaire du 18 mars 2005, délai référendaire 7 juillet 2005, FF 2005, 2127.
- * Message concernant l'initiative populaire "Pour la baisse des primes d'assurance-maladie dans l'assurance de base" du 22 juin 2005, FF 2005 4095.

- * Message concernant la modification de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité (LAI) du 4 mai 2005, FF 2005 2899.
- * Message relatif à l'Accord entre la Confédération suisse et la Principauté de Liechtenstein concernant la coopération dans le cadre des systèmes d'information suisses sur les empreintes digitales et les profils d'ADN du 13 avril 2005, FF 2005 2733.
- * Message relatif à la loi fédérale sur le nouveau régime de financement des soins, du 16 février 2005, FF 2005 1911.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait du “Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin”, n° 1-2 2005 avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

Lucerne / Luzern

- * Reglement über Ausbildung, Prüfungen und Promotion an der Schule in Sursee für Gesundheits- und Krankenpflege Diplommniveau II am Ausbildungszentrum für Gesundheitsberufe des Kantons LU, vom 28.01.2005, in Kraft ab 01.02.2005, G 2005 23

Obwald / Obwalden

- * Regulierungsratsbeschluss über die Vereinbarung dem Kanton OW und dem Inselspital Bern über die Hospitalisation von KVG-Patienten mit Wohnsitz im Kanton OW mit medizinisch begründeter Indikation vom (Ohne Text der Vereinbarung vom 06.12.2004) (Hebt die Vereinbarung vom 04.07.2003 auf), vom 04.01.2005, in Kraft ab 01.01.2005, Amtsblatt 2005, Nr. 2, S. 30

Zurich / Zürich

- * Zulassungsreglement für die Ausbildung zur dipl. Biomedizinischen Analytikerin und zum dipl. Biomedizinischen Analytiker, vom 20.12.2004, rückwirkende Inkraftsetzung ab 01.11.2004, OS 60 39
- * Reglement über die Eignungsabklärung für die Ausbildung zur Pflegeassistentin und zum Pflegeassistenten, vom 02.02.2005, rückwirkende Inkraftsetzung ab 18.08.2004, OS 60 65
- * Zulassungsreglement für die Ausbildung zur dipl. Pflegefachfrau und zum Pflegefachmann, vom 20.12.2004, rückwirkende Inkraftsetzung ab 22.04.2004
- * Promotionsordnung für die Diplomausbildung zur Pflegefachfrau HF oder zum Pflegefachmann HF an der Krankenpflegeschule am Kantonsspital Winterthur, vom 20.12.2004, rückwirkende Inkraftsetzung ab 18.10.2004, OS 60 34

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

Suisse / Schweiz

- * COMMISSION NATIONALE D'ETHIQUE POUR LA MEDECINE HUMAINE, Prise de position N°8/2005 *Les soins médicaux sont obligatoires* / NATIONALE ETHIKKOMMISSION IM BEREICH HUMANMEDIZIN, Stellungnahme nr. 8/2005 *Medizinische Betreuung ist Pflicht.* www.nek-cne.ch

- * COMMISSION NATIONALE D'ETHIQUE POUR LA MEDECINE HUMAINE, Prise de position N°9/2005 *l'assistance au suicide* / NATIONALE ETHIKKOMMISSION IM BEREICH HUMANMEDIZIN, Stellungnahme nr. 9/2005 *Beihilfe zum Suizid.* www.nek-cne.ch

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

(<http://www.echr.coe.int>)

* *pas de nouvelle jurisprudence significative*

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

(<http://curia.eu.int/fr/index.htm>)

- KELLER, affaire C-145/03, Arrêt de la Cour du 12 avril 2005: *Sécurité sociale des travailleurs migrants – Les frais médicaux d'une personne munie des formulaires E 111 et E 112, qui, pour des raisons d'urgence médicale, doit être hospitalisée dans un Etat tiers, doivent être pris en charge, selon ses règles, par l'institution de sécurité sociale de l'Etat membre de séjour pour le compte de l'institution de l'Etat membre d'affiliation.*
- COMMISSION / FRANCE, affaire C-212/03, arrêt de la Cour du 26 mai 2005: *Libre circulation des marchandises – La procédure d'autorisation d'importation en France de médicaments à usage personnel, non réalisée par transport personnel, est incompatible avec les règles du traité relatives à la libre circulation des marchandises.*
- HANNER, affaire C-438/02, arrêt de la Cour du 31 mai 2005: *Libre circulation des marchandises – Le monopole suédois de vente au détail des médicaments est contraire au droit communautaire.*
- ALLIANCE FOR NATURAL HEALTH E.A, affaires jointes C-154/04 et C-155, arrêt de la Cour du 12 juillet 2005: *Rapprochement des législations – La Cour confirme la validité de la directive communautaire concernant les compléments alimentaires.*

- COMMISSION / CEVA SANTE ANIMALE E.A, affaire C-198/03 P, arrêt de la Cour du 12 juillet 2005: *Agriculture – La Cour annule l'arrêt du Tribunal constatant l'inaction illégale de la Commission en matière de fixation des limites maximales de résidus de médicaments vétérinaires.*

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

Allemagne / Deutschland

- * Medizinrecht, H. 5, 2005, p. 287, BGH, Urt. v. 12.1.2005 - XII ZR 227/03 (OLG Celle).
Zur Frage der Verwertbarkeit einer heimlich eingeholten DNA-Analyse im Vaterschaftsanfechtungsverfahren.
- * Medizinrecht, H. 5, 2005, p. 292, OLG Koblenz, Urt. v. 1.4.2004 - 5 U 1086/03 (LG Koblenz)
Arzthaftung bei Aufklärungsversäumnis und hypothetischer Einwilligung des Patienten.
- * Medizinrecht, H. 4, 2005, p. 227, BGH, Urt. v. 16.11.2004 - VI ZR 328/03 (OLG Braunschweig)
Beweislastumkehr bei grober Verletzung der Pflicht zu therapeutischer Aufklärung.
- * Medizinrecht, H. 4, 2005, p. 232, OLG Naumburg, Urt. v. 14.9.2004 - 1 U 97/03 (LG Magdeburg)
Keine Haftung des Operateurs für Behandlungsfehler des Anästhesisten.
- * Medizinrecht, H. 4, 2005, p. 241, Pfälz. OLG Zweibrücken, Urt. v. 19.10.2004 - 5 U 6/04 (LG Kaiserslautern)
Aufklärung vor einer Blutspende.
- * Medizinrecht, H. 4, 2005, p. 243, LG Fraukenthal, Urt. v. 14.9.2004 - 4 O 11/02
Einwilligung in die rituelle Beschneidung eines Neunjährigen.
- * Medizinrecht, H. 3, 2005, p. 243, BGH, Urt. v. 16.9.2004 - III ZR 346/03 (OLG München)
Amtshaftung für Notarzt. Dem öffentlich-rechtlichen Charakter der Durchführung rettungsdienstlicher Aufgaben sowohl im Ganzen wie im Einzelfall entspricht es, Dass auch die ärztliche Tätigkeit im Rahmen eines rettungsdienstlichen Einsatzes als Ausübung eines öffentlichen Amtes zu beurteilen ist. Dies gilt für privat und gesetzlich krankenversicherte Patienten gleichermaßen.

Belgique / Belgien

- * Revue de droit de la santé 2004-2005, n°3, p. 210. Tribunal de première instance de Gand, 16ème chambre, 11 octobre 2004.

Expérimentation médicale. responsabilité. Firme pharmaceutique. Chercheurs. Comité d'éthique. Hôpital universitaire. Consentement éclairé. principe de proportionnalité. Loi sur la responsabilité des produits défectueux.

- * Revue de droit de la santé 2004-2005, n°3, p. 238. Tribunal de Termonde du 7 mars 2002.
Responsabilité du médecin. Erreur de diagnostic. Indemnisation du dommage moral. Dommage sexuel. Détresse émotionnelle.

France / Frankreich

- * Dalloz, n°14, 2005, p. 930, Tribunal de grande instance de Lille(1re ch. A), 10 nov. 2004, avec une note de X. LABBEE.
La valeur des choses sacrées ou le prix des restes mortels. La dépouille mortelle fait l'objet d'un droit de propriété familiale et demeure un objet de respect dont le caractère sacré est rappelé par l'article 16-1 du code civil : la loi assure la primauté de la personne et interdit toute atteinte à la dignité de celle-ci, elle garantit le respect de l'être humain dès le commencement de la vie. Le fait pour une municipalité de vider une sépulture de sa dépouille pour la placer dans un ossuaire, de sorte qu'elle est aujourd'hui mélangée avec d'autres dépouilles sans pouvoir être à nouveau individualisée, revêt un caractère définitif et irréversible.
- * Dalloz, n°16, 2005, p. 1069, Cour d'appel de Colmar (ch. appels corr.) du 4 janvier 2005, avec une note d'A. PAULIN.
L'administration volontaire de substances nuisibles entraînant une infirmité permanente, en l'espèce le virus VIH suite à la multiplication de relations sexuelles non protégées après que le prévenu ait été informé de sa séropositivité, constitue l'infraction d'administration d'une substance de nature à nuire à la santé.
- * Droit déontologie & soin, Vol. 5, n°1, 2005, p. 119. Cour administrative d'appel de Marseille, 2 12.2004, Req. n°00MA01367 avec un commentaire de D. Peljak.
Manquement à l'obligation d'information des patients hospitalisés.
- * La Semaine Juridique, Edition générale, n° 7, 16 février 2005, p. 327, Cass. 1^{ère} civ., 9 novembre 2004, Sté Le Sou médical c/ CRAM des professions libérales d'Ile de France (Juris-Data n° 2004-025553) et Cass. 1^{ère} civ., 9 novembre 2004, S. c/ de M. (Juris-Data n° 2004-025254)
Le médecin ou la sage-femme salariés qui agissent dans les limites de leur mission n'engagent pas leur responsabilité à l'égard des patients.

Italie / Italien

- * Il Foro italiano, n. 4, Aprile 2005, p. 262, Tribunale amministrativo regionale per il Lazio, sezione I ; sentenza 29 novembre 2004, n. 14477 ;.Pres. Calabrò, Est. Gaviano ; Soc. Monsanto agricoltura Italia e altri (Avv. Ferrari, Raffaelli, Todaro) c. Pres. cons. ministri e altri (Avv. dello Stato Fiorilli) e altri
Alimenti e bevande (igiene e commercio) ; Prodotti contenenti residui di proteine transgeniche ; commercio ; sospensione ; illegittimità

- Recht der Medizin 3/2005, p. 84, OGH 24.11.2004
Ärztliche Aufklärung – Eiterherd bei Zahnbehandlung.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.jaac.admin.ch>. La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante :

<http://www.bger.ch/> et sur <http://www.bag.admin.ch/kv/rkuv/f/index.htm> pour les arrêts concernant les assurances maladie et accident.

- ATF 130 V 380 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 10 mai 2004 : publié également dans RAMA n° 6, 2004, p. 534.
Notion d'accident : Le fait de tomber sur les genoux au cours d'un match de volleyball ne peut être considéré comme un mouvement non programmé excédant ce que l'on peut objectivement qualifier de normal et habituel, de sorte que l'existence d'un facteur extérieur extraordinaire doit être niée. Aperçu de la jurisprudence.
- * ATF 130 V 472 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 15 juillet 2004 ; publié également dans RAMA n° 6, 2004, p. 455.
La décision du Département fédéral de l'intérieur de ne pas intégrer la tumeur pathologique au sein dans la liste de l'art. 18, al. 1 OPAS ne déborde pas manifestement du cadre de la compétence déléguée par l'article 31 al. 1 let. b LAMal. La disposition réglementaire est conforme à la loi et à la constitution.
- ATF 130 V 464 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 19 août 2004 ; publié également dans RAMA n° 6, 2004, p. 456.
L'existence d'une maladie, qui justifie la prise en charge des soins en cas de dislocation dentaire, n'est pas suffisante dans le cas des dislocations de dents de sagesse. Dans ce cas, en effet, des traitements plus simples peuvent être dispensés.
- ATF 130 V 479 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 2 septembre 2004 ; publié également dans RAMA n° 6, 2004, p. 470.
Une personne hospitalisée en division commune d'une clinique privée du canton où elle habite, clinique figurant dans la planification hospitalière cantonale, - ou pour elle son assureur-maladie - ne peut prétendre de ce canton la part des coûts imputables dans un hôpital public ou subventionné.
- ATF 130 V 448 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 8 septembre 2004 ; publié également dans RAMA n° 6, 2004, p. 476.

En cas de changement d'assureur dans l'assurance obligatoire des soins, la communication prévue à l'art. 7 al. 5 1^{ère} phrase LAMal doit se faire directement du nouvel assureur à l'ancien. Si le nouvel assureur ne connaît pas l'ancien assureur, l'omission de faire cette communication n'est pas contraire au droit, si bien qu'il n'y a pas d'obligation de réparer le dommage selon l'art. 7 al. 5 2^{ème} phrase LAMal. Pour sauvegarder son droit à la réparation du dommage, la personne assurée doit faire connaître au nouvel assureur l'identité de l'ancien.

- ATF 130 V 532 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 14 septembre 2004 ; publié également dans RAMA no 6, 2004, p. 488.
Un médicament figurant dans la liste des spécialités, utilisé pour d'autres indications que celles sur lesquelles portent l'autorisation de Swissmedic et la notice destinée aux professionnels n'est pas pris en charge par l'assurance obligatoire des soins. Examen des conditions auxquelles doivent répondre les exceptions admises (maladie entraînant une menace pour la vie de l'assuré ou atteinte à la santé grave et chronique).
- ATF 131 II 44 – Arrêt du 25 octobre 2004.
Livraison de médicaments à des clients suisses depuis un établissement situé en Allemagne.
- ATF 131 IV 1 – Arrêt du 27 octobre 2004.
L'infection par le VIH constitue objectivement et en elle-même une lésion corporelle grave, qui met la vie en danger. La condamnation d'une personne infectée par le virus VIH pour tentative de lésions corporelles graves n'entre pas en considération lorsque son partenaire, connaissant l'infection de celle-ci et les risques de transmission, consent librement à entretenir un rapport sexuel non protégé et partage la maîtrise des événements. Celui qui transmet le virus VIH à autrui par un rapport sexuel non protégé commet également l'infraction de propagation d'une maladie de l'homme. Le consentement du partenaire n'exclut à cet égard ni la réalisation des éléments constitutifs de cette infraction ni l'illicéité de l'acte.
- ATF 131 IV 36 – Arrêt du 22 décembre 2004.
La condamnation d'un conducteur pour entrave à la prise de sang, réalisée par la violation de certains devoirs après un accident ayant causé des dégâts à des tiers et par la consommation ultérieure d'alcool, n'est pas contraire à l'interdiction de l'obligation de s'incriminer soi-même.
- ATF 131 V 9 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 30 septembre 2004
Les appareils de communication électriques et électroniques ne tombent pas sous le coup de la notion de moyen auxiliaire s'ils servent à l'apprentissage du langage. Le fait qu'ils ne sont pas pris en charge par l'assurance-invalidité n'est pas critiquable d'un point de vue constitutionnel ni sous l'angle des mesures visant à éliminer les inégalités qui frappent les personnes handicapées; cela d'autant moins qu'il y a lieu de prendre en considération les mesures entrant dans le cadre de la formation scolaire spéciale. Il ne s'agit pas non plus de mesures médicales.

- ATF 131 V 35 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 22 décembre 2004.

Le droit de l'assuré d'obtenir la traduction d'un rapport médical rédigé dans la langue de l'Etat de résidence en français ne peut être tiré des dispositions du règlement CEE n° 1408/71 ou de son règlement d'application. Un tel droit ne découle pas non plus de la jurisprudence fédérale.

- * Plädoyer 3/05, p. 83, Urteil H 273/03 und H 278/03 der IV. Kammer des Eidgenössischen Versicherungsgerichts vom 4. Oktober 2004.

Für nicht bezahlte Sozialversicherungsbeiträge haftet der Arbeitgeber nur bei qualifiziertem Verschulden. Wenn der Verwaltungsrat aufzeigen kann, dass er die nach den Umständen gebotene Aufsicht ausübte, kann er nicht persönlich für die Beiträge haftbar gemacht werden.

- Plädoyer 3/05, p. 86, Urteil U 69/03 der III. Kammer des Eidgenössischen Versicherungsgerichts vom 7. April 2004.

Eine Diskushernie, die sechs Jahre nach dem Unfall auftrat, stufte das Eidgenössische Versicherungsgericht als mutmasslich teilweise unfallbedingt ein.

- * die Praxis, Heft n° 13/2005, n° 36, p. 264 (= ATF 129 V 402), Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 10 juin 2003 (U 103/02).

Art. 2 al. 2 LAMal et art. 9 al. 1 OLAA (dispositions en vigueur jusqu'au 31 décembre 2002): Accident. Causalité adéquate. Règles applicables en matière de causalité adéquate selon qu'il s'agit d'un traumatisme psychique consécutif à un choc émotionnel ou d'un événement accidentel ayant entraîné une lésion et des suites psychiques secondaires.

- RAMA 6/2004, p. 467 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 2 septembre 2004 (K 112/03)

Il n'existe aucune justification médicale de soins hospitaliers effectués dans une clinique hors canton – et ne figurant pas sur la liste des hôpitaux du canton de résidence de l'assuré – pour le traitement d'une dépression d'épuisement accompagnée de symptômes psychosomatiques.

- RAMA 6/2004, p. 576 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 5 juillet 2004 (U 123/04).

Lésion corporelle assimilée à un accident : Même après l'entrée en vigueur de la LPGA, la jurisprudence développée jusqu'ici relative à la notion d'accident reste valable.

- RAMA 1/2005, p. 3 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 17 août 2004 (K 66/02).

Le tribunal arbitral n'est pas compétent pour juger d'actions interjetées par un médecin qui ne figure pas sur la liste des médecins de famille dans le domaine de l'asile : la première action tendant au paiement des frais de traitement (après cession de créance par le requérant d'asile) ; la deuxième action tendant à faire constater que la non prise en considération sur la liste des médecins de famille est contraire au droit.

- RAMA 1/2005, p. 25 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 22 octobre 2004 (K 22/04).
Les réfugiés handicapés, admis dans le cadre de programmes spéciaux du HCR, sont également soumis au régime de l'assurance obligatoire des soins et ont le même droit aux prestations que les réfugiés « ordinaires » ou que les ressortissants suisses.
- RAMA 1/2005, p. 31 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 28 octobre 2004 (K 92/04).
Le fait qu'une analyse de sang destinée à évaluer une prédisposition au cancer ne figure pas dans la liste positive de l'art. 12 OPAS ne constitue pas une lacune authentique dont l'existence appellerait l'intervention du juge. Dans cette mesure, cette disposition n'apparaît pas non plus contraire au droit ou sortant du cadre de la délégation du législateur.
- RAMA 1/2005, p. 35 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 15 novembre 2004 (K 91/04).
L'art. 42, al. 3, phrase 1, LAMal ne peut pas être appliqué par analogie à une situation internationale. Le canton de résidence n'a aucune obligation de prendre en charge les frais non remboursés par l'assureur-maladie pour un traitement à l'étranger répondant à des motifs médicaux.
- RAMA 2/2005, p. 77 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 17 janvier 2005 (K 108 et 111/04).
Par « canton de résidence » (« Wohnkanton » ; « cantone di domicilio ») au sens de l'art. 41 al. 3 LAMal, il faut entendre le canton de domicile selon les art. 23ss CC.
- RAMA 2/2005, p. 88 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 27 janvier 2005 (K 166/03).
En cas de traitement médical, l'assurance-maladie est tenue de prendre provisoirement en charge les prestations en relation avec l'assurance-accidents lorsque la question de la causalité de l'atteinte à la santé est litigieuse. Dans cette hypothèse, l'étendue du droit aux prestations doit être fixée selon les dispositions de la LAMal. L'assureur-maladie n'est donc pas tenu de prendre provisoirement en charge des médicaments qui ne figurent pas sur la liste des spécialités ou des mesures dispensées à l'étranger si les conditions ne sont pas remplies.
- RAMA 2/2005, p. 92 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 28 janvier 2005 (K 117/04).
Comme par le passé, le maintien d'une suspension du droit aux prestations après clôture de la faillite reste incompatible avec l'art. 265 al. 2 LP, nonobstant les dispositions d'exécution adoptées par le Conseil fédéral.
- RAMA 2/2005, p. 97 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 1^{er} février 2005 (K 45/03).
Les droits garantis par l'art. 6 par. 1 CEDH n'autorisent pas un Etat contractant à soustraire la validité d'une clause tarifaire de l'assurance-

maladie obligatoire à tout contrôle juridictionnel. La limitation du pouvoir d'examen du juge au contrôle de la légalité de la clause tarifaire litigieuse est conforme aux exigences de la CEDH.

- RAMA 2/2005, p. 109 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 17 février 2005 (K 23/04).
Il n'existe aucun droit à la prise en charge des coûts d'une conservation du sperme par congélation dans le cas d'un assuré souffrant de la maladie de Hodgkin.
- RAMA 2/2005, p. 119 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 10 novembre 2004 (U 203/04).
Notion d'accident : Les éléments constitutifs de la notion d'accident ne sont pas réalisés lorsqu'un plongeur souffre subitement de sensations de paralysie à un bras lors d'une plongée qui s'est déroulée normalement. La pression normale de l'eau sur le corps n'est pas une cause extérieure extraordinaire.
- RAMA 2/2005, p. 144 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 7 décembre 2004 (U 46/04).
Cas d'un événement terrifiant où la personne concernée a été par mégarde impliquée dans un exercice de police et a cru à tort être prise pour un délinquant présumé, l'erreur lui ayant cependant immédiatement expliquée. Négation de la causalité adéquate entre cet événement et les problèmes psychiques survenus par la suite.
- * Rivista ticinese di diritto, II – 2004 p. 160 n° 51, TFA 23.4.2004 N. I 404/03.
Art. 4 LAI ; 8 ALC. Disturbo somatoforme persistente – esclusione di regola di una limitazione di lunga durata della capacità lavorativa suscettiva di cagionare un'invalidità – condizioni alle quali eccezionalmente va ammessa una deroga – applicabilità dell'ALC.
- * Rivista ticinese di diritto, II – 2004 p. 200 n° 63, TFA 6.4.2004 N. U 85/03.
Art. 9 cpv. 1 OAINF ; 6 LAINF. Nozione di infortunio – ferita al piede con scarponi da montagna – amputazione dell'aluca a seguito di infezione. Un danno alla salute dovuto a un'infezione configura di principio una malattia. Un'infezione può avere natura infortunistica allorché i germi patogeni sono penetrati nell'organismo attraverso una ferita o una piaga di origine infortunistica e non attraverso delle banali escoriazioni o graffi come se ne possono produrre quotidianamente.
- * SJZ 101, (2005) N° 11, p. 270, ATF 5C.245/2004 du 11 mars 2005.
L'assureur ne peut pas se fonder sur l'art. 40 LCA pour dénoncer tous les contrats qu'il a avec un assuré, mais uniquement ceux qui sont en lien avec des renseignements dissimulés ou faux qui avaient pour but d'induire en erreur l'assureur.
- SJZ 101, (2005) N° 13, p. 326, ATF 6A.51/2004 du 19 avril 2005.
Lorsqu'une patiente se trouve dans un rapport de dépendance tel avec son thérapeute que son aptitude à se déterminer pour des actes d'ordre sexuel s'en trouve massivement limitée, elle ne peut consentir librement à des

contacts d'ordre sexuel qui sont considérés comme une violation grave des règles de l'art. Dans ces circonstances, les conditions d'un abus de détresse au sens de l'art. 193 CP sont remplies.

- * Semaine judiciaire, N°14, 2005, p. 205. ATF 131 I 45 (5P.232/2004) du 18 novembre 2004.
Clause de besoin. Constitutionnalité de la limitation pour une durée de trois ans du nombre de médecins admis à fournir des prestations à charge de l'assurance obligatoire. Le remboursement des prestations par l'assurance maladie obligatoire est un bien économique régi par l'Etat auquel l'accès est limité. Dans un tel cas, si une égalité absolue d'accès n'est pas possible, l'égalité de traitement va tendre à établir un équilibre permettant aux concurrents de participer au jeu économique, soit à ceux qui exercent déjà une activité de médecin indépendant et à ceux qui projettent d'en exercer une. (...) La limitation de l'admission à pratiquer ne touche pas à l'essence de la liberté économique, car (...) elle n'a d'incidence que sur l'admission de ces médecins en tant que fournisseurs de prestations au sens de l'art. 35 LAMal et(...) elle n'a pas d'effet sur l'activité du médecin dépendant.
- * Semaine judiciaire, N°23, 2005, p. 333. ATF 4C.383/2004 du 1er mai 2005.
Le dommage consécutif à l'invalidité doit, autant que possible, être évalué de manière concrète ; le juge part du taux d'invalidité médicale (ou théorique) et cherche ses effets sur la diminution de la capacité de gain ou sur l'avenir économique du lésé. (...) Il faut qu'il existe non seulement une concordance au niveau de l'événement dommageable, mais aussi une concordance temporelle et fonctionnelle (matérielle) entre les prestations sociales et le dommage dont la réparation est demandée sur le plan civil (Kongruenzgrundsatz).

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

Genève / Genf

- * Semaine judiciaire, n°13, 2005, p. 193, Tribunal administratif, 24 août 2004, A/322/2004.
Médecin. Agissement professionnel incorrect. Sanction. La notion d'agissement professionnel incorrect vise l'inobservation d'obligations faites à tout praticien d'une profession de la santé, formé et autorisé à pratiquer conformément au droit en vigueur, d'adopter un comportement professionnel consciencieux, en l'état du développement actuel de la science. Cet agissement peut résulter d'une violation des règles de l'art ou de l'obligation d'entretenir des relations adéquates avec les patients, en l'espèce suivi inadéquat d'un cas d'hypertension oculaire après une opération de la cataracte.

- * Plädoyer 3/05, p. 74, Jugement du TCAS genevois du 11 mai 2004 (ATAS 335/2004), extraits.
L'analyse des médecins de l'AI ne vaut, vu leur rapport de subordination à l'égard de l'AI, pas comme expertise au sens de la procédure administrative.

Luzern / Lucerne

- Luzerner Gerichts- und Verwaltungs, 2004, III, nr. 20, p. 458.
Befristung einer Praxisbewilligung.
 - Obergericht des Kantons Luzern, I. Kammer, 14. Oktober 2003, in ZBJV 3/2005, p. 196.
Art. 394 ff. OR. Die fehlende ärztliche Aufklärung kann durch eine hypothetische Einwilligung des Patienten geheilt werden.

St Gallen / St Gall

- * GVP-SG 2004, Nr. 11, S. 36ff – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 10. Juni 2004.
Dem bundesrechtlichen Gebot, bei der Prämienverbilligung die aktuellsten Einkommens- und Familienverhältnisse zu berücksichtigen, widerspricht das kantonale Recht nicht, welches auf die persönlichen Verhältnisse am 1. Januar abstellt und Änderungen während des Anspruchsjahres, abgesehen von der gesetzlich vorgeschriebenen Berücksichtigung der Geburt eines Kindes, nicht mehr Rechnung trägt.
- * GVP-SG 2004, Nr. 41, S. 135ff – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 16. November 2004.
Das kantonale Recht stellt strengere Anforderungen an die Begutachtung bei der Entmündigung wegen Geisteskrankheit oder Geistesschwäche als das Bundesrecht, da das Gutachten nicht nur von einem, sondern von zwei Sachverständigen erstellt werden muss. Als Sachverständiger gilt sowohl bundes- wie kantonale rechtlich ein Arzt mit genügenden psychiatrischen Kenntnissen, jedoch nicht ein Psychologe. Die beiden Sachverständigen müssen unabhängig voneinander aufgrund eigener Untersuchung zu einem übereinstimmenden Ergebnis gelangen (Doppelgutachten). Ein vom Assistenzarzt erstelltes und vom Oberarzt visiertes Gutachten ist grundsätzlich kein Doppelgutachten in diesem Sinne, während ein vom Oberarzt erstelltes und vom Chefarzt visiertes Gutachten die Anforderungen an ein Doppelgutachten erfüllen kann.
- * GVP-SG 2004, Nr. 43, S. 146ff – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 5. Oktober 2004.
Für eine fürsorgliche Freiheitsentziehung genügt die medizinische Diagnose einer psychischen Krankheit nicht. Im Zeitpunkt der Beurteilung muss eine Geisteskrankheit oder Geistesschwäche im juristischen Sinne ausgewiesen sein.
- * GVP-SG 2004, Nr. 50, S. 168ff – Entscheid des Kantonsgerichts, Strafkammer, vom 17. Mai 2004.

Ein Arzt kann sich nur ausnahmsweise auf den übergesetzlichen Rechtfertigungsgrund des therapeutischen Privilegs berufen und gestützt darauf einem Patienten eine Diagnose nicht eröffnen.

Thurgau / Thurgovie

- * RBOG-TG 2004, Nr. 12, S. 104ff – Entscheid des Obergerichts vom 2. September 2004, Nr. ZBR.2004.44.
Beweiskraft eines Arztzeugnisses; Mobbing ist keine Krankheit.

Tessin / Ticino

- * Rivista ticinese di diritto, II – 2004 p. 174 n° 57, TCA 3.5.2004 N. 36.2003.110
Art. 42 cpv. 2, 64 LAMal; 93, 103 OAMal. Principio del terzo pagante – diniego della necessità di informare gli assicurati prima di pagare le fatture di un fornitore di prestazioni e chiedere il rimborso delle franchigia e della partecipazione ai costi – esclusione della compensazione per gli assicurati – spese di incasso e costi relativi al danno derivanti dal ritardo del pagamento della franchigia e della partecipazione ai costi.
- * Rivista ticinese di diritto, II – 2004 p. 175 n° 58, TCA 22.3.2004 N. 36.2003.85
Art. 55a cpv. 1 LAMal; 5 OFL. Limitazione del numero dei fornitori di prestazioni ammessi a esercitare a carico della LAMal, richiesta successiva all'entrata in vigore dell'OFL. In concreto, l'insorgente è sottoposto alla limitata limitazione del numero di fornitori di prestazioni autorizzati a esercitare a carico della LAMal, visto che la richiesta di rilascio per l'autorizzazione a esercitare quale indipendente è stata inoltrata all'autorità competente due mesi dopo l'entrata in vigore dell'OFL. Siccome la menzionata autorizzazione andava richiesta all'autorità cantonale, la domanda del riconoscimento dell'equipollenza del suo diploma estero (UE), inoltrata all'Ufficio federale competente precedentemente all'entrata in vigore dell'OFL, non può supplire a tale mancanza. Nemmeno rilevante è il fatto che l'assicurato aveva ottenuto l'autorizzazione a esercitare come dipendente. Pure irrilevante risulta l'iscrizione all'albo dei medici del Cantone Ticino quale membro straordinario.

Wallis / Valais

- * ACDP du 27 août 2004 en la cause X. c/ Conseil d'Etat, in RVJ 1/2005, p. 81.
Le médecin qui a obtenu une autorisation de pratiquer la médecine peut se la voir retirer au motif que, hormis les cas d'urgence, réservés par cette disposition, il exerce ses activités dans des locaux non conformes aux réquisits de l'art. 66 LS, soit en l'espèce, dans des instituts de beauté.

- ATCA du 6 octobre 2003 en la cause Z. c/ Caisse maladie Y., in RVJ 1/2005, p. 97.

Art. 61 LAMal. Procédure applicable depuis l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2003 de la LPGA. En cas de contrat collectif portant sur des cotisations concernant l'assurance obligatoire des soins et en l'absence de dispositions contraires des conditions d'assurance de la caisse, il convient de considérer que c'est l'employeur qui est débiteur des cotisations dues par l'assuré jusqu'au terme de son contrat dans l'entreprise.

- KVG vom 1. Mai 2002, X. c/ Krankenkasse Y., in RVJ 1/2005, p. 103.

Arzneimittel. Kostenvergütung für ein nicht auf der Spezialitätenliste aufgeführtes Präparat. Die klare gesetzliche Ordnung schliesst die Übernahme der Kosten von nicht auf der Spezialitätenliste aufgeführten Arzneimitteln durch die obligatorische Krankenpflegeversicherung grundsätzlich aus. Eine Anrufung der Austauschbefugnis fällt ausser Betracht, wenn damit die Kostenübernahme eines nicht auf der Spezialitätenliste enthaltenen Präparates erreicht werden soll.

(wurde mit Entscheid des Eidgenössischen Versicherungsgerichtes vom 1. September 2003 bestätigt)

- ATCA du 27 août 2002 en la cause T. c/ Office cantonal AI du Valais, in RVJ 1/2005, p. 110.

La fixation par l'OFAS du prix limite d'un moyen auxiliaire ne saurait avoir pour effet d'empêcher un assuré de bénéficier du modèle d'un prix supérieur qui, tel qu'il a été conçu, est adapté à son handicap

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles /
Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * ALBIN RL, Sham surgery controls are mitigated trolleys, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 149.
- * CASTILLE X., La politique européenne de lutte contre le tabac, *Droit déontologie & soin*, Vol. 4, n°4, 2004, p. 501.
- * CHEMTOB-CONCE M.-C., Brevets pharmaceutiques et santé publique des pays en développement, *Médecine & droit*, n°70, 2005, p. 23.
- * COHEN J. C., Pushing the borders : the moral dilemma of international internet pharmacies, *Hastings center report*, Vol. 34, no 2, March-April 2004, p. 15.
- * CORRIGAN OP., Pharmacogenetics, ethical issues: review of the Nuffield Council on Bioethics Report, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 144.
- * ELLIOTT C., Pharma goes to the laundry : public relations and the business of medical education, *Hastings center report*, Vol. 34, no 5, September-October 2004, p. 18.
- * KOSKI G., FDA and the life-sciences industry : business as usual ?, *Hastings center report*, Vol. 34, no 5, September-October 2004, p. 24.
- * MAY TH., AULISIO M. P., SILVERMAN R. D., The smallpox vaccination of health care workers : professional obligations and defense against bioterrorism, *Hastings center report*, Vol. 33, no 5, September-October 2003, p. 26.
- * OKIE S., Safety in numbers – monitoring risk in approved drugs, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 1273-1276.

- * WAXMAN HA., The lessons of Vioxx – Drug safety and sales, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 2576.

Assurances sociales

- * CAUCHY M., DIONISI-PEYRUSSE A., Le droit au secret médical et son application en matière d'assurances, Dalloz, n°20, 2005, p. 1313.
- * COURSIER PH., NONENMACHER D., Les nouvelles sanctions financières issues de la réforme de l'assurance-maladie, *Gazette du Palais*, janvier-février 2005, p. 275.
- * EMANUEL E. AND AL., Health care vouchers – a proposal for universal coverage, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 1255.
- * KESSELHEIM AS. AND AL., Overbilling vs. Downcoding – The battle between physicians and Insurers, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 855.
- * MACAULEY R., The hippocratic civil disobedience and health care reform underground, *Hastings center report*, Vol. 35, no 1, January-February 2005, p. 38.
- * MONGAN JJ. AND AL., Do we really want broad access to health care? *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 1260.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * ABELLARD V., L'évolution de l'obligation d'information, vers une remise en cause de la nature de la relation médecin-patient, *Droit déontologie & soin*, Vol. 5, n°1, 2005, p. 91.
- * ASHCROFT RE., Standing up for the medical rights of asylum seekers, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 125.
- * BERTRAND-MIRKOVIC A., L'enfant à naître est-il une personne protégée par la Convention européenne des droits de l'homme ?, *Revue générale de droit médical*, N° 14, 2004, p. 197.
- * BOURBON M., Le « droit du mourir » à l'hôpital pour l'enfant, *Droit déontologie & soin*, Vol. 5, n°1, 2005, p. 65.
- * CASAGRANDE T., L'accès direct au dossier médical : principes juridiques et réalités pratiques, *Médecine & droit*, n°71, 2005, p. 50.
- * CHEMS-EDDINE H., Liberté de croyance et respect du soin, *Droit déontologie & soin*, Vol. 4, n°4, 2004, p. 380.

- ✱ DWYER J., Illegal immigrants, health care and social responsibility, *Hastings center report*, Vol. 34, no 1, January-February 2004, p. 34.
- ✱ FAGERLIN A., SCHNEIDER C. E., Enough : the failure of the living will, *Hastings center report*, Vol. 34, no 2, March-April 2004, p. 30.
- ✱ GOSTIN L. O., The judicial dismantling of the Americans with Disabilities Act, *Hastings Center Report*, Vol. 33, no 1, January-February 2003, p. 9.
- ✱ HEINRICHS J.-H., Grundbefähigungsgleichheit im Gesundheitswesen, *Ethik in der Medizin*, H. 2, 2005, p. 90.
- ✱ JAN M., Le nouveau cadre juridique de l'accueil des demandeurs d'asile, *Droit déontologie & soin*, Vol. 4, n°4, 2004, p. 488.
- ✱ KIMMEL-ALCOVER A., L'autorité parentale à l'épreuve de la santé des mineurs : chronique d'un déclin annoncé, *Revue de droit sanitaire et social*, 2005, n° 2, p. 265.
- ✱ KOOGLER T. K., WILFOND B. S., FRIEDMAN ROSS L., Lethal language, lethal decisions, *Hastings center report*, Vol. 33, no 1, January-February 2003, p. 37.
- ✱ KUKLA R., Conscientious autonomy : displacing decisions in health care, *Hastings center report*, Vol. 35, no 2, March-April 2005, p. 34.
- ✱ LO B. AND AL., HIPAA [Health Insurance Portability and Accountability Act] and patient care. The role for professional judgment, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 1766.
- ✱ LOMBARDO P. A., Facing Carrie Buck, *Hastings Center Report*, Vol. 33, no 1, January-February 2003, p. 14.
- ✱ LONDON, L., Health and Human Rights: What can Ten Years of Democracy in South Africa tell us?, *Health and Human Rights*, Vol. 8 No. 1, 2004, p.1.
- ✱ MACLEAN A., Giving the reasonable patient a voice : information disclosure and the relevance of empirical evidence, *Medical law international*, vol. 7, no 1, 2005, p. 1.
- ✱ MEDDOUR S., Soins et respect des croyances, *Droit déontologie & soin*, Vol. 5, n°2, 2005, p. 148.
- ✱ MEMETEAU G., Le droit médical est-il un droit au bonheur ?, Apprendre à douter : Questions de droit, questions sur le droit [Mélanges Claude Lombois], Presses universitaires de Limoges, Limoges, 2004, p. 337.
- ✱ MORIN P., Fin de vie et Code civil : faut-il combler le vide législatif ?, *Revue générale de droit médical*, N° 14, 2004, p. 391.

- * ROBERTSON J. A., Extreme prematurity and parental rights after baby doe, *Hastings center report*, Vol. 34, no 4, July-August 2004, p. 32.
- * SCOTT R., The English Fetus and the Right to life, *European Journal of Health Law*, n° 4 2004, p. 337.
- * SHARPE V. A., promoting patient safety : an ethical basis for policy deliberation, *Hastings center report*, Vol. 33, no 5, September-October 2003, special supplement, p. 1.
- * SPRANGER T. M., Die Rechte des Patienten bei der Entnahme und Nutzung von Körpersubstanzen, *Neue juristische Wochenschrift (NJW)*, 16, 2005, p. 1084.
- * TE BRAAKE TREES A.M., Does a Fetus have a Right to Life? The Case of Vo v. France, *European Journal of Health Law*, n° 4 2004, p.381.
- * TREVES T., COYRAL D., Contribution au devoir d'information au patient en rhumatologie à propos de 300 cas, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2004, Tome 188, n°7, p. 1185.
- * VAN KLEFFENS T., VAN LEEUWEN E., Physicians' evaluations of patients' decisions to refuse oncological treatment, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p.131.

Ethique biomédicale

- * ANNAS GJ., Unspeakably cruel – torture, medical ethics, and the law, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 2127.
- * BENATAR S.R., Towards Progress in Resolving Dilemmas in International Research Ethics, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 574.
- * BYK Chr., Bioéthique, universalisme et mondialisation – la dynamique des contradictions, *La Semaine Juridique*, n° 7, 16 février 2005, p. 315.
- * BOWMAN K., What are the Limits of Bioethics in a Culturally Pluralistic Society ?, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 664.
- * BRAUN K., Not just for experts : the public debate about reprogenetics in Germany, *Hastings center report*, Vol. 35, no 3, May-June 2005, p. 42.
- * CHARO RA., The celestial fire of conscience – refusing to deliver medical care, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 2471.
- * FAUNCE TA., Will international human rights subsume medical ethics ? Intersections in the UNESCO *Universal Bioethics Declaration*, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 173.
- * FLUSS S., The Evolution of Research Ethics: The Current International Configuration, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 596.

- * MORRISON D., A holistic approach to clinical and research decision-making: lessons from the UK organ-retention, *Medical Law Review* 2005 vol. 13, n° 1, p. 45.
- * VERKERK M. ET AL., Enhancing reflection : an interpersonal exercise in ethics education, *Hastings center report*, Vol. 34, no 6, November-December 2004, p. 22.

Euthanasie

- * ANNAS GJ., "Culture of life" politics at the bedside – the case of Terri Schiavo, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 1710.
- * BLOCHE MG., Managing conflict at the end of life, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 2371.
- * BAILLEUL D., Le droit de mourir au nom de la dignité humaine : à propos de la loi relative aux droits des malades et à la fin de vie, *Semaine juridique*, 2005, no 23 p. 1055.
- * BECKER-SCHWARZE K., Möglichkeiten der rechtlichen Regulierung einer selbstbestimmten Entscheidung am Lebensende, *Liber Amicorum [mélanges] Eike Schmidt*, Müller, Heidelberg, 2005, p. 1.
- * BOCKENHEIMER-LUCIUS G., "Wachkoma" und Ethik, *Ethik in der Medizin*, H. 2, 2005, p. 85.
- * DAVID-SOUCHOT V., Limitation et arrêts de thérapeutique(s) active(s) pour les patients incompétents hospitalisés en service de réanimation adulte, *Droit déontologie & soin*, Vol. 4, n°4, 2004, p. 449.
- * DE BEAUFORT I., Patients in a persistent vegetative state – a Dutch perspective, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p.2373.
- * DRESSER R., Schiavo : A hard case makes questionable law, *Hastings center report*, Vol. 34, no 3, May-June 2004, p. 8.
- * FARAH M. J., ROOT WOLPE P., Monitoring and manipulating brain function : new neuroscience technologies and their ethical implications, *Hastings center report*, Vol. 34, no 3, May-June 2004, p. 35.
- * FINS J. J., Rethinking disorders of consciousness: new research and its implications, *Hastings center report*, Vol. 35, no 2, March-April 2005, p. 22.
- * FORD M., The personhood paradox and the 'right to die', *Medical Law Review* 2005 vol. 13, n° 1, p. 80.
- * GOSTIN LO., Ethics, the constitution and the dying process. The case of Theresa Marie Schiavo, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 2403.

- * GUNDERSON M., Being a burden : reflections on refusing medical care, *Hastings center report*, Vol. 34, no 5, September-October 2004, p. 37.
- * KISSANE D. W., he contribution of demoralization to end of life decisionmaking, *Hastings center report*, Vol. 34, no 4, July-August 2004, p. 21.
- * LANDAU H., Heiligkeit des Lebens und Selbstbestimmung im Sterben, *Zeitschrift für Rechtspolitik*, no 2, 2005, p. 50.
- * LIENHARDT A., Fin de vie: que prévoit la proposition de loi ?, *Médecine & droit*, n°70, 2005, p. 10.
- * MAY A. T., Autonomie am Lebensende - Patientenverfügungen : Bericht der Arbeitsgruppe des Bundesministeriums der Justiz, *Ethik in der Medizin*, H. 2, 2005, p. 152.
- * OKIE S., Physician-assisted suicide – Oregon and beyond, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 1627.
- * PROVOOST V. AND AL., Medical end-of-life decisions in neonates and infants in Flanders, *Lancet* 365 (2005), p. 1315.
- * QUILL TE., Terri Schiavo – a tragedy compounded, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 1630.
- * The Schiavo case [dossier], *Hastings center report*, Vol. 35, no 3, June-July 2005, p. 16.
- * SCHNEIDER C. E., Liability for life, *Hastings center report*, Vol. 34, no 4, July-August 2004, p. 10.
- * SMITH S. W., Evidence for the practical slippery slop in the debate on physician-assisted suicide and euthanasia, *Medical Law Review* 2005 vol. 13, n° 1, p. 17
- * TRUOG RD. AND AL., Do-not-resuscitate orders in the surgical setting, *Lancet* 365 (2005), p. 733.
- * VERHAGEN E. AND AL., The Groningen protocol – euthanasia in severely ill newborns, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 959.
- * Vrokking AM., and al., Medical end-of-life decisions made for neonates and infants in the Netherlands, *Lancet* 365 (2005), p. 1995.
- * WAGENITZ TH., Finale Selbstbestimmung ? Zu den Möglichkeiten und grenzen der Patientenverfügung im geltenden und künftigen Recht, *Zeitschrift für das gesamte Familienrecht (FamRZ)*, 9, 2005, p. 669.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * BACACHE M., L'obligation d'information du médecin, *Médecine & droit*, n°70, 2005, p.3.
- * DE VRIES R. G., BOSK CH. L., The bioethics of business : rethinking the relationship between bioethics consultants and corporate clients, *Hastings center report*, Vol. 34, no 5, September-October 2004, p. 28.
- * GROSS M. L., Bioethics and armed conflict : mapping the moral dimensions of medicine and war, *Hastings center report*, Vol. 34, no 6, November-December 2004, p. 22.
- * GUEVEL D., Le médecin traitant en droit civil et en droit de la sécurité sociale, *Gazette du Palais*, janvier-février 2005, p. 80.
- * LANTOS J., RVUs blues : how should docs get paid ?, *Hastings Center Report*, Vol. 33, no 3, May-June 2003, p. 37.
- * MELLO MM. AND AL., Academic medical centers' standards for clinical-trial agreements with industry, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 2202.
- * ROWE M., The structure of the situation : a narrative on high-intensity medical care, *Hastings center report*, Vol. 33, no 6, November-December 2003, p. 37.
- * Strech D., Der Umgang mit Wahrscheinlichkeiten und das vertrauen in die Medizin : Ethische und wissenschaftstheoretische Aspekte einer Evidenz-basierten Medizin am Beispiel der Krebsfrüherkennung, *Ethik in der Medizin*, H. 2, 2005, p. 103.
- * TOPOL EJ, AND AL., Physicians and the investment industry, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 2654.

Génétique humaine et biotechnologies

- * BARONE A., Organismi geneticamente modificati (Ogm) e rischi per la libertà economica : prime riflessioni sulla l. 28 gennaio 2005 n. 5, *Il Foro Italiano*, n. 4, 2005, p. 78.
- * DICKINSON D., The new french resistance : commodification rejected ?, *Medical law international*, vol. 7, no 1, 2005, p. 41.
- * FADEN R. R. ET AL., Public stem cell banks : considerations of justice in stem cell research and therapy, *Hastings center report*, Vol. 33, no 6, November-December 2003, p. 13.
- * FERNANDEZ H. K., Genetic privacy, abandonment, and DNA dragnets : is fourth amendment jurisprudence adequate ?, *Hastings center report*, Vol. 35, no 1, January-February 2005, p. 21.

- * FITZPATRICK W., Surplus embryos, non reproductive cloning and the intend/foresee distinction, *Hastings Center Report*, Vol. 33, no 3, May-June 2003, p. 29.
- * FRANKEL M. S., Inheritable genetic modification and a brave new world : Did Huxley have it wrong ?, *Hastings center report*, Vol. 33, no 1, January-February 2003, p. 31.
- * GILLON J.J., More subject and less human : the pain-filled journey of human subjects protection... and some differences in the United States and the European Union, *Medical law international*, vol. 7, no 1, 2005, p. 65.
- * GREENFIELD D., Impatient proponents : what's wrong with the California stem cell and cures act, *Hastings center report*, Vol. 34, no 5, September-October 2004, p. 32.
- * LAURITZEN P., Stem cells biotechnology, and human rights, *Hastings center report*, Vol. 35, no 2, March-April 2005, p. 25.
- * LOEWY E.H., SPRINGER LOEWY R., Use and abuse of bioethics : integrity and professional standing, *Health care analysis*, vol. 13, no 1, 2005, p.73.
- * MAGNUS D., Stem cell research should be more than a promise, *Hastings center report*, Vol. 34, no 5, September-October 2004, p. 35.
- * PARENS E., Genetic differences and human identities : on why talking about behavioral genetics is important and difficult, *Hastings center report*, Vol. 34, no 1, January-February 2004, Special supplement, p. 1.
- * PEIS-HITIER M.-P., Recherche d'une qualification juridique de l'espèce humaine, *Dalloz*, n°13, 2005, p. 865.
- * SCHMITZ D., WIESING U., Genetische Analysen an Arbeitnehmern : Brauchen wir eine gesetzliche Regelung ?, *Ethik in der Medizin*, H. 2, 2005, p. 114.
- * SHENFIELD F., Semantic and ethics of human embryonic stem-cell research. *Lancet* 365 (2005), p. 2071.
- * SOWLE CAHILL L., Biotech & justice : catching up with the real world order, *Hastings center report*, Vol. 33, no 5, September-October 2003, p. 34

Médecine légale

- * GILL P., DNA as evidence – The technology of identification, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 2669.
- * ROTHSTEIN MA., Genetic justice, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 2067.

Mesures médicales spéciales

- * BARLOW J. AND AL., Child abuse and neglect, *Lancet* 365 (2005), p. 1750.
- * BENN P., LUPTON M., Sterilisation of young, competent, and childless adults, *British medical journal*, vol. 330, no 7503, 2005, p. 1323.
- * DAHL E., Sex selection : laissez faire or family balancing ? ; HOLM S., Laissez faire sex selection : a response to Edgar Dahl, *Health care analysis*, vol. 13, no 1, 2005, p. 87.
- * FABRE H., Un professionnel, un établissement de santé peuvent-ils se défendre face à une mise en cause pour infection nosocomiale ? Où est l'équité des textes ?, *Médecine & droit*, n°71, 2005, p. 55.
- * FRANK A. W., Emily's scars : Surgical shapings, technoluxe and bioethics, *Hastings center report*, Vol. 34, no 2, March-April 2004, p. 18.
- * GERBER A, LAUTERBACH K. W., Evidence-based medicine : why do opponents and proponents use the same arguments ?, *Health care analysis*, vol. 13, no 1, 2005, p. 59.
- * GOSTIN L. O., Influenza pandemic preparedness : legal and ethical dimensions, *Hastings center report*, Vol. 34, no 5, September-October 2004, p. 10.
- * Les infections nosocomiales: dossier préparé par les services du Ministère de la santé, *Médecine & droit*, n°70, 2005, p. 15.
- * JUFFER F. AND AL., Behavior problems and mental health referrals of international adoptees. A meta-analysis, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 2501.
- * MACMILLAN H. AND AL., Effectiveness of home visitation by public health nurses in prevention of the recurrence of child physical abuse and neglect: a randomised controlled trial, *Lancet* 365 (2005), p. 1786.
- * MILLER LC., International adoption, behavior, and mental health, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 2533.
- * OGUZ NY., MILES SH., The physician and prison hunger strikes: reflecting on the experience in Turkey, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 169.

Nouvelles techniques de l'information et santé

- * GARG AX. AND AL., Effects of Computerized clinical decision support systems on practitioner performance and patient outcomes. A systematic review. *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 1223.

- * KOPPEL R. AND AL., Role of computerized physician order entry systems in facilitating medication errors, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 1197.
- * LASSERRE D., Dossier médical et informatique, *Droit déontologie & soin*, Vol. 5, n°2, 2005, p. 194.
- * MCKINNEY P. ET AL., A feasibility study of signed consent for the collection of patient identifiable information for a national paediatric clinical audit database, *British medical journal*, vol. 330, no 7496, 2005, p. 877.
- * MEREDITH B., Data protection and freedom of information, *British medical journal*, vol. 330, no 7490, 2005, p. 490.
- * WEARS RL. AND AL., Computer technology and clinical work. Still waiting for Godot, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 1261.

Personnes âgées et santé

- * CHURCHILL L.R., Age-rationing in health care : flawed policy, personal virtue, *Health care analysis*, vol. 13, no 2, 2005, p. 137.
- * JUENGST E. T. ET AL., Biogerontology, „anti-aging medicine” and the challenges of human enhancement, *Hastings Center Report*, Vol. 33, no 4, July-August 2003, p. 21.
- * GEMS D., Is more life always better ? : the new biology of aging and the meaning of life, *Hastings Center Report*, Vol. 33, no 4, July-August 2003, p. 31.
- * HACKLER CH., HESTER M.D., Age and the allocation of organs for transplantation : a case study, *Health care analysis*, vol. 13, no 2, 2005, p. 129.
- * LESSER H., Priorities in the use of research into ageing, *Health care analysis*, vol. 13, no 1, 2005, p. 53.
- * LOEWY E.H., Age discrimination at its best : should chronological age be a prime factor in medical decision making, *Health care analysis*, vol. 13, no 2, 2005, p. 101.
- * PRETZLAFF R.K., Should age be a deciding factor in ethical decision-making ?, *Health care analysis*, vol. 13, no 2, 2005, p. 119.
- * ROSIN AJ., VAN DIJK Y., Subtle ethical dilemmas in geriatric management and clinical research, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 355.
- * SPRINGER LOEWY R., Ageisms, *Health care analysis*, vol. 13, no 2, 2005, p. 147.

Procréation médicalement assistée

- * BALDWIN T., Reproductive liberty and elitist contempt: reply to John Harris, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 288.
- * HARRIS J., No sex selection please, we're British, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 286.
- * HARRIS J., Sex selection and regulated hatred, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 291.
- * KIRIAKAKI I., Die neuen Gesetze Griechenlands zur Anwendung der Methoden der Reproduktionsmedizin und ihre familienrechtliche Relevanz, *Medizinrecht*, H. 3, 2005, p. 143.
- * PARENS E., KNOWLES L. P., Reprogenetics and public policy : reflections and recommendations, *Hastings Center Report*, Vol. 33, no 4, July-August 2003, special supplement, p. 1.
- * PETERSON MM., Assisted reproductive technologies and equity of access, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 280.

Recherche biomédicale

- * ADAMIS D., MARTIN FC., TRELOAR A. AND AL., Capacity, consent, and selection bias in a study of delirium, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 137.
- * ALTAVILLA A., L'Europe face à la recherche sur les cellules souches : enjeux éthiques et juridiques, *Revue générale de droit médical*, N° 14, 2004, p. 159.
- * BARTH J., KUFNER K., BENDEL J., Ein klares Ja! : Einstellungen und Ambivalenzen der deutschen Allgemeinbevölkerung zur Forschung mit extrakorporalen Embryonen, *Ethik in der Medizin*, H. 2, 2005, p. 127.
- * CHALMERS D., Research Involving Humans : A Time for Change ?, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 583.
- * CHEMTOB-CONCE M.-C., Le nouvel encadrement juridique et éthique de la recherche biomédicale en France, *Revue générale de droit médical*, N° 14, 2004, p. 255.
- * DAL RÉ R., ORIEGO R., MOREJON E., Multicentre trials review process by research ethics committees in Spain: where do they stand before implementing the new European regulation? *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 344.
- * DAVIS D. S., Genetic research & communal narratives, *Hastings center report*, Vol. 34, no 4, July-August 2004, p. 40.

- * DE ANGELIS CD. AND AL., Is this clinical trial fully registered? A statement from the international committee of medical journal editors, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 2927.
- * DUPIN-SPRIET Th., MAILLOLS A.-C., Le nouveau cadre juridique de la recherche biomédicale, *Revue Droit & Santé*, N° 4, 2005, p. 91.
- * EDWARDS SD., McNamee MJ., Ethical concern regarding guidelines for the conduct of clinical research on children, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 351.
- * Kink, N. M. P., Accident & desire : inadvertent germline effects in clinical research, *Hastings center report*, Vol. 33, no 1, January-February 2003, p. 23.
- * LEMMENS T., Piercing the veil of corporate secrecy about clinical trials, *Hastings center report*, Vol. 34, no 5, September-October 2004, p. 14.
- * LONDON A. J., Justice and the human development approach to international research, *Hastings center report*, Vol. 35, no 1, January-February 2005, p. 24.
- * LONDON A. J., Threats to the common good : biochemical weapons and human subjects research, *Hastings center report*, Vol. 33, no 6, July-August 2003, p. 17.
- * LURIE P., AND AL., US exceptionalism comes to research ethics, *Lancet* 365 (2005), p. 1117.
- * McHale J.V., Law and Clinical Research – From Rights to Regulation ? An English Perspective, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 718.
- * MCLEAN S.A.M., Regulating Research and Experimentation: A View from the UK, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2004, p. 604.
- * MATHENY AN TOMMARIA A. H., Do as I say, not as I do : Why bioethicists should seek informed consent for some case studies, *Hastings center report*, Vol. 34, no 3, May-June 2004, p. 28.
- * MILLER F. G., BRODY H., A critique of clinical equipoise : therapeutic misconception in the ethics of clinical trials, *Hastings Center Report*, Vol. 33, no 3, May-June 2003, p. 19.
- * Moral standards for research in developing countries : from “reasonable availability” to “fair benefits”, *Hastings center report*, Vol. 34, no 3, May-June 2004, p. 17.
- * MORREIM E. H., High-Profile research & the media : the case of the abiocor artificial heart, *Hastings center report*, Vol. 34, no 1, January-February 2004, p. 11.
- * RICHARDSON H. S., BELSKY L., The ancillary-care responsibilities of medical researchers : an ethical framework for thinking about the clinical care that

researchers owe their subjects, *Hastings center report*, Vol. 34, no 1, January-February 2004, p. 25.

- * STEINBROOK R., Gag clauses in clinical trial agreements, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p. 2160.
- * STEINBROOK R., Standards of ethics at the national institutes of health, *New England Journal of Medicine*, 352 (2005), p.1290.

Responsabilité médicale

- * BERLINGER N., Avoiding cheap grace : medical harm, patient safety and the culture(s) of forgiveness, *Hastings center report*, Vol. 33, no 6, November-December 2003, p. 29.
- * BONNEAU J., La responsabilité sans faute des hôpitaux pour matériel défectueux, *Revue générale de droit médical*, N° 14, 2004, p. 247.
- * BUDETTI PP., Tort reform and the patient safety movement, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 2403.
- * DECAMPS-MINI D., La responsabilité d'un établissement de santé pour défaillance du matériel de conservation d'embryons, *Revue générale de droit médical*, N° 14, 2004, p. 273.
- * FIALOVA D. AND AL., Potentially inappropriate medication use among elderly home care patients in Europe, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 1348.
- * HART D., Diagnosefehler : seine Verortung als behandlungsfehler und die Verpflichtung zur Aufklärung, *Liber Amicorum [mélanges] Eike Schmidt*, Müller, Heidelberg, 2005, p. 131.
- * HOFFMAN D. N., The medical malpractice insurance crisis again, *Hastings center report*, Vol. 35, no 2, March-April 2005, p. 15.
- * JOURDAIN P., Le médecin et la sage femme salariés bénéficient de l'immunité du préposé, *Revue trimestrielle de droit civil*, 2005, n°1, p. 143.
- * KESSLER DP. AND AL., Impact of malpractice reforms on the supply of physicians services, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 2618.
- * LEAPE LL. AND AL., Five years after *To err is human*, what have we learned? *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 2384.
- * MANAOUIL C., GRASER M., VERRIER A., JARDE O., Responsabilité de l'équipe médicale en droit administratif – Interactions avec le droit pénal et le droit civil, *Revue générale de droit médical*, N° 14, 2004, p. 41.

- * MITSCH W., Die „hypothetische Einwilligung“ im Arztstrafrecht, *Juristen Zeitung*, 6, 2005, p. 279.
- * PAPANIKOLAOU D., La responsabilité pénale des membres d'une équipe médicale, *Revue générale de droit médical*, N° 14, 2004, p. 79.
- * STUDDERT DM. AND AL., Defensive medicine among high-risk specialist physicians in a volatile malpractice environment, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 2609.
- * WEISSMAN JS. AND AL., Error reporting and disclosure systems. Views from hospital leaders, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 1359.

Santé mentale et psychique

- * SENON J.-L., JONAS C., Protection de la personne : droit des patients en psychiatrie, *Médecine & droit*, n°71, 2005, p. 33.

SIDA, lutte contre les épidémies

- * ARON G.-Cl., L'infection nosocomiale : une législation complexe, une législation incomplète, *Revue générale de droit médical*, N° 14, 2004, p. 127.
- * JANSEN LA., HIV exceptionalism, CD4+ cell testing, and conscientious subversion, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 322.
- * WEAIT M., Criminal law and the sexual transmission of HIV : R v Dica, *Modern law review*, vol. 68, iss. 1, January 2005, p. 121.

Système de santé, politique de la santé

- * MARMOT M., Social determinants of health inequalities, *Lancet* 365 (2005), p. 1099.
- * MARTIN-PAPINEAU N., Entre confirmation et réorientation : la régionalisation de la santé en France, *Revue de droit sanitaire et social*, 2005, n° 2, p. 253.
- * MOSES H., AND AL., Why have academic medical centers survived? *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 1495.
- * WERNER RM. AND AL., The unintended consequences of publicly reporting quality information, *Journal of American Medical Association*, 293 (2005), p. 1239.

Transplantations

- * Al-Khader AA., A model for scoring and grading willingness of a potential living donor, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 338.

- * Eibach U., Organ- und Gewebespende : Ethische und rechtliche Überlegungen zum beratenden Gespräch mit Angehörigen über Organentnahmen, *Medizinrecht*, 2005, H. 4, p. 215.
- * LANG H., Deregulierte Verantwortungslosigkeit ? Das Transplantationsrecht im Spannungsfeld von Kostendruck, regulierter Selbstregulierung und staatlicher Funktionsverantwortung, *Medizinrecht*, 2005, H. 5, p. 269.
- * RESNICK D., The Jessica [sic] Santillan tragedy : lessons learned, *Hastings Center Report*, Vol. 33, no 4, July-August 2003, p. 15.
- * TAUPITZ J., PITZ A., WICKLEIN M., Postmortale Gewebeentnahme : Verbietet das datenschutzrecht den Kontakt zwischen Arzt und Angehörigen ?, *Medizinrecht*, 2005, H. 5, p. 262.

**Ouvrages et Monographies /
Bücher und Monographien**

- * DUGUET A.M., (COORD.), *Séminaire d'actualité de droit médical : le respect du corps humain pendant la vie et après la mort : droit, éthique et culture*, Bordeaux, Les études hospitalières, 2005.
- * DUPUY O., *La gestion des informations relatives au patient : dossier médical et dossier médical personnel*, Bordeaux, Les études hospitalières, 2005.
- * REINHARZ HAZAN Y., CHASTONAY PH. (DIR.), *Santé et droits de l'homme*, Genève, Médecine & Hygiène, 2004.

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

**Articles /
Aufsätze**

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * BYLAND W., OBERHÄNSLI R., Risiko von Medikamenteninteraktionen – einfach und ökonomisch erfassen, *Bulletin des médecins suisses*, n° 24, 2005, p. 1467.

- * DIETRICH N., Thérapies résidentielles des dépendances en Suisse, *Droit déontologie & soin*, Vol. 4, n°4, 2004, p. 422.
- * GOLAY M., ZESIGER V., KABENGELE MPINGA E., ARZEL B., CHASTONAY P., Accès aux médicaments : le droit au traitement !, *Bulletin des médecins suisses*, n° 18, 2005, p. 1096.
- * JUNOD V., Les devoirs d'information des sociétés cotées envers leurs investisseurs notamment dans le secteur pharmaceutique, *Semaine judiciaire*, II, n°7, 2005, p. 175.

Assurances sociales

- * BECK K., Wettbewerb in der Krankenversicherung : Schlagwort oder Realität ?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 20, 2005, 1228.
- * DUC J.-L., Notion de domicile dans les assurances sociales, *Pratique juridique actuelle*, n° 3, 2005, p. 302.
- * FUCHS M., Invalidenversicherung – quo vadis ?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 10, 2005, p. 637.
- * GLÄTTLI A., Traitement chirurgical de l'obésité – mise à jour de l'ordonnance sur les prestations de l'assurance de soins (OPAS), *Bulletin des médecins suisses*, n° 24, 2005, p. 1452.
- * HIERLING D., COULLERY P., Der Billigkeitsbegriff im Tarifrecht der Krankenversicherung : ein verkanntes Kostendämpfungsinstrument ?, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 2005, p. 159.
- * KUHN H.-P., RABIA L., Prolongation de la clause du besoin : informations sur le projet mis en consultation le 21 mars 2005, *Bulletin des médecins suisses*, n° 14, 2005, p. 810.
- * NOVIER M., Nul n'est censé ignorer.....que la clause du besoin a été renouvelée pour trois ans !, *Revue Médicale Suisse*, n°23, 8 juin 2005, p. 1582.
- * OGGIER W., Risikoausgleich oder Risikoselektion zum zweiten, *Bulletin des médecins suisses*, n° 20, 2005, p. 1232.
- * RASELLI N., Verfahrensrechtliche Probleme bei der Beurteilung von Streitigkeiten aus Zusatzversicherungen zur sozialen Krankenversicherung, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 2005, p. 273.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * BAUMANN-HÖLZLE R., ARN C., Ethiktransfer in Institutionen des Gesundheitswesens, *Bulletin des médecins suisses*, n° 12, 2005, p. 735.

- * BERGER J.-P., Du droit de savoir...au devoir de dire, *Revue Médicale Suisse*, n°19, 11 mai 2005, p. 1295.
- * LACK P., Die individuell im Beratungsgespräch erstellte Patientenverfügung als Klärungs-, Selbstbestimmungs- und Kommunikationsinstrument, *Bulletin des médecins suisses*, n° 11, 2005, p. 689.
- * NAU J.-Y., Du refus de traitement et de la déontologie médicale (I), *Revue Médicale Suisse*, n°24, 15 juin 2005, p. 1644.
- * NAU J.-Y., Du refus de traitement et de la déontologie médicale (II), *Revue Médicale Suisse*, n°26, 29 juin 2005, p. 1761.
- * ROBERT C.-N., Le droit de savoir, *Revue Médicale Suisse*, n°19, 11 mai 2005, p. 1298.

Ethique biomédicale

- * MARTIN J., Le statut du fœtus – Influence à son égard des développements médicaux et techniques, *Revue Médicale Suisse*, n°21, 25 mai 2005, p. 1456

Euthanasie

- * MAURON A., HURST S., A la recherche d'une bonne mort, *Revue Médicale Suisse*, n°22, 1er juin 2005, p. 1522.
- * PETITE J. , A propos de la mort « en direct » et de l'assistance au suicide, *Revue Médicale Suisse*, n°18, 4 mai 2005, p. 1240.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * HOEGGER A., Steuerliche Spätfolgen der Arztpraxis in der Rechtsform einer Aktiengesellschaft oder GmbH, *Bulletin des médecins suisses*, n°17, 2005, p. 1019.
- * HOHLFELD P., THIERFELDER C., JÄGER F. (pour le groupe de travail MGF), Mutilations génitales féminines, Recommandations suisses à l'intention des professionnels de la santé, *Bulletin des médecins suisses*, n° 16, 2005, p. 961.
- * HOLZBERGER Brigitta, Revision des Binnenmarktgesetzes (BGBM), *SJZ 101*, (2005) N° 8, p. 187.
- * KABENGELE MPINGA E., ZESIGER V., ARZEL B., GOLAY M., CHASTONAY P., De l'épidémiologie à la réhabilitation des victimes des tortures : quels rôles pour les

professionnels de la santé ?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 18, 2005, p. 1086.

- * KLOPP A.-M., Se taire ou divulguer ? Ou de l'importance du secret, *Revue suisse de criminologie*, 1/05, p. 61.
- * REINHARD U., Anwendbarkeit des Arbeitsgesetzes (ArG) auf Spitäler und Spitalärzte, *Bulletin des médecins suisses*, n° 19, 2005, p. 1137.
- * TAG B., Die Verschwiegenheit des Arztes im Spiegel des Strafgesetzbuches und der Strafprozessordnung des Kantons Zürich, *Revue pénale suisse*, Tome 122, 2004, p. 1.

Génétique humaine et biotechnologies

- * NAU J.-Y., De la laïcité républicaine et du clonage thérapeutique, *Revue Médicale Suisse*, n°23, 8 juin 2005, p. 1587.

Médecine légale

- * BÜCHLER A., Aussergerichtliche Abstammungsuntersuchungen : die neuen Bestimmungen des Bundesgesetzes über die genetischen Untersuchungen beim Menschen (GUMG), *Revue du droit de tutelle*, no 1, 2005, p. 32.

Nouvelles techniques de l'information et santé

- * MEER A, WIRTHNER A., SIMONIN C., Medizinische Call Center entlasten den ärztlichen Notfalldienst, *Bulletin des médecins suisses*, n° 18, 2005, p. 1073.

Personnes âgées et santé

- * Tritten C., Les directives médico-éthiques et recommandations de l'Académie suisse des sciences médicales relatives au traitement et à la prise en charge des personnes âgées en situation de dépendance, *Revue du droit de tutelle*, vol. 60, n°2, 2005, p. 70.

Procréation médicalement assistée

- * NAU J.-Y., Les homosexuelles suédoises pourront avoir recours à la procréation médicalement assistée ; le Vatican condamne, *Revue Médicale Suisse*, n°25, 22 juin 2005, p. 1700.

Recherche biomédicale

- * GYSIN R., Biobanken : Grosser Appetit von Forschung, Pharma und Polizei, in *Plädoyer*, n°3, 2005, p. 11.
- * RADCZUWEIT S., ZANINI G.M., PELLI P., Das Ende der freien Krebsforschung, *Bulletin des médecins suisses*, n° 25, 2005, p. 1533.
- * SPRUMONT D., L'indépendance de la recherche peut-elle sacrifier la protection des sujets ?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 25, 2005, p. 1531.

Santé mentale et psychique

- * BAUMANN M., Vorsorgeauftrag für medizinische Massnahmen und Patientenverfügung : Anmerkungen zu einer nötigen, aber verbesserungsbedürftigen Regelung im neuen Erwachsenenschutzrecht, *Revue du droit de tutelle*, vol. 60, no 2, 2005, p. 58.
- * BIRCHLER U., „Tauglichkeit“ des Instrumentariums vormundschaftlicher Massnahmen zur Betreuung von Adoleszenten/jungen Erwachsenen mit psychischen Störungen, *Revue du droit de tutelle*, vol. 60, no 1, 2005, p. 20.
- * BRIDLER S., Den eigenen Weg zur psychischen Gesundheit finden, *Pro mente sana*, 1/05 (2005), p. 22.
- * BRUNNER M., Psychiatrische Gutachter agieren im rechtsfreien Raum, *Plädoyer*, n° 3, 2005, p. 36.
- * CHASTONAY P., ZESIGER V., ARZEL B., GOLAY M., KABENGELE MPINGA E., Santé mentale et droits de l'homme : quelques pistes de réflexion ?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 18, 2005, p. 1089.
- * HELL D., Was ist eigentlich Gesundheit ?, *Pro mente sana* 1/05 (2005), p. 24.
- * LÜTHY Ch., Wie wird die aufsuchende Hilfe finanziert ?, *Pro mente sana* 2/05 (2005), p. 14.

Systeme de santé, politique de la santé

- * ADLER R.H., MINDER C.E., Das therapeutische Ergebnis komplementärmedizinischer Anwendungen kann wissenschaftlich nicht gemessen werden. Stimmt das ?, *Bulletin des médecins suisses*, N° 25, 2005, p. 1524.
- * BURRI B., Le libre choix du médecin en milieu hospitalier, *Bulletin des médecins suisses*, n° 13, 2005, p. 777.
- * KABENGELE MPINGA E., ZESIGER V. ARZEL B., GOLAY M., CHASTONAY P., La discrimination dans l'accès au travail : un déterminant de la santé, *Bulletin des médecins suisses*, n° 18, 2005, p. 1083.

- * KLAUSS G., BUSATO A., ZAHND D., Analyse des régions de desserte hospitalière en suisse, *Sécurité sociale*, 2005, n° 2, p. 104.
- * SAURER A., Le secteur pharmaceutique et médico-technique : la « main invisible » du système de santé et « la victoire du Dr Knock », *Bulletin des médecins suisses*, n° 20, 2005, p. 1221.
- * SCHLOSSBERG D., Gesundheitspolitik 2005 – quo vadis ?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 18, 2005, p. 1059.
- * SCHÖNENBERGER M., Strategisches Management im Krankenhaus, *Bulletin des médecins suisses*, n°9, 2005, p. 562.
- * ZIEGLER M. A., Mobilität von Managed-Care-Versicherten – Eine Fallstudie, *Bulletin des médecins suisses*, n° 24, 2005, p. 1471.

**Ouvrages et Monographies /
Bücher und Monographien**

- JOYE C. (éd.), *L'analyse génétique humaine : quelles perspectives législatives ?*, Genève, Schulthess, 2004.
- MOREILLON L. [et al.], *Aspects pénaux du droit du vivant*, Bâle [etc.], Helbing & Lichtenhahn [etc.] 2004.
- SCHAFFHAUSER R., SCHLAURI F., (Eds.), *Sozialversicherungsrechtstagung 2004 : Referate der Tagung vom 22. Juni 2004 in Luzern*, St. Gallen, Institut für Rechtswissenschaft und Rechtspraxis 2004.
- * THOMMEN M., *Medizinische Eingriffe an Urteilsunfähigen und die Einwilligung der Vertreter : eine strafrechtliche Analyse der Stellvertretenden Einwilligung*, Bâle [etc.], Helbing & Lichtenhahn, 2004.

RSDS N°8 [1/2006]

Dokumentation / Documentation

Cette rubrique présente les références des dernières parutions juridiques en matière de droit de la santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger. Ce numéro couvre en principe la période entre **le 1^{er} juillet 2005 et le 31 octobre 2005**.

Diese Rubrik gibt Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheitsrecht. Sie wird auf Grund von nahezu Hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der

Schweiz und dem Ausland zusammengestellt. Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode vom **1. Juli 2005 bis zum 31. Oktober 2005**.

Ont collaboré à cette rubrique / An dieser Rubrik haben mitgewirkt : Séverine BOILLAT, Nathalie BRUNNER, Vincent CORPATAUX, Béatrice DESPLAND, Olivier GUILLOD, Christian HÄNNI, Daniel KRAUS, Jean PERRENOUD, Martine REHM FUCHS, Aline SCHMIDT, Dominique SPRUMONT, Céline TRITTEN, Marinette UMMEL, Christian VAN GESSEL.

Législation/ Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

- * Conseil de l'Europe. Assemblée parlementaire. Résolution 1469 (2005) sur l'accès aux soins et les problèmes linguistiques dans la région de Bruxelles-Capitale en Belgique. Texte adopté par l'Assemblée le 7 octobre 2005 (32^e séance).
- * Conseil de l'Europe. Assemblée parlementaire. Recommandation 1725 (2005) sur l'Europe face à la grippe aviaire : mesures préventives dans le domaine de la santé. Texte adopté par l'Assemblée le 6 octobre 2005 (31^e séance).
- * Conseil de l'Europe. Comité des Ministres. Résolution ResAP (2005) 2F sur les encres d'emballage utilisées sur les surfaces qui ne sont pas en contact avec les denrées alimentaires des articles et matières servant à emballer des aliments et destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires, adoptée par le Comité des Ministres le 14 septembre 2005, lors de la 937^e réunion des Délégués des Ministres.
- * Conseil de l'Europe. Comité des Ministres. Résolution ResAP (2005) 3F sur une alimentation saine à l'école, adoptée par le Comité des Ministres le 14 septembre 2005, lors de la 937^e réunion des Délégués des Ministres.

II. Droit communautaire / Europarecht

(JOCE L 181 de 2005 à L 288 du 31.10.2005

et JOCE C 173 de 2005 à C 271 du 31.10.2005)

Droit édité/

Erlassenes Recht

- * Règlement (CE) n° 1112/2005 du Conseil du 24 juin 2005 modifiant le règlement (CE) n° 2062/94 instituant une Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail, JO L 184 du 15 juillet 2005.
- * Règlement (CE) n° 1277/2005 de la Commission du 27 juillet 2005 établissant les modalités d'application du règlement (CE) n° 273/2004 du Parlement européen et du Conseil relatif aux précurseurs de drogues et du règlement (CE) n° 111/2005 du Conseil fixant des règles pour la surveillance du commerce des précurseurs des drogues entre la Communauté et les pays tiers, JO L 202 du 3 août 2005.
- * Directive 2005/50/CE de la Commission du 11 août 2005 concernant la reclassification des prothèses articulaires de la hanche, du genou et de l'épaule dans le cadre de la directive 93/42/CEE relative aux dispositifs médicaux, JO L 210 du 12 août 2005.
- * Règlement (CE) n° 1662/2005 de la Commission du 11 octobre 2005 modifiant l'annexe I du règlement (CE) n° 953/2003 du Conseil visant à éviter le détournement vers des pays de l'Union européenne de certains médicaments essentiels, JO L 267 du 12 octobre 2005.

Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.

- Rectificatif au relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 10 mai 2005 au 15 juin 2005 (Décision(s) prise(s) en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE) (JO C 153 du 24.6.2005), JO C 186 du 29 juillet 2005.
- Décision de la Commission du 18 août 2005 modifiant pour la sixième fois la décision 2004/122/CE concernant certaines mesures de protection contre l'influenza aviaire dans plusieurs pays d'Asie [*notifiée sous le numéro C(2005) 3183*], JO L 214 du 19 août 2005.

- Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er juillet 2005 au 31 juillet 2005 [Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement du Conseil (CEE) no 2309/93], JO C 209 du 26 août 2005.
- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro, JO C 240 du 30 septembre 2005.
- Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1^{er} août 2005 au 31 août 2005 (Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du Règlement du Conseil (CEE) n° 2309/93), JO C 241 du 30 septembre 2005.
- Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1^{er} août 2005 au 31 août 2005 (Décision(s) prise(s) en vertu de l'article 34 de la Directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la Directive 2001/82/CE), JO C 241 du 30 septembre 2005.
- Décision de la Commission du 6 octobre 2005 concernant certaines mesures de protection contre l'influenza aviaire dans plusieurs pays tiers [notifiée sous le numéro C(2005) 3704], JO L 263 du 8 octobre 2005.
- Décision de la Commission du 6 octobre 2005 concernant certaines mesures de protection contre l'influenza aviaire en Russie [notifiée sous le numéro C(2005) 3705], JO L 263 du 8 octobre 2005.
- Rectificatif à la décision n° 197 du 23 mars 2004 relative aux périodes transitoires pour l'introduction de la carte européenne d'assurance maladie conformément à l'article 5 de la décision n° 191 (JO L 343 du 19.11.2004), JO L 263 du 8 octobre 2005.
- Décision de la Commission du 10 octobre 2005 concernant certaines mesures de protection relatives à une suspicion d'influenza aviaire hautement pathogène en Turquie [notifiée sous le numéro C(2005) 3966], JO L 267 du 12 octobre 2005.
- Décision de la Commission du 13 octobre 2005 concernant certaines mesures de protection relatives à une suspicion d'influenza aviaire hautement pathogène en Roumanie [notifiée sous le numéro C(2005) 4068], JO L 269 du 14 octobre 2005.
- Décision de la Commission du 17 octobre 2005 modifiant la décision 2005/464/CE concernant la réalisation de programmes d'étude relatifs à l'influenza aviaire chez les volailles et les oiseaux sauvages dans les États membres [notifiée sous le numéro C(2005) 3960], JO L 273 du 19 octobre 2005.

- Décision de la Commission du 17 octobre 2005 établissant des dispositions supplémentaires relatives à la surveillance de l'influenza aviaire chez les oiseaux sauvages [notifiée sous le numéro C(2005) 3877], JO L 274 du 20 octobre 2005.
- Décision de la Commission du 17 octobre 2005 portant approbation des programmes concernant la mise en œuvre par les États membres des études relatives à l'influenza aviaire chez les volailles et les oiseaux sauvages en 2005 et établissant les règles en matière d'information et d'éligibilité pour la participation financière de la Communauté aux coûts de mise en œuvre de ces programmes [notifiée sous le numéro C(2005) 3920] , JO L 274 du 20 octobre 2005.
- Décision de la Commission du 19 octobre 2005 concernant certaines mesures de protection relatives à une suspicion d'influenza aviaire hautement pathogène en Turquie et abrogeant la décision 2005/705/CE [notifiée sous le numéro C(2005) 4135, JO L 274 du 20 octobre 2005.]
- Décision de la Commission du 19 octobre 2005 arrêtant des mesures de biosécurité destinées à limiter le risque de transmission aux volailles et autres oiseaux captifs, par des oiseaux vivant à l'état sauvage, de l'influenza aviaire hautement pathogène causée par le sous-type H5N1 du virus de l'influenza A, et établissant un système de détection précoce dans les zones particulièrement exposées [notifiée sous le numéro C(2005) 4163] , JO L 274 du 20 octobre 2005.
- Décision de la Commission du 20 octobre 2005 modifiant la décision 2005/693/CE concernant certaines mesures de protection contre l'influenza aviaire en Russie [notifiée sous le numéro C(2005) 4176], JO L 276 du 21 octobre 2005.
- Décision de la Commission du 21 octobre 2005 établissant les prescriptions à respecter pour prévenir l'influenza aviaire hautement pathogène causée par le sous-type H5N1 du virus de l'influenza A chez les oiseaux sensibles détenus dans les jardins zoologiques des États membres [notifiée sous le numéro C(2005) 4197], JO L 279 du 22 octobre 2005.
- Décision de la Commission du 21 octobre 2005 modifiant la décision 2005/734/CE arrêtant des mesures de biosécurité destinées à limiter le risque de transmission aux volailles et autres oiseaux captifs, par des oiseaux vivant à l'état sauvage, de l'influenza aviaire hautement pathogène causée par le sous-type H5N1 du virus de l'influenza A, et établissant un système de détection précoce dans les zones particulièrement exposées [notifiée sous le numéro C(2005) 4199], JO L 279 du 22 octobre 2005.
- Décision de la Commission du 24 octobre 2005 concernant certaines mesures de protection relatives à une suspicion d'influenza aviaire hautement pathogène en Croatie [notifiée sous le numéro C(2005) 4229], JO L 280 du 25 octobre 2005.

- Décision de la Commission du 27 octobre 2005 concernant certaines mesures de protection relatives à une suspicion d'influenza aviaire hautement pathogène en Croatie et abrogeant la décision 2005/749/CE [notifiée sous le numéro C(2005) 4286, JO L 285 du 28 octobre 2005.
- Décision de la Commission du 27 octobre 2005 concernant certaines mesures de protection en relation avec l'influenza aviaire hautement pathogène dans certains pays tiers et les mouvements en provenance de pays tiers d'oiseaux accompagnant leur propriétaire [notifiée sous le numéro C(2005) 4287], JO L 285 du 28 octobre 2005.
- Décision de la Commission du 27 octobre 2005 concernant certaines mesures de protection relatives à la présence d'influenza aviaire hautement pathogène dans certains pays tiers et applicables à l'importation d'oiseaux en captivité [notifiée sous le numéro C(2005) 4288, JO L 285 du 28 octobre 2005.
- Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1^{er} septembre 2005 au 30 septembre 2005 [Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement (CEE) n° 2309/93 du Conseil], JO C 268 du 28 octobre 2005.
- Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1^{er} septembre 2005 au 30 septembre 2005 [Décision(s) prise(s) en vertu de l'article 34 de la Directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la Directive 2001/82/CE], JO C 268 du 28 octobre 2005.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl>.

Droit édicté/

Erlassenes Recht

Autriche / Österreich

- * Loi fédérale (BGBl I n° 107/2005) portant modification de la loi relative à la santé et à la sécurité alimentaire, de la loi relative aux médicaments, de la loi relative aux produits pharmaceutiques, de la loi de 2002 relative à l'importation de médicaments, de la Loi de 1999 relative à la sécurité du sang et de la loi relative

au transfert d'autorité, Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich, 14 septembre 2005, partie I.

Grèce / Griechenland

- * Greek Law 3089/2002 on medically assisted human reproduction, *Revue hellénique de droit international*, n° 2, 2003, p. 515.

Portugal

- * Décret-Loi n° 134/2005 du 16 août 2005 portant régime applicable à la vente de médicaments non soumis à ordonnance médicale en dehors de pharmacies, *Diário da República*, partie I-A, 16 août 2005, n° 156, p. 4763.

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

Belgien / Belgique

- * Avis du Conseil national de l'ordre des médecins.
Le secret professionnel après le décès du patient du 19.06.2004, *Revue de droit de la santé*, 2005-2006, n° 1, p. 81.

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

**Droit édicté /
Erlassenes Recht**

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

- * Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) (Réduction des primes), du 18 mars 1994. Modification du 18 mars 2005, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006 (réduction des primes des jeunes assurés et conséquences du non-paiement des primes), RO 2005 3587.
- * Arrêté fédéral sur les subsides fédéraux dans l'assurance-maladie, du 10 mars 2005, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006, FF 2005 4665.
- * Loi fédérale sur la prorogation de l'arrêté fédéral sur le contrôle des transplants, du 17 juin 2005, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006 (prorogation de l'arrêté jusqu'au 31 décembre 2007 au plus tard), RO 2005 4779.

- * Ordonnance du 10 juin 2005 portant introduction de l'allocation de maternité dans la législation sur le personnel de la Confédération (Modification de l'Ordonnance-cadre relative à la loi sur le personnel de la Confédération et de l'Ordonnance sur le personnel de la Confédération), RO 2005 2480.
- * Ordonnance sur l'utilisation de profils d'ADN dans les procédures pénales et sur l'identification de personnes inconnues ou disparues (Ordonnance sur les profils d'ADN), du 22 juin 2005, en vigueur dès le 1^{er} août 2005, RO 2005 3337.
- * Ordonnance du DFJP sur les exigences de prestations et de qualité requises pour les laboratoires forensiques d'analyse d'ADN (Ordonnance du DFJP sur les laboratoires d'analyse d'ADN), du 29 juin 2005, en vigueur dès le 1^{er} août 2005, RO 2005 3341.
- * Ordonnance sur la sécurité et la protection de la santé des travailleurs dans les travaux de construction (Ordonnance sur les travaux de construction, OTConst), du 29 juin 2005, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006, RO 2005 4289.
- * Ordonnance sur la réduction des risques liés à l'utilisation de substances, de préparations et d'objets particulièrement dangereux (Ordonnance sur la réduction des risques liés aux produits chimiques, ORRChim), du 18 mai 2005, en vigueur dès le 1^{er} août 2005, RO 2005 2917.
- * Ordonnance sur la mise en circulation des produits phytosanitaires (Ordonnance sur les produits phytosanitaires, OPP), du 18 mai 2005, en vigueur dès le 1^{er} août 2005, RO 2005 3035.
- * Ordonnance du DFI sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens pour les quatre premières années d'études à la Faculté de médecine de l'Université de Zurich à la Faculté de médecine de l'Université de Zurich, du 17 octobre 2005, en vigueur dès le 1^{er} novembre 2005, RO 2005 4817.
- * Ordonnance du DFI sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens à la Faculté de médecine de l'Université de Genève, du 21 octobre 2004. Modification du 17 octobre 2005, en vigueur dès le 1^{er} novembre 2005, RO 2005 4825.
- * Ordonnance du DFI concernant l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens pour les quatre premières années d'études à la Faculté de médecine de l'Université de Bâle, du 17 octobre 2005, en vigueur dès le 1^{er} novembre 2005, RO 2005 4827.
- * Ordonnance du DFI sur l'expérimentation d'un modèle spécial d'enseignement et d'examens pour la troisième année d'études au Centre de médecine bucco-dentaire et d'orthodontie de la Faculté de médecine de l'Université de Zurich, du 17 octobre 2005, en vigueur dès le 1^{er} novembre 2005, RO 2005 4833.
- * Ordonnance instituant des mesures préventives urgentes destinées à empêcher l'introduction de la peste aviaire classique, du 21 octobre 2005, en vigueur du 25 octobre 2005 au 15 décembre 2005, RO 2005 4845.

- * Ordonnance de l'OVF (1/05) instituant des mesures temporaires à la frontière pour lutter contre la peste aviaire classique, du 20 avril 2005.
 - Modification du 11 août 2005, en vigueur dès le 12 août 2005, RO 2005 4227.
 - Modification du 13 octobre 2005, en vigueur dès le 13 octobre 2005, RO 2005 4781.
- * Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édition de la pharmacopée, du 9 novembre 2001. Modification du 22 septembre 2005, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006, RO 2005 4693.
- * Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques sur les précurseurs et autres produits chimiques utilisés pour la fabrication de stupéfiants et de substances psychotropes (Ordonnance de Swissmedic sur les précurseurs, OPrec-Swissmedic), du 8 novembre 1996. Modification du 22 septembre 2005, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006, RO 2005 4839.

**Messages, Rapports et Décisions Officiels /
Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse**

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

- * Avis de droit de l'Office fédéral de la justice du 13 février 2004 Compétence législative des cantons en matière d'assurance-maternité, en particulier au regard du nouvel art. 16h LAPG, JAAC 69.74.
- * Initiative populaire fédérale «Oui aux médecines complémentaires». Aboutissement, selon décision de la Chancellerie fédérale du 4 octobre 2005, FF 2005 5631.
- * Message concernant la modification de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité (5e révision de l'AI), du 22 juin 2005, FF 2005 4215.
- * Message concernant le financement additionnel de l'assurance-invalidité, du 22 juin 2005, FF 2005 4377.
- * Projet de loi fédérale sur les institutions destinées à promouvoir l'intégration des personnes invalides (projet découlant du Message sur la législation d'exécution concernant la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons, du 7 septembre 2005, FF 2005 5641), FF 2005 5955.
- * Projet de loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (projet découlant du Message sur la législation d'exécution concernant la réforme de la péréquation financière et de la répartition

des tâches entre la Confédération et les cantons, du 7 septembre 2005, FF 2005 5641), FF 2005 5959.

- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, accordée à la SUVA, du 9 août 2005, FF 2005 4667.
- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique (pour le projet de la Clinique Universitaire de Psychiatrie de Zurich « *Suizide bei in der Psychiatrie hospitalisierten Patienten* »), du 25 octobre 2005, FF 2005 5977.
- * Ordonnance sur les dispositifs médicaux (ODim). Normes techniques pour les dispositifs médicaux. Communication de Swissmedic du 30 août 2005, FF 2005 4898.
- * Notifications et demandes d'autorisation pour des activités impliquant des organismes génétiquement modifiés ou pathogènes en milieu confiné (du 31.07.2000 au 12.04.2005), FF 2005 4414.
- * Droit des produits thérapeutiques. Notification d'une décision de Swissmedic (publicité illégale pour des produits thérapeutiques), du 22 août 2005, FF 2005 4897.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait du “Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin”, n° numéros 3 et 4/2005 avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

Aargau / Argovie

- * Einführungsverordnung zum Bundesgesetz über Voraussetzungen und Verfahren bei Sterilisation (VSterG) (Hebt die Verordnung über die Sterilisation unmündigter Personen vom 07.11.2001 auf), vom 11.05.2005, in Kraft ab 07.05.2005, AGS 2005, S. 187.

Bern / Berne

- * Grossratsbeschluss betreffend den Interkantonale Vereinbarung über die Koordination und Konzentration der hochspezialisierten Medizin, vom 08.06.2005, Kantonsblatt 2005, Nr. 44, S. 856.

Freiburg / Fribourg

- * Ordonnance sur la formation initiale d'infirmier et d'infirmière à la Haute Ecole de santé de Fribourg (Abroge le règlement du 11.01.1983 conc. l'école d'infirmières et d'infirmiers en soins généraux, le règlement du 11.01.1983 conc. l'école d'infirmières et d'infirmiers assistants et le règlement du 11.01.1983 conc. l'école d'infirmières et d'infirmiers en psychiatrie de Marsens), du 24.05.2005, entrée en vigueur le 01.06.2005, ROF/ASF 2005-055.

Genf / Genève

- * Règlement du centre d'enseignement de professions de la santé et de la petite enfance du 09.08.1989 (Modification: Intitulé « Règlement du centre de formation professionnel santé-social », nombreux considérants et articles), du 18.05.2005, entrée en vigueur le 26.05.2005, FAO 2005, n° 58, p. 1002.
- * Règlement d'application de la loi fédérale sur la procréation médicalement assistée (abroge le règlement concernant les conditions relatives à la pratique des fertilisations in vitro et des transferts d'embryons dans les établissements médicaux privés du 28.05.1986), du 30.05.2005, entrée en vigueur le 07.06.2005, FAO 2005, n° 63, p. 1098.
- * Loi instituant une assurance en cas de maternité et d'adoption (LAMat) (Abroge la Loi sur l'assurance-maternité du 14.12.2000), du 21.04.2005, entrée en vigueur le 01.07.2005, FAO 2005, n° 72, p. 1238.

Glarus / Glaris

- * Personalreglement für die Assistenärzte am Kantonsspital Glarus (hebt das Reglement vom 25.04.2001 auf), vom 06.10.2004, rückwirkende Inkraftsetzung ab 01.01.2005, SBE Bd. IX, Heft 3, S. 181.

Graubünden / Grisons

- * Gesetz über Ausbildungsstätten im Gesundheits- und Sozialwesen (AGSG) (hebt das Gesetz über die Förderung der Frauenbildung im Kanton Graubünden [Frauenbildungsgesetz] vom 12.03.1967 auf), vom 22.09.2002, in Kraft ab 01.01.2003, gestaffelte Inkraftsetzung, Amstblatt 2002, in Nr. 40, S. 3194.

Neuenburg / Neuchâtel

- * Loi vétérinaire (LVét), du 25.01.2005, entrée en vigueur le 01.06.2005, Feuille Officielle 2005, n° 10, p. 113.
- * Loi sur l'établissement hospitalier multisite cantonal (LEHM) (accepté en votation populaire le 05.06.2005) (rectificatif in FO 2005, n° 48, p. 773), du 30.11.2004, entrée en vigueur le 24.08.2005, Feuille Officielle 2005, n° 34, p. 536.
- * Arrêté d'application de l'ordonnance sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à charge de l'assurance-maladie obligatoire (abroge l'arrêté du 18.12.2002) (validité limitée au 03.07.2008), du

27.06.2005, entrée en vigueur le 04.07.2005, Feuille Officielle 2005, n° 49, p. 781.

Nidwalden / Nidwald

- * Regierungsratsbeschluss betreffend die Genehmigung der Vereinbarung der Innerschweizer Kantone über Ausbildungen für Berufe des Gesundheitswesens, (+ Text der Vereinbarung vom 29.04.2005), vom 28.06.2005, in Kraft ab 07.07.2005, Amstblatt 2005, Nr. 27, S. 1017.

Solothurn / Soleure

- * Verordnung zum Spitalgesetz (Tritt mit Ausnahme von § 6 IV & 7 am 31.12.2005 ausser Kraft), vom 22.03.2005, in Kraft ab 01.01.2005, Amstblatt 2005, Nr. 24, S. 1200.
- * Sozialplan im Zusammenhang mit dem Projekt «Verselbständigung der Spitäler» und Gründung der Solothurner Spitäler AG, vom 07.06.2005, in Kraft ab 01.07.2005.
- * Vollzugs- und Vollziehungsverordnung über die Einschränkung der Zulassung von Leistungserbringern zur Tätigkeit zu Lasten der obligatorischen Krankenpflegeversicherung, vom 21.06.2005, in Kraft ab 04.07.2005, unter Vorbehalt des Einspruchs Veto Nr. 77.

Ticino / Tessin

- * Regolamento conc. I servizi di urgenza medica negli ospedali e nelle cliniche, del 29.04.2005, entrata in vigore il 03.05.2005, BU 2005, 151.

Waadt / Vaud

- * Règlement fixant les normes relatives à la comptabilité, au système d'information, à la révision du reporting annuel et au système de contrôle interne des hôpitaux reconnus d'intérêt public, du 25.05.2005, entrée en vigueur le 01.07.2005, FAO 2005, n° 45, p. 5.

Zürich / Zurich

- * Verordnung über die nichtärztlichen Psychotherapeutinnen und Psychotherapeuten, vom 01.12.2004, in Kraft ab 01.06.2005, OS 60 244.

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

(<http://www.echr.coe.int>)

- * Pas d'arrêt important concernant le droit de la santé pour cette livraison.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

(<http://curia.eu.int/fr/index.htm>)

- * COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE C. REPUBBLICA ITALIANA, causa C-456/03, sentenza 16 giugno 2005.
Non avendo adottato le disposizioni legislative, regolamentari ed amministrative necessarie per conformarsi agli art. 3, n. 1, 5, n. 2, 6, n. 2, e 8-12 della direttiva del parlamento europeo et el consiglio 6 luglio 1998 n. 98/44/Ce, sulla protezione giuridica delle invenzioni biotecnologiche, la Repubblica italiana è venuta meno agli obblighi ad essa incombenti in forza dell'art. 15 di tale direttiva.
- * SYFAIT E ALTRI C. GLAXOSMITHKLINE PLC E ALTRO, causa C-53/03, sentenza 21 maggio 2005.
la Corte di giustizia può essere adita ai sensi dell' art. 234 del trattato soltanto da un organo chiamato a statuire su una controversia pendente dinanzi ad esso nell'ambito di un procedimento destinato a risolversi in una pronuncia di carattere giurisdizionale.

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

Autriche / Österreich

- * Recht der Medizin, Nr. 5, Oktober 2005, p. 155, OGH, 10.5.2005, 5 Ob 94/05t.

Wachkoma. Erhebung einer Scheidungsklage durch Sachwalter.

- * Recht der Medizin, Nr. 5, Oktober 2005, p. 157, UKH, 19.5.2005, 7/0-HK/03, 9/0-HK/03, 23/0-HK/03 und 24/0-HK/03.
Unabhängige Heilmittelkommission. Wirtschaftlichkeit einer parallelimportierten Arzneispezialität.

Allemagne / Deutschland

- * Medizinrecht, 2005, H. 10, p. 599, BGH, Urt. v. 15.3.2005, VI ZR 313/03 (OLG Nürnberg).
Zur Bedeutung der ärztlichen Aufklärungspflicht
a) *Auch die Aufklärung über bestehende unterschiedliche Behandlungsmöglichkeiten dient dem Selbstbestimmungsrecht des Patienten und ist daher Voraussetzung einer rechtmässigen Behandlung.*
b) *Die Frage, ob eine bestehende andere Behandlungsmöglichkeit zu einem besseren Behandlungsergebnis geführt hätte, betrifft regelmässig den hypothetischen Kausalverlauf im Falle des rechtmässigen Alternativverhaltens.*
- * Medizinrecht, 2005, H. 9, p. 527, BGH, Urt. v. 1.2.2005, VI ZR 174/03 (OLG Jena).
Anhörungen des Patienten im Haftungsprozess wegen Aufklärungsversäumnissen des Arztes.
- * Medizinrecht, 2005, H. 8, p. 469, BGH, Urt. v. 10.2.2005, III ZR 330/04 (OLG Köln).
Behandlung mittelloser Notfallpatienten. Die Bundesrepublik Deutschland haftet nicht für die Krankenhausbehandlungskosten eines mittellosen Notfallpatienten.
- * Medizinrecht, 2005, H. 8, p. 471, OLG Hamm, Urt. v. 26.5.2004, 3 U 127/02 (LG Essen).
Arbeitsteilung zwischen Angehörigen verschiedener ärztlicher Fachgebiete.
- * Medizinrecht, 2005, H. 7, p. 416, OLG Koblenz, Urt. v. 3.3.2005, 5 U 12/05 (LG Koblenz).
Anforderungen an die Darlegung eines psychischen Schadens Dritter im Arzthaftungsprozess ; Zulässigkeit eines Teilurteils.
- * Medizinrecht, 2005, H. 6, p. 353, BGH, Urt. v. 7.12.2004, VI ZR 308/03 (OLG Stuttgart).
Schutz des allgemeinen Persönlichkeitsrechts eines Schwangerschaftsabbrüche vornehmenden Arztes.

France / Frankreich

- * Recueil Dalloz, 2005, n° 31, p. 2125, Cour de cassation, 1re civ., 18 mai 2005.
La Cour d'appel, qui relève qu'aucun consentement à l'insémination artificielle n'était établi et qu'il aurait été de toute manière inefficace, justifie légalement sa décision d'annuler une reconnaissance de paternité non contraire aux articles 8, 12 et 14 CEDH. Organisation du droit de visite.

- Recueil Dalloz, 2005, n° 31, p. 2131., Cour d'appel de Paris (1^{re} ch. B), 4 mars 2005.

La disproportion considérable entre le but recherché et le résultat obtenu ne suffit pas pour établir la preuve d'un manquement d'un médecin à ses obligations contractuelles envers son patient alors que la réparation des conséquences de l'aléa thérapeutique qui se définit comme étant la réalisation, en dehors de toute faute du praticien, d'un risque accidentel inhérent à l'acte médical et qui ne pouvait être maîtrisé, n'entre pas dans le champ des obligations dont un médecin est contractuellement tenu à l'égard de son patient. Une faute médicale ne peut se réduire de la seule apparition d'un préjudice lequel peut être en relation avec l'acte médical pratiqué, sans l'être pour autant avec une faute.

- * Cour de cassation civile, 5 avril 2005, JCP 2005.II.10085, commenté par Patrice Jourdain, in : Revue trimestrielle de droit civil 2005, p. 607.
Responsabilité pour les effets secondaires de médicaments. Distinction entre dangerosité et défectuosité du produit.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.jaac.admin.ch>. La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante :

<http://www.bger.ch/> et sur <http://www.bsv.admin.ch/publikat/rkuv/f/index.htm> pour les arrêts concernant les assurances maladie et accident.

- * ATF 131 I 198 – Arrêt de la 2^e Cour de droit public du 9 mars 2005.
Loi cantonale (SO) autorisant la remise de médicaments par des médecins (dispensation directe). Pas de qualité des pharmaciens pour déposer un recours de droit public (contrôle abstrait des normes).
- * ATF 131 I 205 – Arrêt de la 2^e Cour de droit public du 9 mars 2005.
Loi cantonale (ZH) interdisant en principe la remise de médicaments par des médecins (dispensation directe) à Zurich et Winterthour mais la permettant, avec autorisation, dans le reste du canton. Règlement d'application admettant des exceptions aussi dans ces deux villes. Violation du principe de la séparation des pouvoirs. Qualité pour recourir de pharmaciens de Zurich et Winterthour admise.
- * ATF 131 II 413 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit public du 9 mai 2005.
La transmission par le médecin-conseil de l'assureur, du dossier médical de l'assuré à un médecin consultant spécialisé est autorisée par l'art. 84 LAMal et ne requiert pas le consentement ni l'information préalable de l'assuré.

- * ATF 131 III 409 – Arrêt de la 2^e Cour de droit civil du 26 avril 2005.
Placement d'un mineur en institution psychiatrique. Nécessité d'une expertise. Audition de l'enfant.
- * ATF 131 IV 114 – Arrêt de la Cour de cassation du 25 avril 2005.
Abus de la détresse du patient par un psychiatre. L'évaluation du lien de dépendance requis par l'art. 193 al. 1 CPS doit se faire à la lumière des circonstances d'espèce. Admission dans le cas concret.
- * ATF 130 V 49 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 16 décembre 2004.
Troubles somatoformes douloureux. L'évaluation de leur caractère invalidant doit reposer sur un examen complet des circonstances d'espèce, conformément à l'ATF 130 V 352, qu'elles soient favorables ou défavorables à l'obligation de prestation de l'assurance-invalidité.
- * ATF 130 V 59 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 17 janvier 2005.
Par « canton de résidence » au sens de l'art. 41 al. 3 LAMal, il faut entendre le canton de domicile, selon les art. 23ss du Code civil.
- * ATF 130 V 66 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 1^{er} février 2005.
Litige relatif à une décision prise en application d'une clause tarifaire de l'assurance-maladie obligatoire. L'art. 6 par. 1 CEDH garantit un contrôle juridictionnel lorsqu'un assuré est touché. Le pouvoir d'examen du juge peut être limité à la légalité de la clause tarifaire litigieuse.
- * ATF 130 V 78 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 27 janvier 2005.
Obligation de l'assurance-maladie de prendre provisoirement en charge les prestations, en relation avec l'assurance-accidents, quand la question de la causalité de l'atteinte est litigieuse (art. 70 LPGA). L'étendue des prestations est fixée selon les dispositions de la LAMal (art. 71 LPGA).
- * ATF 130 V 147 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 2 mars 2005.
La procédure de sommation prévue à l'art. 9 al. 1 OAMal (ancienne teneur ; aujourd'hui : art. 90 al. 3 OAMal) pour les primes et participations aux coûts non payées (permettant ensuite, en cas de non-paiement, d'engager la procédure de poursuite) est conforme à la Constitution et à la loi.
- ATF 131 V 133 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 17 mai 2005; publié également dans RAMA n^o 4, 2005, p. 271.
Lorsqu'il n'existe pas de convention tarifaire ou de tarif fixé par l'autorité compétente en cas de traitement stationnaire dans la salle commune d'un hôpital privé (non subventionné par l'Etat), avec mandat de prestation et figurant sur la liste cantonale hospitalière, il convient de chercher dans chaque cas une solution qui tienne compte des conditions légales. Les assurés n'ont pas à assumer les frais non couverts par l'assurance obligatoire des soins pour des prestations légales selon la LAMal, à l'exception de la participation aux coûts.

- ✱ JAAC 69.94. Extraits de la jurisprudence de la Commission fédérale de recours pour la formation de base et la formation postgrade des professions médicales du 24 août 2004: un recours au Tribunal fédéral a été rejeté [2A.558/2004].
Formation postgrade des professions médicales. Droit d'être entendu. Non-validation des périodes de formation postgrade qui n'ont pas été effectuées dans des établissements de formation reconnus.
- ✱ JAAC 69.95. Extraits de la jurisprudence de la Commission fédérale de recours pour la formation de base et la formation postgrade des professions médicales du 26 novembre 2004 [MAW 04.040].
Examens des professions médicales. Obligation de soulever des griefs. Droit d'être entendu. Communication d'un motif d'empêchement. Preuve de l'absence de capacité d'agir.
- ✱ JAAC 69.96 Extraits de la jurisprudence de la Commission fédérale de recours en matière de produits thérapeutiques du 26 février 2004 [HM 03.038]
Médicaments. Principe de la bonne foi. Interdiction de diffuser à la télévision de la publicité illicite. Exigences posées à l'avertissement obligatoire. Pas de droit à l'égalité de traitement dans l'illégalité.
- ✱ JAAC 69.97 Extraits de la jurisprudence de la Commission fédérale de recours en matière de produits thérapeutiques du 12 Novembre 2004 [HM 04.070].
Médicaments. Surveillance du marché. Liberté économique. Qualité insuffisamment documentée. Suspension de l'autorisation de mise sur le marché.
- ✱ JAAC 69.98 Extraits de la jurisprudence de la Commission fédérale de recours en matière de produits thérapeutiques du 11 mai 2005 [HM 04.085].
Médicaments. Mise sur le marché de médicaments prêts à l'emploi en cas de fabrication sur mandat. Préparation de médicaments d'après une formule propre à l'établissement (spécialité de comptoir). Principe du perturbateur.
- ✱ JAAC 69.99 Extraits de la jurisprudence de la Commission fédérale de recours en matière de produits thérapeutiques du 1^{er} avril 2005 [HM 04.078].
Médicaments. Applicabilité des dispositions relatives à la législation en matière de publicité à la réalisation d'un rapport d'expérience pratique. Remise d'échantillons gratuits. Notion de petit nombre d'échantillons.
- ✱ JAAC 69.100 Extraits de la jurisprudence du Conseil fédéral du 23 mars 2005 [exe 2005.0354].
Assurance-maladie. Tarif pour les prestations d'établissements médico-sociaux (EMS) relevant de l'assurance obligatoire des soins. Protection tarifaire (art. 44 LAMal). Voies de droit. Qualité pour recourir.
- ✱ JdT 3/2005, p. 95 (= ATF 130 I 337, Arrêt du TF du 19.10.2004).
Responsabilité en vertu des règles du droit cantonal pour l'activité d'un médecin exerçant en milieu hospitalier. Devoir de diligence du médecin. Appréciation des preuves. Arbitraire.
- ✱ JdT 5/2005, p. 143 (= ATF 130 I 26, Arrêt du TF du 27.11.2003).

Liberté économique, obligation d'appliquer les lois fédérales, exercice de la médecine. Ordonnance édictée par le Conseil d'Etat du canton de Zurich, en application de l'article 55a LAMal et d'une ordonnance du Conseil fédéral, limitant l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire ; recours de droit public formé par des médecins, tendant au contrôle abstrait de cet ordonnance cantonale ; recours rejeté par le TF.

- * RAMA 3/2005, p. 212 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 2 février 2005 (U 324/04).

Caractère d'accident (en tant qu'événement terrifiant) nié dans le cas d'un pilote de ligne qui subit des troubles posttraumatiques de stress à la suite de l'atterrissage raté de l'avion sur une piste verglacée.

- * RAMA 3/2005, p. 228 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 28 février 2005 (U 306/04).

Lien de causalité adéquate nié dans le cas d'un joueur de hornus qui a souffert d'un fimportant traumatisme de rotation, entraînant de fortes douleurs du dos avec trouble de conversion dominant, respectivement trouble douloureux de forme somatique.

- * RAMA 3/2005, p. 186 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 18 mars 2005 (K 97/03).

Les soins de base des maladies psychiatriques et psychogériatriques, prévus à l'article 7 alinéa 2 lettre c OPAS incluent les prestations visées à l'article 7 alinéa 2 lettre a (instructions et conseils) et lettre b (examens et soins).

Voir également les arrêts : K 101/04 ; K 105/04 ; K 113/04 ; K 114/04.

- RAMA 4/2005, p. 284 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 12 mai 2005 (K 9/05).

L'assureur ne peut, sans examen, refuser la prise en charge d'un traitement au motif qu'il n'a pas été examiné par la Commission des prestations. Il lui appartient, en sa qualité d'organe d'exécution de la LAMal, de déterminer si ce traitement est couvert par la présomption légale ou s'il est médicalement contesté.

- RAMA 4/2005, p. 290 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 5 juillet 2005 (K 31/05).

Lorsque la prestation fournie à l'étranger n'a pas d'équivalent en Suisse, la caisse-maladie peut en l'espèce se limiter à prendre en charge le double du montant qui aurait été payé pour un traitement aigu analogue en Suisse, avec des complications.

- * Plädoyer 3/2005, p. 83 – Urteil H 273/03 und H 278/03 der IV. Kammer des Eidgenössischen Versicherungsgerichts vom 4.10.2004.

Für nicht bezahlte Sozialversicherungsbeiträge haftet der Arbeitgeber nur bei qualifiziertem Verschulden. Wenn der Verwaltungsrat aufzeigen kann, dass er die nach den Umständen gebotene Aufsicht ausübte, kann er nicht persönlich für die Beiträge haftbar gemacht werden.

- * Die Praxis, Heft n° 8, n° 96, p. 696 (= ATF 130 V 294), Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 22 avril 2004 (K 139/02).
Art. 25, art. 27, art. 31 al. 1, art. 33 al. 2 et 5 LAMal; art. 33 let. d OAMal; art. 19a al. 1 let. a et al. 2 chiffre 2 OPAS: traitements dentaires occasionnés par une i
- * Die Praxis, Heft n° 8, n° 97, p. 701 (= ATF 130 V 318), Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 12 mars 2004 (K 147/03).
Art. 25 et 82 LPGA : restitution des prestations.
- * Die Praxis, Heft n° 10, n° 127, p. 867 (= ATF 130 V 433), Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 18 juin 2004 (U 170/03).
Art. 17, 84 al. 2 LAA ; art. 83 ss OPA ; art. 51 al. 3 OLAA: Prévention des accidents; droits du travailleurs, surindemnisation.
- * RJJ 2005, p. 145, Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 5 août 2004 (U 262/03).
Notion d'accident. Arrêt cardiaque (suivi d'un coma) à l'induction d'une anesthésie pratiquée en vue d'une intervention chirurgicale. Art. 9. al. 1 OLAA.
- * ZBI. 8/2005 – Bundesgericht, Öffentlichrechtliche Abteilung, 23.09.2004, 2P.67/2004, mit Bemerkungen von August Mächler.
Weisungen über die Entschädigung der Belegärzte von staatlichen und staatlich subventionierten Spitälern und Privatkliniken. Verwaltungsverordnungen als Anfechtungsobjekte der staatsrechtlichen Beschwerde. Im Bereich des Spitalwesens gilt die Wirtschaftsfreiheit nur beschränkt; eine Verwaltungsverordnung, welche die Entschädigung nicht festbesoldeter Ärztinnen und Ärzte in den kantonalen sowie den subventionierten Krankenhäusern regelt, kann deshalb nicht wegen einer sich angeblich daraus ergebenden Wettbewerbsverzerrung mit staatsrechtlicher Beschwerde angefochten werden.

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

Bern / Berne

- * Jurisprudence administrative bernoise, 2005, p. 301. Arrêt du tribunal cantonal assurances du 9 novembre 2004 dans l'affaire X. (VGE 21810).
*Droit de la protection des données, droit de consulter les dossiers médicaux.
Les services psychiatriques constituent une clinique publique du canton et sont à ce titre considérés comme une autorité au sens de la loi cantonale sur la protection des données. Ils sont tenus de garantir le droit aux renseignements et à la consultation et sont au surplus soumis aux dispositions relatives à la protection des données émanant de la loi sur la santé publique.
Au vu du dossier, il s'avère impossible de déterminer si une restriction à la consultation et à la remise de documents est justifiée.*

Freiburg / Fribourg

- * Arrêt de la troisième Chambre administrative du Tribunal administratif du 24.2.2005.
Art. 27, 36, 94, 95 Cst. ; 2 LMI ; 79, 80, 85 LSan. Examen de la compatibilité de l'obligation d'obtenir une autorisation cantonale de pratique pour la médecine vétérinaire aine que l'interdiction des accords selon l'article 85 LSan avec la Constitution, la LMI et la loi fédérale sur l'exercice des professions médicales.

Genf / Genève

- * Plädoyer 3/2005, p. 74. Jugement du TCAS genevois du 11.05.04, ATAS/335/2004.
L'analyse des médecins de l'AI ne vaut, vu leur rapport de subordination à l'égard de l'AI, pas comme expertise au sens de la procédure administrative.

Neuenburg / Neuchâtel

- Arrêt du Tribunal administratif du 8.9.2004.
Art. 61 al. 2 LAMal et 13 al. 2 LPGA. Lieu de résidence de l'assuré déterminant pour le montant des primes.
- Arrêt Tribunal administratif du 23.6.2003.
Art. 65 al. 1 LAMal ; 20ss LILAMal ; 41 RLILAMal. Subsidés dans l'assurance maladie obligatoire ; classification d'un avocat stagiaire.
- Arrêt de la Cour de cassation pénale du 5.10.2004.
Art. 34 CP ; 20 ch. 1 al. 3 Lstup. Prescription médicale de chanvre ou de ses dérivés; état de nécessité.

Saint Gallen / St. Gall

- Plädoyer 4/2005, p. 72 – Urteil EV.2004.28-AW1P-EDS des Kreisgerichts Altotgenburg-Wil vom 10. November 2004, rechtskräftig.
Wenn ein Unfallversicherer nach einem rückweisenden Entscheid zur weiteren Abklärung keine Taggelder ausbezahlt, ist dies keine Rechtsverweigerung. Jedenfalls, wenn die Taggelder gegebenenfalls mit aufgelaufenen und zukünftigen Renten verrechnet werden sollen.

Tessin/Ticino

- * Rivista ticinese di diritto, I – 2005 p. 193 n° 49, TCA 9.8.2004 N. 32.2004.3.
Art. 13 LAI ; 3 cpv. 2 LPGA ; cifra 390 allegato OIC. Un bambino è affetto da cerebroparalisi congenita anche qualora egli presenti unicamente I segni di una paresi cerebrale di tipo atassico, riscontrati inoltre all'età di 8 anni. Infatti, da un lato, per riconoscere una paralisi cerebrale congenita non è necessario

che il bambino presenti una sintomatologia spastica, astetosica e atassica. Dall'altro, in caso di paresi cerebrale di tipo atassico, I segni tipici possono all'inizio non essere presenti e svilupparsi soltanto in seguito. L'assicurazione invalidità deve, di conseguenza, assumere I costi dei relativi provvedimenti sanitari.

- * *Rivista ticinese di diritto, I – 2005 p. 194 n° 50, TCA 21.10.2004 N. 32.2004.24. Art. 13 LAI ; 3 cpv. 2 LPGA ; 13 OIC ; cifra 313 allegato OIC. I costi di degenza presso un ospedale a seguito di un'encefalopatia ipossico-ischemica manifestatasi (in occasione di un'ospedalizzazione per un infetto alle vie aeree inferiori di lieve entità) in un bambino affetto da un vizio cardiaco congenito, che è stato sottoposto a due interventi cardiaci correttivi, vanno assunti dall'assicurazione invalidità. In concreto, in effetti, dovendo ammettere un nesso causale adeguato qualificato tra l'infermità cardiaca e l'encefalopatia, quest'ultima va considerata un danno secondario, perlomeno indiretto, del vizio cardiaco congenito.*
- * *Rivista ticinese di diritto, I – 2005 p. 194 n° 51, TCA 19.10.2004 N. 32.2004.9. Art. 19, 12 seg. LAI ; 8ter OAI. A un minore affetto da un ritardo globale dello sviluppo che non costituisce un'infermità congenita è riconosciuta la terapia psicomotoria quale misura accompagnatoria dell'istruzione speciale. Sono, infatti, stati dimostrati I benefici ottenuti dall'assicurato a seguito del trattamento psicomotorio. Inoltre, siccome il suo quoziente di intelligenza è 74, ha diritto alla ginnastica speciale (e quindi alla psicomotricità) quale assicurato debole di mente il cui QI non è superiore a 75.*
- * *Rivista ticinese di diritto, I – 2005 p. 202 n° 54, TCA 8.6.2004 N. 36.2003.38. Art. 17 OPre ; 31 cpv. 1 lett. a LAMal. I costi di risanamento dentario (corone ceramo-metalliche su determinati denti, cure endodontiche e ricostruzioni fuse dei monconi per determinati denti, cure conservative) per danni subiti da un assicurato affetto da un linfoma non hodgkin devono essere assunti dall'assicurazione obbligatoria contro le malattie. Infatti le affezioni dentarie sono in relazione di causalità diretta con la radioterapia effettuata per la cura del linfoma. Gli interventi del dentista curante sono stati, inoltre, efficaci ed appropriati. Infine, dal profilo dell'economicità, soluzioni più economiche sarebbero state meno appropriate e si sarebbero rivelate a lungo termine più costose.*
- * *Rivista ticinese di diritto, I – 2005 p. 203 n° 55, TCA 13.7.2004 N. 35.2003.5. Art. 6, 10 LAINF. Fra la lesione dentaria diagnosticata a un'assicurata e il violento tracollo subito dalla sua dentatura a seguito della contusione del mento da parte di un attrezzo da giardino, l'esistenza di una relazione di causalità naturale e adeguata, perlomeno parziale, è dimostrata, con il grado di verosimiglianza preponderante, anche volendo ammettere la preesistenza di uno stato patologico del dente danneggiato.*
- * *Rivista ticinese di diritto, I – 2005 p. 207 n° 56, TCA 25.10.2004 N. 35.2004.24. Art. 6, 10 segg. LAINF. Il diritto alle prestazioni dell'assicurazione infortuni di un assicurato che, subendo un'aggressione, viene colpito alla fronte con il tacco di uno stivale, si è estinto circa tre anni dopo l'evento traumatico, in*

quanto, in primo luogo, la sintomatologia accusata dall'assicurato non ha potuto essere oggettivata. In secondo luogo, avendo quest'ultimo verosimilmente soltanto un trauma cranico semplice, a esclusione di un trauma cranio-cerebrale, non torna applicabile la prassi elaborata in materia di traumi d'accelerazione al rachide cervicale. Infine i disturbi psichici presentati dall'assicurato non si trovano in una relazione di causalità adeguata con l'infortunio.

Thurgau / Thurgovie

- * TVR 2004, Nr. 37 – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 16. Juni 2004.
Konkurs einer Apotheke - Berufsgeheimnis. Die beabsichtigte Übertragung medizinischer Kundendaten von einem Apotheker auf einen anderen ist in der Regel nur mit vorheriger Einwilligung der betroffenen Kunden zulässig. Zu den vom Berufsgeheimnis mitumfassten Daten gehören bereits Name und Adresse. Bei einer beabsichtigten Übertragung des Kundenstammes einer sehr grossen Anzahl von Kunden drängt sich eine Publikation der departementalen Entbindung vom Berufsgeheimnis gemäss § 21 VRG unter Hinweis auf das Einspracherecht der Kunden auf.
- * TVR 2004, Nr. 39 – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 4. Februar 2004.
Kostenvergütung für ausserkantonale medizinische Behandlung. Eine ausserkantonale Behandlung trotz fehlender Kostengutsprache führt nicht ohne weiteres dazu, dass der Anspruch auf Kostenvergütung nach Art. 41 Abs. 3 KVG verwirkt ist. Kommen für eine medizinische Behandlung mehrere ausserkantonale Behandlungsorte in Betracht, so besteht nach dem Gebot der Wirtschaftlichkeit nur mit Bezug auf das kostengünstigste Angebot volle Deckung.
- * TVR 2004, Nr. 40 – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 3. November 2004.
Voraussetzungen der Kostenübernahme für ausserkantonale Hospitalisation. Die Behandlung eines Morbus Behçet kann nach Auffassung der Chefärzte der beiden Thurgauer Spitäler an diesen Kliniken durchgeführt werden. Dabei handelt es sich um objektivierte Beurteilungen und es kann diesen Ärzten ähnlich den Beurteilungen der SUVA-Ärzte nicht entgegengehalten werden, sie seien keine neutralen Personen.
- * TVR 2004, Nr. 42 – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 11. Februar 2004.
Eine Beschwerde beim EVG wurde abgewiesen (Urteil K 29/04 vom 29.7.2004). Schiedsgericht nach KVG Art. 89; Ausstandsgründe. Befangenheit eines Geschäftsführers von Santésuisse als Vertreter einer diesem Verband angehörenden Krankenkasse in einem Schiedsgerichtsfall, der sich im Vorfeld in einem Zeitungsartikel in grundsätzlicher Art über die Streitgegenstand bildenden Fragen geäussert hat.
- * TVR 2004, Nr. 43 – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 22. September 2004.
Eine Beschwerde beim EVG wurde abgewiesen (Urteil U 411/04 vom 2.2.2005). Hat ein Unfallversicherer die Unfallkausalität von Beschwerden einmal anerkannt, so dürfen Taggeldleistungen nicht bis zum Vorliegen eines

medizinischen Gutachtens, das die Überprüfung der Kausalität zum Gegenstand hat, vorläufig eingestellt werden.

Zürich / Zurich

- * RBVGr-ZH 2004, Nr. 48 – Entscheid des Verwaltungsgerichts Nr. VB.2004.00346 vom 11. November 2004.

Das Verbot des Hinweises auf therapeutische Eigenschaften gilt grundsätzlich für alle Kosmetikprodukte.

- Plädoyer 5/2005, p. 75 – Urteil IV.2005.00487 des Sozialversicherungsgerichts des Kantons Zürich vom 26.08.2005, nicht rechtskräftig, mit Bemerkungen von K. Pfändler.

Wenn die IV ein Gutachten einholt, hat sie der versicherten Person die gesetzlichen Mitwirkungsrechte zu gewähren. Ob der Auftrag einer natürlichen Person oder einer Institution erteilt wird, macht keinen Unterschied.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles /
Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * ALLWRIGHT S., Legislation for smoke-free workplaces and health of bar workers in Ireland: before and after study, *British medical journal*, vol. 331, n° 7525, p. 1117.
- * AVORN J., FDA standards : good enough for government work ?, *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 969.
- * BARTON J. H. AND AL., The patents-based pharmaceutical development process. Rationale, problems, and potential reforms, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 2075.
- * BENDER D., Heilversuch oder klinische Prüfung ? : Annäherung an eine diffuse Grenze, *Medizinrecht*, H. 19, 2005, p. 511.
- * CHEMTOB-CONCE M.-C., Le renforcement du dispositif français de pharmacovigilance, *Gazette du Palais*, mars-avril 2005, p. 857.
- * GOSTIN L., Medical marijuana, American federalism, and the supreme court. *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 842.
- * LE GAL C., Droit à la santé et droit de propriété intellectuelle : l'accès aux médicaments dans les pays en développement, *Revue de droit sanitaire et social*, 2005, n° 3, p. 456.
- * SHANG A. AND AL., Are the clinical effects of homoeopathy placebo effect ? Comparative study of placebo-controlled trials of homoeopathy and allopathy, *Lancet*, 366 (2005), p. 726.

- * STEINBROOK R., Financial conflicts of interest and the Food and Drug administration's advisory committees, *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 116.
- * VANDENBROUCKE J.P., Homoeopathy and "the growth of truth", *Lancet*, 366 (2005), p. 691.

Assurances sociales

- * ALTAVILLA A., La liberté de soins en Europe à la lumière des arrêts de la Cour de justice des Communautés européennes : quelles perspectives ?, *Revue générale de droit médical*, N° 15, 2005, p. 27.
- * ASPLIN B. R. and al., Insurance status and access to urgent ambulatory care follow-up appointments, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 1248.
- * BOYD C. M. AND AL., Clinical practice guidelines and quality of care for older patients with multiple comorbid diseases. Implications for pay for performance, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 716.
- * O'CONNOR P. J., Adding value to evidence-based clinical guidelines, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 741.
- * OLSON L. M. AND AL. Children in the United States with discontinuous health insurance coverage, *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 382.
- * PRICE David, The Human Tissue Act 2004, *Modern Law Review* 68 (2005), p. 798.
- * STARFIELD B., Insurance and the U.S. health care system. *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 418.
- * STEINER P., Dolmetschkosten im Krankenhaus, *Recht der Medizin*, Nr. 4, August 2005, p. 111.
- * WRUHS O., SCHNEIDER G., Kausalitätsbeurteilung bei Extremitätenverlust nach Arbeitsunfall und Anlageschaden, *Recht der Medizin*, Nr. 5, Oktober 2005, p. 139.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * BROTFELD M., le statut des personnes hospitalisées, *Droit déontologie & soin*, vol. 5, n° 2, juin 2005, p. 213.
- * BUSBY A. ET AL., Survey of informed consent for registration of congenital anomalies in Europe, *British medical journal*, vol. 331, n° 7509, p. 140.

- * CORPART I., Décès périnatal et qualification juridique du cadavre, *Semaine juridique*, n° 39, p. 1743.
- * DALY B., Wrongful birth, wrongful conception, and the Irish constitution, *European Journal of Health Law*, n° 1, 2005, p. 57.
- * DERCKX V., ABBING H. R., Patients' right to health protection and quality and safety of blood (products), *European Journal of Health Law*, n° 2, 2005, p. 153.
- * DEUTSCH E., Neues zur ärztlichen Aufklärung im Ausland : Englische und französische Gerichte positionieren sich neu, *Medizinrecht*, H. 8, 2005, p. 464.
- * DUPUY O., Consentement aux soins : le rôle de l'entourage du patient (loi n° 2002-303 du 4 août 2002, loi n° 2005-370 du 22 avril 2005), *Revue Droit & Santé*, n° 6, juillet 2005, p. 338.
- * FRIOURET L., Le refus de soins salvateurs ou les limites de la volonté du malade face à l'ordre public de conservation de la vie, *Revue générale de droit médical*, n° 15, 2005, p. 99.
- * HADLEY STARK J., L'hospitalisation psychiatrique sous contrainte dans la jurisprudence contemporaine, *Semaine juridique*, n° 29, 2005, p. 1389.
- * HINNE D., Das Einsichtsrecht in Patientenakten, *NJW*, Nr. 32, 2005, p. 2270.
- * KATZENMEIER C., Rechtsfragen der „Babyklappe“ und der medizinisch assistierten „anonymen Geburt“, *Zeitschrift für das gesamte Familienrecht*, H. 14, 2005, p. 1134.
- * LEWIS P., The necessary implications of wrongful life claims: lessons from France, *European Journal of Health Law*, n° 2, 2005, p. 135.
- * MAIGRET J., Le caractère général et absolu du secret médical : *Le Grand Secret* et la France devant la Cour européenne des droits de l'homme, *Revue générale de droit médical*, n° 15, 2005, p. 163.
- * MANAOUIL C. ET AL., Le harcèlement moral au travail : apports de la loi du 17 janvier 2002, *Médecine & droit*, 2005, p. 123.
- * NAVARRO-MICHEL M., Advance Directives : the Spanish Perspective, *Medical Law Review*, 2005 vol. 13, n° 2, p. 137.
- * OFNER H., Gesetzliche Vertretung für psychisch Kranke und geistig Behinderte im internationalen Vergleich : eine Modellanalyse, *Österreichische Juristen-Zeitung [ÖJZ]*, n° 20, 2005, p. 775.
- * POLS J. ET AL., Enacting Appreciations: Beyond the Patient Perspective, *Health care analysis*, vol. 13, n° 3, p. 203.

- * PEREZ-CARCELES M. D. AND AL., Balancing confidentiality and the information provided to families patients in primary care, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 531.
- * REBECQ G., Le choix du médecin traitant et le principe d'exercice exclusif de la spécialité, *Revue de droit sanitaire et social*, 2005, n° 4, p. 602.
- * ROMAN D., Le respect de la volonté du malade : une obligation limitée ?, *Revue de droit sanitaire et social*, 2005, n° 3, p. 423.
- * SAHM S. AND AL., Attitudes towards and barriers to writing advance directives amongst cancer patients, healthy controls, and medical staff, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 437.
- * SCOTT R., The English fetus and the right to life, *European Journal of Health Law*, n° 4, 2004, p. 347.
- * SPICKHOFF A., Postmortaler Persönlichkeitsschutz und ärztliche Schweigepflicht, *NJW*, Nr. 28, 2005, p. 1982.
- * TE BRAAKE T. A. M., Does a fetus have a right to live ? the case of Vo v. France, *European Journal of Health Law*, N° 4, 2004, p. 381.
- * TERRIER E., Existe-t-il des notes personnelles ? Points de vue divergents, *Revue Droit & Santé*, N° 5, mai 2005, p. 201.
- * TULSKY J. A., Beyond advance directives. *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 359.
- * WOLF A., Biologische Abstammung und rechtliche Zuordnung : eine Annäherung mit Hindernissen, *NJW*, Nr. 34, p. 2417.

Ethique biomédicale

- * ANDORNO R., La notion de dignité humaine est-elle superflue en bioéthique ?, *Revue générale de droit médical*, n° 16, 2005, p. 43.
- * BLOCHE M. G. AND AL., Doctors and interrogators at Guantanamo, *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 6.
- * DUCRUET J., La bioéthique dans la société pluriconfessionnelle du Moyen-Orient, *Médecine & droit*, 2005, p. 103.
- * ELLIOTT C., Should journals publish industry-funded bioethics articles ?, *Lancet* 366 (2005), p. 422.
- * HARRIS J. ET AL., An Ethical Framework for Stem Cell Research in the European Union, *Health care analysis*, Vol. 13, n° 3, p. 157.

- * HESS R., Darstellung der Aufgaben des gemeinsamen Bundesausschusses, *Medizinrecht*, H. 7, 2005, p. 385.
- * MACLENNAN A. AND AL., Who will deliver our grandchildren ? Implications of cerebral palsy litigation, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 1688.
- * MATHIEU B., Le droit de la bioéthique miroir et acteur des transformations sociales et humaines, In : BUSSANI M., GRAZIADEI M., (ed.), *Human diversity and the law = La diversité humaine et le droit*, Berne, Brussels, Athens, Stämpfli, Bruylant Sakkoulas, 2005, p. 103.
- * ROTHSTEIN M. A., Expanding the ethical analysis of biobanks, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2005, p. 89.
- * RUBINSTEIN L. AND AL., Coercive US interrogation policies. A challenge to medical ethics, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 1544.
- * VOISIN V., Pour une qualification de l'accueil d'embryon en adoption à l'heure de la révision des lois de bioéthique, *Revue générale de droit médical*, n° 15, 2005, p. 215.
- * WILKS M. A., Stain in medical ethics, *Lancet*, 366 (2005), p. 429.

Euthanasie

- * BARTELS S., Wie hilfreich sind ethische Richtlinien am Einzelfall? : Eine vergleichende kasuistische Analyse der Deutschen Grundsätze, Britischen Guidelines und Schweizerischen Richtlinien zur Sterbebegleitung, *Ethik in der Medizin*, Bd. 17, Nr. 3, p. 191.
- * BECKER-SCHWARZE K., Legal restrictions of physician-assisted suicide, *European Journal of Health Law*, n° 1, 2005, p. 11.
- * BIGGS H. M., The assisted dying for the terminally ill bill 2004 : will English law soon allow patients the choice to die ?, *European Journal of Health Law*, n° 1, 2005, p. 43.
- * BRANTHWAITE M. A., Taking the final step: changing the law on euthanasia and physician assisted suicide: Time for change, *British medical journal*, vol. 331, n° 7518, p. 681.
- * BRONKHORST A., Une loi pour créer des liens avec la mort : commentaire de la loi du 22 avril 2005, *Droit déontologie & soin*, vol. 5, n° 3, septembre 2005, p. 361.
- * GEORGE R. J. D. ET AL., Taking the final step: changing the law on euthanasia and physician assisted suicide: Legalised euthanasia will violate the rights of vulnerable patients, *British medical journal*, vol. 331, n° 7518, p. 684.

- * GRAEME L., Physician assisted suicide in Europe : some lessons and trends, *European Journal of Health Law*, n° 1, 2005, p. 5.
- * GUILLOD O., SCHMIDT A., Assisted suicide under Swiss law, *European Journal of Health Law*, N° 1 2005, p. 25.
- * HENDRIKS A., Wrongful suits ? Suing in the name of Terri Schiavo and Kelly Molenaar, *European Journal of Health Law*, N° 2 2005 p. 97.
- * NYS H., Physician assisted suicide in Belgian law, *European Journal of Health Law*, N° 1 2005, p. 39.
- * ODUNCU F. S., Ärztliche Sterbehilfe im Spannungsfeld von Medizin, Ethik und Recht : Teil. 1 : Medizinische und rechtliche Aspekte, *Medizinrecht*, H. 8, 2005, p. 437.
- * ODUNCU F. S., Ärztliche Sterbehilfe im Spannungsfeld von Medizin, Ethik und Recht : Teil. 2 : Palliativmedizinische und medizinethische Aspekte, *Medizinrecht*, H. 9, 2005, p. 516.
- * ONWUTEAKA-PHILIPSEN B. D., Taking the final step: changing the law on euthanasia and physician assisted suicide: Dutch experience of monitoring euthanasia, *British medical journal*, vol. 331, n° 7518, p. 691.
- * SOMERVILLE A., Taking the final step: changing the law on euthanasia and physician assisted suicide: Changes in BMA policy on assisted dying, *British medical journal*, vol. 331, n° 7518, p. 686.
- * SMITH S. W., Fallacies of the Logical Slippery Slope in the Debate on Physician-Assisted Suicide and Euthanasia, *Medical Law Review*, 2005 vol. 13, n° 2, p. 224.
- * STRÄTLING M. ET AL., Therapiebegrenzung in Deutschland : eine empirische Analyse der häufigsten medizinischen, rechtlichen und ethischen Unsicherheiten bei „Entscheidungen am Lebensende“, *Medizinrecht*, H. 10, 2005, p. 579.
- * VIALLA F., Droits des malades en fin de vie, *Dalloz*, n° 27, 2005, p. 1797.
- * VIALLA F., Eu thanatos suite..., Loi n° 2005-370 du 22 avril 2005 (JORF n° 95, 23 avril 2005) relative aux droits des malades en fin de vie, *Revue Droit & Santé*, n° 6, juillet 2005, p. 282.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * CABROL V., La codification de la déontologie médicale, l'exemple de l'introduction du Code de déontologie médicale dans le Code de la santé publique, *Revue générale de droit médical*, n° 16, 2005, p. 103.

- * DAWSON D. AND AL., Work hours and reducing fatigue-related risk: good research vs good policy, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 1104.
- * DUDLEY R. A., Pay-for-performance research : how to learn what clinicians and policy makers need to know, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 1821.
- * DURMARQUE Y., La légalisation du titre de psychothérapeute, une avancée en « trompe-l'œil », *Revue de droit sanitaire et social*, 2005, n° 3, p. 442.
- * FAVRO-SABATIER F., FAVRO K., Comment limiter le risque infectieux du personnel médical ? Etude autour des cas de transmission d'hépatites B, C et VIH d'origine professionnelle, *Revue générale de droit médical*, n° 16, 2005, p. 135.
- * FLETCHER K., Effects of work hour reduction on residents' lives. A systematic review. *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 1088.
- * GOSTIN L. O., The supreme court's influence on medicine and health. The Renquist Court, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 1685.
- * IGLEHART J. K., Linking compensation to quality : medicare payments, *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 870.
- * JACOBSON P.D., Improving relations between attorneys and physicians. *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 2083.
- * MARTINEZ E., La laïcité à l'hôpital, propos autour d'une circulaire de « bonnes pratiques », *Revue Droit & Santé*, n° 5, mai 2005, p. 178.
- * MORET-BAILLY J., Les évolutions récentes des règles d'exercice des professions de santé, *Revue de droit sanitaire et social*, 2005, n° 4, p. 593.
- * POCHEAT H., Quelques évolutions contemporaines du système sanitaire français : de la particularisation régionale des politiques hospitalières à la régionalisation de l'élaboration des politiques sanitaires, *Subsidiarité infranationale et territorialisation des normes*, Rennes, PUR, 2004, p. 25.
- * ROSENTHAL M. B. AND AL., Early experience with pay-for-performance. From concept to practice. *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 1788.
- * TESSAR H., Rechtstaatliche Vorgaben für die Betrauung von Ärztekammern mit hoheitlichen Vollzugsaufgaben, *Österreichische Juristen-Zeitung [ÖJZ]*, n°20, 2005, p. 785.
- * WINKLER E. C., The ethics of policy writing : how should hospitals deal with moral disagreement about controversial medical practices ?, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 559.

Génétique humaine et biotechnologies

- * CABBILLAU N., La protection du « patrimoine génétique humain », un exemple de méprise normative ou la désubstantialisation du droit annoncée, *Revue générale de droit médical*, n° 15, 2005, p. 65.
- * CLAYTON E. W., Informed consent and biobanks, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2005, p. 15.
- * DESCHÊNES M., SALLÉE C., Accountability in population biobanking : comparative approaches, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2005, p. 40.
- * DEVALDER K., Advance directives to protect embryos ?, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 497.
- * DEVALDER K., Preimplantation HLA typing : having children to save our loved ones, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 582.
- * FIESTER A., Creating Fido's twin : can pet cloning be ethically justified ?, *Hastings center report*, vol. 35, n° 4, p. 34.
- * GREELY H. T., Banning genetic discrimination, *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 865.
- * HANSSON M. G., Building on relationship of trust in biobank research, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 415.
- * JUNG H., (Wie) Soll man Klonen bestrafen ? : *Eine Standortbestimmung*, *Goldammer's Archiv für Strafrecht*, Nr. 7, 2005, p. 377.
- * KNOPPERS B. M., Biobanking : international norms, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2005, p. 7.
- * MCLACHLAN H. V., Unique persons and the replicable gene-sets of their reproducible bodies : a defense of human cloning, *Human Reproduction and Genetic Ethics*, 2005, Vol. 11, n°2, p. 43.
- * MATSUI K. AND AL., Informed consent, participation in, and withdrawal from a population based study involving genetic analysis, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 385.
- * MORRISON P. J., Insurance, unfair discrimination, and genetic testing, *Lancet* 366 (2005), p. 877.
- * NATOWICZ M., Newborn screening : setting evidence-based policy for protection, *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 867.
- * PALMER L. I., Should liability play a role in social control of biobanks, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2005, p. 70.

- * ROTHSTEIN M., Genetic exceptionalism and legislative pragmatism, *Hastings center report*, vol. 35, n° 4, p. 27.
- * SIMON J., Patent law & biotechnology : current situation and future challenges from a european perspective, *Revue hellénique de droit international*, n° 2, 2003, p. 351.
- * SOLOMON M. Z., Realizing bioethics' goals in practice : ten ways "is" can help "ought", *Hastings center report*, vol. 35, n° 4, p. 40.
- * WEISS W. EU-Verfassungsvertrag und Biotechnologie, *Medizinrecht*, H. 8, 2005, p. 459.

Médecine légale

- * KAMKAR C., La réforme de l'expertise médicale : une loi au soutien de la compétence, *Droit déontologie & soin*, vol. 5, n° 2, juin 2005, p. 202.
- * MANAOUIL C., La réforme du statut des experts judiciaires, *Droit déontologie & soin*, vol. 5, n° 3, septembre 2005, p. 349.

Médecine du sport

- * MIAH A., Doping and the child : an ethical policy for the vulnerable, *Lancet* 366 (2005), p. 874.

Mesures médicales spéciales

- * FOX M. AND AL., A covenant with the status quo ? male circumcision and the BMA guidance to doctors, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 463.
- * FREUND G., Nabelschnurblut und das Zustimmungserfordernis bei der Gewinnung und Verwendung menschlicher Körperstoffe, *Medizinrecht*, H. 8, 2005, p. 453.
- * HAWKINS J. S., EMANUEL E. J., Clarifying confusions about coercion, *Hastings center report*, vol. 35, n° 5, p. 16.
- * HÖFLING W., DOHMEN D., Rechtsfragen des Neugeborenen Screenings, *Medizinrecht*, H. 6, 2005, p. 328.
- * SAWICKI P. T., Aufgaben und Arbeit des Institutes für Qualität und Wirtschaftlichkeit im Gesundheitswesen, *Medizinrecht*, H. 7, 2005, p. 389.
- * SCHWEIZER R. J., Der Status des extrakorporalen Embryos : Möglichkeiten und Grenzen der Harmonisierung durch völkerrechtliche und europarechtliche Instrumente, *Zeitschrift für öffentliches Recht (ZÖR)*, Nr. 60, 2005, p. 263.

- * STREINZ R., Europäisierte Lebensmittelaufsicht : Aufgaben, Instrumente und Rechtsschutzprobleme, In : SCHNEIDER J.-P., SCHWARTZE J., MÜLLER-GRAFF P.-C., (Hrsg.), *Europarecht*, Beiheft 2, 2005, Baden-Baden, Nomos, 2005, p. 7.

Nouvelles techniques de l'information et santé

- * MAND E., Biobanken für die Forschung und informationelle Selbstbestimmung, *Medizinrecht*, H. 10, 2005, p. 565.
- * SPETH J. E., KOUTSES I., Telematik in Gesundheitswesen, *Medizinrecht*, H. 9, 2005, p. 493.

Procréation médicalement assistée

- * LEMOULAND J.-J., La filiation de l'enfant issu d'une procréation médicalement assistée : une question de temps, *Dalloz*, 2005, n°31, p. 2125.
- * HARTMUT K., Kultivierung von Embryonen und Single-Embryo-Transfer Eine Initiative der Deutschen Gesellschaft für Gynäkologie und Geburtshilfe zur Novellierung des Embryonenschutzgesetzes (28. Juni 2005), *Ethik in der Medizin*, Bd. 17, Nr. 3, p. 234.

Recherche biomédicale

- * BANQ M.-E., De l'utilité de la recherche biomédicale à l'intérêt de la personne qui se prête à la recherche : la nouvelle réglementation des essais thérapeutiques (chapitre II du titre V de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004, relatif aux recherches biomédicales), *Revue Droit & Santé*, n° 6, juillet 2005, p. 327.
- * BLIXEN C. E. AND AL., Stroke patients' preferences and values about emergency research, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 608.
- * BRENNAN T. A., Accidental deaths, saved lives, and improved quality, *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 1405.
- * BRODY B. AND AL., Consensus and controversy in clinical research ethics, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 1411.
- * CAMPBELL A., Ethos and economics : examining the rationale underlying stem cell and cloning research policies in the United States, Germany and Japan, *American journal of law & medicine*, Vol. 31, Nr. 1, 2005, p. 47.
- * DAWSON A. J., The ad hoc advisory group's proposals for research ethics committees: a mixture of the timid, the revolutionary, and the bizarre, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 435-436.

- * EMANUEL E. AND AL., Undue inducement in clinical research in developing countries: is it worry? , *Lancet* 366 (2005), p. 336.
- * FONTANAROSSA P. B. AND AL., Reporting conflicts of interest, financial aspects of research, and role of sponsors in funded studies, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 110.
- * FRY C. L. AND AL., Paying research participants: a study of current practices in Australia. *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 542.
- * GARRARD E. AND AL., What is the role of the research ethics committee? Paternalism, inducements, and harm in research ethics, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 419.
- * GRIMES D. A. AND AL., The good clinical practice guideline: a bronze standard for clinical research, *Lancet* 366 (2005), p. 172.
- * ILTIS A. S. Stopping trials early for commercial reasons: the risk-benefit relationship as a moral compass, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 410.
- * JANSEN L. A., A closer look at the bad deal trial : beyond clinical equipoise, *Hastings center report*, vol. 35, n° 5, p. 29.
- * ORENTLICHER D., Making research a requirement of treatment : why we should sometimes let doctors pressure patients to participate in research, *Hastings center report*, vol. 35, n° 5, p. 20.
- * KERRISON S. AND AL., The reform of UK research ethics committees: throwing the baby out with the bath water ?, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 487.
- * KIRIAKAKI I., Die Regelung der Embryonenforschung in Griechenland zugleich Kommentar zur Umsetzung des Menschenrechtsübereinkommens zur Biomedizin des Europarates ins nationale Recht, *Revue hellénique de droit international*, n° 2, 2003, p. 366.
- * KWOK L. S, The White Bull effect: abusive coauthorship and publication parasitism, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 554.
- * LIDDELL K., HALL A., Beyond Bristo and Alder Hay : the Future Regulation of Human Tissue, *Medical Law Review*, 2005 vol. 13, n° 2, p. 170.
- * MAJUMDER M. A., Cyberbanks and other virtual research repositories, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2005, p. 31.
- * PHILIPSON L., Medical research activities, funding, and creativity in Europe. Comparison with research in the United States, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 1394.
- * PIGNATELLI B. AND AL., Autorship ignorance: views of researchers in French clinical settings, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 578.

- * PORTER J. E., Federal funding and supportive policies for research, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 1385.
- * RUSSELL F. M. AND AL., A pilot study of the quality of informed consent materials for Aboriginal participants in clinical trials, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 490.
- * SRAER J.-D., HAUW J.-J., ARDAILLOU R., BACH J.-F., Recommandations de l'Académie nationale de médecine dans le domaine de la recherche biomédicale, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, 2005, t. 189 n° 3, p. 555.
- * SHALOWITZ D. I. AND AL., Disclosing individual results of clinical research, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 737.
- * STEINBROOK R., Wall Street and clinical trials, *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 1091.
- * VON FREIER F., Getrennte Körperteile in der Forschung zwischen leiblicher Selbstverfügung und Gemeinbesitz, *Medizinrecht*, H. 6, 2005, p. 321.
- * WEISSER R., Datenschutz bei internationalen Klinischen Studien, *Medizinrecht*, H. 6, 2005, p. 339.
- * WENDLER D., Protecting subjects who cannot give consent : toward a better standard for "minimal2 risks, *Hastings center report*, vol. 35, n° 5, p. 37.
- * WENDLER D. AND AL., Quantifying the federal minimal risk standard. Implications for paediatric research without a prospect of direct benefit, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 826.
- * WHITE C., Suspected research fraud: difficulties of getting at the truth, *British medical journal*, vol. 331, n° 7511, p. 281.
- * ZERHOUNI E. A. Translational and clinical science : time for a new vision, *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 1621.

Responsabilité médicale

- * BICLET P., Lutter contre l'erreur et maîtriser le risque en médecine, *Médecine & droit*, 2005, p. 94.
- * FOSSIER T., Contrôle de légalité et responsabilité en matière d'internement des aliénés : le désordre des deux ordres ?, *Revue de droit sanitaire et social*, 2005, n° 3, p. 450.
- * HABERL A., Belegarzhaftung und Fremdverschulden, *Recht der Medizin*, Nr 4, August 2005, p. 100.

- * HORTON R., In defence of Roy Meadow, *Lancet* 366 (2005), p. 3.
- * KRAHE S., Grundzüge des US-amerikanischen Arzt- und Krankenhaus(haftungs)rechts, *Medizinrecht*, H. 6, 2005, p. 333.
- * LECA A., La réparation des dommages médicaux en Nouvelle-Zélande et en France, Etude comparative des lois françaises des 4 mars et 30 décembre 2002 et de l'injury prevention, rehabilitation and amendment bill 2005, *Revue générale de droit médical*, n° 16, 2005, p. 153.
- * MANOUIL C., MARGRAFF A., GRASER M., JARDE O., Indemnisation des infections nosocomiales : qu'en est-il en 2005 ?, *Revue générale de droit médical*, n° 15, 2005, p. 175.
 - MARTIN D., TREGUIER P., SAUMON O., La réparation des accidents médicaux : un engagement fort de la solidarité nationale, *Gazette du Palais*, mai-juin 2005, p. 1651.
 - MOMAS J., Le dernier avatar de la prise en charge du pretium doloris et du préjudice d'agrément par les juges administratifs : sa reconnaissance pour les victimes en état végétatif, *Médecine & droit*, 2005, p. 85.
- * NICLOUD F., Confusion entre maladie des os de verre et maltraitance : l'erreur de diagnostic source de responsabilité, *Revue générale de droit médical*, n° 16, 2005, p. 181.
- * PFLEIDERER T., SCHUBERT B. G., Pflegemängel als Kausalitätsproblem, *Medizinrecht*, H. 10, 2005, p. 591.
- * La protection de la santé publique, *Revue générale de droit médical*, n° spécial, 2005, Bordeaux, Etudes hospitalières, 2005.
- * RADE C., Vaccination et responsabilité civile, *Revue générale de droit médical*, n° 16, 2005, p. 43.
- * REIMECKE G., Gerichtliche Kontrolle von Chefarztverträgen, *NJW*, Nr. 47, 2005, p. 3383.
- * ROUGE-MAILLART C. ET AL., Complications neurologiques et vaccination contre l'hépatite B : l'impossible conciliation entre la preuve scientifique et la preuve judiciaire : conséquences sur la pratique expertale, *Médecine & droit*, 2005, p. 89.
- * SAUVAN F., Le contentieux hospitalier, *Droit déontologie & soin*, vol. 5, n° 2, juin 2005, p. 234.
- * SAUTEL O., Vaccination et responsabilité pénale, *Revue générale de droit médical*, N° 16, 2005, p. 61.

- TAYLOR S., L'indemnisation du risque thérapeutique en droit anglais et la possibilité d'un rapprochement des systèmes européens, *Revue internationale de droit comparé*, n° 3, 2005, p. 717.
- TENA-TAMAYO J. S., Malpractice in Mexico: arbitration not litigation, *British medical journal*, vol. 331, n° 7514, p. 448.
- TERRIER E., Responsabilité médicale : retours pour le futur, *Dalloz*, 2005, n° 31, p. 2131.
- VAYRE P., PLANQUELLE D., FABRE H., Le lien de causalité en matière de responsabilité médicale, *Médecine & droit*, 2005, p. 78.

Santé mentale et psychique

- * CANVIN K. AND AL., Acceptability of compulsory powers in the community: the ethical considerations of mental health service users on Supervised Discharge and Guardianship, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 457.

SIDA, lutte contre les épidémies

- * HALPERN S. D., HIV testing without consent in critically ill patients, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 734.
- * KATZENMEIER C., Haftung für HIV-kontaminierte Blutprodukte, *NJW*, Nr 47, 2005, p. 3391.
- * MELLO M. M. AND AL., Legal concerns and the influenza vaccine shortage, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 1817.
- * MERIANOS A. AND AL., International health regulations (2005), *Lancet* 366 (2005), p.1249.
- * MISTRETTA P., Transmission volontaire du sida par voie sexuelle : les tourmentes du droit pénal, *Revue de droit sanitaire et social*, 2005, n° 3, p. 415.
- * WEINSTEIN R. A. and al., Infection-control report cards : screening patient safety, *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 225.

Système de santé, politique de la santé

- * ARON E., Libre opinion, La médiation pour les conflits médicaux, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, 2005, tome 189, n°4, p. 729.
- * DANIELS N., Fair process in patient selection for antiretroviral treatment in WHO's goal of 3 by 5, *Lancet*, 366 (2005), p. 169.

- * DESCHAMPS J.-L., Politiques législatives et approche comparative des législations en matière de santé mentale, *Revue Droit & Santé*, n° 5, mai 2005, p. 247.
- * DIETHELM P. A. AND AL., The whole truth and nothing but the truth ?, The research that Philip Morris did not want you to see, *Lancet*, 366 (2005), p. 86.
- * FIORE M. C. AND AL., The justice department's case against the tobacco companies. *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 972.
- * GROVE A. S., Efficiency in health care industries : a view from outside, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 490.
- * LOEVINSOHN B. AND AL., Buying results ? contracting for health service delivery in developing countries, *Lancet*, 366 (2005), p. 676.

Transplantations

- * BESOLD A., RITTNER C., Über die Alternativen zur Lebendspende im Transplantationsgesetz : die Überkreuz-Lebendspende : warum nicht auch in Deutschland ?, *Medizinrecht*, H. 19, 2005, p. 502.
- * DREIFUSS-NETTER F., Les donneurs vivants, ou la protection des personnes en situation de vulnérabilité, *Dalloz*, n° 27, 2005, p. 1808.
- * INGELFINGER J. R., Risks and benefits to the living donor, *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 447.
- * KRIARI-CATRANIS I., Xenotransplantation : legal problems, *Revue hellénique de droit international*, n° 2, 2003, p. 327.
- * KRIELE M., Hirnforschung und Rechtsreform, *Zeitschrift für Rechtspolitik (ZRP)*, 6, 2005, p. 185.
- * MATAS A. J. AND AL., The importance of innovative efforts to increase organ donation, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 1691.
- * MONTGOMERY R. A. AND AL., Clinical results from transplanting incompatible live kidney donor/recipient pairs using kidney paired donation, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 1655.
- * PATTS M. AND AL., Does it matter that organ donors are not dead ? Ethical and policy implications, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 406.
- * STEINBROOK R., Public solicitation of organ donors, *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 441.
- * TRUOG R. D., The ethics of organ donation by living donors, *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 444.

- * WILKINSON T. M., Individual and family consent to organ and tissue donation : is the current position coherent ?, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 587.

Ouvrages et Monographies /
Bücher und Monographien

- * BORGHETTI J. S., *La responsabilité du fait des produits : étude de droit comparé*, L.G.D.J., Paris, 2005.
- * COLLECTIF, *Eloge de l'altérité : défis de société : 12 regards sur la santé, la famille et le travail*, Grolley, Hébe, 2005.
- * MADDALENA S., *Alternative medicine : on the way towards integration ? : a comparative legal analysis in western countries*, Bern [etc.], P. Lang, 2005.
- * MARMOT M., WILKINSON R. G. (ED.), *Social determinants of health*, 2nd ed., Oxford, O.U.P., 2005.
- * SHUCHMAN M., *The drug trial : Nancy Olivieri and the science scandal that rocked the hospital for sick children*, Montreal, Random house, 2005
- * SUREAU C., *Son nom est personne : avant de naître, l'enfant est-il une chose, un amas de cellules ou un patient ?*, Paris, Albin Michel, 2005.

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles /
Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * CALAME T., Ergänzende Schutzzertifikate für Arzneimittel : Staatsvertrag mit Liechtenstein angepasst, *sic!* 9/2005, p. 694.
- * HESS-BLUMER A., Arzneimittelrechtliche Zulassungsverfahren und Patentrecht, Anmerkungen zum Massnahmeentscheid « Simvastatin » des Handelsgerichtspräsidenten St. Gallen vom 31. August 2004, *sic!* 6/2005, p. 506.

- * MESNIL M., Apotheker, *Lehrgang Gesundheitswesen Schweiz*, 2.10, 2005, p. 1.

Assurances sociales

- * ATTINGER M., Kürzung von IV-Kinderrenten wegen Überversicherung, *ZBJV*, 2005, Heft 10, p.710.
- * AYER A., AGIER J.-M., AI: comment déchiffrer le projet de révision, *Plädoyer*, 5/05, p. 52.
- * BAUMANN M., Der Risikoausgleich im KVG – ein Ausgleich des Risikos ?, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 2005, p. 370.
- * BENG M., Eine Gesundheitskarte für die Schweiz, *Bulletin des médecins suisses*, vol. 37, 2005, p. 2139.
- * DESPLAND B., Cancer du sein et soins dentaires, commentaire de l'ATF 130 V 472, *Plädoyer*, 5/2005, p. 65.
- * DESPLAND B. La nouvelle loi d'assurance maternité (LAMat) genevoise, Eléments de coordination avec le droit fédéral, *Aspects de la sécurité sociale*, n° 3, 2005, p. 12.
- * DESPLAND B., La réglementation des médicaments dans la LAMal, *Aspects de la sécurité sociale*, 2005, n° 3, p. 30.
- * DUC J.-L., Du juge compétent pour trancher un litige en matière de cession de créance dans l'assurance-maladie sociale, commentaire de l'arrêt du TFA du 17 août 2004 (RAMA 2005 n° KV 312, p. 3 ss), *PJA*, 5/2005, p. 626.
- * DUC J.-M., L'allocation de maternité et la coordination avec les autres prestations des assurances, *PJA*, 8/2005, p. 1010.
- * EUGSTER G., Die Unterscheidung zwischen grund- und zusatzversicherten Leistungen im Spitalbereich: Welche juristischen Kriterien sind massgeblich ?, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 2005, p. 445.
- * GATTIKER M., Überarztung – Ist der Einbezug der veranlassten Kosten rechtlich zulässig?, *Bulletin des médecins suisses*, vol. 39, 2005, p. 2244.
- * GATTIKER M., Veranlasste Kosten – Einbezug in die Forderungen wegen Überarztung nach Art. 56 Abs. 2 KVG, *PJA*, 9/2005, p. 1098.
- * GRODECKI S., Quelques réflexions sur l'histoire tumultueuse du Tribunal cantonal des assurances sociales genevois, *Revue de droit administratif et de droit fiscal : revue genevoise de droit public : droit administratif*, vol. 61(2005), n° 1, p. 35.

- * GUINCHARD J.-M., Le certificat médical d'arrêt de travail (CAT), *Revue médicale suisse*, 24 août 2005, n° 30, p. 1985.
- * KIESER U., Aktuelle Entwicklungen im Sozialversicherungsrecht, *Plädoyer* 4/2005, p. 42.
- * KUHN H., Clause du besoin : feuillet de la carte de crédit et des contingents laitiers, Remarques juridiques, *Bulletin des médecins suisses*, vol. 29/30, 2005, p. 1780.
- * LÜTHY C., Pflegemassnahmen zu Hause und ambulant bei psychisch kranken Menschen (Art. 7 KLV), commentaire des arrêts du TFA du 18 mars 2005 (K 101/04, K 97/03, K 105/04, K 113/04, K 114/04), *PJA*, 9/2005, p. 1152.
- * MOSIMANN H.-J., Gutachten: Präzisierungen zu Art. 44 ATSG, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 2005, p. 477.
- * WYSS G., Mutterschaftsurlaub: Warten auf die Gerichte, *Plädoyer*, 4/2005, p. 24.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * Baeriswil B., Entwicklungen im Datenschutzrecht = Le point sur le droit de la protection des données, *SJZ*, 101 (2005), n° 19, p. 446.
- * Décision médicale. De la théorie à la pratique, *Revue médicale suisse*, numéro spécial, septembre 2005.
- * PELET O., Nul n'est censé ignorer...comment réagir face à un patient non compliant, *Revue médicale suisse*, 26 octobre 2005, n° 38, p. 2483.

Euthanasie

- * BORGHI M., L'art. 115 CP tra rispetto dell'autonomia individuale e esigenza di regolamentazione, *Rivista ticinese di diritto*, I – 2005, p. 555.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * ITA M., «Netzwerke» – eine theoretische Einordnung, *Bulletin des médecins suisses*, vol. 38, 2005, p. 2192.
- * MIZEL C., De l'exigence actuelle de prudence lors des courses officielles urgentes, *Semaine judiciaire*, II, n° 9, octobre 2005, p. 231.
- * POLEDNA T., STOLL R., Ärztlicher Notfalldienst : Pflicht oder Recht des Arztes ? Betrachtung am Beispiel der Gesundheitsgesetzgebung des Kantons Zürich, *PJA*, 11/2005, p. 1367.

- * REICHEN N., Le nouveau certificat de salaire et le cabinet médical, *Bulletin des médecins suisses*, vol. 26, 2005, p. 1589.

Mesures médicales spéciales

- * SCHMID H., Stérilisation : Aperçu des conditions légales, *Bulletin des médecins suisses*, vol. 26, 2005, p. 1575.

Personnes âgées et santé

- * DESPLAND B., Soins de longue durée : éléments de comparaison internationale, *Sécurité sociale*, 2005, n° 5, p. 265.
- * TRITTEN C., Le professionnel de la santé confronté à un acte de maltraitance : quelques aspects juridiques, *SNM News*, n° 47, 2005, p. 34.
- * WETTSTEIN A., Valeur de la santé durant la vieillesse, *Sécurité sociale*, 2005, n° 5, p. 269.

Procréation médicalement assistée

- * MARTIN J., Diagnostic préimplantatoire : enjeux bioéthiques autour d'un sujet d'actualité, *Revue médicale suisse*, 5 octobre 2005, n° 35, p. 2290.

Recherche biomédicale

- * ELGER B., Persönlichkeits- und Datenschutz: die irreversible Anonymisierung als ethisches Dilemma, *Bulletin des médecins suisses*, vol. 44, 2005, p. 2465.
- * ELGER B., La protection de la personnalité et des données: l'anonymisation irréversible comme dilemme éthique. Les directives «Biobanques» de l'Académie Suisse des Sciences Médicales, *Bulletin des médecins suisses*, vol. 44, 2005, p. 2510.
- * GYSIN R., Gesundheit: Biobanken: Grosser Appetit von Forschung, Pharma und Polizei, *Plädoyer*, 3/2005, p. 11.
- * SALATHE M., Garantie de qualité et protection de la personnalité, Nouvelles directives de l'ASSM sur les biobanques, *Bulletin des médecins suisses*, vol. 32/33, 2005, p. 1933.
- * SPRUMONT D., Analyse de la règle du consentement et du problème connexe des biobanques déjà existantes. Les directives de l'Académie Suisse des Sciences Médicales sur les biobanques, *Bulletin des médecins suisses*, vol. 40, 2005, p. 2278

- * SPRUMONT D., Die Frage der Einwilligung und das damit verbundene Problem der bereits existierenden Biobanken, *Bulletin des médecins suisses*, vol. 41, 2005, p. 2322.

Responsabilité médicale

- * JÄGER P., SCHWEITER A., Der Hindsight Bias (Rückschafehler) : ein grundsätzliches Problem bei der Beurteilung ärztlichen Handelns in Arzthaftpflicht- und Arztstraftprozessen, *Bulletin des médecins suisses*, vol. 32/33, 2005, p. 1940.
- * VOSER N., Aktuelle Probleme zivilrechtlicher Verjährung bei körperlichen Spätschäden aus rechtsvergleichender Sicht, *Recht*, 4/2005, p. 121.
- * WEBER M., Die Rechtsmedizin – Königin oder Hure der Strafjustiz ?, *Recht*, 3/2005, p. 147.
- * WENGER D.R., Gesundheitsschäden durch Mobilfunkanlagen : Zur juristischen Bewältigung wissenschaftlicher Ungewissheit In Deutschland und der Schweiz, *AJP/PJA*, 10, 2005, p. 1171.

Santé mentale et psychique

- * BRUNNER M., Psychiatrische Gutachter agieren im rechtsfreien Raum, *Plädoyer* 3/2005, p. 36.
- * ETTER M., Diagnostics d'adultes souffrant de troubles psychiques chroniques – effets escomptés de soins apportés dans le cadre de mesures tutélaires, *Revue du droit de tutelle*, 2005, p. 101.
- * FELDER H., Aspekte der Betreuung von chronisch psychisch kranken Erwachsenen im Rahmen von vormundschaftlichen Massnahmen, *Revue du droit de tutelle*, 2005, p. 101.
- * GASSMANN J., Partnerschaft, Sexualität und Recht, *Pro mente sana*, 3, 2005, p. 25.
- * HUBSCHMID T., Krankheitsbilder von chronisch psychisch kranken Erwachsenen – psychiatrische Behandlung und Erwartungen an die Betreuung im Rahmen von vormundschaftlichen Massnahmen, *Revue du droit de tutelle*, 2005, p. 101.
- * NORDMANN M., Les adultes souffrant de troubles psychiques chroniques, *Revue du droit de tutelle*, 2005, p. 101.

SIDA, lutte contre les épidémies

- * CEREGHETTI A., Autour de la pénalisation de la transmission du sida, *Plädoyer*, 5/2005, p. 56.

Systeme de santé, politique de la santé

- * FREI A., Struktur und Aufbau, *Lehrgang Gesundheitswesen Schweiz*, n° 1.3, 2005, p. 1.
- * HARTMANN K., Vom Recht auf Existenzsicherung zur Nothilfe – eine Chronologie, *ZBl.* 8/2005, p. 410.
- * OGGIER W., Gesundheitswesen Schweiz, *Gesundheitssysteme International, Lehrgang Gesundheitswesen Schweiz*, 3.1, 2005, p. 1.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

- * CAVE (COLLECTIF D'AUTEURES), *Drogues et voyages : précis touristiques des substances et des risques liés à leur consommation*, Georg, Genève 2005.
- * EBNER G., ET AL. HRSG., *Psychiatrie und Recht = Psychiatrie et droit*, Genève [etc.], Schulthess, 2005.
- * KAHIL-WOLFF B., WYLER R. (ED.), *Assurance sociale, responsabilité de l'employeur, assurance privée / Psychothérapie déléguée / LAMal : soins à domicile, soins en EMS*, Berne [...], Stämpfli, 2005.
- * *Le marché du médicament en Suisse*, éd. 2005, Bâle, Interpharma, 2005.
- * POLEDNA T., KIESER U. (HRSG.), *Gesundheitsrecht*, (Schweizerisches Bundesverwaltungsrecht Bd. VIII), Helbing & Lichtenhahn, Basel [etc.], 2005.
- * RIEMER-KAFKA G. (HRSG.), *Medizinische Gutachten : Tagungsband*, Zürich [etc.], Schulthess, 2005.
- * ROSATTI P. (sous la dir. de.), *L'expertise médicale, vol. 2*, Médecine & Hygiène, Genève, 2005.
- * *La santé publique en Suisse : prestations, coûts, prix*, éd. 2005, Bâle, Interpharma, 2005.
- * THOMMEN M., *Medizinische Eingriffe an Urteilsunfähigen und die Einwilligung der Vertreter : eine strafrechtliche Analyse der stellvertretenden Einwilligung*, Bâle [etc.], Helbing & Lichtenhahn, 2004.

Législation/ Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

- * Conseil de l'Europe. Recommandation Rec(2006)4 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la recherche utilisant du matériel biologique d'origine humaine (adoptée par le Comité des Ministres le 15 mars 2006, lors de la 958e réunion des Délégués des Ministres).
- * Conseil de l'Europe. Recommandation Rec(2006)2 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les Règles pénitentiaires européennes (adoptée par le Comité des Ministres le 11 janvier 2006, lors de la 952e réunion des Délégués des Ministres).
- * Conseil de l'Europe. Résolution ResAP(2005)4 sur les produits cosmétiques solaires, pour une meilleure protection du consommateur(adoptée par le Comité des Ministres le 1er décembre 2005,lors de la 949e réunion des Délégués des Ministres).
- * Conseil de l'Europe. Recommandation 1731 (2006)1. Contribution de l'Europe pour améliorer la gestion de l'eau. Texte adopté par l'Assemblée le 24 janvier 2006 (2e séance).

II. Droit communautaire / Europarecht

(JOCE L 289 de 2005 à L 058 du 28 février 2006

et JOCE C 272 de 2005 à C 050 du 28 février 2006)

Droit édicté/

Erlassenes Recht

- * Règlement (CE) no 1905/2005 du Conseil du 14 novembre 2005 modifiant le règlement (CE) no 297/95 concernant les redevances dues à l'Agence européenne des médicaments, JO L 304 du 17 novembre 2005.
- * Règlement (CE) no 2049/2005 de la Commission du 15 décembre 2005 arrêtant, conformément au règlement (CE) no 726/2004 du Parlement européen et du Conseil, les dispositions relatives aux redevances versées par les micro, petites et moyennes entreprises à l'Agence européenne des médicaments et à l'aide administrative que celle-ci leur accorde, JO L 329 du 16 décembre 2005.
- * Directive 2005/94/CE du Conseil du 20 décembre 2005 concernant des mesures communautaires de lutte contre l'influenza aviaire et abrogeant la directive 92/40/CEE, JO L 10 du 14 janvier 2006.
- * Directive 2006/17/CE de la Commission du 8 février 2006 portant application de la directive 2004/23/CE du Parlement européen et du Conseil concernant certaines exigences techniques relatives au don, à l'obtention et au contrôle de tissus et de cellules d'origine humaine, JO L 38 du 9 février 2006.

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

- * Avis du Comité économique et social européen sur la Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant l'octroi de licences obligatoires pour des brevets visant la fabrication de produits pharmaceutiques destinés à l'exportation vers des pays connaissant des problèmes de santé publique [COM(2004) 737 final — 2004/0258 (COD)], JO C 286 du 23 novembre 2005.
- * Décision de la Commission du 2 décembre 2005 concernant la non-inscription de l'endosulfan à l'annexe I de la directive 91/414/CEE du Conseil et le retrait des autorisations accordées aux produits phytopharmaceutiques contenant cette substance active [notifiée sous le numéro C(2005) 4611], JO L 317 du 3 décembre 2005.
- * Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er novembre 2005 au 19 novembre 2005 (Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement (CEE) no 2309/93 du Conseil, JO C 334 du 30 décembre 2005.
- * Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er novembre 2005 au 19 novembre 2005 — Décision(s) prise(s) en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE, JO C 334 du 30 décembre 2005.

- * Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 20 novembre 2005 au 30 novembre 2005 (Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE) JO C 334 du 30 décembre 2005.
- * Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 15 décembre 2004 au 15 janvier 2005 (Publication en vertu de l'article 12 ou de l'article 34 du règlement (CEE) no 2309/93 du Conseil, JO C 334 du 30 décembre 2005.
- * Décision de la Commission du 30 janvier 2006 modifiant la décision 2005/731/CE établissant des dispositions supplémentaires relatives à la surveillance de l'influenza aviaire chez les oiseaux sauvages [notifiée sous le numéro C(2006) 135], JO L 27 du 1er février 2006.
- * Appel à propositions 2006 — Programme d'action communautaire dans le domaine de la Santé publique (2003-2008), JO C 37 du 14 février 2006.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl>.

Droit édicté/

Erlassenes Recht

Espagne / Spanien

- * Loi n° 28/2005 du 26 décembre 2005 portant mesures sanitaires contre le tabagisme et réglementant la vente, la distribution et la consommation des produits du tabac ainsi que la publicité en leur faveur, *Boletín Oficial del Estado*, 27 décembre 2005, n° 309, p. 42241 à 42250, texte N° 21261.

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

- * Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal), du 18 mars 1994. Modification du 16 décembre 2005 (art. 105a LAMal et 82a Loi sur l'asile : requérants d'asile et personnes admises provisoirement plus prises en compte dans le système de compensation des risques), délai référendaire jusqu'au 6 avril 2006, FF 2005 6975.
- * Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal), du 27 juin 1995. Modification du 9 novembre 2005, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006 (art. 8, 37, 85, 85a, 90 [conséquences d'un retard de paiement des primes], 103 et 105), RO 2005 5639.
- * Ordonnance sur la compensation des risques dans l'assurance-maladie (OCoR), du 12 avril 1995. Modification du 9 novembre 2005, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006, RO 2005 5643.
- * Ordonnance du DFI sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins, OPAS), du 29 septembre 1995.
 - *Errata* (art. 18 al. 2) de la modification du 2 juillet 2002 (RO 2002 3013) par la Chancellerie fédérale le 15 novembre 2005, RO 2005 5021.
 - Modification du 9 novembre 2005, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006 (art. 13, diagnostic prénatal ; art. 38a, quote-part des médicaments ; art. 40 écoles reconnues de chiropratique), RO 2006 23.
 - Modification du 12 décembre 2005, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006 (art. 38a, quote-part des médicaments), RO 2006 21.
- * Ordonnance du DFI relative aux primes moyennes cantonales en 2006 de l'assurance obligatoire des soins pour le calcul des prestations complémentaires, du 25 octobre 2005, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006 et jusqu'au 31 décembre 2006, RO 2005 5197.
- * Ordonnance concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie en faveur des rentiers qui résident dans un Etat membre de la Communauté européenne, en Islande ou en Norvège (ORPMCE), du 3 juillet 2001. Modification du 9 novembre 2005, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006, RO 2005 6645.
- * Ordonnance du DFI sur les indices du niveau des prix et sur les primes minimales 2006 permettant de calculer la réduction de primes dans la Communauté européenne, en Islande et en Norvège, du 13 décembre 2005, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006 et jusqu'au 31 décembre 2006, RO 2006 61.

- * Constitution de l'Organisation mondiale de la santé du 22 juillet 1946. Amendements aux articles 24 et 25, entrés en vigueur pour tous les Etats membres le 15 septembre 2005, RO 2006 829.
- * Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, du 20 décembre 1988, Entrée en vigueur pour la Suisse le 13 décembre 2005, RO 2006 531.
- * Arrêté fédéral concernant la Convention internationale contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, du 16 mars 2005 (approbation de la Convention avec deux réserves), RO 2006 529.
- * Ordonnance fixant les taxes et indemnités relatives aux examens fédéraux des professions médicales, du 12 novembre 1984. Modification du 22 décembre 2004, approuvée par Arrêté de l'Assemblée fédérale du 2 juin 2005 (FF 2005 6513), en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006, RO 2005 5255.
- * Ordonnance sur les denrées alimentaires et les objets usuels (ODAIUOs), du 23 novembre 2005, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006, RO 2005 5451 (voir aussi les multiples ordonnances d'exécution spéciales, entrant en vigueur à la même date, RO 2005 5749 à 6641.
- * Ordonnance du DFI sur les mesures à prendre par le Service sanitaire de frontière, du 9 décembre 2005, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006, RO 2005 6643.
- * Ordonnance du DFI sur les déclarations de médecin et de laboratoire, du 13 janvier 1999. Modification du 16 janvier 2006, en vigueur dès le 1^{er} février 2006, RO 2006 105.
- * Ordonnance d'exécution de la loi fédérale sur la lutte contre la tuberculose, du 20 juin 1930. Abrogation du 11 janvier 2006 portant effet le 1^{er} juin 2006, RO 2006 371.
- * Ordonnance sur les épizooties, du 27 juin 1995. Modification du 23 novembre 2005, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2006, RO 2005 5647.
- * Ordonnance de l'OVF (2/05) instituant des mesures temporaires à la frontière pour lutter contre la peste aviaire classique, du 31 octobre 2005, entrée en vigueur le 31 octobre 2005 à 17 heures (!), RO 2005 4931. Modification du 15 février 2006, en vigueur dès le 20 février 2006, RO 2006 745.
- * Ordonnance instituant des mesures préventives urgentes destinées à empêcher l'introduction de la peste aviaire classique en Suisse, du 15 février 2006, en vigueur dès le 20 février 2006, RO 2006 741.
- * Ordonnance du DDPS concernant les produits et méthodes de dopage (Ordonnance sur les produits dopants), du 31 octobre 2001. Modification du 21 décembre 2005 (nouvelle version de l'annexe), en vigueur dès le 1^{er} février 2006, RO 2006 69 et RO 2006 199 pour l'*errata* quant à la date.

- Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques sur les stupéfiants et les substances psychotropes (Ordonnance de Swissmedic sur les stupéfiants, OStup-Swissmedic), du 12 décembre 1996. Modification du 22 septembre 2005, (nouvelle version des appendices), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006, RO 2005 4961.
- Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édition de la pharmacopée, du 9 novembre 2001. Modification du 26 janvier 2006, en vigueur dès le 1^{er} avril 2006, RO 2006 801.

**Messages, Rapports et Décisions Officiels /
Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse**

[FF/BBL 2005 n° 44-51 et 2006 n° 1-9 (7 mars 2006)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

- * Initiative populaire fédérale "pour un accès libre aux compléments alimentaires (initiative sur les vitamines)". Expiration du délai, selon communication de la Chancellerie fédérale du 28 octobre 2005, FF 2005 6197.
- * Initiative populaire fédérale «Pour un financement raisonnable de la politique de la santé». Examen préliminaire de la Chancellerie fédérale du 10 janvier 2006, FF 2006 841.
- * Réduction de primes dans l'assurance-maladie. Subsidés de la Confédération et des cantons; modèle de répartition pour l'année 2006 frontaliers inclus. Communication de l'OFSP du 29 novembre 2005, FF 2005 6475.
- * Message concernant la modification de la loi sur les brevets (protection des inventions biotechnologiques) et l'arrêté fédéral portant approbation du Traité sur le droit des brevets et du Règlement d'exécution, du 23 novembre 2005, FF 2006 1 (et *errata*, FF 2006 833).
- * Message concernant l'initiative populaire «Pour une caisse maladie unique et sociale», du 9 décembre 2005 (le Conseil fédéral propose un arrêté recommandant le rejet de l'initiative : FF 2006 751), FF 2006 725.
- * Message relatif à la loi sur l'usage de la contrainte et des mesures policières dans les domaines relevant de la compétence de la Confédération. (Loi sur l'usage de la contrainte, LUSC), du 18 janvier 2006 (aspects médicaux : art. 22ss), FF 2006 2429.
- * Stratégie du Conseil fédéral pour une société de l'information en Suisse, janvier 2006, FF 2006 1845 (spécialement p. 1851s pour la cybersanté).

- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans le domaine de la médecine et de la santé publique, accordée à l'Hôpital psychiatrique cantonal de Marsens, du 7 mars 2006, FF 2006 2625.
- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet « *Neuroendokrine Tumore Ostschweiz* », du 29 novembre 2005, FF 2005 6476.
- * Ordonnance sur les dispositifs médicaux (ODim). Normes techniques pour les dispositifs médicaux. Communication de Swissmedic du 21 février 2006, FF 2006 2073.
- * Augmentation du nombre de rentes versées par l'assurance-invalidité : vue d'ensemble des facteurs conduisant à l'augmentation du nombre de rentes et rôle joué par la Confédération. Rapport de la Commission de gestion du Conseil des Etats, du 19 août 2005, FF 2006 2195 (sur le même thème, voir aussi FF 2006 2221, 2277, 2339 et 2359).
- * Procédure de consultation du DFI sur la révision complète du Règlement sanitaire international (RSI) de l'OMS (jusqu'au 28 février 2006). Communication de la Chancellerie fédérale du 20 décembre 2005, FF 2005 6659.
- * Procédure de consultation du DFI. Article constitutionnel et loi fédérale relative à la recherche sur l'être humain (jusqu'au 31 mai 2006). Communication de la Chancellerie fédérale du 14 février 2006, FF 2006 1859.
- * Communication de la Commission de la concurrence. Enquête contre les prestataires de services et les assureurs maladie ainsi que contre le département de la santé et des affaires sociales du canton de Lucerne, du 21 février 2006, FF 2006 2106.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait du “Bulletin de Législation / Gesetzgebungsbulletin”, n° 4/2005 & 5/2005 avec l'autorisation de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg)

Fribourg / Freiburg

- * Loi sur l'aide et les soins à domicile (LASD) du 08.09.2005, entrée en vigueur le 01.01.2006 ROF/ASF 2005_086.

Grisons / Graubünden

- * Gesetz über das Gesundheitswesen des Kantons GR (Gesundheitsgesetz) vom 02.12.1984 (Änderung: Mehrere Artikel), vom 28.06.2005, in Vorbereitung auf Stufe Parlament Botschaft 2005-2006, Heft 8, S. 815.

Jura

- * Ordonnance du 08.05.2001 concernant la Fondation pour l'Aide et Soins à domicile (Modification: Art. 26-28 II) du 20.09.2005, entrée en vigueur le 01.01.2005, Journal officiel 2005, No 35, p. 530.

Obwald / Obwalden

- * Gesundheitsgesetz vom 20.10.1991 (Änderung: § 15,18, Titel, II, III & 23 I; § 16 aufgehoben).

Thurgovie / Thurgau

- * Gesetz über das Gesundheitswesen vom 05.06.1985 (Änderung: § 4a neu, 8, 9 I) (Eingeführt gemäss G über die Bewältigung von ausserordentlich Lagen), vom 27.09.2004, in Kraft ab 01.09.2005.

Tessin

- * Lei sulla promozione salute e il coordinamento sanitario (L sanitaria) del 18.04.1989 (Modifica: Art. 13), del 22.06.2005, entrata in vigore il 19.08.2005, BU 2005, 261.
- * Lei cantonale di applicazione della protezione della LF sulla protezione dell'ambiente (RLaLPAmb).
- * R generale della Lei cantonale di applicazione della LF sulla protezione dell'ambiente (RLaLPAmb).

Vaud / Waadt

- * Loi du 29.05.1985 sur la santé publique (Modification: Art. 16 VI, édiction de Règlement d'exécution par les communes), du 03.05.2005, entrée en vigueur le 01.07.2005, FAO 2005, No 41, p. 13.
- * Loi d'aide aux personnes recourant à l'action médico-social (LAPRAMS) (Abrogerait la Loi d'aide aux personnes recourant à l'hébergement médico-social du 11.12.1991, LAPREHMS) (EMPL avec rapport du CE au GC sur la motion demandant au CE de définir, en collaboration avec les associations actives dans ce domaine, son rôle à l'endroit du mouvement associatif dans la politique gérontologique cantonale), du 06.07.2005, en préparation au niveau du parlement, Projet 2005, No 280, p. 59.

Zoug / Zug

- * VV zum BG über die Bekämpfung übertragbarer Krankheiten des Menschen vom 08.07.1980 (Änderung: § 15 aufgehoben), vom 26.04.2005, rückwirkende Inkraftsetzung ab 01.01.2004, GS 28, 333.

Zürich / Zurich

- * Reglement über die Heilmittel im klinischen Versuch vom 18.11.1993 (Aufhebungen).

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

Suisse / Schweiz

- * ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES
Soins palliatifs : directives médico-éthiques de l'ASSM, approuvées par le Sénat de l'ASSM, le 24 novembre 2005 (1^{ère} publ. pour mise en consultation).
- * ACADEMIE SUISSE DES SCIENCES MEDICALES
Droits des patientes et patients à l'autodétermination : principes médico-éthiques de l'ASSM, approuvés par le Sénat de l'ASSM, le 24 novembre 2005.
<http://www.samw.ch/>

Etranger / Ausland

France / Frankreich

- * COMITE CONSULTATIF NATIONAL D'ETHIQUE
Refus de traitement et autonomie de la personne : avis n°87 du 14 avril 2005,
Droit déontologie & soin, vol. 5, n° 4, décembre 2005, p. 499.

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

(<http://www.echr.coe.int>)

- * ACEDH Tekin Yildiz c. Turquie du 11 novembre 2005, Requête n° 22913/04.
Article 3 CEDH. Réincarcération d'un condamné souffrant du syndrome de Wernicke-Korsakoff:
- * ACEDH Mathew c. Pays-Bas du 29 septembre 2005, Requête n° 24919/03.
Article 3. Conditions de détention dans un établissement correctionnel et allégations de mauvais traitements et d'absence de soins médicaux.
- * Europäische Grundrechte Zeitschrift (EuGRZ), 32. Jg, H. 19-21, 2005, p. 568.
Urteil vom 8. Juli 2004, in englischer und französischer Sprache ausgefertigt (Grosse Kammer). Beschwerde Nr. 53924/00 (eingelegt am 20.12.1999). Vo gegen Frankreich.
Straflosigkeit des Arztes bei Schädigung des Fötus durch Operations an falscher Patientin keine Verletzung des Rechts auf Leben. Definition des „Menschen“ i.S.v. Art. 2 EMRK offen. Beurteilungsspielraum der Staaten.
- JACC 69.129 Schneiter c / Suisse.
Placement en cellule d'isolement et médication forcée ordonnés sur la base de l'art. 28 de la Constitution du canton de Berne (clause générale de police). Base légale. Extrait de la décision rendue par la Cour eur. DH le 31 mars 2005, déclarant irrecevable la req. n° 63062/00.
- JAAC 69.131 Contardi c / Suisse.
Communication au requérant, à titre d'information seulement, des observations introduites par le tribunal cantonal, l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) et la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents (CNA). Accès au dossier de la procédure devant le Tribunal fédéral des assurances (TFA). Violation de la CEDH. Extrait de l'arrêt rendu par la Cour eur. DH le 12 juillet 2005, affaire Contardi c / Suisse, req. n°7020/02.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

(<http://curia.eu.int/fr/index.htm>)

- Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 8 septembre 2005 dans l'affaire C-191/03 (demande de décision préjudicielle Labour Court): North Western Health Board contre Margaret McKenna. JO C 281 du 12 novembre 2005.
Égalité de rémunération entre travailleurs masculins et travailleurs féminins — Maladie survenant antérieurement au congé de maternité — Maladie liée à l'état de grossesse — Soumission au régime général de congé de maladie — Incidence sur la rémunération — Imputation de l'absence sur le nombre total maximal de jours de congé de maladie rémunérés au cours d'une période déterminée.
- Arrêt de la Cour (sixième chambre) du 20 octobre 2005 dans l'affaire C-505/04: JO C 135 du 10 décembre 2005.
Commission des Communautés européennes contre Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Manquement d'État — Directive 2001/19/CE — Reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres — Infirmier, dentiste, vétérinaire, sage-femme, architecte, pharmacien et médecin — Non-transposition dans le délai prescrit — Gibraltar.
- Conclusions de l'avocat général dans l'affaire C-372/04 Watts: 15 décembre 2005.
Sécurité sociale des travailleurs migrants : L'Avocat général Geelhoed estime incompatible avec le droit communautaire l'actuelle procédure du NHS pour la délivrance des autorisations de se faire soigner à l'étranger.

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

Allemagne / Deutschland

- Medizinrecht, Bd 23, Nr 11, 2005, p. 663. OLG Nürnberg, Urt. v. 24. 3. 2005 – 8 U 3617/04 (LG Regensburg).
In-vitro-Fertilisation nach Tubensterilisation
Zur Frage, ob eine In-vitro-Fertilisation als medizinisch notwendige Heilbehandlung anzusehen ist, wenn die Unfruchtbarkeit der versicherten Frau die Folge einer Tubensterilisation ist, die sie zum Zwecke der Empfängnisverhütung durchführen ließ.
- Medizinrecht, Bd 24, Nr 2, 2006, p. 109. BGH, Urt. v. 13. 10. 2005 – 3 StR 385/04 (LG Wuppertal).
Ruhen der Approbation bei Fortbestehen einer ausländischen Zulassung
Die Befugnis eines Staatsangehörigen eines Mitgliedstaates der Europäischen Union zur vorübergehenden Ausübung des ärztlichen (oder zahnärztlichen)

Berufs in Deutschland wird durch das Ruhen einer ihm etwa erteilten deutschen Approbation nicht berührt.

- Medizinrecht, Bd 24, Nr 2, 2006, p. 109. OLG Hamm, Urt. v. 31. 8. 2005 – 3 U 277/04 (LG Detmold).

Zum Zeitpunkt einer Standardänderung

1. *Ein niedergelassener Gynäkologe, der bei einer 57-jährigen Patientin ohne besondere Risikofaktoren im Jahre 2000 keine Mammographie zur Krebsvorsorge im zweijährigen Intervall veranlasst, handelt (noch) nicht fehlerhaft.*

2. *Ein (unterstellt) fehlerhaftes Unterlassen einer Mammographie zur Krebsvorsorge führt nicht zu einer Beweislastumkehr nach den Grundsätzen der Verletzung der Befunderhebungs- und -sicherungspflicht, wenn keine Symptome für eine Erkrankung vorliegen.*

Belgique / Belgien

- *Revue de droit de la santé, n° 2, 2005-2006, p. 105. Décision arbitrale du 10 décembre 2003.*

Loi sur l'euthanasie. Médecin. Destitution pour motifs graves. Motivation explicite et précise de la lettre de préavis. Licenciement irrégulier. Réparation du dommage.

- *Revue de droit de la santé, n° 2, 2005-2006, p. 117. Décision arbitrale du 12 mai 2005.*

Loi sur l'euthanasie. Licenciement irrégulier. Réparation du dommage. Dommages et intérêts. Importance de l'indemnité de licenciement. Caractère forfaitaire. Non consultation du Conseil médical.

France / Frankreich

- * *Dalloz, n° 10, 2006, p. 705, Cour de cassation, 1re civ. 18 oct. 2005. C'est à bon droit qu'une cour d'appel énonce qu'en absence d'application en la cause de l'art. L. 1142-1 c. santé publ., issu de la loi n°2002-3003 du 4 mars 2002, relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé, le médecin est tenu à l'égard du patient d'une obligation de sécurité de résultat en matière d'infection nosocomiale dont il ne peut se libérer qu'en rapportant la preuve d'une cause étrangère.*
- * *Revue Droit & Santé, n° 7, septembre 2005, p. 401, CE 5^{ème} et 4^{ème} sous-sections réunies, 9 février 2005, Centre hospitalier Emile-Roux du Puy-en-Velay, n° 25599 ; AJDA, 4 avril 2005, 743. De la marge d'erreur habituelle en matière de diagnostic prénatal : absence de faute caractérisée.*
- * *Revue Droit & Santé, n° 7, septembre 2005, p. 451, Cass. 2^{ème} civ., 24 mai 2005, n° 03.30.480. Traumatismes psychologiques : accidents du travail ou maladie professionnelle ?*
- * *Revue Droit & Santé, n° 8, novembre 2005, p. 505, CE, 1^{er} juillet 2005, n° 068661, Cass. 1^{ère} civ., 14 juin 2005, pourvoi n° 04-10909, CA Paris, 17 juin 2005, n° 274504 (commentés).*

L'obligation d'information est le devoir incombant à la partie qui détient une information utile à l'autre partie de la lui délivrer, si cette information peut avoir une influence sur son consentement. « Celui qui sait » a l'obligation d'informer « celui qui ne sait pas ».

- * Revue Droit & Santé, n° 8, novembre 2005, p. 515, CA Aix-en-Provence, 23 mars 2005.
Infection nosocomiale, cause étrangère et perte d'une chance.
- * Revue Droit & Santé, n° 8, novembre 2005, p. 519, Cass. 1^{ère} civ. 5 juillet 2005, pourvoi n° 04-10892.
Perte d'une chance, lien variable de causalité.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.jaac.admin.ch>. La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante :

<http://www.bger.ch/> et sur <http://www.bag.admin.ch/kv/rkuv/f/> pour les arrêts concernant les assurances maladie et accident.

- * Arrêt du Tribunal fédéral 4C.178/2005 du 20 décembre 2005.
Naissance d'un enfant suite à une stérilisation fautivement omise. Admission d'un dommage. Etendue et calcul de la réparation due aux parents.
- * ATF 131 II 670 – Arrêt de la 2^e Cour de droit public du 17 octobre 2005.
Mesures urgentes de police sanitaire prises par l'OFSP pour combattre le SRAS lors de la foire internationale d'horlogerie de Bâle. Pas de contrôle du contenu de mesures devenues sans objet. Admission de la compétence du Conseil fédéral (art. 10 LEpid) et du pouvoir de l'OFSP (Ordonnance SRAS) de prendre les mesures.
- * ATF 131 III 542 – Arrêt de la 2^e Cour civile du 23 juin 2005.
Celui qui affirme être médecin alors qu'il ne possède aucun diplôme de médecin et a obtenu frauduleusement l'autorisation de pratiquer sur présentation d'un faux diplôme étranger commet une réticence (art. 6 LCA).
- * ATF 131 IV 145 – Arrêt de la Cour de cassation du 18 mai 2005.
Piéton renversé par un véhicule automobile et qui décède deux semaines plus tard d'un accident cardiaque. Homicide par négligence (117 CP) admis car un état de santé déficient ou une prédisposition constitutionnelle ne constituent pas une circonstance propre à rompre le lien de causalité adéquate.

- ✱ ATF 131 V 174 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 8 avril 2005.
L'exemption de l'assurance obligatoire des soins (art. 6 al. 3 LAMal) peut être demandée par les anciens fonctionnaires d'organisations internationales ayant non seulement leur siège en Suisse mais aussi à l'étranger.
- ✱ ATF 131 V 178 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 18 mars 2005.
Conditions du droit aux prestations de personnes atteintes dans leur santé psychique pour des soins extra-hospitaliers, en général et dans les hypothèses de l'art. 7 al. 2 let. a-c OPAS.
- ✱ ATF 131 V 191 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 18 avril 2005.
Inapplicabilité de l'art. 89 LAMal (compétence du Tribunal arbitral, représentation de l'assuré par l'assureur) en l'absence de litige entre un assureur et un fournisseur de prestations. Délimitation d'un tel litige. Interprétation de la notion de tiers garant : la même prestation ne peut pas être prise en charge en partie selon le système du tiers garant et en partie selon celui du tiers payant.
- ✱ ATF 131 V 202 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 3 mai 2005.
Soumission à la LAMal d'un indépendant travaillant à Genève indépendamment de son domicile, en l'absence de demande d'exemption selon l'ALCP. La réglementation cantonale sur la réduction des primes, fondée sur l'art. 65a LAMal, constitue du droit cantonal autonome et, à ce titre, est soustraite au recours de droit administratif devant le Tribunal fédéral.
- ✱ ATF 131 V 263 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 13 juillet 2005.
Le droit au remboursement de frais d'un traitement dentaire (art. 8 al. 3 OMPC) ne peut pas être limité à Fr. 3'000 si un devis n'a pas été préalablement adressé à l'organe compétent et si le bénéficiaire de prestations complémentaires prouve que le traitement est simple, économique et adéquat.
- ✱ ATF 131 V 271 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 19 août 2005.
Un traitement proposé à l'étranger et non disponible en Suisse n'est pas couvert si un autre traitement disponible en Suisse n'entraîne pas de risques importants et notablement plus élevés. La seule diminution des risques de récurrence, du reste difficile à évaluer, n'est pas suffisante pour justifier la prise en charge par l'assurance obligatoire des soins.
- ✱ ATF 131 V 279 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 29 août 2005.
Un cumul des motifs (maladie + cessation de tâches d'assistance) de libération des conditions relatives à la période de cotisation à l'assurance chômage (art. 14 LACI) est admis. La Circulaire relative à l'indemnité de chômage du SECO est dès lors contraire à la loi en son chiffre B 148.
- ✱ ATF 131 V 338 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 21 septembre 2005.
L'assurance obligatoire des soins doit prendre en charge la transplantation du foie d'un donneur vivant.

- ✱ ATF 131 V 349 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 21 septembre 2005.

L'utilisation d'un médicament figurant sur la liste des spécialités pour des indications médicales non approuvées par Swissmedic ou avec des dosages dépassant la mesure admise n'ouvre pas droit, sauf exceptions, à la prise en charge par l'assurance obligatoire des soins.
- ✱ ATF 131 V 472 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 14 septembre 2005.

L'assureur doit rendre l'assuré attentif au fait que son comportement pourrait mettre en péril la réalisation de l'une des conditions du droit aux prestations (art. 27 al. 2 LPGA ; in casu, assurance chômage). L'omission d'un conseil doit être traitée comme la délivrance d'une fausse information. L'assureur en répond dès lors selon le principe de la confiance, tiré de la bonne foi.
- ✱ ATF 131 V 74 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 8 avril 2005 (également dans RAMA 5/2005, p. 352).

La possibilité de demander l'exemption de l'assurance obligatoire (art. 6, al. 3 OAMal) n'est pas réservée aux seuls anciens fonctionnaires d'organisations internationales ayant leur siège en Suisse. Elle est également reconnue aux anciens fonctionnaires d'organisations ayant leur siège à l'étranger.
- ✱ ATF 131 V 202 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 3 mai 2005 (également dans RAMA 5/2005, p. 353).

Lorsque l'intéressé n'a pas fait usage de son droit d'option selon l'ALCP, la question de son domicile en relation avec l'obligation d'assurance selon la LAMal et d'une éventuelle exemption en vertu du droit communautaire ne se pose pas. En matière de réduction des primes de l'assurance-maladie, la réglementation cantonale édictée sur la base de l'article 65a LAMal constitue en principe du droit cantonal autonome. La voie du recours de droit administratif devant le TFA n'est pas ouverte contre un jugement cantonal de dernière instance rendu en application d'une telle réglementation.
- ATF 131 II 413 – Arrêt du Tribunal fédéral du 9 mai 2005 (également dans RAMA 5/2005, p. 337).

La transmission, par le médecin-conseil de l'assureur, du dossier médical de l'assuré à un médecin consultant spécialisé est autorisée par l'article 84 LAMal. Sauf exception, elle ne nécessite ni le consentement de l'assuré, ni une information préalable.
- ATF 131 V 271 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 19 août 2005 (également dans RAMA 5/2005, p. 372).

Les coûts d'une opération fournie à l'étranger ne sont pas à charge de l'assurance-maladie obligatoire lorsque la mesure thérapeutique disponible en Suisse n'entraîne pas de risque important et notablement plus élevé pour le patient (par rapport au traitement à l'étranger). Le fait que le traitement proposé à l'étranger et non disponible en Suisse diminue les risques de récurrence – dans une mesure difficile à évaluer – n'est pas suffisant pour justifier une prise en charge au sens de la LAMal.

- ATF 131 V 338 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 21 septembre 2005 (également dans RAMA 6/2005, p. 409).
Les coûts d'une transplantation du foie d'un donneur vivant sont à charge de l'assurance obligatoire des soins.
- ATF 131 V 349 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 21 septembre 2005 (également dans RAMA 6/2005, p. 417).
L'utilisation de médicaments pour des indications médicales non approuvées par Swissmedic et/ou avec des dosages dépassant la mesure admise n'ouvre pas droit, sauf exceptions, à la prise en charge par l'assurance obligatoire des soins.
- * AJP/PJA n° 12, 2005, p. 1541. TFA 28.9.2005 (Arrêt K 107/04) avec commentaire de J.- M. Duc.
Calcul de surindemnisation 69 LPGA (78 LAMal – 122 aLAMal). Cumul IJ-LCA et IJ-LAMal – Coordination intersystématique. Pas d'interdiction de surindemnisation dans les assurances sociales.
- * Plädoyer n° 1, 2006, p. 64. TFA 12.10.2005 (Arrêt I 8/04) avec commentaire de J.- M. Agier.
Assurance-invalidité. Révision et reconsidération. Rappel des règles.
- * Plädoyer n° 1, 2006, p. 67. TFA 24.10.2005 (Arrêt U 257/04) avec commentaire de M. Aliotta.
Reconnaissance d'un droit à des prestations de l'assurance-accidents pour une victime de l'amiante et ses héritiers.
- * Die Praxis, Heft Juli 2005, Nr. 82, p. 614, Invalidenversicherung.
Anpassung laufender Leistungen nach In-Kraft-Treten des FZA (Art. 8 lit. c FZA und Art. 1 Abs. 1 Anhang II FZA; Art. 2 Abs. 1, 94 Abs. 1, 95 Abs. 1 und 5-7 des Verordnung N., 1408/71; Art. 118 des Reglements Nr. 574/72)
- RAMA 5/2005, p. 339 – Décision du Conseil fédéral du 11 mai 2005 (KV 338).
Un dépassement du tarif-cadre, fixé à l'article 9a, alinéa 2 OPAS, est admissible jusqu'à l'entrée en vigueur de la disposition transitoire de la LAMal, dans le cas où la transparence des coûts est complète. Lorsqu'il n'est pas possible aux assureurs-maladie, faute de transparence des coûts, de rembourser entièrement toutes les prestations de l'assurance de base, les coûts qui ne sont pas couverts ne peuvent pas être facturés aux assurés.
- RAMA 5/2005, p. 358 – Arrêt du TFA du 22 juillet 2005 (K 114/03).
La jurisprudence rendue sous la LAMA (ATF 110 V 183), qui n'octroyait pas aux assurés – mais en revanche aux caisses maladie – la possibilité de procéder à la compensation des prestations assurées échues avec les primes impayées, est également applicable sous la régime de la LAMal.
- RAMA 5/2005, p. 360 – Arrêt du TFA du 2 août 2005 (K 34/04).
Description des conditions relatives au domicile selon les articles 23ss CC et 20 LDIP.

- RAMA 5/2005, p. 366 – Arrêt du TFA du 17 août 2005 (K 4/04). Arrêt 2 P.134/2003 du 6 septembre 2004 en la cause Société vaudoise de médecine, association des médecins assistants et chefs de clinique section Vaud, A. et B. c. Conseil d'Etat du canton de Vaud.
Le traitement chirurgical d'un défaut esthétique sous la forme d'une hypoplasie bilatérale très prononcée constitue une prestation à charge des caisses-maladie.
- RDAF, n° 2, 2005, p. 182. Arrêt du 12 avril 2005, A. c. Ville de X. et Tribunal administratif du canton de Neuchâtel 4p. 283/2004.
Limitation de l'admission de pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire. recours de droit public. Contrôle de la constitutionnalité d'un arrêté cantonal. Liberté économique. Egalité de traitement entre concurrents. Liberté de mouvement. liberté d'établissement. Droit au respect de la vie privée et familiale. protection de la bonne foi. Accord sur la libre circulation des personnes.
- RDAF, n° 3-4, 2005, p. 375.
Responsabilité de l'Etat pour l'activité des médecins. Droit d'être entendu. Arbitraire.
- * SJZ, 101 (2005), n° 23, p. 556, ATF C.192/04 du 14 septembre 2005.
L'art. 27 LPGA prévoit un devoir de renseigner (des assureurs et des organes d'exécution des diverses assurances sociales) étendu et représente de ce fait une importante nouveauté. Cette norme est inspirée du § 14 du Code social allemand et a pour but de montrer de manière positive à l'ayant droit le moyen par lequel il obtiendra la prestation prévue par la loi.

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

Appenzell Ausserrhoden / Appenzell Rhodes extérieures

- * Ausserhodische Gerichts- und Verwaltungspraxis, AR GVP, 16/2004 p. 61 n° 2238, VGer 23.06.2004, N. 35.2003.5.
Unfallversicherung. Natürlicher Kausalzusammenhang zwischen Unfallereignis (Zeckenbiss) und dem Eingetretenen Gesundheitsschaden (hier verneint).

Berne / Bern

- * Bernische Verwaltungsrechtsprechung, 2005, p. 301. Auszug aus dem Urteil des Verwaltungsgerichts vom 9. November 2004 i.S. X. (VGE 21810).
Droit de la protection de données. Droit de consulter les dossiers médicaux. Les services psychiatriques constituent une clinique publique du canton et sont considérés comme une autorité au sens du droit cantonal. Au vu du dossier, il s'avère impossible de déterminer si une restriction à la consultation et à la remise de documents est justifiée.

Genève / Genf

- * Semaine judiciaire, vol. 1, n° 38, 2005, p. 565. Cour de cassation pénale, audience du 18 mai 2005.

Homicide par négligence. Lien de causalité adéquate entre un accident et le décès de la victime. Etat de santé déficient ou prédisposition chez la victime. La causalité adéquate est donnée lorsque le comportement de l'auteur est objectivement propre à entraîner le résultat qui s'est produit ou en à favoriser l'avènement.

Le lien de causalité n'est rompu que si le résultat est dû à une cause concomitante tout à fait exceptionnelle, qui relègue à l'arrière plan le comportement de l'auteur.

Un état de santé déficient ou une prédisposition chez la victime ne constitue pas une circonstance propre à rompre le lien de causalité.

Note : suite de l'arrêt ATF 130 IV 90.

Grisons / Graubünden / Grigioni

- * Praxis des Kantonsgerichts von Graubünden, PKG, 2004 p. 114, n° 20, VB 04 1, Urteil vom 17. März 2004.

Gesundheitsgesetz : Notfalldienst der öffentlichen Apotheken (Art. 44 Gesundheitsgesetz). Der rund um die Uhr aufrecht zu erhaltende Notfalldienst zur Sicherstellung der pharmazeutischen Versorgung umfasst nicht nur die Versorgung mit rezeptpflichtigen Medikamenten in medizinischen Notfällen, sondern auch die Versorgung mit Medikamenten aus dem Bereich der Selbstmedikation.

Jura

Recueil de jurisprudence du canton du Jura, RJJ III 2004 p. 310. Tribunal cantonal - Chambre des assurances.

Assuré atteint d'ostéoporose sur paraplégie. Fractures du fémur lors du transfert de sa chaise roulante, Reus de prise en charge du cas par l'assureur LAA au motif que l'atteinte subie n'est pas due à une cause extraordinaire. Notion de l'accident et des lésions corporelles assimilées à un accident.

Recueil de jurisprudence du canton du Jura, RJJ III 2004 p. 317. Tribunal cantonal - Chambre des assurances.

Réticence. Période pendant laquelle la réticence peut être commise.

Obwald / Obwalden

- * VVGE-OW 2003-2004, Nr. 25 – Entscheid des Regierungsrates vom 9. September 2003 (Nr. 110).

Soweit ein Teil der Kantonsbevölkerung nicht innere nützlicher Frist den Arzt eines Fachbereiches aufsuchen kann, besteht eine medizinische Unterversorgungssituation. Die zumutbare Erreichbarkeitsgrenze für Fachrichtungen, die nicht zur Gesundheitsgrundversorgung gehören, liegt bei einer Reisezeit von mehr als 60 Minuten.

- * VVGE-OW 2003-2004, Nr. 32 – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 20. August 2004.

Staatshaftung der Gemeinde, welche die spitalexterne Krankenpflege an einen privaten Verein delegiert hat (Tötung eines betagten Menschen durch einen beim Verein Spitex-Dienste angestellten Krankenpfleger).

- * VVGE-OW 2003-2004, Nr. 38 – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 15. September 2003.
Art. 25 KVG : Unter welchen Voraussetzungen ist die Brustoperation zur Korrektur einer Mammahypertrophie Pflichtleistung der Krankenkasse ?
- * VVGE-OW 2003-2004, Nr. 39 – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 28. Oktober 2004.
Art. 4 ATSG : Unfallbegriff. Unfall bei Zweikampf an einem Schwingfest wegen fehlender Ungewöhnlichkeit der schädigenden Einwirkung verneint.
- * VVGE-OW 2003-2004, Nr. 40 – Entscheid des Verwaltungsgerichts vom 2. Februar 2004.
Kürzung der Unfallversicherungsleistungen an einen Versicherten um 20 %, der als Lenker eines Motorrades in angetrunkenem Zustand Opfer eines Verkehrsunfalls wurde.

Saint-Gall / St. Gallen

- * SJZ, 102 (2006) n° 2, p. 39, Kantonsgericht St. Gallen, Strafkammer, du 17 mai 2004 (GVP 2004 n° 50).
Art. 32 CPS. Un médecin ne peut qu'exceptionnellement se référer au motif de justification supralégal du privilège thérapeutique et, en se fondant sur ce privilège, ne pas révéler un diagnostic à un patient.

Zoug / Zug

- * ZG Gerichts- und Verwaltungspraxis 2004, S. 102 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 9. September 2004 (F 2004/38).
Art. 397a ZGB – Voraussetzungen der Klinikeinweisung oder -zurückbehaltung im Rahmen einer fürsorgerischen Freiheitsentziehung (Geisteskrankheit, Suchterkrankung, schwere Verwahrlosung).
- * ZG Gerichts- und Verwaltungspraxis 2004, S. 116 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 30. Juli 2004 (F 2004/33).
§ 37 ff. und § 50bis Gesundheitsgesetz – Zwangsmassnahmen. Örtliche und sachliche Zuständigkeit zur gerichtlichen Überprüfung von Beschwerden gegen Zwangsmassnahmen. Anforderungen an die Anordnung einer Zwangsmassnahme.
- * ZG Gerichts- und Verwaltungspraxis 2004, S. 119 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 18. Juni 2004 (F 2004/26).
§ 37 Gesundheitsgesetz – Zwangsmassnahmen im Gesundheitswesen. Wann liegt eine anfechtbare Zwangsmassnahme vor?
- * ZG Gerichts- und Verwaltungspraxis 2004, S. 138 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 31. März 2004 (S 2004/3).
Art. 56 Abs. 2 ATSG – Eine Bearbeitungsdauer von 16 Monaten für einen Einspracheentscheid ist auch bei einem besonders komplexen Fall zu lange und stellt eine Rechtsverzögerung dar.

- * ZG Gerichts- und Verwaltungspraxis 2004, S. 142 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 31. März 2004 (S 2003/04).
Art. 39 Abs. 1 ATSG – Mit Inkrafttreten des ATSG wurden die Fristen im Verwaltungsverfahren des Sozialversicherungsrechts einheitlich geregelt. Anderslautende Weisungen des BSV sind nicht mehr anwendbar. Wird eine Eingabe am letzten Tag der Frist der schweizerischen Post übergeben, gilt die Frist als gewahrt.

- * ZG Gerichts- und Verwaltungspraxis 2004, S. 145 – Urteil des Verwaltungsgerichts vom 29. Januar 2004 (S 2003/40).
Art. 38 Abs. 3 ATSG – Fällt der letzte Tag einer Frist auf einen Samstag, einen Sonntag oder einen am Wohnsitz oder Sitz der Partei oder ihrer Vertretung vom kantonalen Recht anerkannten Feiertag, so endet die Frist am nächsten Werktag.

Zurich / Zürich

- * Kassationsgericht, 26. Juli 2004, ZR 104 (2005), p. 286.
Art. 321 StGB. Mangelhaftes Gutachten ; Unverwertbarkeit von Angaben eines vom Gutachter befragten Arztes, der nicht von der ärztlichen Schweigepflicht entbunden wurde ; erforderlicher Hinweis auf das Zeugnisverweigerungsrecht
Voir aussi : Arrêt du Tribunal fédéral du 9 août 2005, 6S.68/2004 et 6P.119/2004.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles /
Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * ENGLAND H. AND AL., The Automated External Defibrillator. Clinical Benefits and Legal Liability, *Journal of American Medical Association*, 295 (2006), pp. 687.
- * FOUASSIER E. ET VAN DEN BRINK H., Médicaments génériques : les avancées jurisprudentielles, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 1/2006, p. 96.
- * GILMORE A. B., COLLIN J., MCKEE M., British American Tobacco's erosion of health legislation in Uzbekistan, *BMJ*, vol. 332, 2006, p. 355.
- * GOSTIN L. O., Pandemic Countermeasures for Pandemic Influenza: Ethics and the Law, *Journal of American Medical Association*, 295 (2006), p. 554.
- * KAROLLUS M., Grenzen bei der Beratung über Arzneimittel, Heilbehelfe und sonstige medizinische Produkte, *Recht der Medizin*, 1/2006, p. 4.
- * LE GAL C., Le mécanisme des importations parallèles à travers le prisme de la jurisprudence communautaire, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 5/2005, p. 732.
- * LAUDE A., Aperçu de la jurisprudence nationale en matière de responsabilité du fait des médicaments défectueux, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 5/2005, p. 743.
- * LOEWENBERG S., US chemical companies leave their mark on EU law, *Lancet*, 367 (2006), p. 556.

- * MACKENZIE R., Reprogenetics and pharmacogenetics : in whose best interests ?, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 2, 2005, p. 343.
- * MEGERLIN F., Le monopole pharmaceutique français face au droit communautaire, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 5/2005, p. 719.
- * OKRESEK W., MRK-Entscheidungen : Zulassung eines Arzneimittels : unabhängiges, unparteiisches Tribunal, *Österreichische Juristen-Zeitung (ÖJZ)*, 01, 2006, p. 36.
- * PEIGNE J., Médicaments et aliments : les affinités conflictuelles, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 5/2005, p. 705.
- * PUTZEYS D. & HERBATSCHKEK N., Transparence et contrôle des relations entre entreprises pharmaceutiques et professionnels de la santé, *Revue de droit de la santé*, n° 2, 2005-2006, p. 91.
- * QUILL T. E. AND AL., The big Chill – Inserting the DES (Drug Enforcement Agency ndr) into End-of-Life Care, *New England Journal of Medicine*, 354 (2006), p. 1.
- * SIEBEN P., Sind die bestehenden Werbebeschränkungen im Heilmittelrecht verfassungsgemäß?, *Medizinrecht*, Bd 23, Nr 11, 2005, p. 637.
- * ZWILLICH T., How Vioxx is changing US drug regulation, *Lancet*, 366 (2005), p. 1763.

Assurances sociales

- * JOST T., The new governance, the open method of coordination and social health insurance in Europe, *Medical law international*, vol. 7, n° 3, 2006, p. 249.
- * VACARIE I., Les tensions entre le droit de la santé et le droit de la sécurité sociale, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 6/2005, p. 899.
- * WALSER C., Neue Krankenversicherung der Niederlande :Bürgerversicherung mit Kopfpauschale und starken Wettbewerbselementen, *Zeitschrift für Rechtspolitik [ZRP]*, 8/2005, p. 273.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * BARBRY E., GRASSET M.-C., La biométrie dans les entreprises est permise sous réserve de certaines précautions, *Gazette du Palais*, n° 5, septembre-octobre 2005, p. 3260.
- * BLAES P., Promotion and enforcement of patients' rights, *Medicine and law*, vol. 23, nr. 3, 2004, p. 289.
- * BURRIS S., Stigma and the law, *Lancet*, 367 (2006), p. 529.

- * CAULFIELD T., Tissue banking, patient rights and confidentiality, *Medicine and law*, vol. 23, nr. 1, 2004, p. 39.
- * DAMM R., Beratungsrecht und Beratungshandeln in der Medizin : Rechtsentwicklung, Norm- und Standardbildung, *Medizinrecht*, Bd 24, Nr 1, 2006, p. 1.
- * DELPRAT L., Du secret médical au secret d'État... ou la justification d'une violation du secret médical par la protection de la liberté d'expression, *Médecine & droit*, vol. 76, 2006, p. 1.
- * DUPRAT J.-P., Protection de la santé publique et liberté, *Revue générale de droit médical*, numéro spécial - La protection de la santé publique, 2005, p. 85.
- * FERNIE G., Consent and the individual detained in custody, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 3, 2005, p. 515.
- * FORGERON J.-F., NACACHE G., Le dossier médical personnel : enjeux et confidentialité (1^{ère} partie), *Gazette du Palais*, n° 5, septembre-octobre 2005, p. 3263.
- * HAGEL B., Arguments against helmet legislation are flawed, *BMJ*, vol. 332, 2006, p. 725.
- * HALAMKA J., Straight from shoulder, *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 331.
- * HARICHAUX M., Les droits du malade à l'épreuve des obligations du malade assuré social, *Revue de droit sanitaire et social*, n°1/2006, p. 109.
- * HEYWOOD R., Excessive risk disclosure : the effects of the law on medical practice, *Medical law international*, vol. 7, n° 2, 2005, p. 93.
- * IVERSEN A., Consent, confidentiality and the Data Protection Act, *BMJ*, vol. 332, 2006 p. 165.
- * JONES PM. AND AL., Law Enforcement Interviews of Hospital Patients. A Conundrum for Clinicians, *Journal of American Medical Association*, 295 (2006), p. 822.
- * KAMKAR C., mise en oeuvre de l'article L.1111-6 relatif à la personne de confiance, *Droit, déontologie et soin*, vol. 5, n° 4, décembre 2005, p. 493.
- * KODEK E., RATZ E., ROHRER R., Evidenzblatt der Rechtsmittelentscheidungen : Beendigung eines Probedienstverhältnisses wegen Schwangerschaft, *Österreichische Juristen-Zeitung (ÖJZ)*, 01, 2006, p. 23.
- * LEVY S., Asserting the right to life : a challenge to medical guidance on withdrawing treatment, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 1, 2005, p. 11.

- * LUX-WESSNER C., Die Frage nach dem Beginn des Lebens : EGMR umgeht eine Antwort, *Europäische Grundrechte Zeitschrift (EuGRZ)*, 32. Jg, H. 19-21, 2005, p. 558.
- * MELLO M. M. (guest editor), Medical Malpractice : U.S. and International Perspectives, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2005, p. 414.
- * MICHALOWSKI S., Advance Refusals of Life-Sustaining Medical Treatment: The Relativity of an Absolute Right, *Modern Law Review*, 2005, p. 958.
- * PATERSON R., Protecting patients' rights in New Zealand, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 1, 2005, p. 51.
- * PENNEAU J., Droit médical : panorama 2005, *Dalloz*, n° 10, 2006, p. 689.
- * PEREZ-CARCELES MD. AND AL., Balancing confidentiality and the information provided to families patients in primary care, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 531.
- * PRIAULX N., Health, Disability & Parental Interests: Adopting a Contextual Approach in the Reproductive Torts, *European Journal of Health Law*, n° 3/2005, p. 213.
- * ROSCAM ABBING H., The Right to Care for Health: The Contribution of the European Social Charter, *European Journal of Health Law*, n° 3/2005, p. 183.
- * SAHM S. AND AL., Attitudes towards and barriers to writing advance directives amongst cancer patients, healthy controls, and medical staff, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 437.
- * SAUVAT C., Le respect du refus de soins renforcé par la loi du 22 avril 2005 relative aux droits des malades et à la fin de vie, *Revue Droit & Santé*, n° 8, novembre 2005, p. 496.
- * SCHNEIDER PL. AND AL., When psychiatry and bioethics disagree about patient decision making capacity (DMC), *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p. 90.
- * SHEIKH A., The Data Protection (Amendment) Act, 2003: The Data Protection Directive and its Implications for Medical Research in Ireland, *European Journal of Health Law*, n° 4/2005, p. 357.
- * VINCE T. AND AL., Should children's autonomy be respected by telling them of their imminent death ?, *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p. 21.

Ethique biomédicale

- * BENATAR D., Bioethics and health and human rights: a critical view, *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p. 17

- * LAING A. J. AND ODERBERG S. D., Artificial Reproduction, The “Welfare Principle”, and the Common Good, *Medical Law Review*, 2005, vol. 13, n° 3, p. 328.
- * LENOIR N., Biotechnology, bioethics and law : Europe’s 21st Century challenge, *Modern law review*, vol. 69, n° 1, 2006, p. 1.
- * ROSAMUND S., The Uncertain Scope of Reproduction in Preimplantation Genetic Diagnosis and Selective Abortion, *Medical Law Review*, 2005, vol. 13, n° 3, p. 291.
- * SPERLING D., from the dead to the unborn : is there an ethical duty to save life, *Medicine and law*, vol. 23, nr. 3, 2004, p. 567.
- * SPIELMAN B.J., RICH B.A. (guest editors), Expert Testimony: Bridging bioethics and Evidence Law, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2005, p. 194.

Euthanasie et mort

- * ALFANDARI E. et PEDROT P., La fin de vie et la loi du 22 avril 2005, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 5/2005, p. 751.
- * BECKER-SCHWARZE K., Terri Schiavo: the Assessment of the Persistent Vegetative State in Accordance with German Law, *European Journal of Health Law*, n° 4/2005, p. 321.
- * CHIONG W., Brain death without definitions, *Hastings Center report*, vol. 35, nr. 6, November-December 2005, p. 20.
- * COLOMBO S., Not just euthanasia : recognizing a legal Positive Right to Palliative Care, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 1, 2005, p. 203.
- * DUTE J., The Terri Schiavo Case in a Comparative Perspective, *European Journal of Health Law*, n° 4/2005, p. 317.
- * Fournier V. et Trarieux S., Les directives anticipées en France, *Médecine & droit*, n° 74-75, 2005, p. 146.
- * GEVERS S., Withdrawing Life Support from Patients in a Persistent Vegetative State: the Law in The Netherlands, *European Journal of Health Law*, n° 4/2005, p. 347.
- * GOMES B. AND HIGGINSON I. J., Factors influencing death at home in terminally ill patients with cancer: systematic review, *BMJ*, vol. 332, 2006 , p. 515.
- * HALL M. AND AL., The impact on patient trust of legalising physician aid in dying. *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 693.

- * HÖFLING W., Gesetz zur Sicherung der Autonomie und Integrität von Patienten am Lebensende (Patientenautonomie- und Integritätsschutzgesetz), *Medizinrecht*, Bd 24, Nr 1, 2006, p. 25.
- * HUGHES J., Palliative Care and the QALY Problem, *Health Care Analysis*, vol. 13, nr 4, 2005, p. 289.
- * KEOWN J., Mr Marty muddle. A superficial and selective case for euthanasia in Europe, *Journal of medical ethics*, 32 (2006), p. 29.
- * KEGLEY J., A new framework for facilitating decisions on death and dying, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 2, 2005, p. 343.
- * KUSCH R., Tabu Sterbehilfe, *NJW*, 5/2006, p. 261.
- * KUTZER K., Der Gesetzgeber muss die Sterbebegleitung regeln, *Zeitschrift für Rechtspolitik [ZRP]*, 8/2005, p. 277.
- * MCGEE A., Finding a Way Through the Ethical and Legal Maze : Withdrawal of Medical Treatment and Euthanasia, *Medical Law Review*, vol. 13, n° 3, 2005, p. 357.
- * PRADELLA G., Substituting a Judgment of Best Interests: Dignity and the Application of Objective Principles to PVS Cases in the U.K., *European Journal of Health Law*, n° 4/2005, p. 335.
- * PRUSAK B. G., Rethinking „liberal eugenics“ : reflections and questions on Habermas on bioethics, *Hastings Center report*, vol. 35, nr. 6, November-December 2005, p. 31.
- * SAINTE-AFFRIQUE D. DE, Regard sur la loi relative aux droits des malades et à la fin de vie, *Médecine & droit*, vol. 74-75, 2005, p. 133.
- * SANDMAN L., Should People Die a Natural Death?, *Health Care Analysis*, vol. 13, nr 4, 2005, p. 275.
- * TALIB N., Dilemmas surrounding passive euthanasia : a Malaysian perspective, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 3, 2005, p. 605.
- * WIDDERSHOVEN G. A. M., Euthanasia in Netherlands : experiences in a review committee, *Medicine and law*, vol. 23, nr. 3, 2004, p. 687.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * ASMAN O., Abortion in Islamic countries : legal and religious aspects, *Medicine and law*, vol. 23, nr. 1, 2004, p. 73.

- * BRENNAN TA. AND AL., Health Industry Practices That Create Conflicts of Interest. A Policy Proposal for Academic Medical Centers, *Journal of American Medical Association*, 295 (2006), p. 324.
- * DEN EXTER A., The European Court of justice and working time in the health sector : relevance to the Czech Republic, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 2, 2005, p. 337.
- * HILGENDORF E., Strafbarkeitsrisiken bei der Stammzellforschung mit Auslandskontakten, *Zeitschrift für Rechtspolitik (ZRP)*, 1/2006, p. 22.
- * KOUDMANI C., Strafrechtlicher Schutz der ärztlichen Approbation : de lege lata und de lege ferenda, *Medizinrecht*, Bd 24, Nr 2, 2006, p. 90.
- * MANAOUIL C. ET AL., New french legislation governing organ removals for therapeutic and scientific purposes, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 3, 2005, p. 585.
- * PANTING G., Healthcare regulation in the UK : part one, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 3, 2005, p. 489.
- * SILVIYA A., Comparative analysis of the code of professional ethics in Bulgaria and the Hippocratic oath, Declaration of Geneva and international code of medical ethics, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 3, 2005, p. 495.

Génétique humaine et biotechnologies

- * BROCK D. W., Is a consensus possible on stem cell research? Moral and political obstacles, *Journal of Medical Ethics* 32 (2006), p. 36.
- * CAMPBELL A. AND NYCUM G., Harmonizing the international regulation of embryonic stem cell research : possibilities, promises and potential pitfalls, *Medical law international*, vol. 7, n° 2, 2005, p. 113.
- * DANIELA-ECATERINA C., Looking for the Meaning of Dignity in the Bioethics Convention and the Cloning Protocol, *Health care analysis*, vol. 13, nr 4, 2005, p. 303.
- * GREENE M., To Restore Faith and Trust: Justice and Biological Access to Cellular Therapies, *Hastings Center Report*, vol. 36, nr 1, January-February 2006, p. 57.
- * HALL S. S., Stem Cells: A Status Report, *Hastings Center Report*, vol. 36, nr 1, January-February 2006, p. 16.
- * HASSKARL H. UND OSTERTAG A., Der deutsche Gesetzgeber auf dem Weg zu einem Gendiagnostikgesetz, *Medizinrecht*, Bd 23, Nr 11, 2005, p. 640.

- * KESSELHEIM A. S. AND AL., Biomedical Patents and the Public's Health. Is there a Role For Eminent Domain?, *Journal of American Medical Association*, 295 (2006), p. 434.
- * LORENZ D., Allgemeines Persönlichkeitsrecht und Gentechnologie, *Juristen Zeitung [JZ]*, 23, 2005, p. 1121.
- * SETOYAMA K., Legal protection restricting genetic discrimination in USA, *Osaka University law review*, nr. 53, Feb. 2006, p. 137.
- * SOBOLSKI G. AND AL., Technology Licensing. Lessons From the US Experience, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 3137.
- * WOLF A., Biologische Abstammung und rechtliche Zuordnung, *Neue Juristische Wochenschrift*, N° 34/2005, p. 2417.

Médecine légale

- * IKEGAYA H AND AL., Does informed consent exempt Japanese doctors from reporting therapeutic death ?, *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p. 114.

Médecine du sport

- KAYSER B. MAURON A. AND AL., Viewpoint Legalisation of performance-enhancing drugs, *Lancet*, 366 (2005), p. S21.
- PATERICK T. AND AL., Medical and legal issues in the cardiovascular evaluation of competitive athletes, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 3011.

Mesures médicales spéciales

- * AGINAM O., Bioterrorism, human security and public health : can international law bring them together in an age of globalization, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 3, 2005, p. 455.
- * BERGER K., Protecting the unborn clone : can law and science evolve together, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 3, 2005, p. 561.
- * OKIE S., Glimpses of Guantanamo : Medical Ethics and the War of Terror, *New England Journal of Medicine*, 353 (2005), p. 2529.
- * SHIFFMAN M. A., Medical liability issues in cosmetic and plastic surgery, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 2, 2005, p. 211.

Nouvelles techniques de l'information et santé

- * DREEZEN I., Telemedicine and informed consent, *Medicine and law*, Vol. 23, Nr. 3, 2004, p. 211.

Personnes âgées et santé

- * TUBIANA M., Le maintien de l'insertion sociale des personnes âgées, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, tome 189, n° 5, 2005, p. 995.

Procréation médicalement assistée

- * CONTI A, DELBON P., Medically-assisted procreation in Italy, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 1, 2005, p. 163.
- * DICKENS B. M., Interactions of law and ethics affecting reproductive choice, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 3, 2005, p. 549.
- * MCLEAN S. A. M., De-regulating assisted reproduction : some reflections, *Medical law international*, vol. 7, n° 3, 2006, p. 233.
- * MAZZONI C. M., La protection réelle de l'embryon, *Droit & société*, 60/2005, p. 499.
- * MINKOFF H. AND PALTROW L. M., The rights of "unborn children" and the value of pregnant women, *Hastings center report*, vol. 36, n° 2, 2006, p. 26.
- * OUELLETTE A. ET AL., Lessons across the pond : assisted reproductive technology in the United Kingdom and the United States, *American journal of law & medicine*, vol. 31, nr. 4, 2005, p. 419.
- * PATTINSON S. D., Some problems challenging the UK's human fertilisation and embryology authority, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 2, 2005, p. 393.
- * ZHOU L. J., Provision of assisted reproductive technology for single women in China : a new challenge, *Medicine and law*, vol. 23, nr. 3, 2004, p. 433.

Recherche biomédicale

- * BURKE T. AND AL, Children's understanding of the risks and benefits associated with research, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 715.
- * CAULFIELD T., Stem cell patents and social controversy : a speculative view from Canada, *Medical law international*, vol. 7, n° 3, 2006, p. 219.
- * DE BIJL N., The legal protection of test subjects in clinical trials of medicinal products for human use in the European Union, *Medicine and law*, vol. 23, nr. 1, 2004, p. 1.
- * DUTE J., Clinical trial insurance in a comparative law perspective, *Medicine and law*, vol. 23, nr. 2, 2004, p. 211.

- * GLASS K. C., Protection of Human Subjects and Scientific Progress: Can the Two Be Reconciled?, *Hastings Center Report*, vol. 36, nr 1, January-February 2006, p. 4.
- * HALILA R., LÖTJÖNEN S., Children and medical research, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 3, 2005, p. 455.
- * HELGESSON G. AND AL., How to handle informed consent in longitudinal studies when participants have a limited understanding of the study, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 670.
- * LÖTJÖNEN S., Law, ethics and professional guidelines in medical research, *Medicine and law*, vol. 23, nr. 3, 2004, p. 657.
- * LYNÖE N. AND AL., Quantitative aspects of informed consent : considering the dose response curve when estimating quantity of information, *Journal of Medical Ethics* 31 (2005), p. 736.
- * MACNEIL SD. AND AL., Informing research participants of research results: analysis of Canadian university based research ethics board policies, *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p. 49.
- * MASON S. AND AL., Brief report on the experience of using proxy consent for incapacitated adults, *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p. 61.
- * MOODLEY K., Informed consent and participation perceptions of influenza vaccine trials in South Africa, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 727.
- * SPRUMONT D. ET GYTIS A., The Importance of National Laws in the Implementation of European Legislation of Biomedical Research, *European Journal of Health Law*, n° 3/2005, p. 245.
- * WENDLER D., One-time general consent for research on biological samples, *BMJ*, vol. 332, 2006, p. 544.

Responsabilité médicale

- * BADEL M., Liberté et système de santé, *Revue de droit sanitaire et social*, n°6/2005, p. 951.
- * BROWN M. E., Redefining the physician selection process and rewriting medical malpractice settlement disclosure webpages, *American journal of law & medicine*, vol. 31, nr. 4, 2005, p. 479.
- * BOGGIO A., The compensation of the victims of the Creutzfeldt-Jacob disease in the United Kingdom, *Medical law international*, vol. 7, n° 2, 2005, p. 149.
- * BRAZIER M AND BESWICK J., Who's caring for me ?, *Medical law international*, vol. 7, n° 3, 2006, p. 183.

- * CHANTEPIE G., Recours entre coauteurs dans le contentieux des contaminations post-transfusionnelles, *Dalloz*, n° 7, 2006, p. 492.
- * CRISTOL D., Le possible contrôle, par le juge de l'excès de pouvoir, des recommandations de bonne pratique, *Revue de droit sanitaire et social (RDSS)*, n° 1, 2006, p. 53.
- * DAVIES J., Admissibility of scientific evidence in court, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 2, 2005, p. 243.
- * HENNION-JACQUET, P. L'approche contestable de la loi dite anti-Perruche par la cour européenne des droits de l'homme, *Revue de droit sanitaire et social (RDSS)*, n° 1, 2006, p. 149.
- * HOFFMAN A. C., Governmental studies on medical malpractice : the implications of rising premiums for healthcare and the allocation of health resources, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 2, 2005, p. 297.
- * HUREAU J., HUBINOIS P., Responsabilité médicale. Etude comparée de l'indemnisation des préjudices corporels en Europe, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, tome 189, n° 5, 2005, p. 815.
- * JACOTOT D., La fourniture d'une prothèse : vers une obligation de qualité-résultat ?, *Revue de droit sanitaire et social*, n°1/2006, p. 86.
- * NOLAN DONALD, Reforming Liability for Psychiatric Injury in Scotland: A Recipe for Uncertainty ?, *Modern Law Review* 2005, p. 983.
- * RIOT C., L'exercice « subordonné » de l'art médical, *Dalloz*, n° 2, 2006, p. 111.
- * ROUYERE A., Protection de la santé publique et droit de la responsabilité, *Revue générale de droit médical*, numéro spécial - La protection de la santé publique, 2005, p. 105.
- * SMALLWOOD O. ET VIALLA F., L'ambivalence de la rétroactivité en matière d'infection nosocomiale, *Dalloz*, n° 10, 2006, p. 705.
- * STAPLETON JANE, Loss of the Chance of Cure from Cancer : *Gregg v. Scott*, *Modern Law Review*, 2005, p. 996.
- * VAYRE P., L'expert judiciaire face aux éléments médicaux de l'imputabilité et au lien de causalité en responsabilité chirurgicale, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, tome 189, n° 5, 2005, p. 979.
- * VUKMIR R. B., Medical malpractice : managing the risk, *Medicine and law*, vol. 23, nr. 3, 2004, p. 495.

Santé mentale et psychique

- DOYAL L., SHEATHER J., Mental health legislation should respect decision making capacity, *BMJ*, vol. 331, 2005, p. 1467.

SIDA, lutte contre les épidémies

- FRASER J., Ethics of HIV testing in general practice without informed consent. A case series, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 698.
- * Special focus: Emerging Issues in HIV/AIDS, *Health and Human Rights*, vol. 8, n° 2, 2005.
- * VAN WYK C., Blood transfusions, HIV and legal liability in South Africa, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 3, 2005, p. 615.

Système de santé, politique de la santé

- * BADEL M., Liberté et système de santé, *Revue de droit sanitaire et social*, n°6/2005, p. 951.
- * BELANGER M., La protection de la santé publique : aspects européens et internationaux, *Revue générale de droit médical*, numéro spécial - La protection de la santé publique, 2005, p. 21.
- * BEVIERE B., L'obligation vaccinale, *Revue générale de droit médical*, numéro spécial - La protection de la santé publique, 2005, p. 53.
- * BLUM J., CARSTENS P., TALIB N., The impacts of immigration on health systems, *Medicine and law*, Vol. 24, Nr. 2, 2005, p. 323.
- * BROWNSWORD R., Public health, private right : constitution and common law, *Medical law international*, vol. 7, n° 3, 2006, p. 201.
- * DELANDE G., AMIEL PH., Réforme Douste-Blazy : les difficultés de mise en œuvre des « contrats responsables », *Revue Droit & Santé*, n° 8, novembre 2005, p. 556.
- * DUTE J., World Health Organization Revision of the International Health Regulations, *European Journal of Health Law*, n° 3/2005, p. 269.
- * JACOBI J. V., Prison health, public health : obligations and opportunities, *American journal of law & medicine*, vol. 31, nr. 4, 2005, p. 447.
- * LONGO D. AND AL., The Long Road to Patient Safety. A Status Report on Patient Safety Systems, *Journal of American Medical Association*, 294 (2005), p. 2858.
- * MERINO M., Evolution récente et recodification de la partie réglementaire du Code de la santé publique, *Revue Droit & Santé*, n° 8, novembre 2005, p. 489.

- * PEETERS M., Free Movement of Medical Doctors: The new Directive 2005/36/EC on the Recognition of Professional Qualifications, *European Journal of Health Law*, n° 4/2005, p. 373.
- * ROWE A. AND AL., How can we achieve and maintain high-quality performance of health workers in low-resource settings ?, *Lancet*, 366 (2005), p. 1026.
- * SALMON D. AND AL., Compulsory vaccination and conscientious or philosophical exemptions : past, present, and future, *Lancet*, 367 (2006), p. 436.
- * STIX-HACKL C., Gesundheit in der erweiterten Union : Herausforderungen und Lösungsansätze, *Recht der Medizin*, 1/2006, p. 12.
- * TORNY D., L'administration sanitaire entre contraintes techniques et contraintes juridiques : l'exemple des maladies émergentes, *Revue générale de droit médical*, numéro spécial - La protection de la santé publique, 2005, p. 75.

Transplantations

- * APPEL JM., Defining death: when physicians and families differ, *Journal of Medical Ethics*, 31 (2005), p. 641.
- * JANSSEN A., GEVERS S., Explicit or presumed consent and organ donation post-mortem, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 3, 2005, p. 575.
- * SLABBERT M., OOSTHUIZEN H., Commercialization of human organs for transplantation : a view from South Africa, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 1, 2005, p. 191.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

- * A CURA DI C. VIAFORA E S. MOCELLIN, *L'argomentazione del giudizio bioetico : teorie a confronto*, Milano, Franco Angeli, 2006.
- * CONTIS M., *Secret médical et évolutions du système de santé*, Bordeaux, Etudes hospitalières, 2006.
- * JENNINGS B., KAEBNICK G. E. AND MURRAY T. H. (ED.), *Improving end of life care : why has it been so difficult ? : a Hastings center special report*, New York, Hastings Center, 2006.
- * MEYER C., *Le système doctrinal des aliments : contribution à la théorie générale de l'obligation alimentaire légale*, Berne, Peter Lang, 2006.

- * OST S., *An analytical study of the legal, moral and ethical aspects of the living phenomenon of euthanasia*, Lewiston, Edwin Mellen, 2006.
- * VIAFORA C., *Introduzione alla bioetica*, Milano, Franco Angeli, 2006.

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles /
Aufsätze

Assurances sociales

- * CAVEGN L., BÜHLER A., Assurances sociales en Suisse, *Bulletin des médecins suisses*, n° 8, 2006, p. 313.
- * DUC J.-L., Faut-il payer le droit de choisir son médecin en cas de soins hospitaliers ?, *SZS*, 6(2005), p. 533.
- * EUGSTER G., Die Unterscheidung zwischen grund- und zusatzversicherten Leistungen im Spitalbereich : Welche juristischen Kriterien sind massgeblich ?, *SZS*, 5(2005), p. 445.
- * GEISER M., Zum Programm Evaluation Komplementärmedizin PEK. Prüfung der Wirksamkeit der Komplementärmedizin auf politisch verordneten Abwegen, *Bulletin des médecins suisses*, n° 1, 2006, p. 25.
- * KIESER U., Entwicklungen im Sozialversicherungsrecht / Le point sur le droit des assurances sociales, *SJZ 101*, (2005) N° 23, p. 545.
- * KIESER U., Weniger Rente wegen hypothetischem Verdienst, *Plädoyer*, n° 6, 2005, p. 25.
- * LIPS W., Gesundheitliche Beschwerden am Bildschirmarbeitsplatz müssen nicht sein, *Anwaltspraxis (Pratique du barreau)*, Nr 1, 2006, p. 17.
- * MOSER M., Die Zuständigkeit der Kantonsregierung zur Tariffestsetzung nach KVG bei ausserkantonalen stationären Behandlungen, *SZS*, 1(2006), p. 16.
- * MOSIMANN H.-J., Gutachten : Präzisierungen zu Art. 44 ATSG, *SZS*, 5(2005), p. 477.

- * PIRROTTA J., Les troubles somatoformes douloureux du point de vue de l'assurance-invalidité, *SZS*, 6(2005), p. 517.
- * SUBILIA O., La nouvelle loi sur les allocations pour perte de gain et maternité, *AJP/PJA*, n° 12, 2005, p. 1469.
- * TOLCK C.-H., Evolution récente de l'assurance invalidité, *SNM News*, n° 48/2005, p. 9.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * GEHRING K., THEILER R., BREITSCHMID P., Weitergabe von Patientendaten an Versicherer im Spannungsfeld von Kostendruck und Persönlichkeitsrecht, *Bulletin des médecins suisses*, n° 50, 2005, p. 2751.
- * GILBERT M., L'interprète et le secret médical : cas clinique, *Plädoyer*, n° 1, 2006, p. 56.
- * KISSLING D., Die Mutterschutzverordnung – Herausforderung oder Überforderung?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 47, 2005, p. 2615.
- LEUBA A., TRITTEN C., Les directives anticipées en Suisse : quelques aspects juridiques, In : *Les directives anticipées : une façon pour chacune, chacun d'exprimer ses projets de vie*, (coll. Les cahiers de l'action sociale et de la santé), Genève, Médecine & hygiène, Département de l'action sociale et de la santé, 2005, p. 22-26.
- REVELLY J.-P., ZUERCHER-ZENKLUSEN, CHIOLERO R., Intégrer les préférences des patients dans les projets thérapeutiques de médecine intensive, *Revue médicale suisse*, n° 45, 14 décembre 2005, p. 2912.
- * SEELMANN K., Attitude à adopter face à des patients incapables de discernement, *Bulletin des médecins suisses*, n° 3, 2006, p. 101.
- * WIDMER W., Selbst- und Fremdbild der Patientinnen und Patienten im Spital, *Bulletin des médecins suisses*, n° 49, 2005, p. 2706.

Euthanasie et mort

- * KUNZ R., Rechtliche Fragen rund um die Selbsttötung, *Pro mente sana aktuell*, n° 4, 2005, p. 26.
- * NAU J.-Y., Justice, euthanasie : incohérences à la française, *Revue médicale suisse*, n° 50, 25 janvier 2006, p. 305.
- * RUDOLF G., Suizid und Suizidversuch : eine Einführung, *Pro mente sana aktuell*, n° 4, 2005, p. 6.

- * WEIL B., Ipsilon : Initiative zur Prävention von Suizid in der Schweiz, *Pro mente sana aktuell*, n° 4, 2005, p. 20.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * BLANCHARD N., Commission genevoise de surveillance des professions de la santé : jurisprudence récente, *Revue médicale suisse*, n° 45, 14 décembre 2005, p. 2946.
- * LÜTOLF U. M., Ärztliche Weiterbildung: Staats- oder Standesaufgabe? Oder gar eine Aufgabe für Fakultäten?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 48, 2005, p. 2648.

Génétique humaine et biotechnologies

- * KRAUS D., Oncomouse : des rongeurs, des souris et des hommes- Décision de la Chambre de recours technique de l'Organisation Européenne des brevets du 6 juillet 2004, *Sic !*, vol. 7/8 2005, p. 601.

Nouvelles techniques de l'information et santé

- * EGGLI S., MÜLLER U., EXADAKTYLOS A., RÖDER C., Vom Klinikinformationssystem zum Gesundheitsnetz: Zukunft der Datenverwaltung und Kommunikation in der Medizin, *Bulletin des médecins suisses*, n° 48, 2005, p. 2668.

Recherche biomédicale

- * ELGER B., La protection de la personnalité et des données : l'anonymisation irréversible comme dilemme éthique. Les directives «Biobanques» de l'Académie Suisse des Sciences Médicales, *Bulletin des médecins suisses*, n° 45, 2005, p. 2510.
- * KLEIST P., Der Einschluss von Frauen in klinische Arzneimittelstudien, *Bulletin des médecins suisses*, n° 48, 2005, p. 2665.

Responsabilité médicale

- * KUNZ R., ACKERMANN M., Assurance responsabilité civile professionnelle pour les médecins libres praticiens de Suisse: risque assurable ou état d'urgence?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 7, 2006, p. 274.
- * STEINER I., Der Dualismus von öffentlichem und privatem Recht in der Arzthaftung und seine Auswirkungen auf die Prozessführung, *Revue de la société des juristes bernois (ZBJV)*, 2, 2006, p. 101.

Santé mentale et psychique

- * ALBER C., RABOVSKY K., STOPPE G., Juristische und medizinethische Herausforderung. Zwangsbehandlung somatischer Leiden bei psychisch Kranken, *Bulletin des médecins suisses*, n° 2, 2006, p. 65.
- * GRAVIER B., RAGGENBASS R., GASSER J., Questions éthiques et cliniques posées par l'adoption de l'initiative sur l'internement à vie des délinquants particulièrement dangereux par le peuple suisse, *Bulletin des médecins suisses*, n° 8, 2006, p. 304.

Systeme de santé, politique de la santé

- * AUER A. Le droit face à la *political correctness* : la constitutionnalité de l'initiative populaire genevoise « fumée passive et santé », *AJP/PJA*, n° 1, 2006, p. 3.
- * BADER C.-R., La formation des médecins et des patients: un remède dans un monde de la santé en crise, *Bulletin des médecins suisses*, n° 51-52, 2005, p. 2823 (également en allemand p. 2826).
- * BAUMANN-HÖLZLE R., Faire Verteilung der Leistungen und Mittel im Gesundheitswesen als ethische Herausforderung, *Bulletin des médecins suisses*, n° 50, 2005, p. 2758.
- * BERTSCHI M., Assurance obligatoire des soins : couverture des soins par les cabinets médicaux, *Sécurité sociale*, 2005, n° 6, p. 370.
- * GERBER Y.-A., Coûts du système de santé et démographie, *Sécurité sociale*, 2005, n° 6, p. 365.
- * JAAG T., RÜSSLI M., Schutz vor Passivrauchen : verfassungsrechtliche Aspekte, *AJP/PJA*, n° 1, 2006, p. 21.
- * KUNZ R., SALATHÉ M., Soins palliatifs: prise en charge complète des patients atteints de maladies incurables ou chroniques et évolutives ou qui mettent la vie gravement en danger, *Bulletin des médecins suisses*, n° 48, 2005, p. 2655 (également en allemand p. 2652).
- * ROSSEL R., Coût des systèmes de santé, *Sécurité sociale*, 2006, n° 1, p. 46.
- * ROSSMANITH X., La carte européenne d'assurance-maladie – introduction en Europe et en Suisse, *Sécurité sociale*, 2005, n° 6, p. 374.
- * STAROBINSKI M., Avis médical sur un avis de droit, *Revue médicale suisse*, n° 44, 7 décembre 2005, p. 2885.

Transplantations

- * SEILER C. A., BISCHOFF P., NETT P. C., CANDINAS D., Abnehmende Organspendebereitschaft als nationales Problem: Im Engagement liegt der Lösungsansatz, *Bulletin des médecins suisses*, n° 4, 2006, p. 143.

**Ouvrages et Monographies /
Bücher und Monographien**

- * BAUMANN M., *Recht, Ethik, Medizin : eine Einführung ins juristische denken, nicht nur für Ethiker und Mediziner*, Bern, Peter Lang, 2005.
- *
* EBNER G. [et al.], *Psychiatrie et droit*, Zurich 2005.
- * MALK R., KAMPMANN T., INDRA P. (HRSG.), *DRG-Handbuch Schweiz : Grundlagen, Anwendungen, Auswirkungen und praktische Tipps für Anwender*, Bern, 2006.
- * WERRO F. [et al.], *La responsabilité civile. Etat de la jurisprudence et de la doctrine au 15 mars 2005*, Berne 2005.
- * WYLER R.(éd.), *Assurance sociale*, Berne 2005.

Cette rubrique présente les références des dernières parutions juridiques en matière de droit de la santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger. Ce numéro couvre en principe la période entre **le 1^{er} mars 2006 et le 30 juin 2006**.

Diese Rubrik gibt Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheitsrecht. Sie wird auf Grund von nahezu Hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der Schweiz und dem Ausland zusammengestellt. Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode **vom 1. März 2006 bis zum 30. Juni 2006**.

Ont collaboré à cette rubrique / An dieser Rubrik haben mitgewirkt :
Nathalie BRUNNER, Vincent CORPATAUX, Béatrice DESPLAND, Johanne GAGNEBIN,
Olivier GUILLOD, Agnès HERTIG-PEA, Daniel KRAUS, Jean PERRENOUD, Martine REHM
FUCHS, Dominique SPRUMONT, Céline TRITTEN, Marinette UMMEL, Christian VAN
GESSEL.

Législation/ Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

- * Conseil de l'Europe. Recommandation Rec(2006)7F du Comité des Ministres aux Etats membres sur la gestion de la sécurité des patients et de la prévention des événements indésirables dans les soins de santé (adoptée par le Comité des Ministres le 24 mai 2006, lors de la 965e réunion des Délégués des Ministres).
- * Conseil de l'Europe. Recommandation du Comité des Ministres Rec(2006)5F aux Etats membres sur le Plan d'action du Conseil de l'Europe pour la promotion des droits et de la pleine participation des personnes handicapées à la société : améliorer la qualité de vie des personnes handicapées en Europe 2006-2015 (adoptée par le Comité des Ministres le 5 avril 2006, lors de la 961e réunion des Délégués des Ministres).
- * Conseil de l'Europe. Recommandation du Comité des Ministres Rec(2006)5F aux Etats membres sur la recherche utilisant du matériel biologique d'origine

humaine (adoptée par le Comité des Ministres le 15 mars 2006, lors de la 958^e réunion des Délégués des Ministres).

- * Conseil de l'Europe. Recommandation 1547 (2006) de l'Assemblée parlementaire sur la Charte pénitentiaire européenne. Texte adopté par la Commission Permanente agissant au nom de l'Assemblée le 29 mai 2006.

II. Droit communautaire / Europarecht

(JOCE L 059 de 2006 à L 188 du 11 juillet 2006

et JOCE C 051 de 2006 à C 160 du 11 juillet 2006)

Droit édité/

Erlassenes Recht

- * Rectificatif au règlement (CE) n° 111/2005 du Conseil du 22 décembre 2004 fixant des règles pour la surveillance du commerce des précurseurs des drogues entre la Communauté et les pays tiers (JO L 22 du 26.1.2005), JO L 61 du 2 mars 2006, p. 23.
- * Décision de la Commission du 3 mars 2006 autorisant la mise sur le marché de denrées alimentaires contenant du maïs génétiquement modifié de la lignée 1507 (DAS-01507-1), consistant en ce maïs ou produites à partir de celui-ci, en application du règlement (CE) n° 1829/2003 du Parlement européen et du Conseil, JO L 70 du 9 mars 2006, p. 82.
- * Décision de la Commission du 27 mars 2006 modifiant pour la deuxième fois la décision 2005/758/CE en ce qui concerne l'extension des parties de la Croatie soumises à certaines mesures de protection relatives à l'influenza aviaire hautement pathogène [notifiée sous le numéro C(2006) 891], JO L 92 du 30 mars 2006, p. 15.
- * Décision de la Commission du 31 mars 2006 concernant certaines mesures de protection relatives à une suspicion d'influenza aviaire hautement pathogène en Suisse [notifiée sous le numéro C(2006) 1107], JO L 95 du 4 avril 2006, p. 9.
- * Décision de la Commission du 3 avril 2006 concernant certaines mesures de protection relatives à la présence de l'influenza aviaire hautement pathogène en Israël et abrogeant la décision 2006/227/CE [notifiée sous le numéro C(2006) 1245], JO L 96 du 5 avril 2006, p. 10.

- * Décision de la Commission du 4 avril 2006 modifiant la décision 92/452/CEE en ce qui concerne les équipes de collecte et de production d'embryons aux États-Unis d'Amérique [notifiée sous le numéro C(2006) 1248], JO L 99 du 7 avril 2006, p. 27.
- * Décision de la Commission du 7 avril 2006 modifiant la décision 2006/115/CE concernant certaines mesures de protection relatives à l'influenza aviaire hautement pathogène chez les oiseaux sauvages dans la Communauté [notifiée sous le numéro C(2006) 1480], JO L 103 du 12 avril 2006, p. 29.
- * Décision de la Commission du 12 avril 2006 portant nomination des membres du comité des médicaments orphelins, JO L 104 du 13 avril 2006, p. 54.
- * Décision de la Commission du 12 avril 2006 modifiant la décision 2006/135/CE en ce qui concerne la mise en place des zones A et B dans certains États membres à la suite de l'apparition de foyers d'influenza aviaire hautement pathogène [notifiée sous le numéro C(2006) 1583] , JO L 107 du 20 avril 2006, p. 44.
- * Rectificatif à la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (JO L 327 du 22.12.2000), JO L 113 du 27 avril 2006, p. 26.
- * Décision de la Commission du 16 mars 2006 portant approbation des programmes des États membres relatifs aux études sur la grippe aviaire chez les volailles et les oiseaux sauvages au titre de 2006 [notifiée sous le numéro C(2006) 780]), JO L 116 du 29 avril 2006, p. 61.
- * Décision de la Commission du 8 mai 2006 autorisant la République de Pologne à interdire sur son territoire l'utilisation de seize variétés de maïs génétiquement modifiées dérivées de la lignée MON 810, figurant dans le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles, conformément à la directive 2002/53/CE du Conseil [notifiée sous le numéro C(2006) 1795], JO L 124 du 11 mai 2006, p. 26.
- * Décision de la Commission du 29 mai 2006 modifiant la décision 2006/135/CE en ce qui concerne la mise en place des zones A et B dans certains États membres à la suite de l'apparition de foyers d'influenza aviaire hautement pathogène, JO L 148 du 2 juin 2006, p. 53.
- * Décision de la Commission du 1er juin 2006 modifiant la décision 92/452/CEE en ce qui concerne les équipes de collecte et de production d'embryons aux États-Unis d'Amérique, JO L 152 du 7 juin 2006, p. 32.
- * Décision de la Commission du 2 juin 2006 modifiant la décision 2005/710/CE concernant certaines mesures de protection relatives à l'influenza aviaire hautement pathogène en Roumanie, JO L 152 du 7 juin 2006, p. 34.
- * Règlement (CE) n° 816/2006 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant l'octroi de licences obligatoires pour des brevets visant la

fabrication de produits pharmaceutiques destinés à l'exportation vers des pays connaissant des problèmes de santé publique, JO L 157 du 9 juin 2006, p. 1.

- * Décision de la Commission du 7 juin 2006 modifiant les décisions 2005/710/CE, 2005/734/CE, 2005/758/CE, 2005/759/CE, 2005/760/CE, 2006/247/CE et 2006/265/CE en ce qui concerne certaines mesures de protection contre l'influenza aviaire hautement pathogène, JO L 158 du 10 juin 2006, p. 14.
- * Décision de la Commission du 14 juin 2006 concernant certaines mesures de protection relatives à l'influenza aviaire hautement pathogène du sous-type H5N1 chez les volailles dans la Communauté et abrogeant la décision 2006/135/CE [notifiée sous le numéro C(2006) 2400], JO L 164 du 16 juin 2006, p. 51.
- * Décision de la Commission du 14 juin 2006 concernant certaines mesures transitoires relatives à l'influenza aviaire hautement pathogène chez les volailles ou autres oiseaux captifs dans la Communauté [notifiée sous le numéro C(2006) 2402], JO L 164 du 16 juin 2006, p. 61.
- * Décision de la Commission du 23 juin 2006 modifiant la décision 2005/710/CE en ce qui concerne certaines mesures de protection relatives à l'influenza aviaire hautement pathogène en Roumanie [notifiée sous le numéro C(2006) 2421], JO L 173 du 27 juin 2006, p. 31.
- * Décision de la Commission du 23 juin 2006 fixant la participation financière de la Communauté aux dépenses engagées dans le contexte des mesures d'urgence pour lutter contre la grippe aviaire en Belgique en 2003 [notifiée sous le numéro C(2006) 2422], JO L 173 du 27 juin 2006, p. 33.
- * Décision de la Commission du 27 juin 2006 modifiant la décision 2006/148/CE relative à l'introduction de la vaccination préventive contre l'influenza aviaire hautement pathogène du type H5N1 en France et aux dispositions connexes en ce qui concerne les mouvements des animaux vaccinés dans ce pays [notifiée sous le numéro C(2006) 2875], JO L 174 du 28 juin 2006, p. 7.
- * Décision de la Commission du 6 juillet 2006 concernant des mesures visant à empêcher la propagation de l'influenza aviaire hautement pathogène causée par le sous-type H5N1 du virus de l'influenza A aux oiseaux détenus dans les jardins zoologiques et dans les organismes, instituts ou centres officiellement agréés des États membres et abrogeant la décision 2005/744/CE [notifiée sous le numéro C(2006) 3054], JO L 187 du 8 juin 2006, p. 37.

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

- Avis du Comité économique et social européen sur la Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (refonte) [COM(2005) 399 final — 2005/0166 (COD)], JO C 69 du 21 mars 2006, p. 22.

- Avis du Comité économique et social européen sur la Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action communautaire dans le domaine de la santé et de la protection des consommateurs (2007-2013) (COM(2005) 115 final — 2005/0042 (COD)), JO C 88 du 11 avril 2006, p. 1.
- Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1.4.2006 au 30.4.2006 (Publication en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil) et Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE, JO C 124 du 25 mai 2006, p. 4 et 11.
- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 90/385/CEE du Conseil du 20 juin 1990 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositifs médicaux implantables actifs, JO C 129 du 2 juin 2006, p. 2.
- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro, JO C 129 du 2 juin 2006, p. 2.
- Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 93/42/CEE du Conseil du 14 juin 1993 relative aux dispositifs médicaux, JO C 129 du 2 juin 2006, p. 8.
- Ligne directrice concernant la définition d'un risque potentiel grave pour la santé humaine ou animale ou pour l'environnement dans le cadre de l'article 33, paragraphes 1 et 2, de la directive 2001/82/CE — Mars 2006, JO C 132 du 7 juin 2006, p. 32.
- Position commune (CE) n° 7/2006 du 10 mars 2006 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité instituant la Communauté européenne, en vue de l'adoption d'un règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux médicaments à usage pédiatrique et modifiant le règlement (CEE) n° 1768/92, la directive 2001/20/CE, la directive 2001/83/CE et le règlement (CE) n° 726/2004, JO C 132E du 7 juin 2006, p. 1.
- Ligne directrice concernant la définition d'un risque potentiel grave pour la santé publique dans le cadre de l'article 29, paragraphes 1 et 2, de la directive 2001/83/CE — Mars 2006, JO C 133 du 8 juin 2006, p. 5.
- Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1.5.2006 au 31.5.2006 [Publication en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil] et [Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE], JO C 152 du 30 juin 2006, p. 8 et 14.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl>.

Droit édicté/

Erlassenes Recht

France/Frankreich

- * Décret no. 2006-121 du 6 février 2006 relatif à la recherche sur l'embryon et sur les cellules embryonnaires et modifiant le Code de la santé publique (dispositions réglementaires), Paris - February 6, 2006

**Rapports, Recommendations, Déclarations, Propositions, etc./
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

EUROPEAN SOCIETY OF HUMAN REPRODUCTION AND EMBRYOLOGY (ESHRE), The need for interaction between assisted reproduction technology and genetics : Recommendations of the European Societies of Human Genetics and Human Reproduction and Embryology, Grimbergen, *European Journal of Human Genetics*, May 1, 2006(2006) Vol:14

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

Droit édicté /

Erlassenes Recht

[RO/AS ET FF/BBL 2006 N° 10-26 (4 JUILLET 2006)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

- * Loi fédérale sur le marché intérieur, du 6 octobre 1995. Modification du 16 décembre 2005, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2006 (notamment art. 2 : liberté

d'accès au marché étendue à l'établissement commercial ; art. 3 : restriction des exceptions), RO 2006 2363.

- * Loi fédérale sur la protection des données, du 19 juin 1992. Modification du 24 mars 2006 (délai référendaire : 3 juillet 2006), FF 2006 3421.
- * Code civil suisse (Protection de la personnalité en cas de violence, de menaces ou de harcèlement). Modification du 23 juin 2006 (délai référendaire : 12 octobre 2006), FF 2006 5473.
- * Loi fédérale sur les professions médicales universitaires (Loi sur les professions médicales, LPMéd), du 23 juin 2006 (délai référendaire : 12 octobre 2006), FF 2006 5481.
- * Loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS) (Nouveau numéro d'assuré AVS). Modification du 23 juin 2006 (délai référendaire : 12 octobre 2006), FF 2006 5505.
- * Arrêté fédéral portant approbation du Protocole sur l'eau et la santé à la Convention de 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, du 23 juin 2006 (délai référendaire : 12 octobre 2006), FF 2006 5609.
- * Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire «Pour une caisse maladie unique et sociale», du 23 juin 2006 (soumission de l'initiative au vote du peuple et des cantons avec recommandation de rejet), FF 2006 5471.
- * Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal), du 27 juin 1995. Modification du 26 avril 2006, en vigueur dès le 10 mai 2006 (nombreuses dispositions, notamment suspension de l'assurance-maladie [art. 10a], projets pilotes pour la prise en charge de prestations à l'étranger [art. 36a], régime des médicaments [art. 64a ss], réserve minimale de sécurité des caisses [art. 78/4], réduction de primes [art. 90b ss]), RO 2006 1717.
- * Ordonnance du DFI sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins, OPAS), du 29 septembre 1995. Modification du 26 avril 2006, en vigueur dès le 10 mai 2006 (art. 30 ss ; règles applicables aux médicaments), RO 2006 1757.
- * Ordonnance sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire, du 3 juillet 2002. Modification du 26 avril 2006, en vigueur dès le 10 mai 2006 (modification des annexe 1 et 2), RO 2006 1727.
- * Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édition de la pharmacopée, du 9 novembre 2001. Modification du 11 mai 2006, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2006 (éditions déterminantes de la pharmacopée), RO 2006 1991.

- * Accord complémentaire du 23 mai 2006 à l'échange de notes du 11 décembre 2001 concernant la validité de la législation suisse sur les produits thérapeutiques au Liechtenstein, relatif à l'autorisation de mise sur le marché des médicaments contenant de nouvelles substances actives, entré en vigueur le 1^{er} juin 2006, RO 2006 2729.
- * Echange de notes du 23 mai 2006 entre la Suisse et le Liechtenstein relatif à l'autorisation de mise sur le marché des produits phytosanitaires contenant de nouvelles substances actives, entré en vigueur le 1^{er} juin 2006, RO 2006 2733.
- * Ordonnance instituant des mesures préventives urgentes destinées à empêcher l'introduction de la peste aviaire classique en Suisse, du 15 février 2006. Abrogation, avec effet au 1^{er} mai 2006, RO 2006 1761.
- * Ordonnance de l'OVF (1/06) instituant des mesures temporaires à la frontière pour lutter contre la peste aviaire classique, du 16 mars 2006, en vigueur dès le 4 avril 2006, RO 2006 1081.

**Messages, Rapports et Décisions Officiels /
Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse**

[FF/BBL 2006 N° 10-26 (4 JUILLET 2006)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

- * Message concernant la révision du droit de la tutelle (Protection de l'adulte, droit des personnes et droit de la filiation), approuvé par le Conseil fédéral le 28 juin : http://www.ejpd.admin.ch/ejpd/fr/home/themen/gesellschaft/ref_gesetzgebung/ref_vormundschaft.html
- * Message sur la modification de la loi sur les épidémies (Approvisionnement de la population en produits thérapeutiques), du 9 juin 2006, FF 2006 5333 (et propositions de modification p. 5349).
- * Réduction de primes dans l'assurance-maladie. Subsidés de la Confédération et des cantons; modèle de répartition pour l'année 2007 frontaliers inclus, communiqué par l'Office fédéral de la santé publique le 27 avril 2006, FF 2006 3894.
- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans le domaine de la médecine et de la santé publique, accordée à l'Hôpital Universitaire de Zurich (prolongation de 5 ans), du 28 mars 2006, FF 2006 3230.
- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, accordée à la *Klinik für Chirurgie, Spitalregion St. Gallen Rorschach*, du 4 avril 2006, FF 2006 3532.

- * Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, accordée au *Kinderspital Zürich* (prolongation de 5 ans), du 4 avril 2006, FF 2006 3536.
- * Autorisation générale pour registre de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, accordée au Registre fribourgeois des Tumeurs, du 23 mai 2006, FF 2006 4250.
- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet « *Aktenführung und Stigmatisierung Institutionelle Ausschlussprozesse am Beispiel der Aktion Kinder der Landstrasse 1929-73* », du 28 mars 2006, FF 2006 3232.
- * Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, pour le projet « Naissance de l'Asile de Bellelay et son développement jusqu'en 1965 », du 30 mai 2006, FF 2006 4497.
- * Rapport du Conseil fédéral sur la protection contre le tabagisme passif. Réponse au Postulat de la Commission fédérale de l'économie et des redevances du Conseil national (CER-N) 02.3379 «Protection des fumeurs passifs» du 9 juillet 2002, du 10 mars 2006, FF 2006 3547.
- * Rapport annuel du Conseil fédéral sur les activités de la Suisse au Conseil de l'Europe en 2005, du 31 mai 2006 (voir notamment p. 5302s pour le domaine de la santé), FF 2006 5287.
- * Préavis : Entwurf zur Teilrevision der Verordnung vom 27. Juni 1995 über die Krankenversicherung (KVV), RPW / DPC (droit et politique de la concurrence), 2006/1, p. 195.
- * Préavis : Bundesgesetz über die Krankenversicherung. Teilrevision. Verbesserung des Risikoausgleiches -Vernehmlassungsverfahren, RPW / DPC (droit et politique de la concurrence), 2005/4, p. 660.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(extrait du site de l'Institut du Fédéralisme, à Fribourg :

<http://www.federalism.ch/>)

Berne/Bern

- Verordnung über die Familienpflege für Patienten der staatlichen psychiatrischen Kliniken vom 26. November 2005, in Kraft ab 1. Januar 2006, BAG 05-122

Lucerne/Luzern

- * Verordnung über die Rechte und Pflichten der Chef-, der Co-Chef- und der Leitenden Ärztinnen und Ärzte des Kantons LU vom 18. November 2005, in Kraft ab 1. Januar 2006. G 2005 330

Vaud/Waadt

- * Loi sur les mesures d'aide et d'intégration pour personnes handicapées (LAIH) du 10 février 2004, entrée en vigueur le 1er janvier 2006, FAO 2004, N°21, p. 3

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

Belgique/Belgien

- * Avis du Conseil national de l'ordre des médecins. Code de déontologie médicale, chapitre IX (modification du 18 mars 2006). *Vie finissante*. Revue de droit de la santé, 2005-2006/5, p. 446.
- * Avis de la commission de la protection de la vie privée. *Liste des patients considérés comme potentiellement dangereux pour le médecin de garde*. Revue de droit de la santé, 2005-2006/5, p. 455.
- * Avis du Conseil national de l'ordre des médecins. projet de loi relatif au traitement et à l'informatisation des données ainsi qu'aux applications de la télémédecine. Revue de droit de la santé, 2005-2006/4, p. 356.

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

(<http://www.echr.coe.int>)

- ACEDH Arrêt Evans c/ Royaume-Uni du 7 mars 2006, Requête n° 6339/05.

Les embryons n'ont pas un droit indépendant à la vie. Il est nécessaire d'avoir le consentement du partenaire pour procéder à une procréation médicale assistée.

- ACEDH Décision sur la recevabilité Houdart et Vincent c/ France du 6 juin 2006, Requête n° 28807/4

Des médecins, inscrits à l'ordre des médecins de la ville de Paris, qui exercent la profession de journalistes dans un magazine de vulgarisation scientifique destiné au grand public, sont soumis au code de déontologie médicale, en raison de leur inscription à l'ordre des médecins. Ils doivent ainsi être prudents quant aux informations qu'ils donnent dans le domaine sanitaire.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

(<http://curia.eu.int/fr/index.htm>)

- * Affaire C-315/05 P : Arrêt de la Cour (cinquième chambre) du 28 juin 2006.
Demande de décision préjudicielle - Sozialgericht Köln - Interprétation de l'art. 6, sous 1) et 2), de la directive 89/105/CEE du Conseil, du 21 décembre 1988, concernant la transparence des mesures régissant la fixation des prix des médicaments à usage humain et leur inclusion dans le champ d'application des systèmes d'assurance-maladie (JO L 40, p. 8) - Notion de "liste positive" - Réglementation nationale prévoyant l'établissement d'une liste de médicaments, normalement en délivrance libre et non remboursables, qui peuvent exceptionnellement être couverts par le système national d'assurance-maladie lorsqu'ils constituent un traitement standard de certaines affections graves - Obligation de prendre la décision sur l'inclusion dans la liste dans un délai déterminé, de motiver le refus ainsi que d'informer le demandeur des moyens de recours dont il dispose
- Affaire T-176/04: Ordonnance du Tribunal de première instance du 6 mars 2006, Marcuccio/Commission, JO C 121 du 20 mai 2006, p. 12.
Fonctionnaires ; Sécurité sociale ; Accès aux informations relatives à l'existence d'un rapport médical ; Transmission après l'introduction du recours ; Non-lieu à statuer
- * Affaire C-137/04: Arrêt de la Cour (II^{ème} chambre) du 16 février 2006 (demande de décision préjudicielle du Regeringsrätten) — Amy Rockler/Försäkringskassan, anciennement Riksförsäkringsverket, JO C 131 du 3 juin 2006, p. 10.
Libre circulation des travailleurs. Fonctionnaires et agents des Communautés européennes Allocations parentales. Prise en compte de la période d'affiliation au régime commun d'assurance maladie des Communautés européennes.

- * Affaire C-177/04: Arrêt de la Cour (Grande chambre) du 14 mars 2006 — Commission des Communautés européennes/ République française, JO C 131 du 3 juin 2006, p. 10.
Manquement d'État. Directive 85/374/CEE. Responsabilité du fait des produits défectueux. Arrêt de la Cour constatant un manquement. Inexécution. Article 228 CE. Sanctions pécuniaires. Exécution partielle de l'arrêt en cours d'instance.

- * Affaires jointes C-443/04 et C-444/04: Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 27 avril 2006 (demandes de décision préjudicielle du Hoge Raad der Nederlanden) — H. A. Solleveld (C-443/04) et J.E. van den Hout-van Eijnsbergen (C-444/04)/Staatssecretaris van Financiën, JO C 143 du 17 juin 2006, p. 14.
Sixième directive TVA. Article 13, A, paragraphe 1, sous c). Exonérations. Prestations de soins à la personne effectuées dans le cadre de l'exercice des professions médicales et paramédicales. Traitements thérapeutiques dispensés par un physiothérapeute et un psychothérapeute. Définition par l'État membre concerné des professions paramédicales. Pouvoir d'appréciation. Limites.

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

Nation Unies/Vereinigten Staaten

Human rights law journal, vol. 26, issue 9-12, p. 348. UN Human Rights Committee (UN-HRCee), Geneva/New York - 24.X.05
Arbitray refusal of a legally authorized therapeutic abortion by doctors in a public-sector hospital . Physical pain and mental suffering (Pregnancy involving an anencephalic foetus) . Violation of Articles 2, 7, 17 and 24 CCPR . Llantoy Huaman v. Peru 2006.

Allemagne/Deutschland

- * Medizinrecht, Bd 24, Nr 6, Juni 2006, p. 361. LG Aachen, Urt. v. 26. 10. 2005 – 11 O 543 /03.
Intensivpflichtigen Patienten. Ärztliche Aufklärung. Medikamenten.

- * Medizinrecht, Bd 24, Nr 5, Mai 2006, p. 298. AG Berlin-Tiergarten, Urt. v. 13. 9. 2005 – (237) 1 Kap Js 2655 /04 (19 /05)
Absehen von Strafe bei Tötung auf Verlangen.

- * Medizinrecht, Bd 24, Nr 3, März 2006, p. 174. OLG München, Urt. v. 23. 9. 2004 – 1 U 5198/03 (LG München I).
Beweislastumkehr bei groben Diagnosefehlern.

Autriche/Österreich

- * Recht der Medizin, 03, Juni 2006, p. 90. OGH 7.3.2006, 5 Ob 165/05 h.
Wrongful birth: Umfang der ärztlichen Aufklärungspflicht bei pränataler Untersuchung.

Belgique/Belgien

- * Revue de droit de la santé, 2005-2006/5, p. 295. Cour d'appel d'Anvers, le 12 décembre 2001.

Responsabilité extracontractuelle. Clinique. Préposés. Responsabilité contractuelle. Chirurgien. Infection nosocomiale. Infection de la plaie postopératoire.

- * Revue de droit de la santé, 200572006/5, p. 301. Cour d'appel de Liège, le 24 mai 2004.
Responsabilité contractuelle. Chirurgien. Infection nosocomiale. Obligation de sécurité. Clause d'exonération.

France/Frankreich

- * Dalloz, n° 16, 2006, p. 1065. Cour de cassation, 1re civ., 7 avr. 2006.
Reconnaissance paternelle prénatale, adoption et accouchement sous X.
- * Dalloz, n° 16, 2006, p. 1068. Cour de cassation crim., 10 janvier 2006.
Condamnation d'individus coupables d'avoir transmis le virus du sida à l'occasion de rapports sexuels non protégés.
Avec un commentaire d' A. PROTHAIS.
- * Dalloz, n° 19, 2006, p. 1273. Cour de cassation, 1re civ., 24 janv. 2006.
Défectuosité. Vaccin hépatite B. Facteur déclenchant d'un syndrome. Autorisation de mise sur le marché.
- Gaz. Pal. année 2006, somm. n° 161, 10 juin 2006, p. 21. Cass. crim., 7 juillet 2005 Note par Dominique Viriot-Barrial.
Prescription pénale. Hormones de croissance. Mise sur le marché. Non-conformité aux exigences requises. Exercice de l'action publique. Prescription. a) Point de départ. Délit clandestin. Tromperie. b) Interruption. Acte interruptif. Acte d'instruction ou de poursuite. Infractions connexes.
- Gaz. Pal année 2006, somm. n° 161, 10 juin 2006, p. 61. CA Montpellier (1re Ch. B), 4 avril 2006 (2 espèces) Note par Laurent Pitet.
Médicaments. Laboratoire pharmaceutique. Responsabilité du fait des produits. Vaccin contre le virus de l'hépatite B. Survenance d'une sclérose en plaques. Imputation. Absence de lien de causalité. Absence de preuve du défaut du produit. Fondement. Défaut de présomption. Preuve à la charge du patient.
- Gaz. Pal année 2006, somm. n° 161, 10 juin 2006, p. 58. Cass. civ. 1re, 24 janvier 2006 (2 arrêts) [02.16.648] et [03.19.534] Note par Jean-Marie Job.
Produits pharmaceutiques. Responsabilité du fabricant. Produits défectueux: nouvelles précisions sur les conditions de mise en jeu de la responsabilité des laboratoires pour défaut de sécurité des médicaments ou l'importance réaffirmée de la notice.
- Gaz. Pal année 2006, somm. n° 161, 10 juin 2006, p. 32. Cass. civ. 1re, 24 janvier 2006 (3 arrêts) [02.13.775], [01.16.684] et [02.12.260] Note, par Mireille Bacache.
Médecine. Responsabilité. Naissance d'un enfant atteint d'un handicap. Réparation du préjudice subi par l'enfant du fait de son handicap. Intervention de la loi du 4 mars 2002 déclarée applicable aux instances en cours. Violation de l'article 1er du protocole n° 1 à la Convention EDH.

- ✱ Revue générale de droit médical, n° 17, 2005, p. 474, Cass. 1^{ère} cil., 21 juin 2005, clinique du Tonkin, Mutuelles du Mans Assurances IARD, n° 04-12066
Infection nosocomiale. Responsabilités partagées entre l'établissement et le médecin.

- ✱ Revue Générale de droit médical, n° 18, 2006, p. 328, Cour de cassation, 15 novembre 2005, chambre civile, n° 03-18669
Responsabilité du médecin, surveillance des patients, soins conformes aux prescriptions des médecins, obligation d'assurer la surveillance des patients. In casu, la Cour de cassation a estimé que le personnel infirmier chargé d'appliquer les prescriptions médicales est tenu, conformément à l'article 3 du décret n° 93-345 du 15 mars 1993, relatif aux actes professionnels et à l'exercice de la profession d'infirmier, applicable en la cause, et en l'absence d'information relative à un autre traitement médical, de vérifier la prise des médicaments prescrits lors du séjour dans l'établissement de santé et la surveillance de leurs effets. En l'absence d'information donnée à l'établissement de santé quant aux contre-indications d'un traitement anticoagulant et d'élément permettant de considérer que cet établissement avait connaissance du fait que la patiente prenait un tel traitement durant son séjour, le moyen tiré d'un manquement de la clinique à son obligation d'assurer la surveillance des patients et de leur donner des soins conformes aux prescriptions médicales est inopérant.

- ✱ Revue Droit & Santé, n° 10, 2006, p. 159, Cass. crim. 15 novembre 2005 : inédit pourvoi 05-82978
L'épilation au laser constitue un acte médical et doit donc être réalisée sous la responsabilité effective d'un médecin.

- ✱ Revue Droit & Santé, n° 11, 2006, p. 256, Civ. 1^{ère}, 24 janvier 2006, n° 04-16.110, inédit ; Civ. 1^{ère}, 7 février 2006, n° 04-17.097, inédit
Retour sur l'application rétroactive des arrêts « staphylocoques dorés » du 29 juin 1999 (commentaire d'Olivier Smallwood).

- ✱ Revue Droit & Santé, n° 11, 2006, p. 258, CAA Paris, 1^{er} février 2006, n° 02PA01211
Endogène ou Exogène... L'origine de l'infection comme caractère déterminant de la responsabilité d'un établissement public de santé (commentaire d'Olivier Smallwood).

- ✱ Revue Droit & Santé, n° 11, 2006, p. 270, Cass., 2^{ème} civ., 4 janvier 2006, pourvoi n° 05-13755 ; Cass., 1^{ère} civ., 7 février 2006 pourvoi n° 05-13679, n° 05-14571 et n° 04-20256
Précisions sur les éléments permettant d'établir l'imputabilité de la contamination par le virus de l'hépatite C (commentaire de Sophie Guigue).

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.jaac.admin.ch>. La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante :

<http://www.bger.ch/> pour tous les arrêts publiés par le Tribunal fédéral et

<http://www.bag.admin.ch/dokumentation/gesetzgebung/00710/01900/index.html?lang=fr> pour les arrêts concernant les assurances maladie et accident.

- * ATF 132 II 135 – Arrêt de la 2^e Cour de droit public du 13 janvier 2006.
La reconnaissance d'un diplôme étranger de médecin doit reposer sur un traité international. Il n'existe pas de traité entre la Suisse et l'Algérie. Un diplôme algérien reconnu à des fins purement académiques en France (accès à une formation postgrade) n'est pas reconnu à des fins professionnelles au sens de l'Accord sur la libre circulation des personnes et du droit communautaire pertinent. Pas de reconnaissance du diplôme en Suisse.
- * ATF 132 II 200 – Arrêt de la 2^e Cour de droit public du 21 février 2006.
Conditions auxquelles un médicament peut être dispensé de l'autorisation de mise sur le marché. Notion de spécialité de comptoir, fabriquée en petites quantités d'après une formule propre (art. 9 et 14 LPT_H).
- * ATF 132 III 257 – Arrêt de la 1^{ère} cour civile du 8 février 2006.
Obligation de l'employeur de prendre les mesures nécessaires à la protection de la santé du travailleur (art. 328 CO, art. 6 LTr). Protection contre les dangers de la fumée passive.
- * ATF 132 III 359 – Arrêt de la 1^{ère} cour civile du 20 décembre 2005.
Art. 394 ss CO; contrat de soins médicaux; stérilisation omise; responsabilité pour les frais d'entretien de l'enfant (non planifié) de la patiente. Etat de la doctrine quant à l'existence d'un dommage du fait que les parents doivent assumer les frais d'entretien de l'enfant à la suite d'une stérilisation omise (consid. 3.3). Diminution involontaire de la fortune (consid. 4.1). Réfutation des arguments avancés par ceux qui contestent le droit au remboursement des frais d'entretien (consid. 4.2-4.8).
- * ATF 132 IV 29 – Arrêt de la Cour de cassation du 8 décembre 2005.
Appréciation de la responsabilité pénale. Le fait qu'une personne soit traitée médicalement pour des troubles de stress post-traumatique n'est pas de nature à faire naître de sérieux doutes sur sa responsabilité pénale.
- * ATF 132 V 6 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 28 décembre 2005. (également dans RAMA 1/2006, p. 28).
Une décision négative du Conseil fédéral en matière de liste cantonale des hôpitaux (refus d'y inclure un hôpital ou inclusion avec un nombre réduit de

lits, même s'ils sont prévus pour des patients ayant une assurance complémentaire) n'est pas sujette à recours de droit administratif et n'entre pas dans le champ d'application de l'art. 6 CEDH (droit à un juge indépendant et impartial). Le recours de droit administratif n'est pas ouvert contre une décision négative du Conseil fédéral en matière de liste des hôpitaux. Par ailleurs, le refus d'inclure un hôpital dans la liste cantonale des hôpitaux n'entre pas dans le champ d'application de l'art. 6 par. 1 CEDH (même pour les lits réservés aux patients au bénéfice d'une assurance complémentaire dans des hôpitaux privés). Confirmation de la jurisprudence antérieure (ATF 126 V 172).

- * ATF 132 V 18 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 13 janvier 2006. (également dans RAMA 1/2006, p. 46)
Convention tarifaire entre pharmaciens et caisses-maladie instaurant le système du tiers payant. La caisse doit payer les médicaments fournis par le pharmacien même si une limitation thérapeutique, imputable au médecin et non reconnaissable pour le pharmacien, du médicament (en l'espèce : Xénical) figurant dans la liste des spécialités n'a pas été respectée.
- * ATF 132 V 32 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 9 novembre 2005.
L'autorisation d'effectuer une cure à domicile (art. 20 LAM) est subordonnée à la réalisation des conditions d'efficacité, d'adéquation et d'économicité (art. 16 LAM). Application par analogie de la jurisprudence en matière de LAMal pour l'appréciation du caractère économique dans l'assurance militaire.
- * ATF 132 V 46 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 28 novembre 2005.
L'adaptation orthopédique de chaussures de série (moyen auxiliaire selon les art. 43^{ter} LAVS et 2 OMAV) doit être qualifiée de prestation de maladie au sens du Règlement européen n° 1408/71. Pas de droit à la remise en Suisse pour un assuré au bénéfice d'une rente AVS domicilié en Espagne.
- * ATF 132 V 65 – Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 8 février 2006.
Evaluation de l'invalidité. Diagnostic de fibromyalgie. Application par analogie des principes jurisprudentiels développés en matière de troubles somatoformes douloureux pour apprécier le caractère invalidant d'une fibromyalgie.
- * Arrêt de la 2^e Cour civile du Tribunal fédéral, 5P.400/2005, du 21 novembre 2005, commenté par Ph. Meier in RDT 2006 90.
Médication forcée. Nécessité, sauf cas exceptionnel, d'avoir un intérêt actuel et pratique à recourir. Intérêt nié en l'espèce.
- * JAAC 70.19 S.B. AG. (Auszug aus dem Entscheid HM 04.086 der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel vom 30. Juli 2005 i. S. B. AG)
Médicaments. Preuve de la qualité dans la procédure de surveillance du marché. Examen de la conservation antimicrobienne adéquate. Caractère obligatoire de la pharmacopée européenne.
- * JAAC 70.20. Extrait du Jugement HM 04.091 de la Commission fédérale de recours en matière de produits thérapeutiques, du 14 juin 2005, dans la cause S.

Médicaments. Importation par un particulier de médicaments prêts à l'emploi non autorisés en Suisse. Petite quantité correspondant à la consommation personnelle. Renvoi à l'expéditrice de médicaments retenus à la frontière.

- * JAAC 70.21 S. T. AG. (Auszug aus dem Entscheid HM 05.098 der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel vom 2. Juni 2005 i.S. T. AG)
Médicaments. Sûreté de l'approvisionnement. Information du public par l'autorité. Extension de l'objet du litige. Contestation d'une décision de non-entrée en matière sur acte matériel. Droit à une décision de constatation.
- * JAAC 70.22 S. X. AG. (Auszug aus dem Entscheid HM 04.067 der Eidgenössischen Rekurskommission für Heilmittel vom 11. April 2005 i.S. X. AG)
Médicaments. Modification de l'autorisation de fabrication pour un site d'établissement supplémentaire. Objet du litige. Conditions d'autorisation relatives à l'établissement et aux personnes.
- * JdT 153 I 665, ATF 130 II 83.
Opposition, par l'administration cantonale, à la mention „sans adjonction de sucre“ apposée sur des emballages de jus d'orange. Tromperie. Art. 18 LDAI.
- * AJP/PJA 3/2006, p. 372 – Bundesgericht, Kassationshof, Urteil 6S.176/2004 vom 27.10.2004 (mit Bemerkungen von D. Häring).
Eventualvorsätzliche schwere Körperverletzung durch ungeschützten Sexualkontakt einer HIV-infizierten Person. Strafloße Mitwirkung an fremder Selbstgefährdung, wenn das Opfer um die Infektion weiss.
- * AJP/PJA 6/2006, p. 759 – Eidgenössisches Versicherungsgericht, Urteil I 745/03 vom 08. 02.2006 (mit Bemerkungen von R. Wiederkehr).
Art. 44 und Art. 49 ATSG. Ernennung eines Gutachters durch die IV-Stelle. Der Anordnung einer Begutachtung kommt grundsätzlich kein Verfügungscharakter zu. Einwände gegen die fachliche Qualifikation eines Sachverständigen führen nicht zu einer selbständigen Anfechtbarkeit des Entscheids. Werden dagegen Ausstandsgründe gemäss Art. 36 ATSG geltend gemacht, ist der Entscheid darüber selbständig anfechtbar.
- Die Praxis, Heft August 2005, Nr. 96 p. 696 (texte original en italien dans ATF 130 V 294 et également dans SVR 2004 KV Nr. 20, traduit en allemand).
Präzisierung der Rechtsprechung in ATF 129 V 80. Die obligatorische Krankenpflegeversicherung hat nicht für Kosten von Behandlungen aufzukommen, welche bis zum 20. Altersjahr zu Lasten der Invalidenversicherung hätten durchgeführt werden können, jedoch aus dem Einflussbereich des Krankenversichers entzogenen Gründen nicht wurden (Art. 25, 27, 31 Abs 1, 33 Abs 2 und 5 KVG ; Art. 33 lit.d KVV; Art. 19a Abs 1 lit. A und ABS 2 Ziff 22 KLV).
- Die Praxis, Heft November 2005, Nr 140, p. 954 (texte original en italien dans ATF 130 V 472, traduit en allemand).
Leistungspflicht für zahnärztliche Behandlungen, die mit einer Allgemeinerkrankung im Zusammenhang stehen ; Begriff der

Allgemeinerkrankung ; Brustkrebs (Art. 31 Abs 1, 33 Abs 2 und 5 KVG, Art. 33 lit. KVV ; Art. 18 KLV).

- Die Praxis, Heft Dezember 2005, Nr. 54, p. 1039 (texte original en français dans ATF 130 V 479 et également dans SVR 2005 KV Nr. 13, traduit en allemand).
Une personne hospitalisée en division commune d'une clinique privée du canton où elle habite, clinique figurant dans la planification hospitalière cantonale –ou par elle son assureur maladie- ne peut prétendre de ce canton la part des coûts imputables dans un hôpital public ou subventionné à la charge du canton.
- RAMA 1/2006, p. 3 – Arrêt du TFA du 4 novembre 2005 (K 90/03).
Le fait de se heurter sa mâchoire contre le volant d'une auto tamponneuse ne représente pas un accident au sens juridique ; il n'y pas de différence pertinente par rapport aux cas publiés précédemment : RAMA 1996, p. 199 ; RAMA 1998, p. 468.
- RAMA 1/2006, p. 6 – Arrêt du TFA du 2 novembre 2005 (K 129/03).
Un département cantonal, qui a statué en tant qu'autorité cantonale inférieure de recours et dont la décision a été annulée par le tribunal administratif du canton, n'a pas qualité pour former un recours de droit administratif au Tribunal fédéral des assurances (ATF 110 V 127).
- RAMA 1/2006, p. 19 – Arrêt du TFA du 22 décembre 2005 (K 194/00).
La teneur claire de l'art. 41, al. 3 LAMal exclut que, dans la détermination individuelle de la participation du canton de résidence aux coûts, les tarifs et les prix sur la base desquels la facturation concrète a été faite puissent être soumis, de manière générale et abstraite, à un examen d'admissibilité et de proportionnalité.
- RAMA 2/2006, p. 40 – Arrêt du TFA du 12 janvier 2006 (K 40/05).
Même après l'entrée en vigueur de la LPGA, il n'y a aucune base légale pour la perception d'intérêts de retard ou d'indemnisation sur les montants dus par les assurés à titre de participation aux coûts.
- RAMA 1/2006, p. 55 – Arrêt du TFA du 17 janvier 2006 (K 135/04).
Conditions auxquelles l'assurance obligatoire des soins prend en charge les frais de l'opération effectuée en vue d'éliminer une couche de graisse au moyen d'une plastie abdominale. Le défaut exclusivement esthétique n'est pas un critère pour l'obligation de prise en charge du traitement.
- RAMA 2/2006, p. 133 – Arrêt du TFA du 13 février 2006 (K 46/05).
Dans les cas de transsexualisme vrai, l'assurance obligatoire des soins doit prendre en charge la reconstitution des organes génitaux masculins au moyen d'un implant pénien.
- RAMA 2/2006, p. 136 – Arrêt du TFA du 6 mars 2006 (K 21/03).
Il n'y a pas lieu d'entrer en matière sur un recours de droit administratif déposé contre une décision sur recours du Conseil fédéral concernant la fixation du tarif hospitalier par le gouvernement cantonal. Aucune violation du droit à l'accès à un

tribunal selon l'art. 6, ch. 1 CEDH, pour autant que son application soit admise, question qui, en l'espèce, a été laissée ouverte.

- RAMA 2/2006, p. 147 – Arrêt du TFA du 6 mars 2006 (K 121/01).
L'art. 104, al. 1, let. a OAMal – qui fait dépendre l'exemption du paiement de la contribution aux frais hospitaliers non seulement d'un rapport relevant du droit de la famille, mais aussi de l'existence d'un ménage commun – est conforme à la loi et à la Constitution. Les autres réglementations en vigueur – notamment l'art. 27, al. 2 OLAA – ne peuvent être purement et simplement transposées dans l'assurance-maladie.
- RAMA 2/2006, p. 119 – Arrêt du TFA du 9 janvier 2006 (K 71/04, 73/04, 74/04, 75/04).
La résiliation des rapports d'assurance-maladie obligatoire donnée par écrit à l'assureur-maladie par l'association Pro Life – agissant en tant que représentante autorisée au nom des 29'000 membres de son association – est valable. L'action de l'assureur-maladie, portant sur la constatation que ces 29'000 personnes sont encore assurés auprès d'elle, est admissible.
- RAMA 2/2006, p. 150 – Arrêt du TFA du 7 mars 2006 (K 94/05).
Si les coûts facturés, d'après le tarif à la prestation, pour un assuré de l'assurance-maladie obligatoire dans la division semi-privée ou privée d'un hôpital public ou subventionné par les pouvoirs publics sont moins élevés que ceux qui seraient facturés selon le tarif forfaitaire applicable à la division commune de l'hôpital, les coûts seront facturés à l'assureur selon le tarif de l'assurance obligatoire des soins, et la subvention cantonale due selon la jurisprudence (ATF 127 V 422) et la loi fédérale urgente sera réduite.
- RAMA 2/2006, p. 170 – Arrêt du TFA du 1^{er} décembre 2005 (U 245/05).
En cas d'atteinte au tympan survenue chez une souffleuse pendant une représentation d'opéra, les éléments constitutifs de l'accident (soudaineté, caractère inhabituel) font défaut.
- * Rivista ticinese di diritto, II – 2005 p. 260 n° 53, TFA 8.4.2005 N. K 68/02
Art. 3 LAMal ; 6 cpv. 3 OAMal. Non solo gli ex funzionari di organizzazioni internazionali con sede in Svizzera e i loro familiari, bensì pure quelli di organizzazioni internazionali con sede all'estero hanno la possibilità, ai sensi dell'art. 6 cpv. 3 OAMal, di postulare l'esonero dall'obbligo assicurativo, nel caso in cui beneficino per le cure in Svizzera di una copertura assicurativa equivalente presso l'assicurazione malattia della loro primitiva organizzazione. Pertanto rientra nel campo di applicazione di tale disposto anche un ex funzionario del Consiglio d'Europa a Strasburgo rientrato in Svizzera.
- * Rivista ticinese di diritto, II – 2005 p. 265 n° 56, TFA 18.4.2005 N. U 166/04
Art. 9cpv. 1 OAINF ; 6 LAINF ; nozione di infortunio. Nella fattispecie relativa a un'assicurata di 35 anni con alle spalle una formazione riconosciuta dalla Croce Rossa Svizzera che, in qualità di stagista fisioterapista da circa 4 mesi presso una casa anziani, ha dovuto sostenere un paziente per evitarne l'improvvisa caduta, riportando dei dolori alla zona cervicale è ammessa, quale caso limite, l'esistenza di un fattore straordinario e quindi di un

infortunio. Va riconosciuto che lo sforzo profuso dall'assicurata che pesava 57 kg per sopportare il peso del paziente di 84 kg ha ecceduto il quadro abituale della sua attività, in quanto in primo luogo, l'assicurata non ha avuto altra scelta se non quella di intervenire con uno sforzo violento e repentino per sostenere il paziente. In secondo luogo, il peso del degente in questione eccedeva di gran lunga quello dell'assicurata. Infine un tale peso associato alla componente di accelerazione naturalmente innescata dalla perdita di equilibrio del paziente, che si è lasciato completamente andare, ha richiesto uno sforzo superiore rispetto a quello che avrebbe determinato la sua massa non in movimento.

- sic! 1/2006 p. 33, „Radiokörper“ Eidgenössische Rekurskommission für geistiges Eigentum vom 3. August 2005.
Verneinung der Unterscheidungskraft für einen Radiokörper.
- sic ! 2/2006 p. 86, „Proteos/Protos, Commission fédérale de recours en matière de propriété intellectuelle du 17 juin 2006,
Similarité entre d'une part les produits pharmaceutiques et d'autre part les appareils et instruments chirurgicaux et médicaux ainsi que les instruments médicaux avec une fonction thérapeutique.
- sic! 5/2006 p. 341, Eidgenössische Rekurskommission für geistiges Eigentum vom 20. Februar 2006.
Keine Gleichartigkeit zwischen Heilmitteln einerseits und chemischen Erzeugnissen zur Erforschung von Krankheiten und Forschungs- und Beratungsdienstleistungen andererseits.

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

Argovie/Aarau

- * AAGV 2004, Nr. 58, p. 239, Entscheid des Verwaltungsgerichts, 1. Kammer, vom 17. Februar 2004 in Sachen MB gegen Verfügung des Bezirksarztes B.
Örtliche Zuständigkeit bei interkantonaalem Sachverhalt; Notfalleinweisung eines ausserkantonalen Beschwerdeführers durch einen aargauischen Bezirksarzt in eine ausserkantonale Klinik.
- AAGV 2004, Nr. 59, p. 242, Entscheid des Verwaltungsgerichts, 1. Kammer, vom 11. mai 2004 in Sachen z.R. gegen den Entscheid der Klinik Königsfelden.
Rechtliches Gehör, nichtiger Zwangsmassnahmenentscheid (ZME); Anordnung und Ausgestaltung der Isolation.

Bâle/Basel

- * BJM 1/2006 p. 38
Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge, Bundesgesetz über allgemeinen Teil des Sozialversicherungsrechts BS

Bindung der Vorsorgeeinrichtung an den von der IV festgesetzten Invaliditätsgrad (Art. 23 BVG) und an die Rechtsgrundsätze des allgemeinen Sozialversicherungsrecht. Zur Bestimmung des Art. 43 Abs 3 ATSG (Untersuchungsmaxime)

Genève/Genf

- Semaine judiciaire, Vol. I, n°8, 2006 p. 98, Cour des assurances sociales, audience du 21 septembre 2005.

Greffe de foie à partir d'un donneur vivant. Admissibilité du traitement. Remboursement par l'assurance obligatoire de soins.

La transplantation à partir d'un donneur vivant est une mesure efficace, appropriée et économique au sens de l'art. 32 al. 1 LAMal. Le prélèvement d'organe est possible pour autant que la personne vivante, majeure et capable de discernement ait donné librement son consentement, qu'il n'en résulte pas de risques sérieux pour sa vie ou pour sa santé et que le receveur ne puisse pas être traité avec une efficacité comparable par une autre méthode thérapeutique. Des motifs d'ordre éthique ne s'opposent pas à la prise en charge par l'assurance-maladie obligatoire d'une transplantation du foie à partir d'un donneur vivant pour autant que des mesures d'accompagnement soient prises pour le donneur et le receveur et que le coût de la préparation du traitement et du suivi soit pris en charge par l'assurance-maladie du receveur. Contrairement au texte du chiffre 1.2 (dans sa version valable jusqu'au 30 juin 2005) de l'annexe 1 à l'OPAS, il faut admettre la prise en charge, par l'assurance obligatoire des soins, d'une transplantation hépatique – et de ses suites_ à partir d'un donneur vivant.

Jura

- * Recueil de jurisprudence du canton du Jura, RJJ III 2005 p. 145. Arrêt du Tribunal fédéral des assurances du 5 août 2004

Notion d'accident. Arrêt cardiaque (suivi d'un coma) à l'introduction d'une anesthésie pratiquée en vue d'une intervention chirurgicale. Conditions exigées pour savoir si un acte médical est comme tel un facteur extraordinaire au sens de l'art. 9 al. 1 OLAA.

- Recueil de jurisprudence du canton du Jura, RJJ III 2005 p. 154. Tribunal cantonal - Cour civile.

Accidentée souffrant d'un syndrome lombo-cervico-cérébral chronique post-traumatique, suivi d'un syndrome dépressif sévère. Causalité naturelle ; causalité dépassante ; causalité outrepassante. Calcul du dommage. Tort moral. Frais de mandataire (droit au remboursement).

Lucerne/Luzern

- * Luzerner Gerichts- und Verwaltung LGVE 2005 II Nr. 36, Verwaltungsgericht du 17.11.2005,

Art. 29 Abs. 2 BV; Art. 61 lit. c ATSG; Art. 59 Abs. 2 IVG; Art. 49 IVV. Bei den Einträgen des Regionalen ärztlichen Dienstes (RAD) im Verlaufsprotokoll gemäss Art. 49 Abs. 3 IVV handelt es sich um die Abgabe von Ergebnissen der medizinischen Leistungsprüfung und um die Empfehlung zur weiteren Dossierbehandlung zu Händen der IV-Stelle. Dabei geht es um einen versicherungsinternen Entscheidungsprozess. Die Nennung des vollen Namens bzw. der Facharzttitel der beteiligten RAD-Ärztinnen und -Ärzte ist dabei nicht

notwendig. Auf diese Art und Weise produzierte interne Aktenstücke hat das Gericht im Rahmen der freien Beweiswürdigung zu berücksichtigen. Das rechtliche Gehör eines Versicherten wird bei diesem Vorgehen nicht verletzt.

Neuchâtel/Neuenburg

- * Arrêt du Tribunal administratif du 1.7.2005, RJN 2005 228.

Art. 7, 8, 43 LPGA ; 4 LAI ; 69 RAI. Lorsque le médecin traitant généraliste de l'assuré indique qu'une longue toxicomanie (in casu 28 ans) est susceptible d'avoir entraîné au fil du temps une atteinte à la santé mentale provoquant une diminution de la capacité de travail et de gain, l'office AI ne peut rejeter une demande de rente en se fondant sur une ancienne expertise psychiatrique (de plus de 15 ans) concluant à ce que la toxicomanie initiale ne découle pas d'une atteinte à la santé physique ou mentale.

Compte tenu de ce nouveau substrat médical, il lui incombe d'ordonner une nouvelle expertise.

Il appartient également à l'expert d'examiner si le refus par le recourant d'un traitement psychiatrique contrevient à l'obligation générale faite à tout assuré dans le domaine des assurances sociales de mettre en œuvre toute mesure susceptible de diminuer son dommage.

Tessin/Ticino

- * Rivista ticinese di diritto, II – 2005 p. 256 n° 52, TCA 25.1.2005 N. 36.2004.142-143

Art. 3 LAMal ; 2 cpv. 7 OAMal. I cittadini stranieri che dispongono in Svizzera di un permesso di dimora in Svizzera per persone senza attività lucrativa secondo l'ALC sono esonerati dall'obbligo dell'assicurazione contro le malattie se all'estero beneficiano di una copertura assicurativa equivalente per le cure in Svizzera e se l'assicuratore estero attesta che le sue prestazioni corrispondono "grossomodo" a quelle previste dalla LAMal. La richiesta formulata dall'IAS nei confronti dell'assicuratore estero di due cittadini inglesi con permesso di dimora in Svizzera per persone senza attività lucrativa di certificare la copertura in forma completa delle medesime prestazioni previste dalla LAMal e dall'Ordinanza è dunque eccessiva.

- * Rivista ticinese di diritto, II – 2005 p. 263 n° 54, TCA 25.4.2005 N. 36.2004.47

Art. 19a cpv. 1 lett. a OPre ; 25, 31 cpv. 1, 33 cpv. 1, 33. cpv. 2 e 5 LAMal ; 33 lett. d OAMal, cure dentarie conseguenti a un'infermità congenita. Con la STFA pubblicata in DTF 130 V 294, il TFA, nel caso di un'assicurata affetta da una patologia congenita nota come prognatismo inferiore che ha iniziato le relative cure dentarie oltre dieci anni dopo il compimento del 20° anno di età, ha stabilito che sono necessarie, ai sensi dell'art. 19a cpv. 1 lett. a OPre, e quindi vanno a carico dell'assicurazione obbligatoria contro le malattie, solo quelle cure dentarie conseguenti a infermità congenite che, per ragioni di indicazione medica, richiedono un intervento al di là del 20° anno di età e non quelle che avrebbero potuto essere eseguite entro tale limite temporale. La causa è stata rinviata al TCA. Il TCA ha escluso che nel caso di specie l'assicurazione obbligatoria contro le malattie debba essere chiamata a rispondere delle spese relative alla cura dentaria. Infatti, dalle verifiche esperite non è scaturito nessun elemento medico concreto che permetta di ritenere la necessità di iniziare la cura solo dopo i venti anni.

- ✱ *Rivista ticinese di diritto, II – 2005 p. 264 n° 55, TCA 23.3.2005 N. 35.2004.59*
Art. 6, 24 LAINF ; 36 OAINF ; 45 LPGA. Nel caso di un assicurato le cui gambe sono rimaste incastrate e schiacciate per ore dalla lamiera contorta della cabina di comando di un'autogru da lui manovrata, considerato il tipo di trauma subito e il fatto che l'articolazione sotto-talare, dove è stata diagnostica una frattura, e quella sotto-astraglica sono delle strutture attigue, è dato, secondo il principio della verosimiglianza preponderante, un nesso di causalità naturale fra il referto oggettivabile a quell'ultimo livello e l'infortunio patito, come valutato dal medico chirurgo ortopedico interpellato dall'assicurato. L'assicurato ha, pertanto, diritto a un'indennità per menomazione dell'integrità del 5 % in considerazione delle limitazioni funzionali della caviglia e della lieve artrosi. I costi relativi al referto del medico ortopedico consultato dall'assicurato e ai provvedimenti diagnostici da lui predisposti vanno a carico dell'assicurazione infortuni, poiché essi si sono dimostrati necessari ai fini di un convincente accertamento della fattispecie.

- ✱ *Rivista ticinese di diritto, II – 2005 p. 265 n° 57, TCA 8.3.2005 N. 35.2004.41*
Art. 9 cpv. 1 OAINF ; 6 LAINF ; nozione di infortunio (atto medico). Il fatto di avere colpito con l'ago la radice nervosa S1 che ha provocato un movimento brusco della gamba dell'assicurata e in ultima analisi la lesione radicolare, pur costituendo un errore oppure un'imperizia dell'anestesista, non va considerato in sé un atto di imperizia grossolana e straordinaria. Inoltre, con la lesione della radice nervosa si è realizzato un rischio conosciuto, seppur raro, in caso di esecuzione di un'anestesia spinale. Riguardo al rimprovero mosso dall'assicurata nei confronti del medico di non essere stata adeguatamente informata circa i rischi connessi a un tale atto medico, va osservato che la problematica dell'obbligo di informare non è rilevante in relazione alla questione di sapere se un determinato atto medico è o meno costitutivo di un infortunio, bensì soltanto dal punto di vista della responsabilità civile. In simili condizioni il danno alla salute non è stato provocato da un infortunio.

- ✱ *Rivista ticinese di diritto, II – 2005 p. 266 n° 58, TCA 2.5.2005 N. 35.2004.103*
Art. 11 OAINF ; 6 LAINF ; ricaduta di un infortunio. I disturbi al ginocchio accusati da un'assicurata che hanno condotto all'annuncio di ricaduta e a un'artroscopia non sono in relazione di causalità, almeno con il grado di verosimiglianza preponderante, con una precedente caduta assunta dall'assicuratore LAINF. L'annuncio di ricaduta e il citato intervento sono, infatti, stati determinati da un'ulcera cartilaginea di origine morbosa e non dalla lesione meniscale che, nonostante l'origine traumatica, non era ancora così ampia da provocare dolori e richiedere l'artroscopia. Ciò è confermato pure dall'assenza di sintomi « ponte » tra il precedente sinistro e i disturbi al ginocchio oggetto della notifica all'istituto assicuratore. Pertanto per tale problematica non può essere riconosciuta la responsabilità di quest'ultimo.

Valais/Wallis

- ✱ *RVJ/ZWR 2/2006, p. 162 – Zivilgerichtshof I, Urteil vom 18. April 2005.*
Haftung des Arztes und des Spitals für durchkreuzte Familienplanung; Kosten des nicht geplanten Kindes als Schaden.

Zürich/Zurich

- * Plädoyer 2/2006, p. 82 – Urteil des Sozialversicherungsgerichts des Kantons Zürich vom 30. November 2005, rechtskräftig (UV.2004.00261).
Eine verunfallte Person muss dem Unfallversicherer nicht die ganze Krankengeschichte offen legen. Ihre Mitwirkungspflicht ist begrenzt durch die Zumutbarkeit.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles /
Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * AIGNER G., Behandlungsschäden durch Produktfehler : Beweisnotstand des Patienten ?, *Recht der Medizin*, 03, Juni 2006, p. 67.
- * CALAME T., Urteil des EuGH von 21. April 2005, Ergänzende Schutzzertifikate für Arzneimittel Staatvertrag mit Liechtenstein angepasst, *sic!*, 9/2005 p. 694.
- * GROSS T., Neues zur Abgrenzung zwischen Lebensmittel und Arzneimittel, *EuZW*, H. 6/2006, p. 172.
- * HICHRI G., MAILLOLS A.-C., Méthodologie de la responsabilité du fait des produits de santé, *Revue Droit & Santé*, N° 11, 2006, p. 243.
- * STROUN B., How the US Drug Safety System Should Be Changed. *Journal of American Medical Association*, 295 (2006), p. 2072.

Assurances sociales

- * CORPART I., Plus de solidarité familiale pour l'avenir des enfants handicapés, *Semaine juridique*, n° 14, avril 2006, p. 661.

- * GLIED S. AND AL., Better Behavioral Health Care Coverage for Everyone. *New England Journal of Medicine*, 354 (2006), p. 1415.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * BERND-RÜDIGER K., Der postmortale Geheimnisschutz, *Medizinrecht*, Bd 24, Nr 4, April 2006, p. 205.
- * BOUSSARD S., La conciliation du secret médical et du droit à l'information, *Revue générale de droit médical*, N° 17, 2005, p. 247.
- * BRIDGES K.M., An anthropological meditation on *ex parte anonymous* : a judicial bypass procedure for an adolescent's abortion, *California law review*, vol. 94, n° 1, January 2006, p. 215.
- * CIMAR L., La situation juridique du patient inconscient en fin de vie, *Revue de droit sanitaire et social*, n°3, mai-juin 2006, p. 470.
- * CLERCKX J., l'embryon humain : le législateur, le début de vie et la loi relative à la bioéthique, *Revue du droit public*, mai-juin 2006, n° 3, t. 122, p. 736.
- * CORPART Isabelle, Plus de solidarité familiale pour l'avenir des enfants handicapés, *La Semaine Juridique, édition générale*, N° 14, 5 avril 2006, p. 661.
- * DUPRET B., Le corps mis au langage du droit : comment conférer à la nature une pertinence juridique, *Droit et société*, n° 61 / 2005, p. 627.
- * DUPUIS O., Le droit à l'information des personnes relevant de l'entourage du patient, *Revue Droit & Santé*, N° 10, 2006, p. 173.
- * EPSTEIN M., Why effective consent presupposes autonomous authorisation: a counterorthodox argument. *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p. 342.
- * FAVIER Y., La défaillance parentale en matière de santé : protection judiciaire et protection médicale, *Revue générale de droit médical*, N° 17, 2005, p. 51.
- * FERRAND F., Heimlich eingeholte DNA-Vaterschaftstests und deren Verwertung im Zivilprozess : Deutsch-französische rechtsvergleichende Lösungsansätze, *Zeitschrift für europäisches Privatrecht*, 2/2006, p. 436.
- * GALLOUX J.-C. ET GAUMONT-PRAT H., Droits et libertés corporels, *Dalloz*, n° 18, p. 1200.
- * JONES R.B., Effect of different forms of information produced for cancer patients on their use of the information, social support, and anxiety: randomised trial, *British Medical Journal*, vol. 332, nr 7547, 2006, p. 942.
- * KRONES T. et al., Kinderwunsch und Wunsch Kinder Möglichkeiten und Grenzen der In-vitro-Fertilisations-Behandlung, *Ethik in der Medizin*, Bd 18, Nr 1, März 2006, p. 51.

- * LAMBERT-GARREL Lucile, La stérilisation des personnes handicapées majeures (note sur la loi L. n° 2001-588, 4 juillet 2001 : JO du 7 juillet CE 26 septembre 2005, req. n° 248357), *Revue Droit & Santé*, N° 9, 2006, p. 65.
- * NEIDERT R., Embryonenschutz im Zwiespalt zwischen staatlichem Gesetz und ärztlicher Lex artis, ZRP, 3/2006, p. 85.
- * PEREZ H., POLERE P., Arrêt de la première chambre civile de la Cour de cassation du 7 décembre 2004 – Arrêt n° 1791 FS-P+B – Pourvoi n° W 02-12.539 (commentaire, secret médical et assurances), *Revue générale de droit médical*, N° 18, 2006, p. 245.
- * PEREZ-CARCELES MD. AND AL., Primary care confidentiality for Spanish adolescents: fact or fiction? *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p. 329.
- * PLOEM M.C., Towards an Appropriate Privacy Regime for Medical Data Research, *European Journal of Health Law*, n° 1/2006, p. 41.
- * PUILL B., La responsabilité civile des parents à l'égard de la santé de leurs enfants, *Revue générale de droit médical*, N° 17, 2005, p. 79.
- * RAIMBAULT P., Le corps humain après la mort : quand les juristes jouent au « cadavre exquis », *Droit et société*, n° 61 / 2005, p. 817.
- * RAJA C., MOREL K., VIALLA F., LAMBERT-GARREL L., La Cour de Strasbourg et les droits de l'homme né handicapé, *Revue Droit & Santé*, N° 9, 2006, p. 12.
- * ROTHÄRMEL S., Rechtsfragen der medizinischen Intervention bei Intersexualität , *Medizinrecht*, Bd 24, Nr 5, Mai 2006, p. 274.
- * SIROUX D., Filiations dissociées et accès aux origines: un chemin difficile entre secret et mensonge, anonymat et vérité(s), *Gazette du Palais*, année 2006, doct. n° 161, 10 juin 2006, p. 26.
- * SOUMY I., L'effet horizontal de l'article 5, §1, première phrase comme limite à la tyrannie familiale : L'affaire Storck c. Allemagne du 16 juin 2005, *Revue trimestrielle des droits de l'Homme*, n° 66, 2006, p.237.
- * TAGLIONE Catherine, La personne de confiance : facteur de progrès ou source de difficultés à venir ? Réflexions autour d'un dispositif juridique incertain, *Revue générale de droit médical*, N° 17, 2005, p. 397.
- * VIALLA François, A propos des décrets du 6 février 2006, *Revue Droit & Santé*, N° 11, 2006, p. 229.
- * VIENNOIS J.-P., La représentation de l'enfant dans le contrat médical, *Revue générale de droit médical*, N° 17, 2005, p. 37.

Ethique biomédicale

- * BYK C., Bioéthique : législation, jurisprudence et avis des instances d'éthique (chronique), *La Semaine Juridique, édition générale*, N° 18, 3 mai 2006, p. 899.
- * FORTIER C., Qui décide en matière de bioéthique ? L'apport de la loi du 6 août 2004, *Revue générale de droit médical*, N° 17, 2005, p. 181.
- * GEVERS S., Abortion Legislation and the Future of the « Counseling Model », *European Journal of Health Law*, n° 1/2006, p. 27.
- * ISASI R. M., KNOPPERS B. M., Mind the Gap : Policy Approaches to Embryonic Stem Cell and Cloning Research in 50 Countries, *European Journal of Health Law*, n° 1/2006, p. 9.
- * MURTAGH FEM. AND AL., Evaluation and ethical review of a tool to explore patient preferences for information and involvement in decision making, *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p. 311.
- * NORTVEDT P., Medical ethics manual: does it serve its purpose?, *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p.159.
- * PEDROT P., La santé de l'enfant et la loi du 6 août 2004 relative à la bioéthique, *Revue générale de droit médical*, N° 17, 2005, p. 103.
- * THIERRY J.-B., Quelle place pour la bioéthique en droit pénal ?, *Revue générale de droit médical*, N° 17, 2005, p. 167.

Euthanasie et soins palliatifs

- BOSSHARD G., DE STOUTZ N., BÄR W., Eine gesetzliche Regulierung des Umgangs mit Opiaten und Sedativa bei medizinischen Entscheidungen am Lebensende?, *Ethik in der Medizin*, Bd 18, Nr 2, Juni 2006, p. 120.
- * COEHLO J., Lecture des décrets d'application de la loi du 22 avril 2005 sur la fin de la vie, *Droit déontologie & soin*, vol. 6, n° 1, mars 2006, p. 57.
- * COEHLO J., La France est-elle sur la voie de la dépénalisation de l'euthanasie, *Médecine & droit*, n°77, mars-avril 2006, p. 61.
- * DAHL E. AND AL. The case for physician assisted suicide : how can it possibly be proven? *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p. 335.
- DREIFUSS-NETTER F., Les directives anticipées: de l'autonomie de la volonté à l'autonomie de la personne, *Gazette du Palais*, année 2006, doct. n° 161, 10 juin 2006, p. 23.
- GOMES B., IRENE J HIGGINSON I. J., Factors influencing death at home in terminally ill patients with cancer: systematic review, *British Medical Journal*, 2006, vol. 332, n° 7540, p. 515.G

- GOSTIN LO., Physician-Assisted Suicide. A Legitimate Medical Practice ? *Journal of American Medical Association*, 295 (2006), p. 1941.
- * HOLZHAUER H., Patientenautonomie, Patientenverfügung und Sterbehilfe, *FamRZ*, H. 8, 2006, p. 518.
- * KUSMIN B.J., Swing low sweet chariot : abandoning the disinterested witness requirement for advance directives, *American journal of law & medicine*, Vol. 32, nr. 1, 2006, p. 93.
- * LINDNER J. F., Grundrechtsfragen aktiver Sterbehilfe, *Juristen Zeitung*, 61 Jg., Nr. 8, 2006, p. 373.
- * PELLERIN D., A propos de l'euthanasie, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, Tome 190, janvier 2006, n°1, p. 239.
- * SKENE L., Terminaly ill infants, parents and the courts, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 4, 2005, p. 663.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * ENGELMANN K., Die Kontrolle medizinischer Standards durch die Sozialgerichtsbarkeit , *Medizinrecht*, Bd. 24, Nr. 5, Mai 2006, p. 245.
- * HALLOUIN J.-C., L'organisation juridique des pharmacies d'officine, *Revue générale de droit médical*, N° 18, 2006, p. 23.
- * LYNCH M., McNALLY R., "science", "sens commun" et preuve ADN : une controverse judiciaire à propos de la compréhension publique de la science, *Droit et société*, n° 61 / 2005, p. 655.
- * MATOESIAN G., L'ambivalence sociologique du témoignage expert : conflit discursif dans la constitution de l'identité juridique, *Droit et société*, n° 61 / 2005, p. 719.
- * PAIN-MASBRENIER M.-T., Le dossier médical personnel, *Revue générale de droit médical*, N° 18, 2006, p. 217.
- * SIGNORET M.-C., Approche de la déontologie médicale par l'étude de la liberté thérapeutique, *Revue générale de droit médical*, N° 18, 2006, p. 277.

Génétique humaine et biotechnologies

- * BELL MDD., The UK Human Tissue Act and consent surrendering a fundamental principle to transplantation need, *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p. 283.

- * LOUIS-PECHA A., Possibilités de repérages anténatals de l'état de santé, état du droit positif en matière de diagnostics, *Revue générale de droit médical*, N° 17, 2005, p. 13.

Médecine légale

- * BOHENSKY M. ET AL, Experience with practice guidelines for medico-legal death investigations : the case of falls-related deaths in hospitals, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 4, 2005, p. 727.
- * LAKKIS P., Die Exhumierung zur postmortalen Vaterschaftsfeststellung und -anfechtung, *FamRZ*, H. 7, 2006, p. 454.

Mesures médicales spéciales

- * ATUL G., When Law and Ethics Collide – Why Physicians Participate in Executions, *New England Journal of Medicine*, 354 (2006), p. 1221.
- * NOBLE A.A., MOULTON B.W. (guest editors), `DNA Fingerprinting and Civil Liberties (numéro entièrement consacré à ce thème), *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2006, p. 153.
- * PAUVERT B., L'encadrement des pratiques en matière d'embryologie, *Revue générale de droit médical*, N° 17, 2005, p. 277.

Personnes âgées et santé

- * LAUFS A., Autonomie, Menschenwürde und Lebensschutz in der Geriatrie und Psychiatrie = Ethik in der Praxis/Practical Ethics, *Medizinrecht*, Bd 24, Nr 4, April 2006, p. 208.

Procréation médicalement assistée

- * APPEL J. M., May doctors refuse infertility treatments to gay patients, *Hastings center report*, July-August 2006, p. 21.
- * BROMAGE D.I., Prenatal diagnosis and selective abortion : a result of the cultural turn, *Medical humanities : edition of the Journal of medical ethics*, Vol. 32, Nr. 1, June 2006, p. 38.
- * MCLEAN S., Sex-selection : intergenerational justice or injustice ?, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 4, 2005, p. 761.
- * MCLEAN S., De-regulating assisted reproduction : some reflections, *Medical law international*, Vol. 7, no. 3(2006), p. 233.
- * MICHELMANN H.-W., WEWETZER C., KÖRNER U., Präkonzeptionelle Geschlechtswahl : Medizinische, rechtliche und ethische Aspekte, *Ethik in der Medizin*, Bd 18, Nr 2, Juni 2006, p. 164.

- * PHILIPPE C., Assistance médicale à la procréation : des pratiques encouragées ?, *Revue générale de droit médical*, N° 17, 2005, p. 263.
- * SATOH Y., The relationship between mother and child born with gestational agreement in IPL : with the proposals of new legislation, *Kansai university review of law and politics*, n° 27, March 2006, p. 1.
- * SIMONSTEIN F., Genetic screening and reproductive choice : is making a child to save another unethical ? *Medicine and law*, vol. 24, nr. 4, 2005, p. 775.
- * TAORMINA G., Le droit de la famille à l'épreuve du progrès scientifique, *Dalloz*, n° 16, 2006, p. 1071.

Recherche biomédicale

- * BEVIERE B., La protection de la santé de l'enfant dans la recherche biomédicale, *Revue générale de droit médical*, N° 17, 2005, p. 113.
- CAULFIELD T., Stemm cell patents and social controversy : a speculative view from Canada, *Medical law international*, Vol. 7, no. 3(2006), p. 219.
- HANSMANN U., Autonomie, Tissue Engineering – Aktuelle Entwicklungen im EU-Recht, *Medizinrecht*, Bd 24, Nr 3, März 2006, p. 155.
- MANAOUIL C. ET AL., The examination of genetic characteristics following the adoption of the revised French law on bioethics, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 4, 2005, p. 783.
- PÉDROT P., La recherche sur l'embryon: un régime juridique non dénué d'ambiguïtés (à propos du décret du 6 février 2006), *Gazette du Palais*, année 2006, doct. n° 161, 10 juin 2006, p. 30.
- * STEINBROOK R., Compensation for Injured Research Subjects. *New England Journal of Medicine*, 354 (2006), p. 1871.
- * WOOD AJ. AND AL., Injury to research Volunteers – The Clinical Research Nightmare, *New England Journal of Medicine*, 354 (2006), p. 1869.

Responsabilité médicale

- ANNAS GJ., The patient's Right to Safety – Improving the Quality of Care through Litigation against Hospitals, *New England Journal of Medicine*, 354 (2006), p. 2063.
- * CAREGHI J.-C., La responsabilité civile médicale avant l'arrêt Mercier : un préalable inutile ?, *Revue générale de droit médical*, N° 18, 2006, p. 109.
- * CLEMENT R., RODAT O., Post-Perruche : what responsibilities for professionals ?, *Medicine and law*, vol. 25, nr. 1, 2005, p. 31.

- * DAVER C., MEMETEAU G., L'incidence de la nature juridique de la relation contractuelle entre le médecin et la clinique sur les actions en « responsabilité » (analyse thématique), *Revue générale de droit médical*, N° 18, 2006, p. 339.
- * DEPINCE M., Le principe de précaution, la progestérone et les autorités communautaires, *Revue générale de droit médical*, N° 18, 2006, p. 173.
- * DESTOURS S., RESPAUD J.-L., Introduction des « class actions » en droit français : le « consommateur de soins » face aux « géants » du secteur sanitaire ?, *Revue Droit & Santé*, N° 9, 2006, p. 69.
- * DOSDAT J.-C., Responsabilité médicale : plaider pour la faute – Note sous CA Paris (1^{ère} ch. B), 4 mars 2005, *Revue générale de droit médical*, N° 18, 2006, p. 185.
- * DUTE J., The debate on no-fault compensation in the Netherlands, *Medicine and law*, vol. 24, nr. 4, 2005, p. 691.
- GASSNER M., REICH-MALTER M., Autonomie, Die Haftung bei fehlerhaften Medizinprodukten und Arzneimitteln, *Medizinrecht*, Bd 24, Nr 3, März 2006, p. 147.
- * GUIGUE S., Présentation du décret n° 2005-1768 du 30 décembre 2005 relatif aux nouvelles missions confiées à l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des infections iatrogènes et des infections nosocomiales par la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique et modifiant le Code de la santé publique (dispositions réglementaires), *Revue Droit & Santé*, N° 11, 2006, p. 261.
- HERAIL E., Le renforcement de la sécurité transfusionnelle: principaux apports du décret du 1er février 2006, *Gazette du Palais*, année 2006, doct. n° 161, 10 juin 2006, p. 44.
- * HUREAU J., HUBINOIS P., Responsabilité médicale. Etude comparée de l'indemnisation des préjudices corporels en Europe, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, Tome 189, mai 2005, n° 5, p. 815.
- * MANAOUIL C., MORIUSER J., La contamination par le virus de l'hépatite C : quels mécanismes de responsabilité ?, *Revue générale de droit médical*, N° 17, 2005, p. 361.
- PEIGNÉ J., La responsabilité du fait des médicaments défectueux : acquis et incertitudes, *Revue de droit sanitaire et social*, n°3, mai-juin 2006, p. 495
- * PELISSIER A., La responsabilité civile des personnels soignants à l'égard de l'enfant, *Revue générale de droit médical*, N° 17, 2005, p. 65.
- * PLANK M.-L., THALER M., Chefarztpflicht-neu : oder die kritikwürdige Umsetzung der Heilmittel-Bewilligungs- und Kontroll-Verordnung, *Recht der Medizin*, 02, April 2006, p. 36.

- * ROUGE-MAILLART C., SOUSSET N., PENNEAU M., Influence de la loi du 4 mars 2002 sur la jurisprudence récente en matière d'information du patient, *Médecine & droit*, n° 77, mars-avril 2006, p. 64.
- * SAINTÉ-ROSE J., Droit transitoire et suite de l'arrêt Perruche, *Revue générale de droit médical*, N° 18, 2006, p. 257.
- SPICKHOFF A., Ärztliche Aufklärungsfehler, haftungsrechtliche Zurechnung und hypothetische Einwilligung, *Zeitschrift für europäisches Privatrecht*, 2/2006, p. 400.
- * VAYRE P., L'expert judiciaire face aux éléments médicaux de l'imputabilité et au lien de causalité en responsabilité chirurgicale, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, Tome 189, mai 2005, n° 5, p. 979.
- * VIALLA F., SMALLWOOD O., Panorama 2005 en droit des infections nosocomiales et application rétroactive de la jurisprudence « staphylococcus aureus » du 29 juin 1999 : vers un renouveau de l'obligation de sécurité de résultat des médecins ?, *Revue Droit & Santé*, N° 10, 2006, p. 106.

Santé mentale et psychique

- * COELHO J., Hospitalisations psychiatriques sous contrainte : plaider pour une réforme, *Revue de droit sanitaire et social*, n°2, mars-avril 2006, p. 249.
- * HOLSTEIN J. A., Pathologie mentale et justice : produire des évaluations psychiatriques, *Droit et société*, n° 61 / 2005, p. 701.
- * MOREL K., Apports de la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 au droit de la psychiatrie et de la santé mentale, *Revue Droit & Santé*, N° 10, 2006, p. 195.

SIDA, lutte contre les épidémies

- * BARRAU B., Santé publique : grippe aviaire, quel droit dans l'accès aux médicaments ?, *Revue Droit & Santé*, N° 9, 2006, p. 88.
- * GOSTIN L., Public Health Strategies for Pandemic Influenza. Ethics and the Law, *Journal of American Medical Association*, 295 (2006), p. 1700.
- * MOUNIER S. AND AL., How prepared is Europe for pandemic influenza? Analysis of national plans, *Lancet* 367 (2006), p. 1405.

Système de santé, politique de la santé

- * BANKS J. AND AL., Disease and Disadvantage in the United States and in England, *Journal of American Medical Association*, 295 (2006), p. 2037.
- * BROWNSWORD R., Public health, private right : constitution and common law, *Medical law international*, Vol. 7, no. 3 (2006), p. 201.

- * EVIN C., La lutte contre le tabagisme : la nécessité de renforcer le dispositif législatif, *Revue de droit sanitaire et social*, n°2, mars-avril 2006, p. 189.
- * GUETTIER C., L'amiante : une affaire d'Etat, *Revue de droit sanitaire et social*, n°2, mars-avril 2006, p. 202
- * LEROUGE L., La question des rapports entre le droit de la santé au travail et le droit de la santé publique : la nouvelle donne de la reconnaissance de la santé mentale au travail, *Revue générale de droit médical*, N° 18, 2006, p. 199.
- * MACPHERSON A., RIVARA F.P., PLESS B., Arguments against helmet legislation are flawed Brent Hagel, *British Medical Journal*, 2006, vol. 332, n° 754, p. 725.
- * MELLO MM. AND AL., Obesity – The New Frontier of Public health Law, *New England Journal of Medicine*, 354 (2006), p. 2601.
- * NYFFELER R., Surveillance de l'assurance-maladie sociale, *Sécurité sociale*, 2006, n° 3, p. 153.
- * RIES N., Legal rights, constitutional controversies and access to health care: lessons from Canada, *Medicine and law*, vol. 25, nr. 1, 2005, p. 45.
- * Services de santé et concurrence, différentes contributions, *Revue générale de droit médical*, numéro hors série, 2005.
- * SUNDMACHER T., JASPER J., Die EU als Motor ordnungspolitischer Reformen in Gesundheitssektor, *Zeitschrift für öffentliches Recht (ZÖR) : Austrian journal of public and international law*, Bd 61, H. 2, 2006, p. 335.

Transplantations

- * ANDERSON M., Xenotransplantation: a bioethical evaluation, *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p. 205.
- * BRAMSTEDT KA., Transfusion contracts for Jehovah's Witnesses Receiving organ transplants: ethical necessity or coercive pact?, *Journal of Medical Ethics*, 32 (2006), p. 193.
- * DEMESLAY I., La santé de l'enfant et les dons et prélèvements d'organes, *Revue générale de droit médical*, N° 17, 2005, p. 3.
- * LECLERQ A., MANAOUIL C., JADRE O., Les prélèvements sur personnes vivantes en vue de don : apports de la loi de bioéthique du 6 août 2004, *Droit déontologie & soin*, vol. 6, n° 1, mars 2006, p. 42.
- * PRIEUR S., La conciliation de la protection de la personne et de l'intérêt thérapeutique d'autrui à travers le don et l'utilisation des éléments et produits du corps humain, *Revue générale de droit médical*, N° 17, 2005, p. 229.

Ouvrages et Monographies /
Bücher und Monographien

- * REISS M., *Rechtliche Aspekte der Präimplantationsdiagnostik : unter besonderer Berücksichtigung der Rechte der von einem Verbot betroffenen Paare*, Frankfurt am Main [...], Peter Lang, 2006.
- * SPENCER JR., DU BOIS-PEDAIN A. (ED.), *Freedom and responsibility in reproductive choice*, Oxford ; Portland, Hart, 2006.
- * GENETIC INTEREST GROUP (GIG), *Human Rights, Privacy and Medical Research: Analysing UK Policy on Tissue and Data*, London, May 2006.
<http://www.gig.org.uk/docs/hrprivacypdf190506.pdf>

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles /
Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- * GÜNTENSPERGER M., KINDHAUSER M., Pharmaindustrie und Medikamente, In : *Lehrgang Gesundheitswesen Schweiz*, n° 2.6, Update April 06.
- * KRAUS D., Licences obligatoires pour l'exportation de produits pharmaceutiques, *AJP/PJA*, 11/2005, p. 1356.
- * JUNOD V., Les médicaments génériques au regard de la LAMal, *AJP/PJA*, 4/2006, p. 396.
- * PETERMANN F. T., Rechtliche Überlegungen zur Problematik der Rezeptierung und Verfügbarkeit von Natrium-Pentobarbital, *AJP / PJA*, 4/2006, p. 439.

Assurances sociales

- * BRUCHEZ Ch., La nouvelle assurance-maternité et ses effets sur le droit du contrat de travail, *Semaine judiciaire*, Vol. II, n°10, 2005, p. 247.

- * COMMISSION NATIONALE D'ETHIQUE POUR LA MEDECINE HUMANITAIRE, Les « déclarations éthiques de renonciation » mettent en péril le principe de solidarité de l'assurance maladie, *Revue Médicale Suisse*, n° 71, 21 juin 2006, p. 1656.
- * Duc J.-L., Faut-il payer le droit de choisir son médecin en cas de soins hospitaliers? *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 49(2005), no 6, p. 533.
- * Duc J.-L., Refus ou réduction des prestations aux proches en cas de crime ou de délits dans l'assurance-accidents obligatoire, *REAS*, 2005, no 4, p. 369.
- * Duc J.-L., Du droit à une rente de l'AI des personnes n'exerçant une activité lucrative qu'à temps partiel. Le Tribunal fédéral des assurances ignore-t-il la loi ?, *AJP/PJA*, 11/2005, p. 1423.
- * EICHENBERGER T., Löcher im Datenschutz der Krankenversicherer, *Bulletin des médecins suisses*, n° 12, 2006, p. 505.
- * HÄNER I., Datenschutz in der Krankenversicherung : Wahrung der Patientengeheimnisses und Offenlegung von Gesundheitsdaten : eine Interessenabwägung aus Sicht des Versicherten, *digma : Zeitschrift für Datenrecht und Informationssicherheit*, 3. Jg, H. 4, 2002, p. 146.
- ISELIN E., Polypragmasie et étendue de l'obligation de restitution au sens de l'art. 56, al. 2 LAMal, *SZS*, 2(2006), p. 106.
- * JUNOD V., Les médicaments génériques au regard de la LAMal, , *AJP / PJA*, 4/2006, p. 396.
- * KUHN H., RABIA L., Ischi D., Stettler S., Nouvelle version du chapitre «Rapports» dans le TARMED à compter du 1er avril 2006, *Bulletin des médecins suisses*, n° 13, 2006, p. 535.
- LONDIS M., Zur Leistungspflicht der Krankenversicherung bei strafrechtlichen Massnahmen, *SZS*, 2(2006), p. 126.
- * OVERBECK J. VON, BALDINGER B., Genomanalyse und Versicherung : Prinzipien der Risikoprüfung bei den privatrechtlich geregelten Lebensversicherungen, *digma : Zeitschrift für Datenrecht und Informationssicherheit*, 3. Jg, H. 4, 2003, p. 154.
- * RAGGENBASS R., STEINER-KÖNIG U., OPAS et psychothérapies: partenariat ou soupçons?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 17, 2006, p. 697.
- * ROGGO A., STAFFELBACH D., Interkantonale Spitalplanung und Kostentragung – Stellenwert der „geschlossenen Spitalliste“ im Falle von „medizinischem Grund im weiteren Sinne“, *AJP/PJA*, 3/2006, p. 267.

- * ROSSMANITH X., La carte européenne d'assurance-maladie introduction en Europe et en Suisse, *Sécurité sociale : revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, 2005, no 6, p. 374.
- * WYLER D., Moral Hazard in der sozialen Krankenversicherung, *SZS*, 3(2006), p. 226.

Droits des patients, droit de la personnalité

- * AYER A., Nul n'est censé ignorer...que les patients circulent librement en Europe, *Revue Médicale Suisse*, n°64, 3 mai 2006, p. 1195.
- * BINZ H., KUHN H., VIH et secret médical, *Bulletin des médecins suisses*, n° 19, 2006, p. 873.
- * CEREGHETTI A., Nul n'est censé ignorer...que le secret médical doit être manié avec précaution, *Revue Médicale Suisse*, n° 56, 8 mars 2006, p. 682.
- * FIEHN A., THEILMANN M., Der plötzliche Herztod : gibt es eine Vorhaltepflcht für automatische externe Defibrillatoren?, *Medizinrecht*, Bd 24, Nr 6, Juni 2006, p. 320.
- * GERBER A., Nouvelles directives de l'ASSM «DNAR» : des décisions complexes, une mise en œuvre difficile, *Bulletin des médecins suisses*, n° 21, 2006, p. 940.
- * MONTEVERDE S., Bündnis und Vertrag: zwei Grundmetaphern für die Ethik therapeutischer Berufe, *Bulletin des médecins suisses*, n° 26, 2006, p. 1226.
- * ROTHLIN M., Pourquoi des dispositions de fin de vie?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 26, 2006, p. 1216.
- * WASSERFALLEN J.-B., Respecter la liberté du patient et du soignant, *Bulletin des médecins suisses*, n° 20, 2006, p. 895.

Euthanasie

- * MARTIN J., Légiférer en matière d'euthanasie active directe ? Délicate pesée d'éléments de principe et pratiques. A propos du rapport de l'Office fédéral de la justice, *Revue Médicale Suisse*, n° 60, 5 avril 2006, p. 948.
- * PETERMANN F. Th., Rechtliche Überlegungen zur Problematik der Rezeptierung und Verfügbarkeit von Natrium-Pentobarbital, *AJP/PJA*, 4/2006, p. 439.
- * ROUILLER C., ROUSSIANO L., Le droit à la vie et le droit de mourir dignement Esquisse d'une problématique relative aux actes médicaux pratiqués sur les patients en fin de vie, *Jusletter*, 12 juin 2006, p. 1.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- * CECCON J.-P., Altersvorsorge von selbständigen Ärztinnen und Ärzten – die wichtigsten Änderungen der 1. BVG-Revision, *Bulletin des médecins suisses*, n° 12, 2006, p. 512.
- * KAPPELER O., HÄNGGELI C., Formation continue et droits acquis, *Bulletin des médecins suisses*, n° 18, 2006, p. 768.
- * POLEDNA T., STOLL R., Ärztlicher Notfalldienst : Pflicht oder Recht des Arztes ? – Betrachtungen am Beispiel der Gesundheitsgesetzgebung des Kantons Zürich, *AJP/PJA*, 11/2005, p. 1367.
- * SIEGRIST M., ORLOW P., GIGER M., Effets de la loi sur le travail sur la formation postgraduée des médecins et temps consacré à cette dernière: enquête auprès des responsables d'établissements de formation, *Bulletin des médecins suisses*, n° 26, 2006, p. 1204.

Génétique humaine et biotechnologies

- * FELLMANN W., Genetische Untersuchungen und Haftpflichtrecht, *Have / Reas*, 1/2006, p. 9.
- * GIRSBERGER M. et M. KRAUS-WOLLHEIM, Die Offenlegung des Quelle von genetischen Ressourcen und traditionellen Wissen in Patentanmeldungen. Die Vorschläge der Schweiz, Rapport, *sic!*, 11/2005 p. 832.
- * KRAUS D., The Research Use Exemption Doctrine and Research Productivity in biotechnology, *sic!*, 12/2005 p. 912.

Mesures médicales spéciales

- * GEISER T., Medizinische Zwangmassnahmen bei psychisch Kranken aus rechtlicher Sicht, *Recht*, 3/2006, p. 91
- * HEUSSER P., PEK und BAG: Probleme beim Programm Evaluation Komplementärmedizin, *Bulletin des médecins suisses*, n° 20, 2006, p. 899.

Nouvelles techniques de l'information et santé

- * POLEDNA T., Rahmenbedingungen von E-health : erste Erfahrungen und künftige Anwendungsformen im elektronischen Gesundheitswesen, *digma : Zeitschrift für Datenrecht und Informationssicherheit*, 2. Jg, H. 2, 2002, p. 56.

Procréation médicalement assistée

- * LÜTHI T., Le problème des grossesses multiples, *Bulletin des médecins suisses*, n° 21, 2006, p. 943.

Recherche biomédicale

- * DITTMANN V., SALATHE M., Réglementation provisoire pour les biobanques jusqu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi relative à la recherche sur l'être humain, *Bulletin des médecins suisses*, n° 23, 2006, p. 1022.
- * REHMANN-SUTTER C., Cobayes rémunérés?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 25, 2006, p. 1194.

Responsabilité médicale

- * BARGELLI E., Schmerzengeld, *danno biologico*, Nichtvermögensschaden, In: STEPHAN WEBER (HRSG.), *Personen-Schaden-Forum 2006*, Zürich, Schulthess, 2006, p. 15.
- * BOEGLI M., Die Anforderungen an das medizinische Gutachten aus Sicht des Ärzte- und Spitalhaftpflichtversicherers, In: STEPHAN WEBER (HRSG.), *Personen-Schaden-Forum 2006*, Zürich, Schulthess, 2006, p. 145.
- * DOLDER F., Fachliche Qualifikation medizinischer Sachverständiger, *Bulletin des médecins suisses*, n° 17, 2006, p. 725.
- * MÜLLER C., Unterhaltskosten für ein ungeplantes Kind als Schaden ? : Kommentar zu BGE 132 III 359, *Jusletter*, 10 Juli. 2006, p. 1.
- * OTT W. E., Das medizinische Gutachten – insbesondere das Fehler- und Kausalitätsgutachten im Arzthaftpflichtrecht, *Bulletin des médecins suisses*, n° 25, 2006, p. 1170.
- * OTT W. E., Das medizinische Gutachten - insbesondere das Fehler - und Kausalitätsgutachten im Arztpflichtrecht : Anhang ; Gutachten 1-4, In: STEPHAN WEBER (HRSG.), *Personen-Schaden-Forum 2006*, Zürich, Schulthess, 2006, p. 41.
- * ROGGO A., STAFFELBACH D., Offenbarung von Behandlungsfehlern / Verletzung der ärztlichen Sorgfaltspflicht : Plädoyer für konstruktive Kommunikation, *AJP / PJA*, 4/2006, p. 407.
- * STEINER I., Der Dualismus von öffentlichem und privatem Recht in der Arzthaftung und seine Auswirkungen auf die Prozessführung, *ZBJV* 2/2006, p. 101.

Santé mentale et psychique

- * GEISER T., Medizinische Zwangsmassnahmen bei psychisch Kranken aus rechtlicher Sicht, *recht*, H. 3, 2006, p. 91.
- * KUHN H., Défenestration et Tribunal fédéral, *Bulletin des médecins suisses*, n° 23, 2006, p. 1015.
- * PRO MENTE SANA, prise de position sur le remboursement des psychothérapies, Pro mente sana : lettre trimestrielle, n° 32, juin 2006, p. 4.

SIDA, lutte contre les épidémies

- * CH.A.T Survey, Maladies transmissibles. Rapport intermédiaire sur l'enquête prospective approfondie lors de diagnostics de nouvelles infections au VIH, *Bulletin des médecins suisses*, n° 26, 2006, p. 1212.

Système de santé, politique de la santé

- * AUER A., Le droit face à la "political correctness" : la constitutionnalité de l'initiative populaire genevoise "Fumée passive et santé", *Pratique juridique actuelle*, 15(2006), no 1, p. 3.
- * BUCHS L., Managed care, In : *Lehrgang Gesundheitswesen Schweiz*, n° 3.6, p. 1.
- * GILLIET F., La ballade de notre système de santé malade, *Bulletin des médecins suisses*, n° 17, 2006, p. 719.
- * HAEMMERLE P., KURT H., Psychotherapie und Gesundheitsversorgung. Aufgaben und Möglichkeiten von Psychotherapie in der Gesundheitsversorgung, *Bulletin des médecins suisses*, n° 24, 2006, p. 1097.
- * HOFFMANN K., EBNER G., Psychotherapie: Langzeitbehandlung versus Kostenneutralität, *Bulletin des médecins suisses*, n° 23, 2006, p. 1046.
- * KÄPPELI S., Das therapeutische Bündnis in Medizin und Pflege – wie lange noch?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 26, 2006, p. 1221.
- * KOCHER G., Gesundheitsausgaben: Schweiz auf dem zweiten und dritten Rang, *Bulletin des médecins suisses*, n° 13, 2006, p. 555.
- * SCHWAAB J. C., La Suisse et la santé des jeunes travailleurs, *Plädoyer*, 3/2006, p. 60.
- * POLEDNA T., Gesundheitsrecht, *Aktuelle Anwaltspraxis 2005*, Bern, 2005, p. 575.
- * ROSSEL R., Coût des systèmes de santé : comparaison internationale et positionnement de la Suisse, *Sécurité sociale : revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, 2006, no 1, p. 48.

Divers

- * LUDWIG C. A., Anforderungen an Gutachten – Anforderungen an Gutachter, *Bulletin des médecins suisses*, n° 23, 2006, p. 1035.
- * MAIER T., Procédure d'asile et rapports médicaux, *Bulletin des médecins suisses*, n° 25, 2006, p. 1174.
- * PREVITALI A., La RPT et l'amélioration des droits des personnes handicapées, *Plädoyer*, 3/2006, p. 64.

- * SOLTERMANN B., Die Gutachtensaufträge der Privatversicherer, *Bulletin des médecins suisses*, n°23, 2006, p. 1034.
- * STÖCKLI H. R., Die Ausbildung medizinischer Gutachter in der Schweiz – bisher und zukünftig, *Bulletin des médecins suisses*, n° 23, 2006, p. 1030.

**Ouvrages et Monographies /
Bücher und Monographien**

- * GÄRTNER L, FLÜCKIGER Y., *Problèmes de l'Etat social : causes, fondements et perspectives : rapport de synthèse*, Zurich, Coire, Rüegger, 2006.
- * OFFICE FEDERAL DE LA SANTE PUBLIQUE, *Cinquième rapport sur la nutrition en Suisse*, Berne, OFSP, 2005.
- * REHMANN-SUTTER C., BONDOLFI A., FISCHER J., LEUTHOLD M. (Hrsg.), *Beihilfe zum Suizid in der Schweiz*, Bern [...], Peter Lang, 2006.